

سكوان الأصل

TRENTIÈME ANNÉE — N° 10867

PREMIÈRE ÉDITION

— DIMANCHE 6 - LUNDI 7 JANVIER 1980

LE MONDE
DIMANCHE

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

3,00 F

Algérie, 1,30 DA; Maroc, 1,50 dir.; Tunisie, 1,80 DA; Allemagne, 1,30 DM; Autriche, 19 sch.; Belgique, 15 F; Canada, 5 0/10; Côte d'Ivoire, 220 F CFA; Danemark, 4 kr.; Espagne, 160 pes.; France, 3,00 F; Grèce, 30 dr.; Iran, 20 rls.; Italie, 500 L; Liban, 275 p.; Luxembourg, 15 F; Norvège, 2,50 kr.; Pays-Bas, 1,25 fl.; Portugal, 30 esc.; Singapour, 100 S; Suède, 3 kr.; Suisse, 1,20 fr.; U.S.A., 60 cts; Yougoslavie, 20 dds.

Les abonnements : page 10

5, RUE DES ITALIENS
75007 PARIS CEDEX 09
C.C.P. 4397-22 Paris
Tél. Paris 14 65872
Tél. : 246-72-23

WASHINGTON FACE AUX CRISES EN ASIE CENTRALE

AFGHANISTAN

Les États-Unis privent l'U.R.S.S. de la majeure partie de leurs livraisons de céréales

La fin de la détente

M. Carter a annoncé d'autres mesures de rétorsion

Après le « gel » de SALT 2, annoncé jeudi 2 janvier, le président Carter a réitéré vendredi soir, dans son discours à la nation, la fin de la détente. Le président Carter a réitéré vendredi soir, dans son discours à la nation, la fin de la détente. Le président Carter a réitéré vendredi soir, dans son discours à la nation, la fin de la détente.

Le président Carter a annoncé, vendredi 4 janvier, une série de mesures concernant les relations entre Washington et Moscou après l'intervention soviétique en Afghanistan. La plus importante de ces mesures prive l'U.R.S.S. de la majeure partie des livraisons de céréales qu'elle attendait des États-Unis cette année. M. Carter a aussi décidé l'interruption des fournitures à l'U.R.S.S. de technologie avancée et de matériel stratégique, la réduction des privilèges de pêche accordés à ce pays dans les eaux américaines, le report de l'ouverture de nouveaux consulats américains dans des villes soviétiques et l'ajournement de programmes d'échanges économiques et culturels.

IRAN

Les étudiants islamiques accroissent leurs exigences

Les affrontements se multiplient entre partisans de l'imam Khomeiny et ceux de l'ayatollah Madari

La confusion et l'agitation s'accroissent encore en Iran au lendemain de l'échec de la mission de M. Kurt Waldheim, et deux mois après la prise d'otages de Téhéran. Les étudiants islamiques, qui détiennent ceux-ci, ont accru leurs exigences le vendredi 4 janvier. Ils qualifient l'un de leurs prisonniers de « criminel de guerre » et veulent s'emparer de trois nouveaux citoyens américains, dont le chargé d'affaires, M. Dainger, confiné depuis deux mois dans les locaux du ministère iranien des affaires étrangères.

ie atomique dément
ni de l'uranium
Pakistan

Protestations et...
AVANT LA VENTE
DE SERGE GAINSBURG
A STRASBOURG

En France
LA MISE AU POINT
IN ÉLÉMENT DÉFAILLANT
CONDITIONNELLE
LA MISE EN SERVICE
OIS CENTRALES NUCLEAIRES

ANVIER
soir-dimanche
sa parution

SOLDES
D'HIVER

TISSUS D'ÉTOFFES

ROBIN

CERRITI 1891
SOLDES
ANNUELS
2/5
janvier

Le numéro...

TISSUS D'ÉTOFFES

ROBIN

CERRITI 1891
SOLDES
ANNUELS
2/5
janvier

Le numéro...

TISSUS D'ÉTOFFES

ROBIN

CERRITI 1891
SOLDES
ANNUELS
2/5
janvier

Le numéro...

TISSUS D'ÉTOFFES

ROBIN

CERRITI 1891
SOLDES
ANNUELS
2/5
janvier

Le numéro...

TISSUS D'ÉTOFFES

ROBIN

CERRITI 1891
SOLDES
ANNUELS
2/5
janvier

Le numéro...

TISSUS D'ÉTOFFES

ROBIN

CERRITI 1891
SOLDES
ANNUELS
2/5
janvier

Le numéro...

TISSUS D'ÉTOFFES

ROBIN

CERRITI 1891
SOLDES
ANNUELS
2/5
janvier

La justice chaptalisée

par PHILIPPE BOUCHER

Le cru « Justice 1979 » n'aura été ni meilleur ni pire que celui des années précédentes. Au plus notera-t-on son abondance et l'importance grandissante d'une « chaptalisation » — lisez les interventions politiques — que les « fins beaux » condamnent, pour faire donner aux « vins » — lisez les procédures — un goût plus convenable que ne le laisserait prévoir les raisins, c'est-à-dire les faits.

Les deux opinions

Ansui préjudiciable à l'image de la justice, l'usage de la « chaptalisation » n'est pas né en 1979, mais l'année passée a montré à quel point pouvait conduire la confusion des genres. Si c'est le général de Gaulle qui a déclaré que toute autorité, y compris l'autorité judiciaire, devait le céder à l'État, le principe revêt à présent des contours en œuvre qu'on ne peut expliquer.

Les jeux et les confidences

Que font-elles, que disent-elles, nos sœurs, nos filles, nos femmes, quand elles sont loin de nous, dans leur domaine réservé, à l'abri de nos regards, de nos préoccupations d'hommes ? De quels rêves se nourrissent leurs amitiés capricieuses ? Quelle complicité les unit et autour de quelles tentations rôdent-elles, bras dessus bras dessous, pendant leurs escapades ?

« LE VOYAGE EN DOUCE », un film de Michel Deville

Après les mouvements spéculatifs des derniers jours

FAUDRA-T-IL FERMER LE MARCHÉ DE L'OR DE PARIS ?

Lire page 13 l'article de PATRICE CLAUDE

Les deux opinions

Ansui préjudiciable à l'image de la justice, l'usage de la « chaptalisation » n'est pas né en 1979, mais l'année passée a montré à quel point pouvait conduire la confusion des genres. Si c'est le général de Gaulle qui a déclaré que toute autorité, y compris l'autorité judiciaire, devait le céder à l'État, le principe revêt à présent des contours en œuvre qu'on ne peut expliquer.

Les jeux et les confidences

Que font-elles, que disent-elles, nos sœurs, nos filles, nos femmes, quand elles sont loin de nous, dans leur domaine réservé, à l'abri de nos regards, de nos préoccupations d'hommes ? De quels rêves se nourrissent leurs amitiés capricieuses ? Quelle complicité les unit et autour de quelles tentations rôdent-elles, bras dessus bras dessous, pendant leurs escapades ?

Le Monde

étranger

L'INTERVENTION SOVIÉTIQUE EN AFGHANISTAN

Les déserteurs de l'armée afghane se joignent aux rebelles pour lutter contre l'envahisseur

Kaboul occupée, la progression des troupes soviétiques dans les provinces afghanes se heurte à une forte résistance, apprend-on à Islamabad de plusieurs sources concordantes.

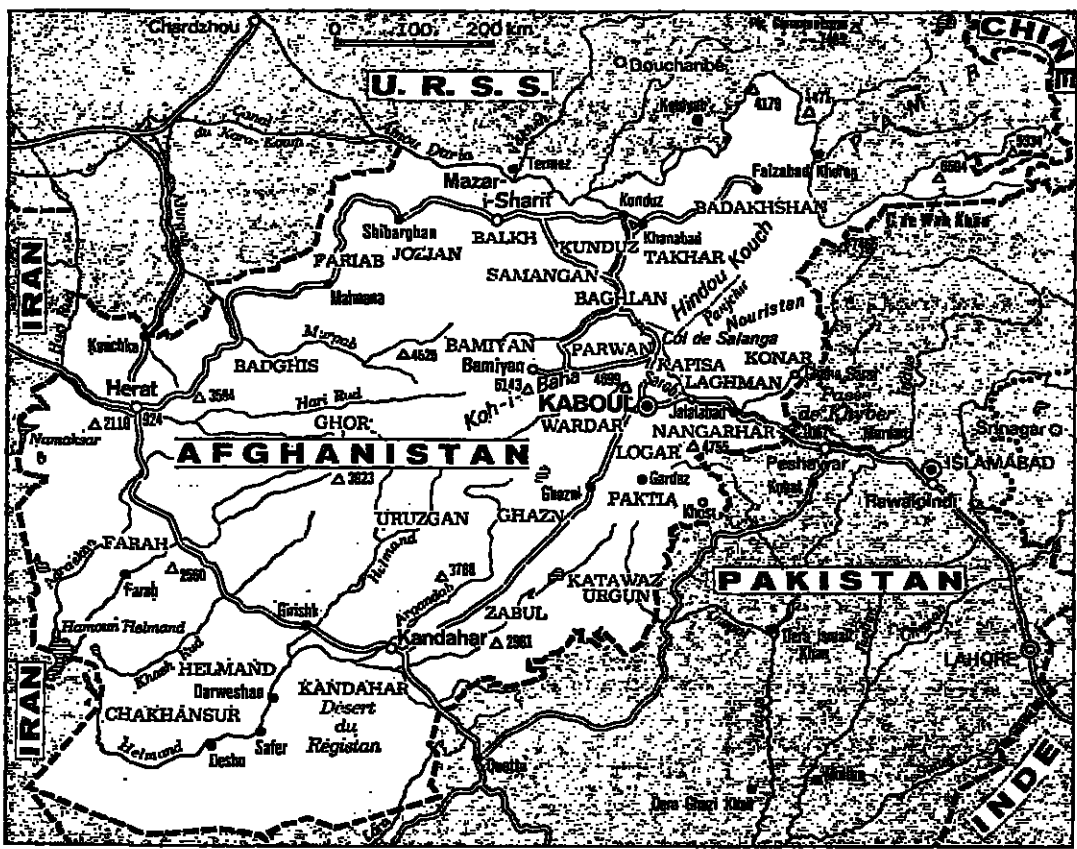
Selon des sources diplomatiques, l'arrivée des colonnes motorisées russes près de Kandahar, le

Le porte-parole joint au téléphone par l'A.P.F. a déclaré que cinq mille militaires soviétiques disposant d'un important matériel se trouvent à Herat, à 120 km de la frontière iranienne.

Selon le porte-parole, dix soviétiques ont été tués et vingt blessés par les moudjahidines (combat-

afghans et les éléments de l'armée afghane ralliés à la rébellion à la frontière iranienne. De nombreux réfugiés afghans ont franchi la frontière iranienne, dont certains avec leurs armes.

Ces informations ont été confirmées par des sources militaires iraniennes.



2 janvier, a provoqué des combats, et la ville, capitale provinciale importante du sud de l'Afghanistan, était à ce moment en proie à de grands désordres.

Selon les organisations rebelles afghanes, des combats ont lieu « à peu près partout dans les provinces ». Les plus fortes résistances sont signalées par les rebelles dans le Badkhis (au nord-est), ainsi que dans le Nouristan et le Paktia.

La ville d'Herat, au centre d'une région montagneuse, à 1000 km à l'ouest de Kaboul, avait été le théâtre au printemps dernier d'une rébellion durement réprimée. La ville compte environ quatre-vingt-dix mille habitants.

Le porte-parole de Jamaat Islami a encore assuré que l'armée rouge repoussait les rebelles

Les États-Unis privent l'U.R.S.S. de la majeure partie de leurs livraisons de céréales

(Suite de la première page.)

D'autre part, des équipements qui étaient exportés sans permis spécial, jusqu'à présent ne pouvaient plus être dédouanés. De même, les pêcheurs soviétiques, qui allaient être autorisés à augmenter leurs prises dans la zone maritime économique des États-Unis (à moins de 200 milles des côtes) jusqu'à 350 000 tonnes de poisson par an, devront se contenter de 75 000 tonnes comme précédemment.

Enfin, toute la routine de la coopération soviéto-américaine avec son cortège de commissions mixtes est bloquée pour une période indéterminée. Au moins cinq réunions qui devaient se

spectateurs qui auraient désiré normalement y participer.

On s'attendait à ce que les alliés des États-Unis prennent des mesures analogues ou parallèles. Les consultations engagées avec eux à cet égard ont été interrompues par la Maison Blanche.

« On montre que nos préoccupations sont largement partagées », a-t-on dit vendredi un haut responsable de la Maison Blanche. « On nous attendons qu'ils prennent eux aussi des mesures ».

M. Carter s'est borné à indiquer dans son discours télévisé, vendredi soir, que « la nouvelle politique sera coordonnée avec celle de nos alliés ».

Autrement dit, Washington n'a pas hésité cette fois à prendre les devants, mais il compte être suivi par d'autres : « Les États-Unis ne peuvent pas agir seuls », a-t-il déclaré.

Le fait que l'invasion armée de l'Afghanistan n'affecte pas, au moins dans son principe, la poursuite des conversations sino-américaines illustre la modération dont la République populaire fait preuve dans une crise qui secoue pourtant l'un de ses voisins immédiats. La presse chinoise rend compte avec une modération sans précédent du déroulement des événements, de la résistance opposée aux forces soviétiques par les mouvements de libération afghans et des protestations élevées à travers le monde contre l'action de l'U.R.S.S.

L'aide au Pakistan

Le président a également annoncé qu'il s'agit d'une aide « immédiate ».

L'Assemblée générale de l'ONU si le recours actuellement en discussion au Conseil de sécurité se heurte au veto soviétique.

L'aide au Pakistan a été mentionnée en termes généraux, probablement pour ne pas embarrasser le général Zia, qui jugerait un peu envahissante la nouvelle sollicitude américaine et aurait préféré, pour cette raison, lui rendre la visite que voulait lui rendre l'ambassadeur américain.

On est plus discret sur le rôle assigné à la Chine, avec laquelle M. Brown, secrétaire à la Défense, ouvrira des consultations à Washington pour quelque temps) et le boycottage officiel des Jeux olympiques de Moscou.

M. Carter a cependant laissé planer une menace à cet égard en déclarant : « Les États-Unis n'ont rien de plus à offrir que des Jeux olympiques, mais l'U.R.S.S. doit comprendre que la poursuite de ses actions agressives mettra en danger à la fois la participation des athlètes et la visite de

MICHEL TATU.

Les réfugiés affluent au Pakistan par la passe de Khyber

Passe de Khyber (frontière afghano-pakistanaise). — 68 kilomètres séparent Peshawar de la frontière afghane. 58 kilomètres d'un paysage minéral dont la nudité n'est ponctuée que par quelques buissons d'épines. La plaine est plantée de fortins plus ou moins imposants. Ici la vie se cache derrière des murs aveugles, et la naissance d'une fille est saluée par des larmes, les femmes étant avant tout destinées à « faire des fils ».

Dans ce monde retranché sur lui-même, chaque village, chaque maison est un fortin. On s'enfonce dans cet étrange champ de mines, au milieu de centinelles muettes.

A 15 kilomètres de Peshawar, la route bute contre la montagne. Elle se glisse dans des gorges étroites. Elle s'accroche aux parois. Elle s'enroule dans les plis de ce paysage tourmenté et grandiose. Presque aucun arbre, mais, çà et là, accroupis au bord de la route, des hommes enveloppés dans de grandes châles beiges, couleur de rocaille.

On croise surtout des camions, des Redfort pour la plupart, superbement décorés, ainsi que des autocars aux vitres desquels des dizaines de regards vous épiant. Dans les bourgades règne une pagaille décontractée. Assis au soleil, chacun semble tuer le temps.

Au pays des Pathans, un homme égale un fusil, ou presque. Toute arme est arborée ostensiblement et les poitrines sont barrées d'imposantes cartouchières. Après un dernier col, la route plonge vers l'Afghanistan et zigzague jusqu'à Torkham, la ville frontière. Sur la gauche de la route, des charbonniers, des ânes, des balots de couverture et, autour d'un feu de bois sur lequel on a

De notre envoyé spécial

posé quelques vieilles bouilloires, une soixantaine de familles qui, fuyant les troupes soviétiques, ont franchi la frontière la nuit précédente, par la route et dans de vieux camions. Les soldats afghans n'ont pas bronché. Les douaniers pakistanais se sont contentés de relever leurs noms.

Originaires de Syad Kharam, près de Gardiz, dans la province de Paktia, elles ont choisi l'exil lorsque les blindés russes ont fait leur apparition. Peu à peu, les langues se délient et chacun y va de son récit écouté dans un silence religieux. « J'ai vu un soldat russe essayer de désarmer un soldat afghan. Ce dernier a refusé : « Ça fusil, c'est toute ma vie, a-t-il expliqué. Je ne le donnerai pas. » Le soldat russe a insisté et tenté d'arracher l'arme. L'Afghan a fait feu et l'a tué. »

« Ils viennent du Turkménistan et de l'Ouzbékistan »

Le chef du groupe raconte : « Des soldats russes ont tenté d'entraîner une femme avec eux. Les Afghans se sont interposés. L'un d'eux a ouvert le feu, tuant quatre Soviétiques avant d'être lui-même abattu. »

Légendes ? « J'ai vu cela de mes propres yeux » insiste-t-il avant de s'éloigner.

Qui sont ces soldats russes ? Comment communiquent-ils avec la population ? « En persan », vous précise-t-on avant d'ajouter : « Ils sont comme nous, ils nous ressemblent. Ils vien-

nent du Turkménistan et de l'Ouzbékistan. »

Au poste frontière, plusieurs panneaux. L'un, prévenant : « Keep to right hand » (on conduit à gauche au Pakistan). L'autre, accueillant : « Welcome to the Democratic Republic of Afghanistan. » Un troisième donne les indications suivantes : Jalalabad : 82 kilomètres ; Kaboul : 225 kilomètres. A moins de 100 kilomètres, on se bat. C'est ce qu'affirment les mouvements rebelles installés à Peshawar.

La ville de Jalalabad serait privée d'électricité à la suite des combats qui s'y sont déroulés et continueraient de s'y dérouler. A Torkham, règne une atmosphère paisible, presque sereine. Chacun déambule tranquillement. On se réchauffe au soleil avant qu'il ne disparaisse derrière la montagne. Juste après les querelles pakistanaises, une maison grise, cachée dans les arbres, sur laquelle flotte un drapeau rouge. Dans le jardin ombragé, trois tables recouvertes de nappes rouges autour desquelles s'affairent plusieurs soldats afghans. Déjeuner champêtre.

Sur la route, un flot ininterrompu de personnes défile, dans les deux sens. Certains ploient sous le poids de sacs et de colis divers, voire d'un gros morceau de bois, chose précieuse à l'approche d'un hiver rigoureux. Sur cette route, vous racontez-t-on, un soldat afghan a été abattu, il y a deux jours, alors qu'il tentait, avec dix-huit de ses camarades, de gagner le Pakistan.

La ciel est bleu, le temps radieux, l'air empli du gazouillis des oiseaux. Sur un promontoire, des touristes photographient, le cœur battant, l'autre côté.

PATRICK FRANCÉS.

Pékin n'a entrepris que des actions diplomatiques très mesurées

De notre correspondant

Il, les Français « ne restent pas les bras croisés ».

Le langage chinois dans cette affaire reste essentiellement indirect et témoigne d'une volonté désormais assez nette, selon l'expression d'un observateur d'Europe orientale, de « ne pas jouer avec une amédiation des rapports avec Moscou. Mais le principe de la poursuite des négociations sino-soviétiques n'a pas été remis en cause. Ces négociations, interrompues après une première série de réunions à Moscou, doivent reprendre prochainement dans la capitale chinoise, fin février-début mars, prévoit-on généralement.

Le fait que l'invasion armée de l'Afghanistan n'affecte pas, au moins dans son principe, la poursuite des conversations sino-américaines illustre la modération dont la République populaire fait preuve dans une crise qui secoue pourtant l'un de ses voisins immédiats. La presse chinoise rend compte avec une modération sans précédent du déroulement des événements, de la résistance opposée aux forces soviétiques par les mouvements de libération afghans et des protestations élevées à travers le monde contre l'action de l'U.R.S.S.

Un satisfecit à la France

Vendredi, le Quotidien du peuple lançait un nouvel appel à la fermeté. Si un « coup d'arrêt » était-il, n'est pas donné à l'opération soviétique, « comment pourrait-on parler de justice internationale et de sécurité dans le monde » ? Comparant l'action des dirigeants de l'U.R.S.S. à celle de Hitler en 1939 contre la Pologne, le Quotidien du peuple concluait : « Si la communauté internationale parvient à enlever l'agression soviétique contre l'Afghanistan par une action efficace et rapide de solidarité, la raison du plus fort soit toujours la meilleure, cela contribuera grandement à la cause de la justice et de la paix du monde. »

Naturellement, les commentaires profitent largement de l'occasion pour marquer quelques points et rappeler aux pays occidentaux que, de longue date, Pékin les avait avertis de la réalité de la menace soviétique. Le Quotidien du peuple déclare même à cet égard un satisfecit particulier à la France en évoquant les détails stratégiques qu'il en a eu l'autonomie dernier à Paris et en déclarant la prise de conscience d'une situation dangereuse devant laquelle, dit-

qu'avec son successeur et ne jouerait d'ailleurs, selon les sortilèges eux-mêmes, qu'un rôle mineur dans le soutien aux groupes de résistance opposés au régime de Kaboul. De Taraki à Amin et aujourd'hui à M. Babrak, il n'y aurait que des nuances mais qui méritent d'être examinées avec d'autant plus de prudence que la Chine a soin de ne rien faire qui risque d'altérer ses rapports avec le monde progressiste musulman. Et si à terme, l'Afghanistan se révélait être l'Angola de l'Asie méridionale ? On constate en tout cas que la presse chinoise s'est gardée jusqu'à présent de toute attaque contre les nouveaux dirigeants de Kaboul eux-mêmes, comme si, d'une certaine manière, le sondeur ne pas compromettre l'avenir restait présent à l'esprit des diplomates chinois.

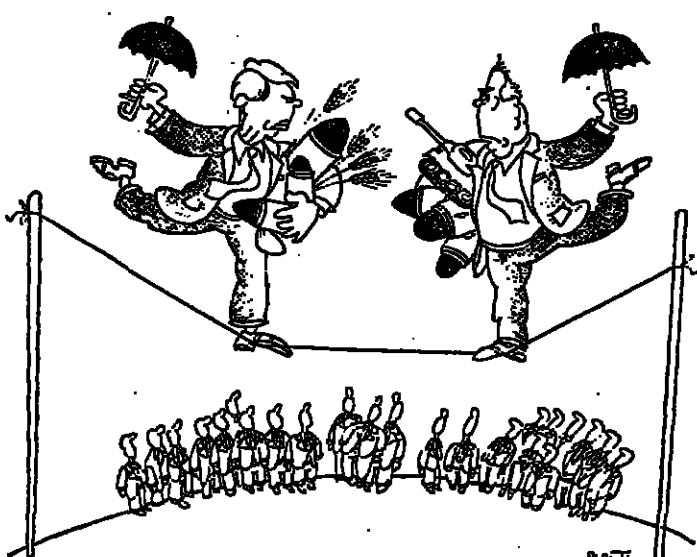
Inquiétudes pour le Pakistan

Reste, bien entendu, le problème posé par la manifestation de force que s'est permise l'U.R.S.S. et qui affecte la sécurité de l'Asie méridionale dans son ensemble. Si modérée qu'elle fut, la déclaration chinoise du 30 décembre dénonçait néanmoins une poussée soviétique vers l'océan Indien, ce qui, si l'on regarde une carte, ne peut signifier qu'une chose : l'inquiétude de la Chine concernant le Pakistan.

On est fort discret à Pékin sur cet aspect de la situation, car il serait de mauvais goût d'évoquer trop clairement l'instabilité d'un régime allié et sa vulnérabilité à des pressions étrangères. Rien n'indique jusqu'à présent que la Chine soit prête à s'engager directement — au-delà d'une action diplomatique, aux Nations unies notamment, sur le plan des principes — dans une résistance armée à la pénétration soviétique en Asie du Sud. En aurait-elle d'ailleurs les moyens ? Mais elle souhaite vivement, de toute évidence, que d'autres puissances soutiennent activement et matériellement cette résistance.

On entre là dans un domaine stratégique qui doit être dans les prochains jours celui des conversations du secrétaire américain à la Défense, M. Harold Brown, avec les dirigeants chinois et au cours desquels ceux-ci se trouveront inévitablement amenés à demander ce que les États-Unis sont disposés à faire pour assurer la défense de ses propres marchés et de ses alliés asiatiques. Rien du à Pékin dans la soirée de samedi, M. Brown devait être dîner du ministre chinois des Affaires étrangères Ku Xiangqian avant de rencontrer lundi le vice-premier ministre, M. Geng Biao et mardi M. Deng Xiaoping.

ALAIN JACOB.



(Dessin de PLANTU.)

chans soviétiques. Les combats sont éparpillés et aucune coordination n'existe entre les rebelles, qui agissent au coup par coup. L'ancienne administration Amin se défait peu à peu. Le gouverneur de la province du Farwan s'est suicidé. Celui de la province d'Helmand a abandonné son poste, apprend-on de sources rebelles.

En revanche, les ministères fonctionnent à nouveau à Kaboul sous la nouvelle administration de M. Babrak Karmal, et les troupes soviétiques sont beaucoup moins en évidence dans la capitale.

Les troupes soviétiques contrôlent depuis vendredi le centre d'Herat et l'importante base aérienne proche de cette grande ville du nord-ouest de l'Afghanistan, a annoncé un porte-parole du mouvement rebelle afghan Jamaat Islami (Ligue islamique), à Machad, en Iran.

tenir entre janvier et avril sont annulées. Cet arrêt entrainera notamment l'ajournement de l'ouverture de consultations générales à New-York et à Kiev et le maintien des liaisons de l'Aéropost vers New-York à deux vols par semaine. M. Carter a seulement répliqué, peut-être provisoirement, contre deux mesures qui avaient été mises à l'étude : la réduction du personnel des ambassades respectives (mais M. Watson, ambassadeur américain en U.R.S.S., restera à Washington pour quelque temps) et le boycottage officiel des Jeux olympiques de Moscou.

M. Carter a cependant laissé planer une menace à cet égard en déclarant : « Les États-Unis n'ont rien de plus à offrir que des Jeux olympiques, mais l'U.R.S.S. doit comprendre que la poursuite de ses actions agressives mettra en danger à la fois la participation des athlètes et la visite de

مکذا من الأصل

EN AFGHANISTAN

Pakistan par la passe de Kaboul

envoyé spécial

Les vieilles bouillottes de familles, les troupes soviétiques franchi la frontière indienne, par la route de la capitale. Les vieux camions, les gens, les familles, les troupes soviétiques franchi la frontière indienne, par la route de la capitale. Les vieux camions, les gens, les familles, les troupes soviétiques franchi la frontière indienne, par la route de la capitale.

de Syad Khanam, dans la province de Pachtounistan, les troupes soviétiques franchi la frontière indienne, par la route de la capitale. Les vieux camions, les gens, les familles, les troupes soviétiques franchi la frontière indienne, par la route de la capitale.

viennent d'Arménie

« Ouzbékistan »

La Roumanie demande que cesse la « politique de force et de diktat »

De notre correspondant en Europe centrale

La Roumanie demande que cesse la « politique de force et de diktat »

De notre correspondant en Europe centrale

La Roumanie demande que cesse la « politique de force et de diktat »

De notre correspondant en Europe centrale

La Roumanie demande que cesse la « politique de force et de diktat »

De notre correspondant en Europe centrale

La Roumanie demande que cesse la « politique de force et de diktat »

De notre correspondant en Europe centrale

ET SES PROLONGEMENTS



Le représentant adjoint de Kaboul à l'ONU donne sa démission pour protester contre l'invasion de son pays

De notre correspondante

New-York. — Le secrétaire général des Nations unies, M. Kurt Waldheim, est rentré vendredi soir à New-York après une brève escale à Zurich. Mais le retour de l'homme de Zurich, qui a été en mission à l'ONU, a été marqué par une démission. Le représentant adjoint de Kaboul à l'ONU, M. Abdul Hakim Tabbizi, a annoncé sa démission au cours d'une conférence de presse. Il a expliqué les raisons de sa décision par la « violation de la souveraineté de son pays par les troupes soviétiques ». M. Tabbizi a déclaré que l'Afghanistan avait été le premier pays à reconnaître la révolution bolchévique et qu'il n'avait pas eu « un seul instant au cours des soixante années écoulées où l'amitié des deux peuples avait été menacée ».

La Roumanie demande que cesse la « politique de force et de diktat »

De notre correspondant en Europe centrale

Vienne. — La Roumanie a de nouveau demandé que cesse la « politique de force et de diktat » de l'Union soviétique en Afghanistan. Le ministre des Affaires étrangères, M. Ceausescu, a déclaré que la Roumanie ne pouvait pas accepter la « politique de force et de diktat » de l'Union soviétique. Il a souligné que la Roumanie était un pays souverain et qu'elle ne pouvait pas accepter la « politique de force et de diktat » de l'Union soviétique. Il a également souligné que la Roumanie était un pays qui avait subi de nombreuses violations de sa souveraineté par l'Union soviétique.

Le P.C.F. s'affirme solidaire des forces en lutte pour le socialisme

M. Georges Marchais a regagné Paris le vendredi 4 janvier. Le secrétaire général du P.C.F. venait de Cuba, où il avait fait un séjour en partie privé et en partie politique (« le Monde » du 5 janvier), qu'il avait interrompu pour se rendre au Nicaragua, où il avait été reçu par le gouvernement sandiniste.

Le bureau politique du parti communiste a publié, après le retour de M. Marchais, une déclaration qui définit sa position sur l'intervention soviétique en Afghanistan. Ce texte confirme les articles publiés précédemment par « l'Humanité », en se référant à la fois au principe de non-ingérence et au « droit pour tout pays de demander l'aide d'un pays allié pour faire face à des immixtions extérieures ».

M. Marchais répond à M. Giscard d'Estaing

M. Georges Marchais a répondu vendredi à la lettre que M. Valéry Giscard d'Estaing lui avait adressée le 2 janvier, comme à M. François Mitterrand, au sujet de la situation internationale. Le secrétaire général du P.C.F. écrit :

DANS LA PRESSE ÉTRANGÈRE

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE : que pouvons-nous faire ?

« Que pouvons-nous faire que la situation n'ait pas déjà passé aux limites de ce que nous pouvons faire ? »

M. BERGERON (F.O.) : le parti communiste jette le masque.

M. André Bergeron, secrétaire général du Front ouvrier, a déclaré le 5 janvier : « Force ouverte ne saurait admettre l'arbitraire du parti communiste français qui, pour justifier l'intervention de l'Union soviétique en Afghanistan, prétend qu'elle n'a fait que répondre à l'appel qui lui a été lancé. L'U.R.S.S. trouvera toujours quelqu'un pour lui demander de l'aider à vaincre une rébellion appuyée de l'étranger ».

M. Mitterrand : il est aujourd'hui évident que les risques d'un désastre existent

M. François Mitterrand, qui s'est exprimé à deux reprises, vendredi soir 4 janvier, sur la situation en Afghanistan — d'abord sur TF1 puis, en direct sur Antenne 2, au cours des journaux télévisés de 20 heures — a notamment déclaré :

ASIE

Cambodge

LES DEUX INGÉNIEURS FRANÇAIS PARTIS POUR RÉTABLIR LE RÉSEAU FERRÉ N'ONT PAS PU ACCOMPLIR LEUR MISSION

A la suite de l'entretien qu'a eu une délégation de parlementaires communistes et son retour du Cambodge avec M. Viêt, directeur du cabinet du ministre des Affaires étrangères, et du communiqué publié par le P.C.F. à cette occasion (« le Monde » du 5 janvier), on observe, au ministère des Affaires étrangères, que le gouvernement français n'a nullement l'intention de mettre en place un pouvoir quiconque à Phnom-Penh et ne prononce pas de jugement sur ce qui devrait être le régime cambodgien. Il estime, au contraire, qu'aucune solution ne doit être imposée de l'extérieur. Il ne saurait donc, ajoute-t-on au Quai d'Orsay, reconnaître un régime établi par une intervention militaire étrangère, sur la légitimité duquel les Cambodgiens n'ont pu se prononcer et qui ne contrôle d'ailleurs pas, comme les parlementaires communistes d'ailleurs l'ont admis, la totalité du territoire.

Inde

LES PREMIERS RÉSULTATS DES ÉLECTIONS SONT FAVORABLES À MME INDIRA GANDHI

New-Delhi (A.F.P.). — Une nette tendance en faveur du parti du Congrès, la formation de l'ancien premier ministre Mme Indira Gandhi, se dégageait, vendredi 4 janvier, à l'issue de la première partie du scrutin dans les élections législatives indiennes, qui s'est déroulée jeudi.

PROCHE-ORIENT

Iran

Le voyage du secrétaire général de l'ONU à Téhéran

M. KURT WALDHEIM EST « HEUREUX D'ÊTRE EN VIE »

M. Waldheim a tenu, vendredi 4 janvier à New-York, une conférence de presse au cours de laquelle il a démenti que son voyage à Téhéran ait eu pour « but essentiel » de rencontrer l'imam Khomeiny. Il a insisté sur le rôle joué par le Conseil de la révolution et, au sein de celui-ci, par l'ayatollah Behabadi.

M. Waldheim a admis qu'il y avait « plusieurs pouvoirs » en Iran, le Conseil de la révolution, les étudiants islamiques — dont les points de vue divergent souvent — et l'imam Khomeiny, que le secrétaire général a qualifié de « leader spirituel ». Dans une interview qu'il avait accordée dans la matinée, lors de son escale à Zurich, à la chaîne de télévision ABC, M. Waldheim avait indiqué que l'accord n'était « même pas certain » au sein du groupe des étudiants islamiques.

Assurant qu'il espérait avoir aidé à combler le fossé de malentendus et de méfiance qui sépare le point de vue de Téhéran de celui de Washington, et même de celui des Nations unies, le secrétaire général a insisté sur l'aspect émotionnel de la crise iranienne, qui paraît l'avoir tant frappé que sa confusion.

Comme on lui demandait s'il avait vraiment eu le sentiment que sa vie était parfois en danger, M. Waldheim a répondu, avec un sourire un peu contraint : « Il y a eu des moments où je me demandais si les gardes qui étaient prêts à me protéger ou à m'attaquer... »

« La situation en Iran est bien plus grave et sérieuse qu'on ne le croit et je ne pense pas qu'une solution sera rapidement trouvée », a-t-il dit avant de conclure, selon l'A.F.P. : « Je suis heureux d'être de retour — et en vie... »

« J'AI VU CE QUE VOTRE PEUPLE A SOUFFERT »

Nous reproduisons ci-dessous la dépêche de l'A.F.P. publiée dans nos dernières éditions datées 5 janvier, sur la rencontre, jeudi 3 janvier, à Téhéran, entre M. Waldheim et des victimes de la SAVAK.

Un enfant sans bras porté par le secrétaire général de l'ONU : c'est l'image choc de sa rencontre avec les victimes de l'ancienne police politique du chah.

Un millier d'Iraniens torturés sous l'ancien régime, hommes et femmes, mais aussi enfants sont venus témoigner devant M. Kurt Waldheim au Carole des officiers de Téhéran.

Le secrétaire général de l'ONU s'est trouvé plongé dans une cour des miracles : dizaines de paralytiques, des aveugles, des sourds, des enfants sans bras, ou qu'elle a fait assier sur des plaques chauffées au rouge, étudiants à la main levée dans une presse, pour qu'ils avouent « être des communistes », mollahs montrant leur dos couvert de cicatrices : « Les policiers du chah étiquaient leurs cigarettes sur nos corps », dit l'un d'eux.

Atout pendant plus d'une heure, ces « martyrs de la Révolution » ont interpellé le secrétaire général de l'ONU : « Il y a eu la rencontre avec l'enfant : il a six ans, les yeux tristes, il n'a plus de bras... »

Sa mère a raconté : « C'était avant la révolution. Nous étions un discours de l'imam Khomeiny sur une cassette. La police a voulu savoir d'où elle venait. Alors elle a battu à mort nos deux amis et occupé les bras au troisième... »

M. Waldheim a saisi cet enfant que l'on promène de manifestation en manifestation. Il a serré contre lui et il a promis aux victimes de la SAVAK : « J'ai vu ce que votre peuple a souffert sous le précédent régime. J'apporterai ce message de souffrance aux Nations unies. » Le secrétaire général de l'ONU, a encore annoncé : « Nous enquêterons sur les violations des droits de l'homme », du temps de la République des Nations unies. « Cette communauté de suppliciés », M. Waldheim s'est déclaré « bouleversé par ce qu'il avait vu ».

LES ÉTUDIANTS ISLAMISQUES ACCROISSANT LEURS EXIGENCES

(Suite de la première page.)

Dans un second communiqué, les étudiants islamiques ont fait savoir que l'un des otages qu'ils détiennent, le lieutenant-colonel David Roeder, « a participé aux bombardements américains sur le Vietnam » et que, à ce titre, il doit être considéré comme un « criminel de guerre ». Aussi ont-ils aussitôt invité « la brosse et pallante nation vietnamienne » à déléguer à Téhéran des représentants chargés d'instruire le procès de cet « espion-marchand ».

La journée du 4 janvier a été marquée surtout par une nouvelle série d'incidents, dont certains très graves, survenus lorsque simultanément à Téhéran, à Tabriz et à Qom, où réside l'imam Khomeiny. Dans la capitale, des affrontements ont opposé, dès le début de l'après-midi et jusqu'à une heure tardive, plusieurs milliers de membres de l'organisation d'extrême gauche Fedayin al Khalq (les combattants du peuple) à des « combattants de Dieu » (Fedayin Allah). À l'issue d'un meeting qui les avait rassemblés dans le bâtiment de l'université polytechnique, les premiers voulaient se rendre en cortège à l'ambassade des États-Unis lorsque les militaires, pour des raisons inconnues, décidèrent de s'y opposer en bloquant les issues de l'université. Des bagarres sévères allèrent alors éclater, au cours desquelles coups de gourdin et jets de pierres furent, de part et d'autre, une vingtaine de blessés.

Les événements de Tabriz, capitale de l'Aschérân oriental, située à 150 kilomètres au nord de Téhéran, non loin de la frontière irano-soviétique, sont autrement inquiétants. Depuis plusieurs semaines maintenant, la ville est devenue le théâtre quasi quotidien de heurts toujours violents entre partisans de l'ayatollah Chariat Madari et gardiens de la révolution, les « moudjahidines », et « khomeinistes » occupant tout à tour la position.

Malgré cette fois, les gardiens de la révolution ont opposé une résistance à leur assaut et ont préféré vider les lieux sans croquer le fer. Les habitants de Tabriz ont annoncé dans la soirée du 4 janvier que la ville serait une « journée ville morte », en signe de protestation contre la présence des gardiens de la révolution, qui, selon la radio iranienne, ont refusé de vendre le soir le contrôle de l'immeuble de la radio-télévision.

À Qom, c'est encore et toujours au compte de la rivalité entre les deux ayatollahs qu'il faut mettre les incidents du 4 janvier. Quelque cinq mille Azerbaïdjanais s'étaient rendus dans la ville sainte pour saluer l'ayatollah Chariat Madari.

Les pèlerins se rendaient au cimetière, hors la ville, pour prier sur la tombe de l'un des leurs, tué voici quelques semaines lors d'un accrochage avec les gardiens de la révolution. C'est alors qu'un millier de « khomeinistes » les prirent à partie. Des bagarres allèrent éclater en plusieurs points de la petite ville au cours desquelles une dizaine de personnes ont été blessées et des vitrines brisées.

Ces événements suffisent à faire la preuve du désordre qui se manifeste un peu partout à travers le pays, et que le gouvernement actuel ne semble pas à même d'ignorer. On va maintenant jusqu'à jeter du plus tôt que de tenter de s'imposer de force. A preuve les Kurdes, qui auraient obtenu de Téhéran, au terme de très longues négociations, que les gardiens de la révolution en poste à Sanandaj, capitale du Kurdistan, et dont ils dénoncent quelques-uns en citant depuis une semaine, cèdent la place à des unités de l'armée régulière.

J.-M. DURAND-SOUFFLAND.

Egypte

Violents incidents entre intégristes et modernistes à l'université du Caire

De notre correspondant

Le Caire. — Des affrontements, dont certains ont fait des blessés graves et entraînés des interpellations, ont eu lieu ces jours derniers dans diverses facultés — notamment des lettres et de la médecine — de l'université du Caire, opposant des étudiants fondamentalistes (ou intégristes) islamiques à des étudiants apolitiques.

Ces derniers, au centre hospitalier universitaire de Kasr-el-Aini, dans le quartier caennais de Garden City, voulaient organiser, le jeudi 3 janvier, une fête dans une salle de cours lorsque un grand nombre d'intégristes se y présentèrent, protestant contre la « mixité » (quelques jeunes filles étaient présentes), la « pourriture des mœurs » et l'« influence étrangère ». Un tract distribué par les protestataires s'en prenait à la « complicité des gouvernants » (dans l'organisation de soirées « décadentes »), à la « décomposition sociale » et à la participation à la fête du jeune chef de l'orchestre El-Masri (les Égyptiens) « Le Copte El-Masri » : devant leurs assauts parfois armés de couteaux, les étudiants modernistes durent battre en retraite, laissant plusieurs blessés sur le terrain, en attendant l'arrivée de la police.

Des incidents des facultés caennaises rappellent ceux qui, au printemps dernier, agitérent

durant plusieurs semaines les universités de Minieh et d'Assiout, en Haute-Egypte (très d'admettre des étudiants coptes dans une cité universitaire, prise d'étudiants coptes en otages, bagarres entre intégristes et modernistes, « chasse aux amoureux », sacage des installations collectives, etc.), qui conduisirent les rals à se rendre à Assiout et à interdire « l'entrée politique dans les universités ».

Depuis lors, la présence de vigiles gouvernementaux dans les facultés, aussi bien que la censure, les examens et les vacances avaient ramené le calme. Mais des incidents non écrits des fondamentalistes, concernant principalement les réunions mixtes, les distractions ou célébrations non islamiques, la participation de non-musulmans à des manifestations collectives.

Alors que le gouvernement égyptien essaie d'appliquer une politique de plus en plus tolérante, les organisations étudiantes actives sont progressivement passées, depuis cinq ans, des

maines des massariens et des communistes à celles des extrémistes islamiques. Exaltés par les événements d'Iran, du Pakistan et d'Afghanistan, encouragés par la Libye, choqués par la paix avec Israël, les intégristes, qui ne sont pourtant qu'une minorité — mais une minorité agissante et grandissante — parmi le demi-million d'étudiants égyptiens, entendent « faire respecter l'intégrité de la loi islamique d'abord dans les universités, ensuite dans le pays ».

Leur conception de l'« intégrité » coranique est, en réalité, une vision à ras de terre de l'islam, se traduisant par un intégrisme mesquin qui n'est pas sans rappeler l'apartheid mesquin « de l'Afrique du Sud » : garçons et filles séparés pendant les cours, prières obligatoires, tracasseries et vexations pour les coptes (notamment ceux voulant chahier certaines spécialités comme la gynécologie, qui les « mettraient en contact avec des musulmanes »), refus d'étudier certains auteurs musulmans comme le grand écrivain moderniste et libéral Taha Hussein, rénovateur de l'enseignement public sous le roi Farouk, disparu en 1973, tel est le spectacle que donne une université qui s'enferme à l'avant-garde du monde arabe.

J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ.

EUROPE

Irlande du Nord

CONVOQUÉE LE 7 JANVIER A BELFAST

La conférence sur l'avenir de l'Ulster suscite peu d'optimisme

La conférence sur l'avenir de l'Ulster, qui s'ouvrira lundi 7 janvier à Belfast, est-elle celle de la dernière chance pour l'Irlande du Nord ? Beaucoup sont tentés de le penser à Londres, où en tout cas de la dire — ne fut-ce que pour la réédition de la conférence de 1969, dont le thème était la « décomposition politique » de la province à l'occasion de leur offre d'y restaurer une vie publique plus normale.

Initialement prévue pour le 3 décembre, puis ajournée en raison de la multiplication des attentats de l'IRA fin novembre et des réticences des principaux partis de l'Ulster, cette conférence répond à un engagement pris par Mme Thatcher au cours de la campagne électorale de l'an dernier. Avant elle, les gouvernements successifs n'ont jamais réussi, depuis plus de dix ans, à mener à bien une conférence entre les deux communautés qui cohabitent en Irlande du Nord.

Affrontements dont le bilan est accablant : environ deux mille personnes ont été tuées depuis 1969, dont quelque trois cent trente soldats britanniques et de nombreuses personnes civiles (des dernières victimes illustres étant, en mars, le juge-père et le conservateur pour la question d'Irlande, M. Airey Neave ; et, en août, lord Mountbatten). Les dégâts matériels provoqués par les attentats, meurtres, etc., sont considérables.

Le conflit n'aura même pas, cette fois-ci, connu de trêve pour les fêtes. Depuis le 1^{er} janvier, six personnes ont trouvé la mort : deux jeunes gens, et une femme, plus âgée soixante-deux ans, et l'autre des deux communautés, à raison d'un million de protestants et de cinq cent mille catholiques, composent la population de l'Irlande du Nord.

C'est dire que l'espoir de voir le conflit s'éteindre de lui-même dans la lassitude, ou devant l'exaspération d'une population saturée de violence et de deuil

(espoir auquel les premiers succès du mouvement des femmes pour la paix avaient d'abord pu donner corps), n'a désormais plus cours.

La Grande-Bretagne dispose pourtant de certains atouts dans cette négociation. Le secrétaire d'État à l'Irlande du Nord, M. Humphrey Atkins, qui partage son temps entre Londres et Belfast, n'a pas ménagé sa peine depuis son entrée en fonction pour renouer certains contacts avec les milieux catholiques irlandais. L'arrivée au pouvoir d'un gouvernement personnel à l'initiative de l'Ulster, et l'urgence que Mme Thatcher peut, d'autre part, estimer certains, favoriser la conclusion d'un accord : bien que le premier ministre britannique ait pu quinze mille hommes — et une indépendance qui permettrait la réunification politique de l'Ile.

L'amélioration du climat politique entre catholiques et protestants suffirait-elle, dans ces conditions, même si elle était obtenue à la conférence de Belfast, à désarmer les partisans de l'action violente, ou en tout cas à les couper de l'opinion ? On veut encore l'espérer à Londres, où certains aimeraient bien, après le succès des négociations sur la Rhodésie, réussir un improbable double.

BERNARD BRIGOLEUX.

L'absence de l'IRA et des unionistes officiels

Face à ces quelques raisons d'espérer, les motifs ne manquent pas pour se montrer pessimiste sur l'issue de la conférence. Le principal est le fait que la table de négociations des principales forces politiques de la province : le parti unioniste officiel, protestant, et, bien entendu, l'IRA. Sans doute la conférence protestante du Nord sera-t-elle représentée par le parti unioniste démocratique, du très actif pasteur Ian Paisley — point méconnaissable du rôle au détriment des formations rivales. Mais l'absence des unionistes officiels pèsera lourdement sur les débats.

Quant à l'IRA, on conçoit qu'il était difficile à Londres de lui reconnaître un statut politique officiel comme interlocuteur. Mais le fait qu'elle reste à l'écart de négociations dont elle avait d'ailleurs dénoncé le principe dès qu'elles furent annoncées, fait évidemment douter qu'un accord entre les deux parties puisse être suivi d'un arrêt des attentats.

Il est vrai qu'il ne s'agit pas à Belfast de négocier un cessez-le-feu, une sorte de trêve des braves, à l'instar de ce qui s'est passé, modestement, de trouver les moyens de mettre en place une administration locale intercommunautaire. Depuis 1974, la province est administrée directement par Londres : la mise en place d'un exécutif régional prévue par la conférence de Sunningdale en décembre 1973, avait été abandonnée du fait de l'opposition irréductible des protestants. Dans l'immédiat, l'objectif de Londres est d'obtenir que les deux communautés acceptent de gérer ensemble les municipalités et les comités, qu'elles s'occupent moins de certains dossiers techniques touchant à l'aménagement.

AMÉRIQUES

El Salvador

Les chrétiens-démocrates pourraient participer au prochain gouvernement

San-Salvador (A.F.P.). — Le Salvador pourrait se doter prochainement d'un nouveau gouvernement avec une participation des chrétiens-démocrates, alors que le pays a connu, vendredi 4 janvier, une nouvelle journée de violence au cours de laquelle au moins quatre personnes ont été tuées et une centaine d'autres blessées.

C'est le sens à donner, d'une part, à la démission du troisième et dernier membre civil de la junte de gouvernement, M. Mario Antonio Andino et, d'autre part, aux déclarations du colonel Adolfo Majano, également membre de la junte, assurant que des consultations ont actuellement lieu avec la démocratie-chrétienne « et avec d'autres secteurs démocratiques du pays ».

De son côté, M. Andino, dont les ministères démissionnaires réclamaient, jeudi le départ, a déclaré que son retrait doit permettre aux forces armées de restructurer le cabinet. Plusieurs partis politiques de la gauche modérée ou social-démocrate, de même que l'Union démocratique nationaliste (U.N.M.), ont cepen-

dant fait savoir qu'ils ne participeraient pas à son futur gouvernement.

Le colonel Majano fait preuve malgré tout d'optimisme, estimant que « la crise actuelle est le pré-pro d'un processus démocratique dans lequel le pays s'est engagé depuis le renversement du général Romero le 15 octobre dernier. (...) Nous respectons, a-t-il ajouté, la décision prise par certains membres de la junte ou du gouvernement de renoncer à leur charge ».

En attendant, les forces armées quadrillent pratiquement toutes les villes du pays et en contrôlent les issues, à la suite de l'attaque meurtrière vendredi matin par des éléments armés du quartier général de la garde nationale. Par ailleurs, deux gardes civils ont été tués dans une embuscade à 45 kilomètres de la capitale, tandis qu'à San-Salvador même la maison de l'ancien ministre de l'Agriculture, M. Enrique Alvarez, était mitraillée. En outre, plusieurs personnes se réclamant de l'Union des habitants des taudis, affiliée au Bloc populaire révolutionnaire, occupent depuis vendredi une église de la capitale.

Mexique

Washington juge « injustifiée » la dernière hausse du prix du pétrole

De notre correspondant

Mexico. — Les relations déjà difficiles entre le Mexique et les États-Unis se sont encore aggravées le vendredi 4 janvier, le département d'État, à Washington, ayant qualifié d'« injustifiée » la nouvelle hausse de près de 30 % du prix de son pétrole décidée le 3 janvier par le gouvernement mexicain. Mexico a annoncé, en outre, qu'il se réservait de réviser ce prix selon les évolutions du marché mondial.

La réaction de Washington a été mal accueillie ici. Le général Félix Galván, ministre de la défense, a fait allusion aux plans de l'armée pour la protection des gisements de pétrole de la nation, laissant entendre que les États-Unis pourraient songer à une intervention directe. Et le pré-

sident Lopez Portillo a déclaré : « Personne ne nous dira ce que nous avons à faire avec le pétrole », rappelant que les ressources d'or noir sont « la garantie de l'indépendance du pays ». Ce refroidissement entre Mexico et Washington vient après le refus des autorités mexicaines d'accueillir le chah d'Iran.

En 1980, on estime que les revenus du pétrole et du gaz seront de 9 milliards de dollars, deux fois plus qu'en 1979. À la fin de cette année, les exportations mexicaines dépasseront le million de barils-jour, mais le gouvernement se réserve de modifier ce rythme de production et d'exportation en fonction de ses seuls intérêts.

JOSE CARREÑO.

A TRAVERS LE MONDE

Guinée-Equatoriale

● L'ACCORD DE FROCHE, signé en 1974, de croyant l'Union soviétique le droit exclusif d'usage du port en eau profonde de Luba, près de Malabo, est entré en vigueur le 31 décembre. Les dirigeants de la Guinée-Equatoriale ne veulent pas d'un nouvel accord bilatéral, déclare-t-on à Madrid de source autorisée.

Nicaragua

● LA VISITE DE M. MARCHEAIS AU NICARAGUA, où il était rendu avant son séjour à Cuba (le Monde du 29 décembre), s'est conclue par la signature d'une déclaration commune

entre le P.C.F. et le Front sandiniste, publiée par l'Humanité du 5 janvier, et indiquant notamment qu'une délégation du Front sandiniste se rendra prochainement en France à l'invitation du parti communiste.

Portugal

● UN JOURNALISTE PORTUGAIS au chômage s'est suicidé, jeudi 3 janvier, après avoir tué son fils âgé de six mois. M. Fernando Madureira, âgé de quarante ans, avait perdu son emploi lors de la suspension de parution, en février 1977, d'un des plus anciens journaux portugais, O Seculo, qui était, en dépit chronique et dont le gouvernement a décidé la disparition définitive. — (A.F.P.)

سكيا من الأصل

- Le chef de l'État et plusieurs dirigeants sont destitués
- Le premier ministre, le lieutenant-colonel Ould Haidalla, devient président

visé également à adapter la structure politique aux tâches importantes de redressement économique, financier et administratif et de consolidation politique. Il n'est pas précisé si des changements interviendront au sein du gouvernement mauritanien.

Nous publions ci-dessous le début d'une enquête de Paul Balta, qui se trouvait à Nouakchott peu avant la « révolution de palais ».

jusqu'à Atar, a fait sentir ses effets jusqu'à une période récente.

effets jusqu'à une période récente. Elle avait permis à l'Espagne, dont les troupes avaient été refoulées à El Ajoun et à Dakhla, de se réinstaller au Sahara occidental, au roi Mohamed V de consolider son pouvoir après avoir maté cette armée populaire qu'il jugeait trop entreprenante, et à M. Ould Daddah de devenir le premier président de la République sahraï.

C'est également à cette époque que différaient les tribus arabes Bani Hilal et Maquil, à l'appel du calife fatimide de l'Égypte, pour lutter contre la sécession du Maghreb et y consolider l'islam. Mais ces deux s'étaient divisés, notamment par les tribus du Maroc qui les rejettent vers le Saguiet el Hamra, ces nomades s'étendent vers le sud, prenant la place des Berbères ou en mélangence avec ceux qui restent. L'estime l'historien Ibn Khaldoun au quatorzième siècle.

C'est à partir du quinzième siècle et au-delà des fréquentes invasions des tribus arabes du Maroc deux grandes branches : celle des marabouts et celle des guerriers. Les attaques portugaises

her les Rgubats, ont toujours été les guerriers particulièrement indépendants, qui ont fait de la guerryotte contre tous les pouvoirs tentant de les assujettir. Ils maintiendront d'autant plus facilement cette tradition que, au vingtième siècle, la pénétration espagnole au Sahara occidental se fera moins en profondeur que celle de la France en Mauritanie.

En outre, ce sont les troupes françaises qui campébaracot, au début du siècle, chez les Ma al Arnes (ou Malafines), seigneur de la ville sainte de Smara, et conquérir le trône chérifien et d'y installer une dynastie saharienne à la place de celle des Alaouites (1).

La mémorable opération *Escouillon*² montée en 1958 par la France contre l'Armée nationale de libération marocaine, dont le fer de lance était formé par des

(1) Introduction à *la Mauritanie*, ouvrages collectifs. Edit. du C.N.R.S.

plus redoutée

à Nouakchott est loin d'être homogène.

La création d'un petit Etat sahraoui dans la province de Ouad-el-Dahab (Grie-de-Oro pour les Sahraouis), Thiris-al-Gharbia pour les Mauritaniciens), qui déborderait même sur la Saguiet-el-Hamra, mais exclurait la région des phosphates de Bou-Craa, suscite également des craintes. En effet, un tel Etat ne serait guère viable, sauf à se fédérer ou s'unir à la Mauritanie, ce qui présenterait pour elle plusieurs dangers : prendre la forme d'un Etat à plusieurs diplomates, français et américains, certains dirigeants se demandent si « par la force des choses et tout naturellement », les Sahraouis ne feront pas la loi à Nouakchott en dépit des engagements pris, dans l'accord d'Alger, par le Front Polycroissant, qui « déclare solennellement qu'il n'a et n'eura pas de reconnaissance officielle de l'Etat sahraoui sur la Mauritanie ». Ensuite, cet apport mureux risque d'accentuer le déséquilibre ethnique au détriment des Noirs et de provoquer de dangereuses tensions. Enfin, bien que la menace d'une sécession des populations négro-africaines ait été suréstimée à l'étranger, le gouvernement mauritanien ne peut pas se laisser entraîner par la province sahraouie.

zone tampon, ont été les premiers à aider et à abriter les insurgés sahraouis depuis du peu de soutien qu'ils avaient trouvé à Rabat. Ainsi, M. El Bendir, actuel préfet de Bouleimiel, ancien fief de M. Ould Daddah, à 150 kilomètres de la capitale, « J'ai fait tout ce que j'ai pu pendant sept années pour que les bras qui ont fondé le Zénaga, le mouvement embryonnaire de libération, issu du F.L.S. en 1971 et d'où est né le F.R.P. Politario, dont le congrès constitutif s'est tenu le 10 mai 1973. J'étais avec El Ouali, premier secrétaire général du Front, avec Abdelaziz, son successeur, Mohamed Lamine, qui était le premier ministre de la R.A.S.D. en 1977, et d'autres, chef militaire de la zone sud... » Après un silence, il confie : « J'ai rejoint le Front en 1976 quand il a décidé d'attaquer militairement Nouadhibou. J'y avais toute ma famille ; pour moi, c'était un drame de conscience. »

Il y avait aussi les Sahraouis, M. El Bendir aurait pu nous raconter une guerre fratricide. El Ouali, de son côté, qui connaissait bien Ould Daddah, lui avait lancé un appel pour qu'il renonce à son alliance avec Rabat et forme avec les Sahraouis un Etat fédéré. N'ayant pas réussi, il avait organisé une frappe contre la capitale marocaine, laquelle il devait trouver mort le 8 juin 1976. Il avait espéré que la population se soulèverait

UNE ÉQUIPE MILITAIRE
CONSTAMMENT REMANIÉE
DEPUIS DIX-HUIT MOIS

10 JUILLET : Un groupe de militaires prend le pouvoir à Nouakchott et place en résidence surveillée le président Mokhtar Ould Daddah qui était chef de l'Etat depuis la proclamation de l'indépendance de son pays, le 23 novembre 1960. Lieutenant-colonel Moustapha Ould Mohamed Saleck lui succède à la magistrature suprême.

1979
6 AVRIL : Après mise en place d'un comité militaire de salut national, un nouveau gouvernement est constitué, dont le premier ministre est le lieutenant-colonel Ahmed Ould Bouceif, premier vice-président du comité militaire.

Ahmed Ould Bouceif meurt d'un accident d'avion au large de Dakar, et le lieutenant-colonel Ahmed Salem Ould Sidi devient premier ministre par intérim.

31 MAI : Le lieutenant-colonel Mohamed Khouna Ould Haidalla démissionne comme premier ministre.

par le Comité militaire.

2 JUIN : Le Lieutenant-colonel Mohamed Mahmoud Ould Louly vient chef de l'Etat en remplacement du colonel Moustapha Ould Mohamed Saleck, démissionnaire.

5 AOUT : Signature à Alger d'un « accord de paix définitive » entre la Mauritanie et le Polisario.

9 SEPTEMBRE : Le gouvernement marocain annonce le retrait de forces de Mauritanie.

PREMIER INVITÉ
d'une série de clubs de la presse exceptionnels sur les années 80
JEAN FRANÇOIS-PONCET
Ministre des affaires étrangères

animé par
Gérard Carreyrou
et Alain Duhamel.

CLUB DE LA PRESSE

EUROPE

**Dimanche
6 janvier
à 19h**

Le Monde

Société

Le principal inculpé de l'affaire de Ramatuelle est à nouveau entendu par le juge d'instruction

M. Henri Tournet, l'homme d'affaires inculpé de faux en écriture publique - à propos de la vente de terrains qu'il possédait à Ramatuelle - et dont Robert Boulin avait acquis 20 000 mètres carrés, a été une nouvelle fois entendu, vendredi 4 janvier, à Caen, par le juge d'instruction chargé de ce dossier, M. Renaud Van Rymsbecke, qui a par ailleurs désigné un expert en langue espagnole aux fins de l'expertise de certains documents en possession de l'inculpé qui réside et mène ordinairement ses affaires dans l'île d'Elbe, aux Baléares.

Bien que prévue depuis près de trois

semaines, cette audition est intervenue alors que, deux jours plus tôt, M. Tournet avait réaffirmé que la parcelle acquise par Robert Boulin en juillet 1974 n'a pas été achetée par l'ancien ministre mais qu'elle lui a, en quelque sorte, été donnée, la contre-valeur de 40 000 F lui en ayant été restituée six mois plus tard. A Mme Colette Boulin, qui s'est élevée contre de telles déclarations (« le Monde » du 5 janvier), M. Tournet a répondu, jeudi 3 janvier, en persistant dans ses affirmations, nous précisant que, s'il avait rendu cette somme en février 1975, c'était précisément à la demande expresse de Mme Boulin. Et d'ajouter : « Si Robert

Boulin - qui n'était pas au gouvernement au moment de la signature de l'acte de vente - n'était pas redevenu ministre par la suite et s'il n'avait pas été en passe, en 1970, de devenir premier ministre, on n'en aurait jamais parlé ».

L'épisode des 40 000 F donnés ou rendus pourrait aussi apparaître comme un nouveau élément tendant à prouver qu'à travers les développements de l'affaire de Ramatuelle c'était moins M. Tournet qui était visé que, de manière fort insidieuse, Robert Boulin lui-même. D'autant qu'il existe quelques autres convergences tout aussi troublantes.

Autour d'un faux en écriture publique

La commission rogatoire déli-
vrée au début de l'automne 1979
par M. Renaud Van Rymsbecke
afin d'examiner les mouvements de
fonds au compte que Robert
Boulin possédait à l'agence de
la B.N.P. à Libourne a permis
d'établir que, le 14 février 1975
- au lendemain de l'incarcération
de l'inculpé à Paris, par une
personne non identifiée - d'un
chèque de 40 000 F au porteur de
M. Tournet, tiré sur sa banque
(la Banco Popular Española) et
endossé de la manière suivante :
une somme égale a été versée, en
liquide, sur ce compte libournaise.
Est-ce là un indice suffisant pour
affirmer, comme le fait M. Tour-
net, que ce chèque a été remis
à la B.N.P. de Libourne par une
personne non identifiée, comme
le fait M. Tournet, tiré sur sa banque
(la Banco Popular Española) et
endossé de la manière suivante :
une somme égale a été versée, en
liquide, sur ce compte libournaise.
Est-ce là un indice suffisant pour
affirmer, comme le fait M. Tour-
net, que ce chèque a été remis
à la B.N.P. de Libourne par une
personne non identifiée, comme
le fait M. Tournet, tiré sur sa banque
(la Banco Popular Española) et
endossé de la manière suivante :
une somme égale a été versée, en
liquide, sur ce compte libournaise.

(« 80 000 F ») et des recomman-
dations de dettes qu'il possède
(« une de 10 000 F, une autre de
8 000 F »). Il rappelle d'ailleurs
explicitement que Robert Boulin
possédait à l'agence de la B.N.P.
de Libourne le 27 fé-
vrier 1975 au ministre : « (...) Il
est certain que j'ai protégé tes
intérêts, jusqu'à maintenant, ce
qui m'a coûté beaucoup de temps,
d'efforts et d'argent. J'ai agi
ainsi par amitié, comme pour un
certain soutien, un financement
déclaré. (...) »

L'homme d'affaires dit avoir
eu connaissance à la mi-octobre,
lors d'une audition à Caen, de
l'existence de la commission ro-
gatoire à la B.N.P. de Libourne.
Robert Boulin n'a pas non plus
manqué de l'apprendre. Il en
parle d'ailleurs dans la lettre à
l'Agence France-Presse écrite
juste avant sa mort : « Je n'ai

jamais vu ni endossé un chèque
au porteur émanant de Tournet
- ce qui est vérifié aisément, le
chèque étant au dossier, aussi
pour la période de 1973, que
pour la période de 1974. (...) Quelques
mois qui pourraient laisser pen-
ser que tout en se défendant
d'être dans le secret de l'instruction,
Robert Boulin connaît l'exis-
tence du chèque du 13 février
1975 et qu'il sait que l'endos est
illégal. A-t-il pensé qu'en cher-
chant à établir qu'il avait reçu
gratuitement un terrain, la jus-
tice tentait de l'accuser de pré-
varication portant ainsi un coup
fatal à sa carrière politique ?
Une telle hypothèse expliquerait
en tout cas certains autres ter-
rains de cette même lettre trait-
tant d'un « juge ambitieux, hui-
sieux de la société, considérant
à priori un ministre comme pré-
varicateur ».

Prestidigitation et vente illicite

Dans la même tempête, il n'avait
pu échapper à Robert Boulin,
juriste de formation, que l'évolu-
tion d'une procédure engagée -
mollement - plus de quatre ans
auparavant, risquant, à travers la
personne de son ami Henri Tour-
net, de l'atteindre lui-même à
terme.

L'affaire de Ramatuelle est née
d'une série de transactions réali-
sées à partir de 1973. Par deux
actes de janvier et septembre de
cette année-là, signés chez
M. Groult, notaire à Font-Hébert
(Manche), trois acheteurs nor-
mands ont acheté en possession
d'une partie de l'indivision liée
aux 36,5 hectares du domaine du
Val-de-Bois. Pour des raisons de
non-conformité cadastrale, le pre-
mier acte est retenu par le bureau
des hypothèques de Draguignan,
et le second ne lui est même pas
présenté. Dans le but, dit-on, de
régulariser cette situation, une
opération de prestidigitation est
prévue à partir d'avril 1974.

Dans un premier temps,

M. Tournet - qui déclare s'être
entendu dire par M. Bruno Long,
notaire à Grimaud, qu'il est
toujours légalement unique pro-
priétaire du terrain, les actes de
1973 n'ayant jamais été enregis-
trés - signe par procuration, le
22 avril 1974, devant ce même
notaire, une vente des terrains à
une société suisse, Holliour, qu'il
possède dans sa quasi-totalité. Ce
nouvel acte est dûment enregistré
le 9 mai aux hypothèques de
Draguignan. Dans un second
temps, Holliour doit revendre ces

mêmes terrains aux acquéreurs

de 1973, et par la suite, un
enregistrement formel des trans-
actions financières ayant, bien
entendu, un caractère parfaite-
ment fictif.

Pour des raisons obscures, la
seconde partie du plan ne recevra
jamais d'exécution, d'où l'imbro-
glio qui n'est toujours pas résolu
après six ans plus tard. Une
seule vente sera, en définitive,
menée à bien par Holliour : celle
du 18 juillet (enregistrée le
31 juillet), par laquelle les époux
Boulin transfèrent à Holliour
certaines propriétés de 2 hectares.

La procédure judiciaire pro-
prement dite commence le
4 avril 1975 avec le dépôt, par
M. Tournet, d'une plainte devant
la chambre des notaires de la
Manche, à propos des ventes de
1973. La chambre des notaires
épouse à son tour une plainte
contre M. Tournet, le tribunal de
Coutances pour « escroquerie et
abus de confiance ». En juin,
M. Tournet fait de même devant
le même tribunal, le tribunal de
Coutances, une plainte contre
M. Groult, notaire à Font-Hébert,
nommément désigné, et il renou-
velle cette plainte en 1977. En
mars 1979, sur décision du parquet
général de Caen, le dossier de
Ramatuelle est transmis à M. Re-
naud Van Rymsbecke, juge d'in-
struction au tribunal de grande
instance de Caen.

C'est de ce moment que, pour
des raisons sur lesquelles la jus-
tice n'est pas encore expliquée,
la qualification des faits pour-
suit être transformée d'un délit

A FR 3

Fiorella et les hommes

Des féministes, au mois de
mai 1978, sont allées dans un
tribunal italien où elles avaient
reçu l'autorisation de filmer un
procès de viol (1). Elles ont
posé leur caméra et elles ont
vu, nue, l'histoire de Fiorella,
comme, vendredi soir 4 janvier,
la montre le magazine de
FR 3 « Le nouveau vendredi ».

Fiorella a ce regard tendu,
presque honteux de toutes les
femmes violées qui ont osé
briser le silence et se retrouver
devant le justice des hommes.
Face à ces hommes qui l'inter-
rogent, qui fouillent sa vie pour
l'accuser, Fiorella, dix-huit ans,
perd contenance. Elle se sent
enfermée, peu à peu, par les
magistrats, les avocats de la
défense, les accusés aux-
mêmes, dans un cercle où la
peur devient consentement.

Fiorella a subi un « viol ordi-
naire ». Elle a suivi un garçon
qui devait lui trouver du travail :
il l'a entraînée dans une maison
où étaient trois de ses amis ;
tous quatre l'ont violée. La pro-
cure, banale, est exemplaire jus-
qu'à la caricature, affrontement
entre des hommes et des
femmes qui n'ont plus de lan-
gage commun.

Pour les hommes présents
dans le prétoire, plus mâles
latins que ceux des plus belles
légendes, le viol n'existe pas
ailleurs que dans les fantasmes
des féministes. Les accusés,
« bons garçons, bons maris,
bons pères » ont « couché »

avec Fiorella « parce qu'elle est
une prostituée », dit un avocat,
« mais de cela on ne saurait
lui tenir rigueur ».

Devant un public de femmes
consternées, les défenseurs dé-
roulent, sans rire, le discours
accusateur : « Il n'y a que deux
catégories de femmes : les
mères et les putains ».

« Si une femme n'est pas vierge, si elle
a eu un amant, elle peut en
avoir dix, c'est une putain. »
Calmelement M^{re} Lagostena Bassi,
avocate de Fiorella, s'oppose à
l'évocation des éventuelles rela-
tions sexuelles antérieures de sa
cliente : « Les femmes font de
leur corps ce qu'elles veulent.
Et si l'on parlait ici d'un hold-
up dans une bijouterie, assai-
rait-on de jeter la discrédit sur
la bijouterie ? »

Les hommes n'écoutent pas.
« De la violence sexuelle à
l'acte d'amour, la route est
courte », ajoute un défenseur.

Un autre conclut : « Si cette
jeune fille était restée chez
elle... »

Tout a été dit. Le tribunal
accepte les 2 millions de liras
offerts par les accusés à titre
de dommages-intérêts - pour
une prostituée ? Il les condamne
chacun à deux ans d'emprison-
nement avec sursis et huit mois
fermes couverts par la gendar-
merie provisoire. Ils sont libres
de rejoindre leurs familles qui, au
début du procès, conspuent les
féministes. En deux jours d'au-
dience, devant une caméra qui
semblait filmer une mauvaise
pièce de théâtre, rien n'a bougé.

JOYANE SAVIGNEAU.

(1) Le film a obtenu le prix
Italia 1978.

La justice chaptalisée

(Suite de la première page.)

Pour les deux premiers pro-
cès, des peines fermes de pri-
son ont été requises et pronon-
cées, particulièrement lourdes à
propos de la rue de Passy. Pour
le troisième procès, le parquet,
qui ne réclame plus que l'em-
prisonnement avec sursis et des
amendes.

Certes, il ne s'agit pas de dire
que les prisons deviendraient hor-
ribles parce qu'on y fourrerait des
présidents de sociétés. D'autant
que, par essence, la prison n'est
pas faite pour eux, mais pour
les 80 % d'O.S. et assimilés qu'elle
retient. Chacun sait bien, tou-
tefois, que la prison n'est qu'un
mécanisme d'élimination et nul-
lement cet outil de réinsertion
sociale que décrivent les lois.
Mais qui ne demeurent ni souve-
raines, ni efficaces, que des vitrines
brisées « valent » plus cher que la
vie de trente-àix nourrissons ?

Force est de redire que la fonc-
tion judiciaire réprime moins la
faute qu'elle ne vise à maintenir
l'ordre apparent. Et qu'elle
confirme de se tromper de mis-
sion, en même temps qu'elle
épouse celle de la police. On le
vit trop clairement lors de l'exé-
cution sans jugement de Jacques
Mesrine. Le caractère expéditif
de l'opération fut si peu nié qu'on
s'en glorifia chez les policiers.
C'était déjà beaucoup. Fallait-il,
par dessus le marché, ce télé-
gramme de félicitations qu'un très
haut magistrat crut utile (ou de
bon goût) d'expédier ? Si la pro-
cédure pénale existe depuis la
nuit des temps, c'est bien à l'in-
tention des malfaiteurs. Au nom
de quoi a-t-on jugé que, pour
l'un d'eux, elle était inapplicable ?

Au nom de cet « état de légi-
timité défense permanente » invo-
qué par un autre haut magistrat ?
Mais alors, de proche en proche,
il faut transformer en conseiller
du ministre l'association qui s'ar-
roge ce nom. Tout deviendra plus
clair, il est vrai que la mallesse
dont on fait preuve à son pro-
pos. Quand on n'invoque pas son
existence pour justifier le main-
tien de la peine de mort.

L'option (mais laquelle ?) expli-
querait ce maintien. Mais n'est-ce
pas elle aussi qui réclame plus
de clarté après la mort de Robert
Boulin, après la révélation des
craquements de Jean-Bedel Bokassa ?
Il doit y avoir en France deux
opinions : l'une, bonne, respecta-
ble ; une autre, négligeable.

On peut convenir, c'est vrai,
que l'opinion n'a pas durablement
cure de semblables dossiers et
qu'une affaire, dans l'esprit public,
en chasse une autre. Mais ce qui
persiste et grandit, c'est la
défiance et le mépris où l'on
tient l'institution, les lois et les
juges. On dira : « Ce n'est pas
nouveau ». Assurément. Ce qui
est c'est que les plaideurs ne
se contentent plus de maudire

leurs juges in petto. Ils le disent
et beaucoup l'entendent. Et les
maledictions n'émanent pas pré-
alablement de jeunes gens mal
émoussés aux idées subversives.
Elles émanent de la « France
profonde », qui a cessé d'apprécier
pour sa justice la moindre
crainte révérentielle. Le sacré a
ful les hommes en robes, avocats
ou juges, greffiers ou huissiers,
et nul d'entre eux ne peut plus
cacher que la justice est quoti-
dienne, faillible et encore davan-
tage.

Le temps de l'ordre

Or l'avenir ne contient que
matière à inquiétude. Tout ce
qui, depuis dix ans, a été tenté
pour mettre les juges et leur
machine au rythme du temps a
échoué. A partir de 1971 sont
publiés des décrets de procédure
civile destinés à faire du magis-
trat une sorte de manager de
l'entreprise « procès ». Le résul-
tat est des plus variables. Le
fossé entre les magistrats et les
avocats s'est encore creusé, les
seconds se plaignant d'être à la
botte des premiers. Les procédures
n'ont pas, globalement, été
accélérées. Les plaideurs conti-
nuent de plaier devant un sys-
tème plus lent et plus coûteux que
jamais. Même compte tenu de la
suppression partielle des frais de
justice.

Le plus préoccupant n'est pas
là. La justice n'est plus en état
d'assurer sa mission. Jusqu'à une
époque récente le flux était éva-
lué avec retard. Mais il était
tant bien que mal. Il ne l'est
plus. Ce qui est à présent recher-
ché, au travers des lois et des
pratiques, c'est de détourner les
justiciables de la justice ou bien
de proposer des réformes (les nou-
velles juridictions sociales d'appel
et de cassation, par exemple) dont
on voit surtout ce qu'elles ont de
flou.

L'extension des juges concilia-
teurs n'a pas seulement pour but
de résoudre rapidement des
conflits simples. Elle a aussi pour
objet d'éviter qu'il soit fait appel
aux juges d'instance. Nombre de
garanties de procédures, appels et
poursuites en cassation, sont sur-
primées. Pour éviter les « ma-
nuèbres dilatoires », comme on
dit, mais aussi pour enrayer le
flot des actions judiciaires. Les
exemples sont multiples de ces
bonnes raisons qui ne sont que
de mauvaises accommodances sur
un tissu usé à la corde.

On voudrait dans ces conditions
que la justice protégée les libé-
tés ? Il n'y a guère que la Consti-
tution pour l'affirmer en core
sérieusement. Si la justice en
avait le goût, le temps lui man-
querait. La sagesse lui suggérerait
aussi de ne pas aller contre le
temps, qui n'est pas aux libertés,
mais à l'ordre.

PHILIPPE BOUCHER.

Les poursuites contre le président du Front national

M. Jean-Marie Le Pen, président
du Front national (extrême droite)
a été inculpé, vendredi 4 janvier,
de provocation à la discrimination
raciale par M. Ernest Fontaine,
juge d'instruction à Paris. M. Fon-
taine agitait sur commission roga-
toire de M. Michel Cozic, juge d'in-
struction à Nantes, chargé de
l'information d'urgence après une
plainte du M.R.A.P. (Mouvement
contre le racisme et pour l'amitié
entre les peuples) (« le Monde », daté
30-31 décembre).

La plainte du M.R.A.P. visait la
publication, par le Front national,
d'une affiche où l'on pouvait lire :
« 1 500 000 chômeurs, c'est 1 500 000
immigrés de trop. La France et les
Français d'abord ».

M. Le Pen a déclaré : « Mon incul-
pation vise à discréditer un parti
politique d'opposition et à évaluer
les problèmes essentiels du chômage
et de l'immigration. On ne saurait
contester à un citoyen français la
possibilité de réclamer le droit au
travail pour les Français, car l'es-
time que lorsque survient la crise éco-
nomique les travailleurs français
doivent bénéficier d'un droit priori-
taire (...) ».

Après cette déclaration, le M.R.A.P.
a réagi en affirmant : « En faisant
appel à la justice française, le
M.R.A.P. a précédemment manifesté
son respect des libertés et de la loi
qu'il entend défendre contre les doc-
trines préconisées et les méthodes pro-
pagandistes par M. Le Pen et ses amis.
En cette période de crise, faite des
immigrés des bouches émissaires, de
tourner contre eux les colères et les
angoisses que ressentent massivement
les Français, c'est faire à ces derniers
le plus grand tort, car une telle
mythification mène sur l'ignorance et
les plus bas instincts ne peut
que retarder la solution de leurs
difficultés. (...) Ce qui doit être
tabou en France, c'est le poison
mortel du racisme. »

Faits et jugements

En 1979

PRÈS DE SIX CENTS MORTS
PAR SURDOSE DE DROGUE
EN R.F.A.

D'après une enquête de
l'agence de presse ouest-alle-
mande D.P.A., publiée jeudi
3 janvier à Bonn, le nombre des
victimes par surdose de drogue
est passé, en République fédé-
rale d'Allemagne, de trois cent
dix-huit en 1978 à cinq cent
quatre-vingt-trois en 1979. Cette
évolution s'explique, selon les
experts, par l'introduction sur le
marché allemand d'une héroïne
plus pure que l'héroïne thaïlan-
daise en provenance du Proche-
Orient, particulièrement de Tur-
quie. Les toxicomanes non pré-
venus utilisent cette héroïne
« belge » ou « grise », beau-
coup plus forte, à la place de
leur produit habituel très
allongé de lactose.

D'après les services officiels,
on dénombrait actuellement qua-
rante-trois mille héroïnomanes
en R.F.A., soit environ trois
millions de plus qu'en 1978. Berlin-
Ouest est la ville la plus tou-
chée avec soixante-dix-neuf cas
mortels, Francfort, comme l'an-
née précédente, vient en seconde
position avec trente-neuf vic-
times.

L'attentat d'Anglet revendiqué par un groupe basque.

L'attentat commis vendredi
matin 4 janvier contre le chan-
tier de construction d'un cen-
tre de C.R.S. à Anglet (Pyré-
nées-Atlantiques), et qui a fait
deux blessés parmi les ouvriers
du chantier (nos dernières édi-
tions), a été revendiqué dans un
appel téléphonique adressé à la
redaction de FR 3, à Bayonne,
vendredi après-midi, par le mou-
vement autonomiste basque Ipar-
retarrak.

Après le rapt manqué contre
M. Félix Aghayan, cinq per-
sonnes, qui avaient tenté d'enle-
ver, mardi 1^{er} janvier, à Paris,
l'ancien sénateur iranien (le
Monde du 4 janvier), ont été
inculpées par M. Guy Joly, juge
d'instruction à Paris, de « tenta-
tive d'enlèvement illicite » et
« séquestration ». Jeudi 3 janvier,
le magistrat instructeur a inculpé
M. Antoine Garcia, un Français
de vingt-trois ans, et Mme Nilou-
far Penayoun, iranienne, qui avait
prêté la maison où M. Aghayan
devait être séquestré. Ils ont été
écroués à Fleury-Mérogis. Deux
autres iraniens, Mme Kaveh
Chaybani, trente-trois ans, insti-
gateur de la tentative d'enle-
vement, et Omid Mir Ebadat, vingt-
deux ans, ont été écroués, le
premier à la Santé, le second à
Fresnes. Une cinquième personne,
M. Fariborz Djavanmeh Tadjirchi,
un étudiant iranien de vingt-cinq
ans, a été inculpé par M. Joly,
vendredi 4 janvier. Il était pré-
sents spontanément à la police le
même jour. Il a été écroué à
Fleury-Mérogis.

M. Bonnet :

celui qui tirera l'épée...

M. Christian Bonnet, ministre
de l'Intérieur, a reçu, vendredi
4 janvier, place Beauvau, à Paris,
les fonctionnaires du ministère
de l'Intérieur, à l'occasion des
vœux du Nouvel An. S'adressant
plus particulièrement aux poli-
ciers, M. Bonnet a souligné : « Il
est dit dans l'Écriture : « Celui
qui tirera l'épée périra par
l'épée », et le temps est venu
où grands et petits malfaiteurs do-
ivent savoir que je ne reprocherai
jamais aux fonctionnaires en état
de légitime défense de faire usage
de leur arme. Il est moins auda-
ceux, celui qui veut tuer, quand
il sait qu'il son tour il peut
mourir. »

SPORTS

TERMINÉ. — Après Tracy Austin
(E.-U.) et Martina Navratilova,
Chris Evert-Lloyd (E.-U.) s'est
qualifiée vendredi 4 janvier à
Landover (Maryland), dans la
batterie de Washington, pour
le demi-finale du « masters »
féminin en battant Regina
Marikova (Tch.) par 6-3, 6-0.
Elle rencontrera en demi-finale
celle de Tracy Austin, qui a déjà
pris le meilleur sur elle deux
jours plus tôt par 6-1, 6-3. La
qualifiée de Tracy Austin sera
Wendy Turnbull (Aust.), qui a
bénéficié du forfait d'Evaone
Goolagong-Cawley (Aust.), mal
tomber d'une chute. La finale
du double de ce « masters »
féminin a été gagnée par Billie
Jean King et Martina Navratilova
aux dépens de Chris Evert-Lloyd et Rosalinda Canale,
battues 6-4, 6-3.

مركز الأمل

de Paul Willems

هكذا من الأصل

Chaillet (704-24-34), sam. 16 h : la Chute de la maison Ueber, de J. Spetzer ; 18 h : Caïd, de M. Meszard ; 20 h : Les deux hommes d'A. Jannas ; 22 h : Les souterrains volants d'Alfred Assolant ; 23 h 45 : Les Yans 18 h : Chobichans de J. Danos ; 18 h : Le Baras, de J. Danos ; 19 h : Les deux hommes au mariage, de C. Berri ; 22 h : Une infinie tendresse, de P. Jallaud.

Beaubourg (278-33-37), sam. 15 h. et 18 h. : Cinéma russe et soviétique (13 h.) ; 19 h. : Des gens étranges, de V. Choukheine ; 17 h. : Festival de la jeunesse, de J. Danos ; 22 h. : d'A. Jabor ; 21 h. : Cinéma hongrois ; les Mauvais Gens, de J. Danos ; 23 h. : Cinéma russe et soviétique (13 h.) ; Le Diable au corps, d. Berstali ; 19 h. : Les deux hommes d'A. Jannas ; 22 h. : Les souterrains volants (V. Choukheine) ; 17 h. : les Immatriculés, de J. Danos ; 23 h. : la Fête prisonnière ; Regard sur la folie, de M. Tupoull ; 21 h. : Cinéma hongrois ; Tous les macabres, de J. Kovacs.



Le Monde

équipement

ENVIRONNEMENT

Pauvres forêts

IV. - Les Cévennes se penchent sur leur passé

par MARC AMBROISE-RENDU

Pour jouer leur triple rôle écologique, économique et social, les forêts de France et les professionnels qui en vivent ont besoin d'une sérieuse remise en ordre. (« Le Monde » des 3, 4 et 5 janvier.) Chaque massif a ses difficultés particulières : chacun doit trouver ses solutions. Pour les départements méditerranéens c'est une nouvelle stratégie à long terme qu'il faut imaginer. Dans le massif aquitain mieux protégé et mieux géré parce qu'il produit, une modernisation des industries d'aval s'est faite. Mais, partout on sent la nécessité d'un engagement de la puissance publique pour définir au moins un objectif et un calendrier. Cette attitude prospective et volontariste est payante. On en trouve un bel exemple, déjà centenaire, dans le massif de l'Aigoual.

Pour tous les forestiers de France la montée à l'Aigoual devait être un pèlerinage obligatoire. Des terrasses de l'observatoire situées à 1567 mètres d'altitude on peut, par grand beau temps, parcourir du regard l'un des plus vastes panoramas de l'Hexagone. Au pied du massif, vers le sud, les plaines de Languedoc semblent à portée de main. Vers le nord s'en vont, en montagne, les Pyrénées et les Alpes. Au sud-est, on distingue les Pyrénées et vers l'est les sommets alpins encauchonnés de neige. Mais pour les professionnels il y a mieux à faire ici qu'à contempler les lointains. C'est l'environnement immédiat qui est le plus remarquable. Tout alentour sur 15 000 hectares des futaies alternées de feuillus et de résineux semblent monter à l'assaut du sommet : Pins à crochet, hêtres, sapins, mélèzes, volis, un massif sylvestre qui doit tout à l'observation clairvoyante de quelques forestiers de l'Etat.

Combien parmi les deux cents randonneurs, qui chaque jour d'hiver posent leur sac au sommet de l'Aigoual, savent qu'il n'y avait voilà cent ans, qu'un désert de rocs et de ravines ? C'était le résultat conjugué

d'une surexploitation des anciennes forêts et d'un surpâturage. Les villes, les forges, les verreries des basses Cévennes avaient pendant des siècles, au cours de la première moitié du dix-neuvième siècle, expédié ici leurs bûcherons pour abattre les sapins. Les pâtres de la plaine et leurs immenses troupeaux venaient estiver et, lorsqu'il n'y avait plus d'herbe, ébranchaient les futaies. Les pluies s'abattaient sur ces fortes pentes emportant alors la terre. Entre 1844 et 1868, les crues successives de l'Hérault avaient ravagé les villages du Languedoc. Le sable, dévalant sur le versant nord de l'Aigoual, allait, par le Tarn et la Garonne, obstruer les passages du port de Bordeaux. Sur la montagne chauve les hameaux se vidaient.

Un peu partout en France, le déboisement consécutif au désintérêt de l'Etat pour la forêt et à la surpopulation des campagnes, prenait des allures de catastrophe. Il y eut un surcroît national. Une rafale de lois votées par le Second Empire et la Troisième République organisaient le reboisement et la restauration des terrains en montagne. Les communes cévennoles réclamaient l'application prioritaire de ces mesures dans l'Aigoual.

En 1868, on leur envoya un jeune garde des eaux et forêts : Georges Fabre. Ce garçon était sorti major de Polytechnique et major de l'école forestière de Nancy. Il était aussi membre de la société géologique de France, passionné de géographie et fier d'économiste. Le sens du terrain l'avait acquis au cours de nombreux voyages du Caucase au Sud-Oural. Un forestier complet, en somme. Et modeste au surplus, puisqu'il fit appel pendant de nombreuses années aux botanistes de l'université de Montpellier pour tester les essences. Lui-même, quarante années durant, il travailla dans l'Aigoual. Sa politique n'a pas été une réussite : acheter les 2 000 hectares de forêt remonte et les sols alentour, reboiser ce qui devait être avec diverses essences, mais respecter les cultures et les usages des populations, une raison d'être, tout de suite, de nouvelles ressources en recrutant sur place ses équipes.

crée artificiellement peut devenir quelques décennies plus tard une zone de tourisme et même un centre productif de type d'investissement public est donc triplement profitable. On a recensé dans l'Hexagone 523 000 hectares de terrains dignes d'être restaurés. La moitié à peine ont été reboisés. Car cette politique sans doute trop audacieuse s'est effilochée au fil du temps.

On estime que 65 000 hectares de terrains en danger sont à replanter en priorité. Au rythme actuel (1 000 hectares par an), il faudra plus d'un demi-siècle pour venir à bout. Mais alors dans quel état seront-ils ? De vastes secteurs situés dans des cantons de haute et moyenne montagne, également en voie de désertification — attendent leur Georges Fabre.

Des personnages d'une telle trempe peuvent-ils encore se trouver ? Car dans l'époque de l'Aigoual on oublie toujours de raconter la fin. En 1908 Georges Fabre, qui avait son caractère et qui se moquait par trop de la comptabilité administrative, fut congédié. Après quarante ans de labeur, son ministère lui « offrit » une retraite anticipée. Les populations locales stupéfaites et consternées voulurent au moins le remercier en plaçant une modeste plaque de marbre non loin du sommet de l'Aigoual. L'administration refuse d'offrir le marbre nécessaire. Il fallut planter ailleurs le minuscule monument du souvenir.

Depuis quelques années on semble avoir redécouvert Geor-

ges Fabre. On le célèbre maintenant à l'envi. Mais on ne parle guère de l'imiter. Le temps des pionniers est révolu, nous vivons l'époque des gestionnaires. Ce ne sont pourtant pas les Aigoual qui manquent en France. Landes à l'abandon, versants délavés, maquis improductifs, massifs mal exploités, le territoire offre cent occasions d'exercer pour le profit de la collectivité les talents des forestiers. Mais les pouvoirs publics semblent comme paralysés devant les difficultés de la tâche.

Leur objectif, aujourd'hui clairement affiché, c'est non plus d'étendre encore le patrimoine forestier mais de valoriser au maximum ses 14 millions d'hectares. D'ici à 1985 on veut faire passer la récolte de bois d'œuvre de 30 millions de mètres cubes par an à 40 millions de mètres cubes. Un train de mesures a été lancé, un projet de loi dit « de mise en valeur de la forêt française » sera voté au printemps prochain. Cependant, le gouvernement sait fort bien que ses moyens d'action sont très limités. Il peut certes infliger des amendes, mais il ne peut pas acheter 4 millions d'hectares appartenant à l'Etat et aux communes. Encore faut-il distraire de ce chiffre 800 000 hectares réputés improductifs. Il peut, en élargissant l'obligation des plans de gestion et grâce aux aides du Fonds forestier national infliger le châtiment d'une fraction des bénéfices privés. Mais il ne peut pas redistribuer 5 millions d'hectares échappés à tout contrôle. Au total, la puissance publique peut agir directement ou indirectement sur la moitié de nos espaces plantés.

Le jeu libéral

Fidèle à son idéologie libérale, le gouvernement compte sur le marché des bois pour modifier le comportement des particuliers. La réorganisation de la filière bois est l'instrument de cette politique. Raisonnablement : si les bois petits ou gros prennent de la valeur parce qu'on sait mieux les utiliser, les propriétaires négligents deviendront plus attentifs. Tel est le pari forestier du gouvernement. Il permet tout le moins de raviver l'économie. Mais améliorera-t-il sérieusement la situation désastreuse du massif méditerranéen ? Supprimer le permis de coupe des terres à l'abandon ? Permettre-t-il la mise en valeur d'une poussière de parcelles couvrant tout de même des millions d'hectares ? Pour gérer ces espaces-là on n'aperçoit finalement que deux méthodes d'ailleurs complémentaires. La première consisterait pour l'Etat à acheter à l'amiable ou à exproprier les surfaces en désherbage. L'Office national des forêts serait alors chargé de les

exploiter. Le Second Empire et la III^e République pratiquèrent cette politique avec succès. La seconde approche consiste par la reconnaissance de l'utilité publique des terrains à vocation forestière, des marais, garrigues et forêts dégradées. De ce principe on a fait la loi. Les propriétaires sont de les replanter puis de les gérer convenablement soit de laisser l'administration s'en charger elle-même. On a fort bien admis que les ressources du sous-sol appartiennent à l'Etat ou ne peuvent être exploitées sans contrôle. Si vraiment les terres et les bois sont des richesses nationales, pourquoi, face au désintérêt des particuliers, ne pas les soumettre au même régime ? On s'y refuse au nom des libertés individuelles et du respect de la propriété privée. La nécessité de tirer parti du « pétrole français » n'imposera-t-elle pas un jour ce à quoi nous régnons aujourd'hui ?

FIN

Soixante-huit millions de plants

Les difficultés et les échecs ne manquent pas. Il n'y avait même pas une piste pour monter à l'Aigoual. Il fallait parfois hisser des milliers de plants à dos d'homme et les brous se creusaient un par un à la pioche. Or, Georges Fabre a mis en terre soixante-huit millions de plants ! Les jeunes hêtres qu'il avait installés créveront par millions mais, la vieille hêtre judicieusement protégée et soignée est aujourd'hui magnifique.

Quand le forestier quitta l'administration en 1908, il avait reboisé les deux tiers du massif, ouvert des centaines de kilomètres de chemins et versé quelque 2 millions de francs-or sous forme de salaires aux populations locales. Ses successeurs ont continué l'œuvre entreprise. Le résultat est spectaculaire. Les photographies prises à cent ans d'intervalle montrent une transformation complète du paysage, l'érosion est stoppée, l'humus s'accroît dans les sous-bois, le climat lui-même a changé. Sangliers, cerfs et chevreuils sont revenus par centaines et les moutons importés de Corse prospèrent.

Parvenue à l'âge adulte, la forêt commence à produire. On en extrait chaque année 36 000 mètres cubes de bois qui rapportent à l'ONF 3 millions de francs. A titre de comparaison c'est exactement le revenu estimé des vingt-trois mille propriétaires de forêts de plus de 4 hectares de toute la région Provence-Côte d'Azur.

Bûcherons, débardeurs et scieurs locaux profitent de l'aubaine. Une demi-douzaine de scieries sont installées au pourtour du massif, dans les départements du Gard et de la Lozère. Alès, Nîmes et Montpellier sont à moins de deux heures de voiture et les languedociens ont trouvé dans l'Aigoual un véritable parc de week-end. Ils y montent

été comme hiver. On a recensé dans les chalets, les hôtels, les gîtes d'étape et les colonies de vacances, six mille lits. Des premières neiges, deux petites stations de ski, situées à Espérou et à Campmieu, mettent en marche leurs remontées-pentes et ouvrent les pistes de ski de fond.

A la belle saison l'Aigoual, qui fait partie du parc national des Cévennes, est le rendez-vous des marcheurs et des botanistes. Plusieurs sentiers de grande randonnée s'y croisent. Une demi-douzaine de gîtes d'étape ne suffisent plus à héberger les visiteurs d'un soir. Les tour-opérateurs eux-mêmes ont découvert l'endroit. Chaque été on accueille à Meyrueis quinze groupes successifs de Suédois qui viennent observer les plantes et les bêtes de la forêt.

Agents de l'ONF, ouvriers des scieries, personnels hôteliers, sont au total près de trois cents personnes qui ont trouvé un emploi grâce à Georges Fabre. Le reste de la Lozère a d'ailleurs été gagné à son tour par la fièvre du reboisement. En cent ans, la surface convertie est passée de 50 000 à 190 000 hectares. Les arbres ont remplacé les hommes puisque dans le même temps la population a chuté de cent cinquante mille à soixante-dix mille habitants. Mais justement, la forêt, convenablement mise en valeur, devrait à présent, relancer de nouvelles activités.

La politique de restauration des terrains en montagne brillamment illustrée par Georges Fabre a été organisée par une loi de 1882. Le principe est le suivant : l'Etat achète et replante les pentes considérées comme en voie d'érosion. Ainsi le régime des eaux est régulé, les villages d'aval protégés. L'exemple de l'Aigoual montre à l'évidence que la forêt « écologique » ainsi

URBANISME

Parti de Tours

UN ACHETEUR
DE MAISON INDIVIDUELLE
MÉCONTENT
MARCHÉ SUR PARIS
(De notre correspondant.)

Tours. — Parti de Tours lundi 31 décembre, traînant une remorque chargée de tracts et de dossiers, M. Claude Blanchard sera, le 7 janvier à 15 heures, devant le ministère de la justice. Cette marche de 230 kilomètres a pour but de faire connaître l'histoire de l'Association de défense et d'information sur la construction individuelle (ADICI) et de son fondateur, lui-même victime des « pavillonniers ».

Depuis la création de l'ADICI en 1977, M. Blanchard milite en faveur des usagers mécontents, tout en assurant sa propre défense à plein temps, puisqu'il a abandonné son métier de représentant. Il veut faire aboutir une plainte déposée le 25 août 1977 pour des malfaçons dûment constatées et l'absence de garanties bancaires du constructeur de son pavillon.

A ce jour, aucun jugement n'a encore été prononcé, alors que M. Blanchard a appris récemment que le dossier était clos depuis avril 1979. Il a donc, fort du soutien des mille adhérents de son association, commencé une « croisade » au terme de laquelle il espère obtenir un retentissement national à la lutte, pour le moment circonscrite à quelques départements de la région Centre, des « consommateurs » de maisons individuelles.

P.T.T.

A Bully-les-Mines
(Pas-de-Calais)

UN BUREAU LAMENTABLE

Le maire socialiste de Bully-les-Mines (Pas-de-Calais) vient de prendre un arrêté interdisant au public l'accès au bureau de poste de la commune en raison de l'état lamentable de ce local.

La couverture est fissurée, indique l'arrêté, le plafond est crevé sur la totalité de la salle du public, il y a des risques d'écroulement ; des salins sont fondus ; aujourd'hui, il manque du chauffage et le plafond risque de tomber à tout moment.

Le bureau de poste de la commune reste néanmoins ouvert, car, pour prendre effet, cet arrêté doit être approuvé par l'autorité de tutelle, en l'occurrence le sous-préfet de Lens.

Le secrétaire d'Etat aux P.T.T., proteste, dans un communiqué, contre l'arrêté du maire de Bully-les-Mines. « Il ressort des visites effectuées par des techniciens des bâtiments que la sécurité des usagers et des agents n'est pas menacée », indique-t-il.

Toutefois, précise le communiqué qui propose à l'entrepreneur chargé des travaux de réfection de n'avoir pas respecté ses engagements, « des mesures seront prises dès le lundi 7 janvier pour assurer la protection du bâtiment contre les intempéries en attendant la mise en jeu des responsabilités de l'entrepreneur devant les tribunaux, s'il s'avère que les tentatives d'accord amiables actuellement engagées échouent ».

TRANSPORTS

LES CONSÉQUENCES DU CYCLONE DES ANTILLES

Rouen et Dieppe sont victimes de la nouvelle répartition du trafic des bananes

M. Joël Le Theule, ministre des transports, devrait se rendre, le 11 janvier, à Panama pour représenter le gouvernement français aux cérémonies du centenaire des travaux du canal de Panama.

A l'occasion de ce voyage en Amérique centrale, le ministre des transports devrait se rendre dans les Antilles françaises, pour examiner les problèmes économiques des îles, après le cyclone en août dernier, et la délicate question du transport des bananes vers la métropole.

De notre correspondant

Rouen. — Le cyclone David, qui a ravagé les Antilles en août dernier, aurait-il aussi touché le port de Rouen ? On se souvient qu'à l'époque, une importante partie de l'agriculture antillaise avait été détruite.

Normalement, l'Etat prenait en charge les régions sinistrées, bénéficiant, à l'occasion, d'une subvention de la Commission de Bruxelles. De son côté, le Groupement (inter)économique bananier (GIEB) faisait appel à des pays tiers (Etats d'Amérique centrale, Côte d'Ivoire) pour l'approvisionnement de la métropole en bananes, et faisait transporter les fruits par des compagnies maritimes autres que la C.G.M. (Compagnie générale maritime), jusqu'alors en situation de monopole pour ce trafic sur la ligne Antilles-France.

Depuis, la plupart des navires font seulement escale en France, pour rejoindre ensuite les ports d'Europe du Nord. Mais les bananiers ignorent le port de Rouen, trop coûteux à leurs yeux (car situé à près de 100 kilomètres à l'intérieur des terres), ne cherchant, au fur et à mesure, Dieppe uniquement, alors que Rouen et Dieppe partagent par moitié le trafic bananier habituel jusqu'à une date récente. A Rouen, la conséquence est brutale : au lieu de 5 000 tonnes hebdomadaires de bananes, 5 500 tonnes seulement ont été déchargées depuis quatre mois ; en outre, quatre-vingt personnes de la société de consignation « Jules Roy » et de sa filiale, la « Société d'approvisionnement, de maintenance et d'écoulement spécialisés dans le commerce bananier », sont au chômage partiel depuis le 1^{er} octobre 1979, et font l'objet d'une demande de licenciement pour raisons économiques. L'avis de l'inspection du travail sera donné fin janvier.

« Démarche scandaleuse et injustifiée », dit le personnel, en majorité F.O. et C.G.T., des deux entreprises. Sur le plan économique, la normale se produira dès le mois de mars 1980, et à cette époque il faudra réembaucher.

Les syndicats accusent la direction de la maison Jules Roy de profiter de l'occasion pour « dégraisser » ses effectifs sans penser suffisamment à l'avenir puisque au mois de mai, juin et juillet la production de bananes sera vraisemblablement exorbitante. Depuis septembre, les délégués syndicaux ont adressé un important courrier aux ministères des transports et de l'Industrie demandant que le port de Rouen soit lui aussi subventionné comme

victime du cyclone David. Aucune réponse n'a été donnée.

Lors de la dernière séance du conseil général de Seine-Maritime, le 17 décembre 1979, M. Jean-Marie Panier (P.S.) a dénoncé « l'attitude du GIEB qui, d'autorité, oriente tous les bateaux sur le port de Dieppe, refusant de considérer que la part de coût portuaire a été répartie entre Rouen et Dieppe grâce à un effort des pilotes de la Seine et de la société Jules Roy ». En rappelant que le port de Dieppe réalisait depuis septembre son tonnage habituel de bananes (44 000 tonnes en trois mois), M. Panier a provoqué la colère de M. Rémi Bourgois (P.C.), maire de Dieppe. Celui-ci a reproché à son collègue socialiste de chercher à dresser les travailleurs de Dieppe, Rouen et Le Havre les uns contre les autres. Pourtant, il aurait été possible d'accorder une aide au port de Rouen car les pouvoirs publics encassent actuellement un droit de douane inhabituel sur l'entrée des bananes étrangères. De plus, l'Etat touche le « bon » rendement par la vente, au prix antérieur, de bananes achetées (à moindre prix) dans des pays du tiers-monde, tel que le Costa-Rica.

La situation faite au port de Rouen inquiète les professionnels de la banane qui craignent que l'on ne profite du cyclone David pour mieux faire accepter le projet de transport de ces fruits par conteneur entre les Antilles et la métropole (le « Monde » des 18-19 mars 1979). Ce projet, mis au point en 1974, par la C.G.M. société contrôlée par l'Etat), a fait l'humanité contre lui, mais certains, comme M. Jean Lecomte, président (U.D.F.) du conseil général de Seine-Maritime, estiment que sa réalisation est maintenant inévitable. Une étude de M. Marceau, économiste, professeur à l'E.S.C. de Rouen et chargé de cours à l'université de Paris-Dauphine, estime que le projet de la C.G.M. n'est pas rentable puisque à l'investissement de 2,5 milliards de francs s'ajouterait un surcoût d'exploitation annuel variant de 35 à 108 millions de francs. Les conséquences sociales, notamment pour l'emploi des dockers, n'ont pas été chiffrées mais il est sûr qu'elles frapperont l'économie portuaire à divers titres. En réalisant ce projet, les Transat et le gouvernement courraient le risque d'une crise semblable à celle de l'ex-France, avec, cette fois, la mort d'un port, Dieppe.

ÉTIENNE BANZET.

La S.N.C.F. en 1979 : stagnation du trafic des voyageurs

La S.N.C.F. a connu, l'an dernier, une quasi-stagnation de son trafic de voyageurs, contrairement aux années précédentes, indique M. Paul Gentil, directeur général

de la société nationale, dans l'entretien qu'il a accordé à la « Vie du rail ». A son avis, ces mauvais résultats s'expliquent notamment par un ralentissement de la consommation des ménages.

En revanche, la S.N.C.F. affiche de meilleurs résultats pour ce qui concerne le trafic de marchandises, qui a augmenté d'environ 5 % par rapport à 1978, ce qui paraît d'autant plus encourageant à M. Gentil qu'il « en matière de conjoncture, on ne peut pas dire qu'il y ait eu une expansion modérée ».

Le directeur général de la S.N.C.F. évoque les perspectives d'une crise de l'énergie. Selon lui, « le chemin de fer ne donnera sa pleine mesure dans la « combat pour l'énergie » qu'à la faveur d'un accroissement de sa part du marché des transports. Il dispose en effet de qualités intrinsèques qui font de lui un mode de transport beaucoup plus économique et d'énergie que ses concurrents ».

A cet égard, M. Gentil précise que le contrat de programme conclu il y a un an entre la S.N.C.F. et l'Etat pour la période 1979-1982 « ne prend pas en compte une éventuelle crise énergétique ». A son avis, « dans un tel cas, les modifications utiles seraient apportées au contrat ».

Édité par la S.A.R.L. le Monde.
Gérant : Jacques Faivre, directeur de la publication.
Jacques Sauvageot.

Imprimerie
du « Monde »
11, rue de Valenciennes
75001 PARIS
1977

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.
Commission paritaire n° 57427.



**c'est facile, c'est pas cher,
ça peut rapporter gros**

سكنا من الأصل

TRANSPORTS

CONSEQUENCES DU CYCLONE DES ANTILLES

Rouen et Dieppe sont victimes d'une nouvelle répartition du trafic des bananes.

Joël Le Theule, ministre des transports, a annoncé, à Panama, pour représenter le gouvernement français, les cérémonies du centenaire des Antilles.

L'occasion de ce voyage en Amérique centrale, le ministre des transports a rendu dans les Antilles françaises, pour les problèmes économiques des îles, mais aussi, et la délicate question du transport des bananes.

De notre correspondant.

Victime du cyclone David, Rouen et Dieppe ont subi, à la fin de l'année 1979, une nouvelle répartition du trafic des bananes. Les Antilles françaises, qui étaient auparavant le principal fournisseur de ces fruits, ont vu leur part diminuer au profit de la Guyane française.

La Commission de l'économie des Antilles (C.E.A.), qui a pour mission de réguler le trafic des bananes, a décidé de redistribuer le trafic entre les différents ports de destination.

En conséquence, Rouen et Dieppe ont vu leur part du trafic diminuer, tandis que les ports de la Guyane française ont vu la leur augmenter.

La Commission de l'économie des Antilles (C.E.A.) a décidé de redistribuer le trafic des bananes entre les différents ports de destination. En conséquence, Rouen et Dieppe ont vu leur part du trafic diminuer, tandis que les ports de la Guyane française ont vu la leur augmenter.

La Commission de l'économie des Antilles (C.E.A.) a décidé de redistribuer le trafic des bananes entre les différents ports de destination. En conséquence, Rouen et Dieppe ont vu leur part du trafic diminuer, tandis que les ports de la Guyane française ont vu la leur augmenter.

S.N.C.F. en 1979 : stagnation du trafic des voyageurs

La S.N.C.F. a enregistré, en 1979, une stagnation du trafic des voyageurs. Le nombre de voyageurs a augmenté de 0,1 % par rapport à 1978, mais le chiffre d'affaires a diminué de 1,2 %.

Les causes de cette stagnation sont multiples. D'une part, la concurrence des modes de transport alternatifs (avion, voiture) a continué de se faire sentir. D'autre part, la S.N.C.F. a subi une baisse de recettes due à la dévaluation du franc.

Malgré ces difficultés, la S.N.C.F. a réussi à maintenir un service de qualité et à développer de nouvelles lignes.

LES TENSIONS INTERNATIONALES SUR L'OR

Et si on fermait le marché de Paris ?

Il était une fois un monsieur disposant de 80 000 F d'économies. Ayant entendu dire — oh combien ! — que l'or était un excellent placement en ces temps de troubles, il fit un rapide calcul. Le dernier cours de Bourse du napoléon, ayant été fixé à 533 F le 28 décembre, et les autorités du marché ayant suspendu les cotations le 2 janvier, parce que la hausse dépassait 10 %, il se dit que, lorsque les transactions allaient reprendre, le napoléon ne pourrait valoir plus de 730 F. Avec les frais de courtage (1 % environ), il pouvait s'offrir cent pièces d'or. Aussitôt dit, aussitôt fait. Il porta son magot chez un banquier voisin et commit l'erreur de rédiger son ordre d'achat — au mieux — « c'est-à-dire, en fait, à l'importer quel cours pourvu qu'il s'agisse du premier coté ».

« Las ! il ignorait que, entre-temps, la règle des 10 % avait disparu. Le 3 janvier, le banquier exécuta consciencieusement l'ordre au cours de... 1 130 F l'unité. Il manquait près de 35 000 F pour régler l'addition ; mais en empruntant ici et là, cela pouvait encore se faire. A une condition toutefois : que le banquier lui fasse crédit quelques jours, ce qui fut refusé, la règle — pour la clientèle privée — n'étant pas la même que pour les professionnels.

« L'or acquiesça donc être automatiquement revendu le lendemain. Il fut à 611 F, cours officiel du napoléon, le 4 janvier. Porte

jeune à la fin de 1979, n'a en écouler sur le même marché quand bien même il n'aurait pas le régulariser. On ignore certes quel est, à l'indicateur de ce trésor, la part des pièces, lingots ou barres internationales, ce qui fait dire à beaucoup que la Banque intervient tout de même lorsque l'impérieuse nécessité s'en fait sentir. Une chose est sûre, d'une année à l'autre son stock ne diminue pas (2), ce qui implique donc que, s'il y a une vente, il doit y avoir un achat sur le marché parisien, et ce, dans la même année. A moins, encore, que les opérations ne soient effectuées à partir d'un autre poste noté quelque part dans le bilan général...

4 600 tonnes détenues par les particuliers

Le stock d'or détenu par les citoyens privés français est évalué par les experts internationaux à environ 4 600 tonnes depuis des années. A priori, on pourrait donc assurer que, depuis la réouverture du marché en 1978, des milliers de Français s'échangent les mêmes pièces et les mêmes lingots. En fait, le stock diminue.

D'abord parce que les frontières ne sont pas étanches et que des opérateurs privés cachent leurs lingots à l'étranger, où ils les croient plus en sécurité. Ensuite, parce que les 535 millions de pièces d'or supposées contenues dans le « bas de laine » des Français, un certain nombre d'entre elles ne sont pas négociables sur le marché (écornées, abîmées ou monies sur des paires). Enfin, en ce qui concerne les lingots d'un kilo — seules les banques et quelques grands comptoirs spécialisés s'échangent des barres pesant de 11,5 à 12,5 kilos — il faut savoir que, si jamais personne n'en remet « au pot », les comptoirs spécialisés en achètent parfois directement sur le marché pour les

PROFITS SOVIÉTIQUES

Moscou (A.P.P.). — La spéculation internationale sur l'or et la hausse du prix du pétrole profitent à l'U.R.S.S. Les stocks soviétiques d'or ont été généralement évalués en Occident à un chiffre voisin de 3 000 tonnes, une hausse de 200 tonnes en quelques semaines du prix de l'once représente pour Moscou un cadeau de 18 milliards de dollars.

La hausse du prix du pétrole a aussi ses avantages. Les exportations de pétrole de l'U.R.S.S. sont devenues convertibles principalement vers l'Europe occidentale, étant estimées à environ 70 millions de tonnes par an, le doublement du prix du baril en un an de 14 à 28 dollars augmente la valeur des exportations annuelles de l'U.R.S.S. d'environ 7 milliards de dollars. Aucun chiffre officiel n'est disponible en U.R.S.S. ni sur la production ou les stocks d'or, ni sur les exportations de pétrole.

● **L'adjudication du F.M.I.** — Ce sont trois banques allemandes, la Dresdner Bank, la Deutsche Genossenschaftsbank et la Deutsche Bank A.G. — et leurs filiales qui ont acheté la totalité des 444 000 onces d'or (13,1 g) que le Fonds monétaire international avait offertes mercredi 2 janvier dans le cadre de ses ventes nouvelles aux enchères. Cette opération s'est effectuée au cours de 562,85 dollars l'once.

En Belgique

UN JOURNAL FLAMAND SUGGÈRE DE VENDRE UNE PARTIE DU STOCK D'OR DE LA BANQUE NATIONALE

(De notre correspondant.)

Bruxelles. — Le défer de l'or a bien failli sauver les finances de la Belgique. Constatant le bond spectaculaire du métal jaune, le journal flamand De Personeel, avait suggéré, vendredi 4 janvier, que la Banque nationale vende aussitôt un dixième, au moins, de son stock.

La Banque nationale de Belgique possède 1 325 tonnes d'or, l'équivalent, aux cours de jeudi (582 000 F belges par kilo), de 77 milliards de francs (100 milliards de francs français). Or, dans le bilan officiel, l'or n'est mentionné que pour un montant de 58 milliards de francs belges, ce qui fait une différence de 19 milliards de francs belges.

La vente de 11 % du stock d'or, soit 146 tonnes, permettrait, disait le journal, d'éponger le déficit budgétaire de 1980, et il faut y songer d'autant plus que la Belgique, depuis quelques mois, recourt exagérément à l'emprunt à l'étranger. D'ailleurs, plus personne en Occident ne tient compte aujourd'hui des tabous monétaires et financiers.

LA POLITIQUE DU GOUVERNEMENT ET LE BUDGET 1980

M. Mitterrand : le gouvernement a une vue mesquine des choses

Commentant les mesures économiques prises par le gouvernement, à la suite des nouvelles hausses des prix du pétrole et des déclarations faites à ce sujet, la veille, par le premier ministre, M. François Mitterrand a notamment déclaré, vendredi soir 4 janvier, sur TF1 :

« On est en train de discuter du budget 1980 dans des circonstances paradoxales, presque burlesques, dont le gouvernement a l'entière responsabilité. M. Barre n'a pas changé un iota à son budget alors que le train de hausses qui affecte gravement l'économie du pays et le pouvoir d'achat des Français les plus modestes bouleverse, en fait, les données de notre économie. C'est une première contradiction, qui me paraît évidente. (...) Lorsque le gouvernement — toujours la poudre aux yeux — annonce qu'il va distribuer, je ne dis pas qu'il ait tort, 1,5 milliard aux familles modestes, aux individus qui sont dans le besoin, afin de tenter de compenser le train de hausses et la baisse du pouvoir d'achat, ce milliard et demi correspond presque exactement à la hausse de la T.V.A. et du profit que l'Etat se retire de l'augmentation du prix de l'essence. Bref, il donne ce qu'il vient de prendre pratiquement aux mêmes. Alors je pense que tout ça c'est une vue mesquine des choses. (...) Les mesures d'aujourd'hui aggraveront les inégalités, il faut que les Français le sachent. »

Le P.C.F. demande la « confiscation » des plus-values sur stocks réalisées par les compagnies pétrolières

Le bureau politique du parti communiste a publié, vendredi 4 janvier, une déclaration dans laquelle il affirme notamment que « la hausse du pétrole ne constitue pas le choc dont souffre notre économie » et que « le véritable choc qu'elle subit est celui de l'austérité voulue et de l'inflation accélérée ». Le P.C.F. souligne que, en 1979, les compagnies pétrolières ont empêché, en France, au moins 30 milliards de profits » et que « la nouvelle hausse des carburants apporte aux compagnies une plus-value sur stocks de 6 milliards ».

« Giscard augmente de 19 centimes le litre de carburant, alors que la hausse moyenne réelle du brut est de 13,5 centimes, ajoute le bureau politique. L'amende

De nouvelles réactions

Des organisations politiques et syndicales ont exprimé, le 4 janvier, à leur tour, leurs réactions à la hausse des prix du pétrole et des carburants. Elles ont dénoncé la politique gouvernementale et appelé à la mise en œuvre de mesures d'austérité.

● **M. Thierry Jeanet**, membre du secrétariat national du M.S.G., considère que le raisonnement de M. Barre selon lequel seul le nucléaire permettra de limiter le renchérissement du prix de l'énergie et de préserver une certaine autonomie énergétique est « une apparence logique », mais « malheureusement ni exact ni simple ». Estimant que « le gouvernement doit cesser de pratiquer une fuite en avant en faveur du tout-nucléaire », il demande que le gouvernement ouvre des discussions salariales.

● **La C.G.T.** juge que les mesures prises sur les produits pétroliers et énergétiques sont « malheureusement justifiées », mais, dit-elle, « le contribuable paiera et le pouvoir d'achat de l'encadrement se verra diminuer ». Elle réclame la liberté des discussions salariales.

● **La C.F.T.C.** demande une augmentation de 10 % des prestations familiales à compter du 1^{er} janvier, et une revalorisation exceptionnelle du S.M.I.C.

● **La F.E.N.** considère que la politique du gouvernement « sera perçue comme une nouvelle provocation à l'égard des salariés ».

● **L'I.L.D.E.**, en revanche, « se réjouit de voir que des compensations efficaces ont été prévues en faveur des ménages les moins favorisés et des entreprises exportatrices et créatrices d'emplois ».

CARNET

Décès

— Mme Jean Jamin, M. et Mme Antoine Olmos, 53 ans, la famille, ont la douleur de faire part du décès de **M. Jean JAMIN**, chevalier de l'ordre national du Mérite 1980, dans sa soixante-septième année. La cérémonie religieuse sera célébrée le 4 janvier 1980, à 10 h. 30, en l'église du Saint-Esprit, avenue Daumesnil, Paris-12^e.

— La direction et le personnel du Restaurant Jamin ont la tristesse de faire part du décès de **M. Jean JAMIN**, chevalier de l'ordre national du Mérite, survenu le 4 janvier 1980, dans sa soixante-septième année. La cérémonie religieuse sera célébrée le 4 janvier 1980, à 10 h. 30, en l'église du Saint-Esprit, avenue Daumesnil, Paris-12^e.

— On nous prie d'annoncer le décès, survenu le 24 décembre 1979, de **Mme Albert CAMUS**, née Françoise Faure.

L'inhumation a eu lieu dans l'intimité, le 25 décembre, au cimetière de Lourmarin (Vaucluse).

Cet avis tient lieu de faire-part.

(Originaire d'Oran, Françoise Faure avait épousé Albert Camus en 1940, alors que celui-ci était journaliste à « Alger républicain » et qu'il achevait « l'Étranger ». C'était le second mariage de l'écrivain.)

Remerciements

— Toute la famille et les amis de **M. Sam FLORENTIN**, très touchés des marques de sympathie qui leur ont été témoignées lors de son décès, prient toutes les personnes qui se sont associées à leur peine de trouver ici l'expression de leurs remerciements.

Anniversaires

— Une pensée de cordiale amitié est demandée pour **Nicole TAITZ** et sa maman **Madeline TAITZ** en ce dixième anniversaire. Cabris et Nice (1980).

Messes anniversaires

— Une messe à la mémoire du défunt **Robert GAMI** sera célébrée le samedi 12 janvier, à 10 heures, en l'église Saint-Germain-l'Auxerrois.

Châtelineau-du-Pape. Mme Philippe Dufays, née Henri Contamine, Mlle Jacques Dufays, Mlle Collette Dufays, Mlle Thérèse Fimol, vous informent qu'une messe sera célébrée le samedi 5 janvier 1980, à 10 h. 30, en l'église de Châtelineau-du-Pape, à la mémoire du docteur **Philippe DUFAYS**, pour le premier anniversaire de son décès. Que ceux qui ne pourront y assister aient une pensée pour lui.

Le R.P. Fouquier, des Frères Blancs, ancien aumônier divisionnaire de la 2^e D.B., célébrera le mardi 5 janvier 1980, à 10 h. 30, en l'église Saint-Louis-de-France, une messe anniversaire de la mort accidentelle de son ami, le Président **R. AMAURY**.

Il veut y associer le souvenir de son épouse **Geneviève AMAURY**, décédée en 1974.

Le R.P. Fouquier invite tous les amis du président R. Amaury et tous ceux qui sont restés attachés à sa mémoire à se joindre par leur présence et leurs prières à cette messe anniversaire de l'unité et du souvenir.

Communications diverses

— L'Institut de Sciences Humaines d'Argillon, dans le cadre de la session de formation d'élèves débutants à la psychanalyse, donne une conférence à l'hôtel Moderne, le samedi 5 janvier, à 20 h. 30, 8 bis, place de la République, Paris-11^e.

Objet : « La perception de la mort chez l'enfant et son retentissement chez l'adulte ».

Participation aux frais : 30 francs.

« Indian Tonic » : une oasis de fraîcheur par SCHWEPPES.

P'hiver... en Dior

SOLDES

Haute Fourrure

Boutique Fourrure

les 8, 9 et 10 Janvier

10 h - 12 h 30

14 h 30 - 18 h 30

Christian Dior

32, avenue Montaigne - Paris 8^e

11 bis, rue François-1^{er} - Paris 8^e

12, rue Boissy-d'Anglas - Paris 8^e (près du fg St-Honoré)

AGRICULTURE

Dans l'Ouest, des agriculteurs « biologiques » mènent la fronde contre la vaccination obligatoire du bétail

En prison pour la cause...

De notre correspondant

Angers. — Incarcéré à la veille de la Toussaint à la maison d'arrêt d'Angers, pour n'avoir pas acquiescé à une amende de 2400 francs sanctionnant son refus de faire vacciner son cheptel, M. René Menard, quarante-cinq ans, agriculteur au Bourg-d'Itré, près de Segré (Maine-et-Loire), a retrouvé la liberté, lundi dernier, 31 décembre.

Ces deux mois de prison ont fait de lui, dans la région des pays de la Loire, le septième « martyr » de la cause d'une agriculture biologique pure et dure, dont la partie de bras de fer avec les services vétérinaires départementaux s'est singulièrement durcie depuis le début de l'année 1979.

Ancien président de la Fédération nationale des syndicats de défense de la culture biologique et de la protection de la santé des sols dont il est encore le président d'honneur, et président de Maine-et-Loire de l'Union française d'agriculture biologique — l'un des grands courants « biologiques » représentés en France — M. Menard est de ceux qui, rejetant les engrais chimiques et préconisant des méthodes de culture « non violentes », vont jusqu'au bout de leurs principes et refusent la vaccination obligatoire des animaux d'élevage.

Groupe autour de M. Racineux.

Un ancien agriculteur de Châteaubriant (Loire Atlantique), devenu aujourd'hui « la Jeanne d'Arc de la révolte biologique » (1), ces rebelles à la législation en vigueur se comptent par dizaines en Loire-Atlantique, Maine-et-Loire et Vendée. Trois d'entre eux, agriculteurs du pays de Riché, en Loire-Atlantique, ont déjà été incarcérés en avril 1979 sur contrainte par corps, pour avoir refusé de payer les amendes sanctionnant leur refus d'appliquer la réglementation prophylactique ; un Vendéen a vu saisir son tracteur et sa voiture, un autre a littéralement pris le maquis, un troisième a fait vingt jours de prison...

Général

« Nous sommes par expérience que les vaccinations peuvent être dangereuses et nous citoyens encore que le monde vétérinaire nous démontre irréfutablement leur efficacité », déclare M. Menard, qui rappelle que « toute vaccination du bétail est interdite au Danemark », que « plusieurs pays d'Europe, dont la Grande-Bretagne et l'Allemagne, ont abandonné la vaccination antibrucellique » et que « l'im-

portation d'animaux vivants vaccinés est interdite aux États-Unis, en Australie, en Angleterre et aux Pays-Bas... ».

Opposés aussi à l'éradication systématique des animaux atteints de fièvre aphteuse, les agriculteurs biologiques s'affirment convaincus que cette maladie peut être guérissable notamment par un traitement rapide et peu coûteux à base de chlorure de magnésium marin.

« Mais la vaccination obligatoire », déclare M. Racineux, responsable du collectif des laboratoires... « Si l'on se retourne en prison : je suis sans le coup de quinze jours. Et je n'ai pas l'intention de payer... ».

CLAUDE-HENRI GAY.

(1) M. Georges Racineux était jusqu'en 1971 un agent commercial de la vaccination du bétail. Il fonda après son départ, l'Union française d'agriculture biologique, mouvement d'extrême droite qui entend mener « un combat philosophique de base pour une philosophie saine et réellement catholique ».

La législation en France et en Europe

M. Mathieu, directeur du service de la qualité et des affaires vétérinaires au ministère de l'Agriculture, maintient que la vaccination antibrucellique n'est pas dangereuse, mais que le risque d'allergie subsiste pour quelques rares animaux. De ce fait, les services vétérinaires ne peuvent garantir l'absence absolue des virus, comme le demandent les adeptes de M. Racineux.

La vaccination antibrucellique est obligatoire en France pour les animaux de plus de six mois et les immunités contre les virus de types O, A et C, alors qu'il existe de nombreux types de virus, originaires d'Afrique et d'Asie. Le maintien des échanges commerciaux et le développement des voyages rendent, selon M. Mathieu, nécessaire de garantir l'immunité du cheptel français. La preuve de l'innocuité de la vaccination et de sa validité, poursuit M. Mathieu, est apportée par l'expérience, puisque la vaccination antibrucellique est obligatoire en France depuis 1962, que l'épidémiologie est quasiment supprimée et, quand

elle se répand, rapidement maîtrisée.

Le directeur du service de la qualité reconnaît une difficulté cependant : les animaux de moins de six mois qui ne sont pas vaccinés, « ils sont touchés », vont exprimer la maladie. Les animaux vaccinés résistent à la maladie, mais peuvent subir toutefois des lésions infimes non décelables qui les rendent alors porteurs de germes. D'où l'abandon systématique du cheptel touché par une épidémie. Quant à l'argument de la sélection d'une souche résistante, sélection qui serait rendue impossible par l'élimination systématique, il ne tient pas, selon M. Mathieu, du fait de la multiplicité des types de virus, et surtout parce qu'on n'a pas encore trouvé de gène de résistance à la fièvre aphteuse.

En Europe, la Grande-Bretagne et l'Irlande ne vaccinent pas parce que leur situation insulaire leur permet de prendre des mesures d'isolement draconiennes pour tout mouvement d'animaux. Le Danemark, où cette vaccination a été supprimée

ricement, cumule deux avantages, celui d'être presque une île et celui d'avoir un petit cheptel. Comme la Suisse ou le Luxembourg, cela lui permet de disposer d'un système d'alerte efficace et de vacciner, en cas de besoin, l'ensemble des animaux dans un délai très court. Par contre, les Pays-Bas, la Belgique et l'Allemagne fédérale vaccinent contre la fièvre aphteuse.

En ce qui concerne la brucellrose, dont le caractère épidémique est beaucoup moins dangereux que celui de la fièvre aphteuse, la vaccination a été supprimée là où le taux d'infection était faible. « Il faut considérer », a déclaré M. Mathieu, la vaccination anti-brucellique comme une étape. Son abandon sera envisagé lorsque le taux d'infection sera faible ».

En octobre dernier, selon un document du ministère de l'Agriculture, un taux d'infection national inférieur à 1 % serait atteint en dix-huit mois. Les données pour le 31 décembre 1978, ce taux était de 1,72 % contre 25 % en 1968. — J. G.

ÉTRANGER

La grève de la sidérurgie en Grande-Bretagne
Patronat et syndicats craignent une extension du conflit

De notre correspondant

Londres. — Les discussions, engagées vendredi 4 janvier, entre les représentants des syndicats de la sidérurgie et ceux de la British Steel Corporation (B.S.C.), réunis à l'initiative de M. Murray, secrétaire général de la confédération internationale TUC, n'ont pas abouti. Néanmoins, le léger progrès enregistré permet d'espérer une reprise officielle des négociations dans le courant de la semaine prochaine, avec pour objectif immédiat de suspendre la grève nationale de la sidérurgie. Les deux camps, en effet, paraissent craindre une extension du conflit débordant sur un affrontement social majeur entre l'ensemble du mouvement syndical et le gouvernement. Tel est du moins le son du TUC, conscient de la position difficile dans laquelle se trouvent les ouvriers d'une industrie déclinante, que le gouvernement a décidé — en principe tout au moins — de ne plus aider.

Ainsi bien M. Sims, leader du Syndicat des ouvriers de la sidérurgie (quatre-vingt-dix mille membres) a pris l'initiative de suggérer à la B.S.C. de verser immédiatement un acompte sur les 10 % d'augmentation générale de productivité, à négocier localement à l'échelon des entreprises. La direction avait souligné qu'en plus des 6 % d'augmentation proposés, les ouvriers pourraient s'assurer entre 10 % et 11 % de revenu supplémentaire en améliorant la productivité, ce qui aboutirait à une augmentation générale de 16 % à 17 %, répondant assez largement aux revendications salariales des syndicats. Apparemment, la direction de B.S.C. a réservé sa décision concernant la suggestion de M. Sims. Mais elle a relevé de 2 % son offre d'augmentation, qui est maintenant de 8 % et lieu des 2 % prévus au début de la négociation. Mais la B.S.C. assortit ses propositions d'une série de

conditions, à commencer par l'accord du syndicat aux licenciements immédiats de douze mille ouvriers, dans le cadre du programme général de fermeture d'usines impliquant la perte de cinquante mille emplois. Cette condition est jugée inacceptable par les syndicats, qui insistent toujours, d'autre part, pour obtenir immédiatement entre 12 % et 13 % d'augmentation. La direction de la B.S.C. affirme, de son côté, qu'elle n'a pas les réserves financières nécessaires pour augmenter son offre, compte tenu des limites de l'aide financière du gouvernement.

Désir de compromis

Néanmoins, le refus de rompre officiellement la discussion et de reprendre lundi 7 janvier le dialogue de la part des parties d'un désir d'arriver à un compromis avant que les positions ne se figent dans l'extrême fermeté d'où elles pourraient difficilement sortir. Le gouvernement pourra-t-il, comme il le déclare, rester complètement à l'écart du conflit si la grève s'étendait et s'aggraverait avec la participation active d'autres grands syndicats, comme ceux des cheminots, des dockers ou des camionneurs ? Contrairement aux espoirs officiels et jusqu'à nouvel ordre, le mouvement de grève a été suivi par la quasi-totalité des cent vingt mille travailleurs de la sidérurgie. Dans l'attente, les risques d'aggravation se sont concrétisés avec la décision officielle du syndicat de soutiens du transport, réunissant camionneurs et dockers, de soutenir les grévistes. Enfin, M. Rebhan, secrétaire général de la Fédération internationale des travailleurs de la sidérurgie, arrivé à Londres, a assuré que les syndicats allemands étaient déterminés à bloquer les exportations d'acier à destination de la Grande-Bretagne, ajoutant que la Grande-Bretagne, ajoutant que les syndicats allemands avaient été données aux syndicats français, belges, hollandais et autrichiens.

Le conflit s'est aggravé également avec l'initiative prise par plusieurs syndicats locaux, en contravention des instructions de la centrale, d'installer des piquets de grève devant les aciéries du secteur privé et leurs entreprises clientes.

HENRI PIERRE.

En Allemagne fédérale

LE CHOMAGE

A DIMINUÉ DE 14 % EN UN AN

Nuremberg (A.F.P.). — Le chômage en Allemagne fédérale a augmenté en décembre s'établissant à 3,8 % de la population active contre 3,7 % en novembre. Selon l'Office fédéral du travail, la R.F.A. comptait à la fin de 1979 (avant correction des variations saisonnières), 896 000 chômeurs, soit 67 800 de plus qu'en novembre (+ 0,8 %). Toutefois, par rapport à décembre 1978, le nombre de personnes sans emploi a reculé de 13,9 % (139 000 personnes). Pour l'ensemble de l'année 1979, le chômage s'est établi en moyenne à 3,8 % de la population active contre 4,3 % en 1978. Le nombre de chômeurs s'est élevé en moyenne à 418 900 ce sont les hommes en 1979, contre 488 800 l'année précédente (— 14,7 %).

AFFAIRES

Les premiers camions Renault pour les États-Unis

Quand le bouledogue... remplace le losange

De notre correspondant

Caen. — Des Berliet succédant aux Saviem sur la chaîne de la gamme « J », cela s'appelle plus l'usine Renault-Véhicules industriels de Blainville, dans la banlieue caennaise, est depuis quelque temps habituée à monter côte à côte les enfants des anciennes rivales, maintenant réunies sous l'étiquette de la filiale poids lourds de la Régie. Mais il y a plus surprenant. De temps en temps, un Mack se glisse dans la chaîne, comme si de rien n'était. Mack, second constructeur américain de gros camions, est venu chercher en France les 11 à 15 tonnes dont il a besoin pour prendre place sur un marché qui se développe et fait de plus en plus appel au diesel. Une technique mal connue outre-Atlantique, mais bien maîtrisée par les Européens. En s'associant avec un tel partenaire, Renault espère bénéficier d'une solide image de marque, symbolisée par le fameux bouledogue, Mûche de l'entreprise depuis la guerre 14-18.

Après la signature de l'accord en mars dernier, chacun a travaillé ferme des deux côtés de l'océan. Les visites américaines se sont multipliées à Blainville. Il a fallu adapter les produits français aux normes américaines. Deux séries furent retenues : le M.S. 200 (le plus petit, dérivé de la série « J » de la Saviem) et le M.S. 300, Mack les baptisera Mid-Liners. Il a fallu les faire homologuer par les autorités américaines (c'est en bonne voie), préparer les concessionnaires et leur service après-vente en les dotant par exemple de clés adaptées au système métrique, trouver un transporteur. Ce sera le CAT, la filiale spécialisée de Renault, qui assure aussi la venue des pièces américaines introuvables en France : les gigantesques rétroviseurs, la boîte à la pompe pour le M.S. 200. En tout, l'équivalent de 15 % de la valeur du ca-

mion. Il a fallu enfin adapter les chaînes de montage de Blainville à ce nouveau travail, avec un objectif prioritaire : améliorer la qualité. Les responsables français avaient vendredi le souvenir annonçant que les cent premiers M.S. 200 étaient déjà sur la sol américaine. Les M.S. 300 doivent suivre à la fin de l'année. Pour préserver la qualité, il n'est pas question de monter trop vite en cadence. Malgré les demandes des concessionnaires de Mack qui, après avoir vu les camions sur Salon de Chicago cet automne, en voulaient cinq mille dès 1980. R.V.I. n'a accepté de n'en fournir que seize cents. Le but est toujours d'atteindre le chiffre de douze mille en 1984-1985, soit 10 % du marché américain du diesel.

La bataille, pourtant, n'est pas gagnée. La chute du dollar met sérieusement à mal la compétitivité des produits européens, même si l'inflation américaine corrige cette dérive et si les prix de vente de R.V.I. à Mack sont revus tous les six mois... et restent secrets.

Miraculeux

Pour Blainville, en tout cas, ce contrat est miraculeux. Il permet de préserver l'emploi des six mille cent personnes qui y travaillent. Sans cela, il est menacé par la disparition progressive de la gamme basse au profit de la nouvelle série « F » montée dans l'usine neuve de Batilly, en Lorraine. Dans un marché français en stagnation, R.V.I. a encore perdu un peu plus de quatre points en 1979. Aussi, sur les bords de l'Orne, chacun voit avec satisfaction ces camions aux grandes rétroviseurs, aux tuyaux d'échappement pointés comme une cheminée vers le ciel, à la calandre un peu particulière, où le losange maison a fait place au bouledogue de Mack.

THIERRY BREHIER.

SOCIAL

LE TERRITOIRE DE BELFORT CRÉE UN « MINIMUM SOCIAL » ÉGAL À 70 % DU SMIC POUR LES PERSONNES AGÉES

(De notre correspondant)

Belfort. — Le conseil général du Territoire de Belfort a décidé, le mercredi 19 décembre, d'étendre à tout le département une mesure déjà testée dans la ville de Belfort (1). Le « minimum social garanti ». Il s'agit de compléter le minimum de ressources versé par l'État aux personnes âgées de plus de soixante ans ne disposant pas de patrimoine. Les ressources minimales des personnes âgées sont révisées périodiquement par décret et atteignent, depuis décembre 1979, 14 600 francs par an.

Le Territoire de Belfort entend faire passer ce minimum à environ 70 % du SMIC brut pour les personnes seules (17 760 F par an) et à 80 % pour les couples. La mesure touchera au total quelque six cents personnes (mais trois cents personnes en bénéficient déjà dans la ville de Belfort). Le coût annuel sera d'environ 2 millions de francs.

Les élus socialistes, promoteurs de la mesure, espèrent que cette décision fera école, et rappellent, à ce propos, que les allocations logement ont d'abord été instituées par des communes et des départements.

(1) Plusieurs villes comme Paris, Neuilly, accordent, en outre, des allocations complémentaires.

● DANS L'ARDECHE, les quatre usines de la Société des tissages et soieries réunis (800 personnes) sont occupées depuis le 4 janvier. La C.G.T. et la C.F.D.T. s'opposent à la décision de la direction, qui ne veut verser que 75 % des salaires de décembre en raison de grèves qui ont perturbé la production.

Un rapport sur l'orientation professionnelle des adultes

De l'inactivité au... chômage

Les moyens donnés à l'orientation professionnelle des adultes « apparaissent souvent adaptés », mais insuffisants, note un rapport établi sous la direction de Mme Evelyne Sullerot, sociologue, à la demande du ministère du travail et de la participation.

Or, en 1980, les couches les plus nombreuses de la population active auront de quarante à quarante-cinq ans et, en l'an 2000, de cinquante à cinquante-cinq ans. Dans vingt ans, les personnes âgées de plus de quarante ans seront en nombre égal ou supérieur à celles âgées de moins de quarante ans et, bien entendu, ce sont, en raison des prévisibles mutations économiques, les adultes d'âge mûr qui seront le plus souvent appelés à changer d'emploi et à se reconverter.

A l'heure actuelle, un à deux millions de travailleurs auraient, chaque année, besoin d'être aidés dans leur orientation professionnelle. Il s'agit, d'une part, des salariés qui doivent exercer un autre métier, en fonction des aléas du marché de l'emploi ou de l'évolution des techniques, et, d'autre part, des personnes qui, inactives jusqu'alors, veulent entrer dans la vie professionnelle.

L'accès au retour des adultes à l'activité est un phénomène essentiellement féminin. Le rapport de Mme Sullerot note ainsi que, de 1977 à 1978, 441 624 femmes (et seulement 65 027 hommes) sont passées de l'inactivité à l'activité. En fait, ce « passage » est aujourd'hui de plus en plus souvent... au chômage. Les 110 000 chômeuses dans le sens inactivité-chômage ont progressé de la base 100 en 1974 à l'indice 188 en 1978.

Après avoir remarqué que 48 % des femmes, qui entreprennent une carrière professionnelle, le font pour des raisons financières,

mais aussi que le même pourcentage de femmes entrent dans la vie active pour des motifs d'équité personnelle. Le rapport, qui souligne la très grande diversité des situations et la minceur des statistiques, estime que des études doivent être effectuées et que le bilan est globalement négatif » et qu'« aucune reconnaissance n'a été réglée au fond ».

Toutefois, les trois syndicats ne proposent aucune reprise de l'action, sous une forme ou sous une autre. Même si à Aix-en-Provence les contrôleurs déclarent qu'ils restent mobilisés, ils se montrent néanmoins déçus, notamment à Bordeaux, par l'absence de résultats après plus de quarante jours de « grève des décollages ».

Le communiqué inter-syndical note que « toutes les principales revendications ont été reconnues légitimes par le ministère » et que « le seul blocage a priori qui subsiste concerne le droit de grève ».

Une nouvelle réunion avec M. Pierre Léonard, conseiller social de M. Theule, est prévue d'ici à la fin du mois de janvier.

CONFLIT DES CONTRÔLEURS AÉRIENS : POSITION D'ATTENTE

Les syndicats de contrôleurs aériens S.N.C.T.A., C.G.T. et C.F.D.T., ont estimé, au lendemain de leur troisième journée de rencontre avec M. Joël L'Heuillet, ministre des transports, que « le bilan est globalement négatif » et qu'« aucune reconnaissance n'a été réglée au fond ».

Dans la Loire

LA MAJORITÉ DES MÉTALLURGISTES DE MAVILOR SE PRONONCE POUR LA REPRISE DU TRAVAIL

Saint-Etienne. — La situation est de plus en plus confuse à l'usine Mavilor (Loire), près de Saint-Chamond (Loire), toujours occupée. 636 des 987 salariés ont participé (dont 432 par correspondance) à la consultation organisée à la mairie de L'Horme, les 3 et 4 janvier, par la direction, avec le soutien actif des non-grévistes F.O. et C.G.C. 506 se sont prononcés pour la reprise du travail et 20 contre. Il y a eu 20 bulletins nuls.

La direction a annoncé le 4 janvier que « la majorité des l'usine de L'Horme s'étant prononcée pour la reprise du travail aura lieu lundi 7 janvier ». Il n'est pas sûr pourtant qu'elle ait lieu effectivement, en tout cas sans l'entrée en scène de la C.G.T. et la C.F.D.T., qui avaient contesté le vote et, avant même le dépouillement, en avaient contesté la validité, entendant durer encore leur position en renforçant l'occupation des locaux, jusque-là symbolique. A moins que d'ici là la direction n'accepte le dialogue avec la minorité, ce qu'elle avait refusé, en laissant pourrir le conflit. Les occupants se trouvent de leur côté le dos au mur, sans porte de sortie honorable après un mois et demi de conflit qui a épuisé leurs ressources.

● A SAINT-NAZAIRE, à l'issue d'une manifestation unitaire, la C.F.D.T. met en cause le P.C.F. dans le conflit de la SNIAS (aéronautique). « Il s'en empare, déserte-t-elle, pour des raisons plus spectaculaires qu'efficaces ».

سكيا من الأصل

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

ÉTRANGER

- 2-3. L'INTERVENTION SOVIÉTIQUE EN AFGHANISTAN ET SES PROLONGEMENTS**
- Les départs de l'armée afghane se joignent aux rebelles pour lutter contre l'envahisseur.
 - Les réfugiés affluent en Pakistan par la passe de Khyber.
 - La P.C.F. s'affirme solidaire des forces en lutte pour le socialisme.
- 4. EUROPE**
- IRLANDE DU NORD :** la conférence sur l'avenir de l'Ulster suscite peu d'optimisme.
 - 4. PROCHE-ORIENT**
 - La situation en Iran.
 - POINT DE VUE :** Des otages qui pourraient devenir des témoins, par Henri Albert.
 - 5. AFRIQUE**

SOCIÉTÉ

- 6. JUSTICE :** le principal inculpé de l'offense de Remyette est à nouveau entendu par le juge d'instruction autour d'un « faux en écriture » public.
- 7. RELIGION :** à Cologne, des chrétiens organisent un autodevo pour Hans Küng; *Libres opinions* : Examen de conscience pour les clercs, par Serge Bousset; *Point de vue* : « Vérité romaine et vérité plénière », par Georges Richard-Mollard.
- 7. DÉFENSE :** Correspondance : la réorganisation de l'armée de terre.
- 7. ÉDUCATION.**

CULTURE

- 8. FORMES :** l'image et la parole.

ÉQUIPEMENT

- 12. ENVIRONNEMENT :** « Pouvons-nous nous en passer ? » (IV), par Marc Ambroise-Randa.

ÉCONOMIE

- 13.** Les folles séances de la cotation de l'or à Paris.
- 14. ÉTRANGER :** la grève des ouvriers de la sidérurgie en Grande-Bretagne.
- 15. LA SEMAINE FINANCIÈRE.**

INFORMATIONS SERVICES (10-11)

- RADIO-TELEVISION (10-11)**
- Carnet (13) : Journal officiel (11) ; Loto (11) ; Météorologie (11) ; Mois croisés (11) ; Programmes spectacles (9-10).

AU SOMMAIRE DU SUPPLÉMENT

EUROPA

publié par

Le Monde

du lundi (dote 8 janvier)

- « L'Europe des projets a plus d'avenir que l'Europe politique », nous déclare Mme Simone Vell.
- « En fait, mutations qui changent la face du monde », par Jean Barthe, ingénieur conseil, ancien président de l'Association française de Technologie et d'Innovation.
- « L'Anarchie, obsession des années 80, brosse la prévision », par James Rothman.
- « Les « internationaux » de Strasbourg ».

Le numéro du « Monde » daté 5 janvier 1980 a été tiré à 589 175 exemplaires.

TRÉCA ÉPÉDA SIMMONS

Modèle TRÉCA

EXPOSITION ET CENTRE D'ESSAI

CAPELOU

DISTRIBUTEUR

Seule adresse de vente : 37 Av. de la République - PARIS 11^e - Métro Parmentier - Parking assuré - Tél. 357.48.35

LIVRAISON GRATUITE TRÈS RAPIDE - DANS TOUTE LA FRANCE

A B C D E F G

LES VŒUX DU CHEF DE L'ÉTAT

Le président de la République prépare un supplément à « Démocratie française »

Les cérémonies de Nouvel An à l'Élysée se sont terminées vendredi 4 janvier, par la traditionnelle réception au cours de laquelle le président de la République et les journalistes ont échangé leurs vœux. M. Giscard d'Estaing a eu avec ses invités une conversation à bâtons rompus au cours de laquelle il a évoqué, outre les affaires de politique étrangère, divers sujets de politique intérieure.

Il a, en particulier, laissé entendre que le règlement de l'Assemblée nationale pourrait être modifié, à l'initiative des élus, pour éviter de nouveaux ratés dans le déroulement de la discussion budgétaire. Il a indiqué que, pour sa part, il avait toujours été convaincu que l'article 48-3 de la Constitution sur l'engagement de la responsabilité gouvernementale pouvait être mis en jeu sur une partie d'un texte, et il a précisé qu'il avait envisagé de saisir lui-même le Conseil constitutionnel.

Le chef de l'État a aussi fait savoir qu'il se prépare à donner à l'autonomie un « supplément » à son livre *Démocratie française*, et il a confirmé qu'un débat d'orien-

tion sur la défense aurait lieu à l'Assemblée nationale au cours de la session de printemps.

Les voyages présidentiels en Inde et en Chine

Le président de la République a précisé qu'il se rendrait, au cours de l'année, dans « les deux pays les plus peuplés du monde » : l'Inde (à la fin du mois de janvier) et la Chine (au mois d'octobre). Un voyage au Japon demeure prévu, mais sa date n'est pas fixée. D'autres visites auront lieu en mars dans les pays du Golfe Persique et en Jordanie.

Par ailleurs, les autres sujets abordés, ont relevés que le chef de l'État a fait connaître son intention de commander à deux peintres contemporains des portraits en pied du général de Gaulle et de Georges Pompidou.

Le départ de M. Pierre Hunt

Le président de la République a évoqué le prochain départ de l'Élysée de M. Pierre Hunt, son porte-parole. Celui-ci pourrait être nommé ambassadeur à Tunis.

LE RISQUE DE GUERRE. — « L'accumulation de dangers que l'on constate au Proche-Orient est un fait. Un pays réticent comme le nôtre ne peut pas l'ignorer. Ce n'est pas tant la situation en Afghanistan qui est dangereuse — encore qu'elle pose de graves problèmes — que les tensions qui croissent au Proche-Orient. »

LES FLUCTUATIONS BOURSIÈRES. — « Le court terme n'est jamais un bon baromètre. » Quelques minutes après, les paroles du président sur les agences, entre guillemets, elles sont citées (et attribuées) par les radios, les télévisions et bientôt les journaux. L'Élysée publie aussitôt une « mise au point » : « On indique à l'Élysée que les propos prêtés au président de la République ont été rapportés de façon inexacte ou incomplète et qu'ils ne sauraient être considérés comme des déclarations officielles. »

En politique, et plus encore en diplomatie, la façon de s'exprimer a autant d'importance que ce que l'on veut faire savoir ; la forme est inséparable du fond. De Gaulle, à qui l'on prête mille bons mots non autorisés, ne figurait pas devant le 5 mai 1968, notre collaborateur André Passeron, qui ne laisse échapper aucune de ses paroles, il souligne que l'important est « ce qu'il veut faire savoir ». Il écrit tout, apprend par cœur et récite. « Je me donne un mal de chien » (le Monde du 13 novembre 1979). Et il y a le reste, ce qu'il dit « sans y penser », « devant le bon peuple » et qui, à ses yeux, « n'a aucune importance ». « Mais cela a aussi de l'importance », dit A. Passeron « pour définir votre personnalité. » « Oui, bien sûr, répond de Gaulle, si vous voulez. » — M. D.

UN JOURNALISTE FRANÇAIS ACCUSÉ D'ESPIONNAGE AU PROFIT DE L'UNION SOVIÉTIQUE A ÉTÉ ÉCROUÉ

Un journaliste âgé de soixante-dix ans, M. Pierre-Charles Pathé, a été inculpé et écroué, après avoir été condamné à la prison par un tribunal militaire soviétique, pour intelligence avec les agents d'une puissance étrangère, par M. Michel Légrand, juge d'instruction à la Cour de sûreté de l'État. Ces décisions judiciaires datent du mois de juillet 1979 et la puissance étrangère en cause est l'Union soviétique. M. Pathé a été interpellé en flagrant délit. M. Pathé est le fils de Charles Pathé, industriel du cinéma. Rédacteur de nombreux articles sur la politique étrangère, il avait publié, en 1959, un livre intitulé *Essai sur le phénomène soviétique*, dont nous avions rendu compte (le Monde du 14 août 1959). Étant quant à lui personnellement directeur de la publication d'une lettre d'information bimensuelle, *Synthèses*, qui paraissait sur quatre feuillets recto-verso.

M. MATTEOLI

MINISTRE DU TRAVAIL

REPRENDRAIT SES FONCTIONS

A LA FIN DU MOIS

M. Jean Matteoli, ministre du travail et de la participation, pourrait reprendre ses fonctions vers la fin du mois de janvier. Donnée comme probable il y a quinze jours, cette information vient d'être confirmée, de source gouvernementale.

Successeur de M. Robert Boulin, décédé tragiquement, M. Matteoli, nommé ministre du travail le 8 novembre, avait dû cesser toute activité le 26 novembre, à la suite d'un accident cardiaque. Son intérêt est assuré par M. Christian Beaudet, actuel ministre de l'Industrie, et ministre du travail de 1976 à 1978.

LES DÉPENSES D'ASSURANCE-MALADIE EN NOVEMBRE :

+ 17,9 % EN UN AN

Les dépenses de la Caisse d'assurance-maladie des salariés — qui publie désormais chaque mois ses statistiques (le Monde du 7 décembre 1979) — ont continué, en novembre 1979, de croître à un rythme rapide : + 17,9 % par rapport au même mois de l'année précédente. « Bien qu'en légère diminution par rapport à fin octobre (+ 18,5 %), note la Caisse, ces taux doivent être rapprochés de l'augmentation de la moyenne des gains mensuels des salariés (légèrement supérieure à 12 %). »

Ce sont toujours les dépenses hospitalières qui progressent le plus rapidement (+ 24,4 % en un an au lieu de + 22,6 % le mois précédent, toujours en rythme annuel). Les autres postes marquent un ralentissement de la progression : « L'augmentation des dépenses de soins de premiers soins (+ 13,3 % au lieu de + 19,8 % le mois précédent) et des dépenses de soins de suite (+ 12,7 % au lieu de 13,5 %), les indemnités journalières (+ 2,9 % au lieu de + 3,2 %). »

Le nombre de journées hospitalisées fin novembre a augmenté de 1,4 % par rapport à fin octobre 1979 par rapport à fin octobre 1978 ; le nombre des visites et des consultations (+ 2,4 % au lieu de + 4,1 %) tandis que les indemnités journalières ont diminué (- 7,8 % au lieu de - 7,4 %).

Élections à la présidence de comités économiques et sociaux

● Pays de la Loire : M. Joseph Ariaux

● Poitou-Charentes : M. Michel Maury-Larivière

De notre correspondant

Nantes. — M. Joseph Ariaux, soixante ans, président de la chambre d'agriculture du Maine-et-Loire, a été élu, le 3 janvier à Nantes, président du comité économique et social des Pays de la Loire. Il succède à M. Jean-Paul Fisch, dont le mandat arrivait à expiration. M. Ariaux a recueilli quarante-neuf voix, alors que les syndicats refusaient de prendre part au vote pour protester contre la sous-représentation des travailleurs dans cette assemblée dite « socio-professionnelle ».

L'assemblée compte désormais soixante-dix-huit membres (cinq de plus que l'année précédente, dont vingt-huit personnalités nouvelles). Dans son discours inaugural, M. Ariaux a souligné que l'emploi était la préoccupation majeure de la région, reconnait et déplore les limites des pouvoirs régionaux dans ce domaine et mis en évidence la nécessité d'une politique volontariste de développement. Le nouveau président a insisté sur deux autres axes de réflexion et d'action : le cadre de vie et le développement des services, notamment en milieu rural, ainsi que la formation des hommes. Les syndicats C.G.T., C.F.D.T., F.O., et F.E.N. ont accueilli avec des réserves l'appel final du président en faveur d'un vote à coudre de toutes les forces vives pour effectuer un travail en commun de tous les membres de l'assemblée et une collaboration avec les deux autres partenaires.

M. Jacques Sourdis, député R.P.R. des Ardennes, a été réélu, vendredi matin 4 janvier, président du conseil régional de Champagne-Ardenne par 31 voix contre 5 à M. René Vissia, député communiste des Ardennes, et 4 à M. Jean Delaunay, maire socialiste de Charleville-Mézières. Il y a eu 2 bulletins blancs. — (Corr.)

BÈGUES

Depuis 1938, des milliers de personnes ont bénéficié des découvertes génétiques d'un ANCIEN BÈGUE. Informez-vous de suite : Dr. M. BAUDET, 183, bd Wilson, 33200 Bordeaux.

LES ANCIENS PARACHUTISTES EMPÊCHENT UN RÉCITAL DU CHANTEUR A STRASBOURG

Au garde-à-vous devant Gainsbourg

De notre envoyé spécial

Strasbourg. — Le récital que Serge Gainsbourg devait donner, vendredi 4 janvier, à la salle Rhénus de Strasbourg, a été annulé en milieu de soirée, les musiciens jamaïcains du chanteur, épouvantés par le climat de tension qui a précédé ce spectacle, ayant refusé de jouer. Depuis une semaine, des anciens combattants d'Alsace de l'Union nationale des anciens parachutistes (UNAP) menaçaient d'interrompre si Serge Gainsbourg persistait à interpréter dans la capitale alsacienne sa version reggae de la Marseillaise (le Monde du 3 janvier).

On avait oublié les rastas. Cette mauvaise querelle sur l'hymne national semblait ne devoir concerner que les anciens combattants et Serge Gainsbourg. Pourtant, c'est sur la tension qui avait précédé le récital. Une polémique incompréhensible pour ces jeunes venus des ghettos de Kingston, une campagne de presse virulente, la présence d'importantes forces de police aux répétitions et pour finir vers 19 heures, une alerte à la bombe et l'évacuation de leur hôtel, eurent raison de leur envie de jouer.

Un mauvais coup pour Serge Gainsbourg qui était, lui, bien décidé à pousser sa « Marseillaise » reggae aux oreilles de ses détracteurs alsaciens, une certaine de membres de l'UNAP. Ils étaient là, rayonnants, le béret rouge vissé sur des têtes rasées, au milieu de trois milliers de jeunes. Ils avaient loué les chaises des premiers rangs. Pour que Gainsbourg prenne peur. Leur chef, le colonel Jacques Romain-Dessolès, président de l'UNAP, tenait même une conférence de presse au pied de la scène, sanglant dans son imperméable vert : « La version de ce monsieur est attentatoire à l'hymne national. »

Des jeunes, des étudiants juifs de Strasbourg, prenant les paras à partie. Le ton montait. « On ne veut pas de la France, pépé ! », hurlait une adolescente. Les policiers s'agitaient. Le colonel restait court et souriant. Il avait appartenu à l'infanterie coloniale, « l'arme la moins raciste ». « Aussi, comprenez-vous, notre action n'est-elle pas antisémite. » Oui, lui aussi avait des amis juifs.

On attendit ainsi, longtemps. Puis, Gainsbourg, courageux, arriva. Le récital, on l'avait compris, n'aurait pas lieu. Mais il venait faire front. Fragile et blême, avec son air d'émigré triste. Les jeunes gens musclés du service d'ordre, impré-

sionnés, le laissèrent s'approcher seul — avec Jane Birkin — sur le devant de la scène, à quelques mètres de ses adversaires. Il se tourna vers les parachutistes. Il buta sur les premiers mots : « Je voudrais dire qu'un groupe d'extrême droite a fait annuler ce concert. Mes musiciens jamaïcains ont leurs problèmes : ils ont été effrayés par la présence des forces de police et par les alertes à la bombe dans les hôtels. » Le public comprit qu'on lui offrait davantage qu'une explication : une plainte. La colère et la douleur d'un chanteur, atteint par la bêtise dangereuse de quelques-uns, et qui, avec sa maldresse habituelle, appelait à l'aide. Des dizaines de jeunes s'approchèrent de la scène, entourant le carré des paras, et faisaient une ovation à Serge Gainsbourg : une communion s'installait.

Gainsbourg cherchait à maîtriser son émotion. « Mes amis jamaïcains sont des rastas. Ce sont des révolutionnaires comme moi. Je suis un insoumis. C'est moi qui ai redonné à la Marseillaise son sens initial. » Puis, sans accompagnement musical, il entonna les premières mesures de l'hymne national.

Pas la sienne, la leur. Pas la version tropicale et défilante venue de Kingston, mais celle qui fait avancer les anciens combattants, celle du patriotisme, et de ce sentiment de l'intolérance, l'exacte partition de ce « chant de guerre pour l'armée du Rhin », que Rouget de Lisle chanta, pour la première fois, à Strasbourg en 1792.

Étonnante provocation ! La foule, derrière Gainsbourg, chantait comme sur un stade, électrisée par ses notes familières. Les parachutistes s'étaient dressés en un garde-à-vous impeccable et accompagnaient le chant du juf insoumis.

Les voix adverses chantaient ensemble peut-être deux couplets. Mais le chant de Serge Gainsbourg devenait si fort, si chargé d'émotion, que le public déjà perdait pied, et que les anciens combattants n'eurent bientôt plus qu'à se taire et à écouter. Le chanteur achevait seul les dernières notes de l'hymne national, le poing dressé, sous un éclairage tricolore.

Gainsbourg s'en alla, revint adresser un bras d'honneur à ses détracteurs. La foule grondait. De très nombreux jeunes avaient envie d'en découdre. Ridiculisés par l'intervention du chanteur, les paras ne savaient plus très bien comment rompre le ban. Et c'est protégés par des C.R.S. que le colonel Jacques Romain-Dessolès et ses hommes quittèrent la salle.

On vit encore Serge Gainsbourg, entouré par des policiers, pleurer dans une voiture, puis quitter Strasbourg avec ses musiciens, pour Bruxelles où, espérait-il, on le laisserait chanter sa « Marseillaise » rebelle.

PHILIPPE BOGGIO.

A TROIS SEMAINES DES COLLECTIONS

Les maisons Saint-Laurent et Jacques Esterel s'accusent mutuellement de contrefaçon

Trois semaines avant le début de la présentation des collections de printemps, ce n'est pas la soie ou le coton que l'on manie mais... le papier bien. M. Benoît Barthélemy, directeur de la maison Jacques Esterel, a fait saisir pour contrefaçon une partie de la collection d'Yves Saint-Laurent, dont il affirme qu'elle n'est rien d'autre, pour certains modèles, qu'une copie conforme de ses propres créations.

M. Pierre Bergé, directeur de Saint-Laurent, contre-attaque en portant plainte contre Jacques Esterel sur le même motif, toiles et croquis en main.

Pour M. Benoît Barthélemy, certains modèles Saint-Laurent, tant haute couture que prêt-à-porter, sont des reproductions « serviles » de ses propres créations présentées en janvier 1979 : des « petits marquis » devenus, six mois plus tard chez Saint-Laurent, des « toreros ». « Il n'y manque, dit-il, ni la couleur rose, ni le tricolore noir, ni la culotte bouffante. »

Chez Saint-Laurent on rétorque que « les petits marquis-toreros existent dans la maison depuis 1957 : c'est facile à vérifier », et l'on porte plainte contre Jacques Esterel pour... contrefaçon. La justice, serein, elle, suit son cours.

Pierre Bergé, directeur de Saint-Laurent et d'autre part président de la chambre syndicale du prêt-à-porter des couturiers et des créateurs de mode, interrompé le 4 janvier, a déclaré qu'il s'agissait là d'un « coup de publicité » et que l'idée même de contrefaçon était ridicule. « C'est exactement comme si un cul-de-jatte prétendait imiter Nourse », j'attaque à mon tour. « Plainte a été déposée dans ce sens il y a quinze jours. D'ailleurs, poursuit-il, nous avons déjà gagné la première manche en obtenant la mainlevée de la saisie opérée avant Noël sur un modèle qui est le crou de la collection et qui doit partir dans quelques jours pour New-York. »

La collection Saint-Laurent sera, en effet, présentée aux États-Unis, en même temps que l'exposition Picasso à laquelle elle fait référence par plusieurs modèles : arlequins, toreros, etc.

كسوة من الأمل

Cycles solaires

Je suis surpris et inquiet qu'à l'approche de l'année 1980 nul n'ait évoqué le cycle solaire de onze années, dont le point culminant était marqué jadis par des événements inquiétants, voire des guerres. L'intérêt porté à ces cycles solaires était très vif dans l'entre-deux-guerres. On soulevait que partant de 1923, par exemple, tous les onze ans, des événements tragiques se produisaient : 1934, 1945 en passant par 1970, on arrivait à 1981, puis la guerre du Rif qui atteignit son apogée en 1925 ; 1939, avec la réoccupation par l'armée allemande de la zone rhénane démilitarisée, etc. On avait même trouvé qu'un conflit entre la France et l'Allemagne s'était produit selon une périodicité de vingt-deux ans affectée d'un multiplicateur décroissant : 1804-1870 = 22 x 3 ; 1870-1914 = 22 x 2 ; 1914-1968 où la guerre fut sur le point d'éclater, 22 x 1. Il semblait en découler qu'en suite plus jamais la guerre ne devrait opposer la France et l'Allemagne.

Mais le reste du monde est depuis entré dans le jeu et le cycle solaire continue. Son prochain sommet adviendra en 1980. S'en soucie-t-on ? Les déchaînements qui se produisent un peu partout en ce moment ne sont-ils pas le présage de catastrophes encore plus graves ? Prévenir vaut mieux que guérir. Si le monde entier savait que l'année 1980 peut marquer le sommet des risques de périls, peut-être les peuples réagiraient-ils dans un sens d'apaisement. Mais qui tirera la sonnette ? Je crois pourtant qu'il faudrait la tirer.

LUIGI LACRATZ,
chef de section retraité
(Nouville, Metz-sur-Seine).

La guerre

La société occidentale n'a pas fini d'engendrer des paradoxes. La Suède vient d'interdire la vente de « jouets guerriers », et, en France, les « bons parents » doivent proscrire de leur liste de cadeaux de Noël la poupée de cow-boy ou la « mitraillette en plastique » qui fait « tac-tac-tac ».

Pourtant, il suffit d'écouter l'homme de rue, tout à la fois devenu politicien, diplomate et stratège, prophétiser l'inevitable d'une guerre, voire même sa nécessité. Le « Il faut une bonne guerre pour régler tout ça » d'un « bon sens populaire » est relayé de plus en plus par les médias, qui présentent le monde comme un « jeu de guerre » où les solutions possibles, ne seraient-elles pas à un « cadre de haut niveau » l'idée que quel'un souffre, qu'une main tendue, même pour un adieu, donnerait (mais je vais faire sourire) une collaboration fraternelle à une décision, après tout, peut-être nécessaire ? J'aurai été licenciée par l'Arlésienne.

Faites comme je dis, ne faites pas comme je fais ! Encore faut-il voter une loi pour rayer la guerre du monde indien des enfants. Les parents auront au moins la conscience claire envers leurs enfants, à défaut de l'avoir devant l'humanité : car on l'attend toujours, la proposition de loi pour interdire la vraie guerre !

BRUNO LECHECQ
(Dunkerque).

L'amour du rail

Je vous écris au sujet de l'article « Les Cinglés du rail » (Le Monde Dimanche du 9 décembre). Personnellement, j'en fais partie ; c'est-à-dire que, quand je le peux, car le place me manque, je fais rouler un train sur quelques mètres de rail. Le tort de votre article, c'est que tout est traité sur un ton badin. Je vous dirais que, moi, construis un train matériel en l'honneur de la scie d'horloger, et que les assemblages sont, sont soudés, soit brassés. Ainsi, j'ai construit une grue hydraulique, des signaux et des wagons.

Et il y a une chose dont vous ne parlez nulle part, c'est la beauté du mouvement des bielles d'une loco vapeur (ou type vapeur). M. Raymond Passatuto a installé dans son jardin, derrière son pavillon, quelques dizaines de mètres de voie à l'écartement de 72 mm. Un dépôt avec un pont tournant, une rotonde, une grue hydraulique où l'eau coule pour l'alimentation de ses machines à vapeur qui fonctionnent au charbon comme les vraies.

M. Passatuto est mécanicien aux Ponts et Chaussées dans une petite ville de l'AIN ; il a également construit une rame de voitures grandes lignes ainsi que des wagons de marchandises. Il faut, d'abord, être un sacré mécanicien, pour construire à l'échelle 1/20, une 141 R, à laquelle il ne manque pas un rivet. Et l'eau bout à 100 degrés, donc penser aux problèmes qu'il a fallu résoudre, pour que ce ne soit pas une bombe roulante. Quand les trains roulent, c'est un festival vapeur, et c'est un défi, non seulement des gens venus de tous les coins de France, mais également de l'étranger — Suisses, Allemands, — d'éleveurs d'écoles techniques, etc.

M. Passatuto est un des garants de l'amour du travail bien fait, doublé d'un éminent vapo-

riste. Il est d'une très grande gentillesse, et les avantages de l'alimentation des cylindres Compound n'ont aucun mystère pour lui. Il a également construit un cylindre à vapeur (ceux qui servent au goudronnage des routes) à l'échelle et que sais-je encore.

Ne croyez-vous pas que ce poète du rail fait connaître à ceux qui n'ont jamais connu cela, ce qu'était le temps de la vapeur ? Ce temps, le travail avait une valeur vraie.

ROBERT TIRARD
(Viry-Châtillon).

L'Arlésienne

J'étais en congé au mois de septembre. Quand je suis revenu, début octobre, on m'a dit que le nouveau « patron » était arrivé et installé.

Pendant quarante-huit heures (nous ne sommes qu'une trentaine, installés sur 30 mètres d'un couloir sale), j'ai cru que le nouveau patron viendrait me parler dans le « saint des saints » où, à défaut d'adorer l'Eternel, j'essaie de m'accorder la joie — éphémère — d'en connaître l'aspect.

Rien n'étant venu, je me décidai à signaler à la nouvelle secrétaire — introduite — que j'étais moi, l'idéal bien vivant et disponible, au cas où.

Et le silence recouvrit à nouveau ma demeure.

Entre-temps filtraient les messages codés à destination des initiés, et les califes laissent tomber des sentences empressées de mystère : « Il m'a dit que... il ne m'a pas caché qu'il... il m'a dit qu'il... » Je me disais que, décidément, ce silence faisait beaucoup de bruit.

Fin novembre, je reçus par lettre recommandée la première manifestation d'intérêt du nouveau patron pour moi : il m'avait, sans y mettre de fioritures ou un semblant d'explication, « que mon contrat ne serait pas renouvelé le 31 décembre ».

Deux mois s'étaient donc écoulés sans que cet homme, à 10 mètres de moi, et ne connaissant de moi l'existence qu'un nom, et, peut-être, furtivement, l'angle d'un visage, ait éprouvé le besoin ou l'envie de dire, en face, simplement, à un être humain, qu'il allait devoir prendre une décision aussi grave pour son avenir.

Voilà huit jours, déjà. J'ai été moi faire inscrire comme « demandeur d'emploi ». J'ai dit demandeur, car deux certificats que ce « patron » a, dans sa bonté, bien voulu signer. Mais sans le voir un seul instant.

Il n'est quand même pas possible, en 1979, qu'il ne vienne pas à un « cadre de haut niveau » l'idée que quel'un souffre, qu'une main tendue, même pour un adieu, donnerait (mais je vais faire sourire) une collaboration fraternelle à une décision, après tout, peut-être nécessaire ? J'aurai été licenciée par l'Arlésienne.

S. LANDRY
(Paris).

Suggestions pour la Sécurité sociale

Le déficit de la Sécurité sociale est dû pour une part à la monstrueuse papasserie de cette institution.

En ce qui concerne les soins pharmaceutiques, la Sécurité sociale enregistre, vérifie, et paie plusieurs millions de feuilles de maladie par mois.

Je suggère que l'assuré paie au pharmacien seulement le ticket modérateur de 30 %, qui constituerait la rémunération du pharmacien, et qu'il garderait pour lui.

La Sécurité sociale paierait directement aux laboratoires aux grossistes leurs livraisons aux pharmaciens facturées au prix de gros.

Ces entreprises adresseraient mensuellement à la Sécurité sociale des relevés de leurs livraisons aux pharmaciens visés par ces derniers pour accord, ces mêmes établissements pourraient également fournir des états récapitulatifs par produit, ce qui permettrait à la Sécurité sociale de surveiller la consommation totale de certains médicaments.

La Sécurité sociale n'aurait ainsi à payer tous les mois qu'un bordereau à chaque laboratoire et à chaque grossiste, d'où une réduction massive du nombre des opérations de règlement à une infime fraction du chiffre actuel.

Par la même occasion, les assurés sociaux et les pharmaciens seraient dispensés de la corvée du collage des vignettes, et les assurés sociaux n'auraient plus les frais pharmaceutiques.

On pourrait objecter qu'il y a des médicaments remboursés à 70 % et d'autres à des taux plus faibles ; il ne serait pas diffi-

PARTI PRIS

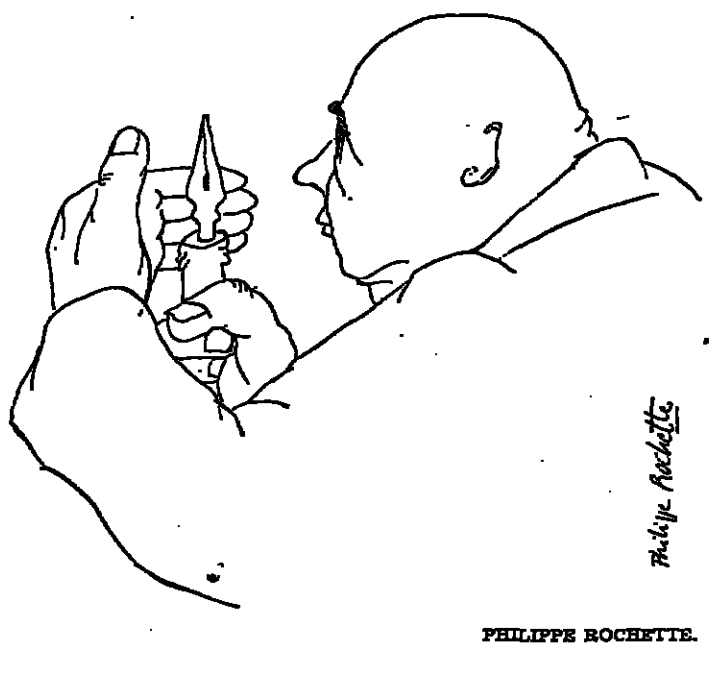
80

O n a beau dire, entrer dans une décennie cela fait quelque chose. On sent que cette fois une page est tournée, un nouveau chapitre commence.

Malheureusement l'Histoire, elle, n'a pas de ces subtilités. Elle vous saute à la figure n'importe quand, n'importe comment, sans aucun égard pour les belles perspectives chronologiques. La Révolution n'a pas attendu 1790, la Crise 1930 ni la grande guerre 1940. Le vingtième siècle n'a pas commencé en 1900 mais en 1914. Et 1979 n'a pas été une année insignifiante.

Alors ne nous laissons pas trop impressionner par 1980. Ça ne sera peut-être pas si terrible que cela. Et puis c'est vite passé. Regardez les hommes politiques : ils sont déjà en 81.

FREDERIC GAUSSEN.



PHILIPPE ROCHETTE.

cile de modifier ces derniers taux, soit en les portant à 70 %, soit en supprimant le remboursement complètement, suivant les cas.

Pour permettre un certain contrôle, pour permettre aussi les remboursements des honoraires complémentaires, enfin pour simplifier de façon semblable tous les mois un relevé des dépenses de médecine, la Sécurité sociale pourrait distribuer aux médecins des formulaires d'ordonnance carbonnés en trois exemplaires et primés.

Le médecin garderait un exemplaire et ferait payer à l'assuré la différence entre le prix de sa visite et la somme payée par la Sécurité sociale. Il enverrait tous les mois un relevé des visites avec en face le numéro de l'ordonnance et serait remboursé directement par la Sécurité sociale.

Le pharmacien établirait la facture des médicaments fournis sur les deux exemplaires restants de cette ordonnance au prix du ticket modérateur, et remettrait les deux exemplaires à l'assuré social. Celui-ci pourrait alors envoyer un à sa mutuelle pour remboursement, et garder l'autre pour lui.

Hôpital

Etant moi-même au Centre cardiologique régional de Bordeaux, j'ai vu avec intérêt l'article de Jacques Du Moulin *Les Jours les plus longs (Le Monde Dimanche du 16 décembre)*. Mais ce qu'il évoque est tellement différent de ce que je vis ici que je me sens obligé de vous faire part de mes réactions.

En effet le déroulement de la journée ici est le même que celui qu'il décrit, mais la grosse différence, c'est l'ambiance créée par le personnel. Des femmes de service aux chirurgiens, tous sont aimables et vraiment humains, attentifs à vos besoins. Je ne m'attendais vraiment pas

à trouver tant de gentillesse. Bien sûr, là aussi les uns et les autres parlent devant vous de ce qu'ils ont fait ou vont faire pendant leurs jours de repos, mais cela ne me choque pas du tout, au contraire. Elles ont bien le droit de vivre et de s'amuser. Bien plus, je pense que leur gaieté est un stimulant, car je considère que mon séjour à l'hôpital n'est qu'une parenthèse dans ma vie.

J'y ai déjà passé deux mois autrefois pour une greffe osseuse. Et, cette fois, c'est pour un pontage de la coronaire gauche que je dois être opéré dans quelques jours. J'ai déjà dû subir deux coronarographies (on passe une sonde à l'aide d'un cathéter fémoral et on la fait remonter jusqu'au cœur pour filmer (c'est peut-être ce que M. Du Moulin a dû subir lui-même). Bien sûr, ce n'est pas tellement agréable, mais pourquoi en faire le reproche à ceux qui vous le font subir ?

Franchement, ce qui m'impressionne dans ce genre d'intervention (en particulier pour les opérations du cœur), ce sont les progrès techniques de la science et la technique ont permis de réaliser : il y a vingt ans, dans un cas comme le mien, on n'aurait pas pu intervenir et j'aurais été condamné à terme.

Je voudrais enfin faire une dernière remarque : ici comme ailleurs il y a du personnel étranger de couleur, et comme écrit M. Du Moulin, ici tous sont pareils.

R. OLIVIER
(Paris).

La Saint-Martin à Bergerac

A Bergerac, les foires de la Saint-Martin ont attiré leur animation habituelle malgré un temps bien froid et beaucoup de brouillard. Il faut dire que les manèges se sont perfectionnés et l'on dispose de baches isolant de l'air de plaisir des intempéries. Il y a vingt ans, plutôt trente, seule variait la couleur des voitures du manège. A cette époque, les « chevaux » étaient vertes, pimpantes, sagement rangées à intervalles réguliers dans les lotissements résidentiels, attendant le désir de leur maître. Et c'étaient bien les premiers de la toute-puissance de l'homme, que ressemblait l'enfant s'installant au volant de ce qui serait maintenant perçu comme une minable caisse pourvue de quatre roues, d'où il essayait d'attraper la queue de Mickey.

Aujourd'hui, Mickey est toujours là et le forain fait négligemment tomber la queue dans les mains fragiles des enfants, confortablement installés dans les chaises d'assise, hélicoptères et voitures turbo. Certains pourront trouver curieuse cette façon de se préparer à l'attente pacifique, et sans pétrole ! Mais quoi, la foire n'est-elle pas faite pour s'amuser, pour se flâner, pour tout oublier ? Alors, peu importent les problèmes du moment, et sans pétrole ! Pour tant, autrefois, il me semblait être dans le vent lorsque j'allais à la foire ; les fusées, les coups, les avions à réaction, le tout balné d'éclairage strident, annonçaient un monde féérique, le nôtre, celui d'aujourd'hui. Après une épopée dont le solde positif aura été d'aller récupérer à la fin de l'après-midi une et de les rapporter « à la maison », nous nous sommes amusés à nous faire jouer dans un musée. Obnubilés par une demi-dou-

zaine de hausses du prix de l'essence (combien en 1980 ?), nous ne nous sommes peut-être pas rendu compte que les fusées, les voitures, c'était hier. Quel soulagement ! Nous allons enfin pouvoir aller à pied, connaître les choses de chez nous. Nous pourrions reprendre quelques activités que nous avions dû laisser au cours de ce siècle de folie.

Nous n'irons plus nous crêper le chignon avec ces lointaines tribus de Béliers, Nîmes, Arles ou autres... Nous serons obligés de remettre à jour les contenus locaux. Peut-être même pourrions-nous refaire les guerres de religion ? Cela nous mettrait dans le vent d'une actualité brûlante, puis cela changera un peu des joutes, contre-joutes, sous-joutes des P.S., P.C., R.P.R., U.D.F., Z.P.Q., K.C., F.I.E., etc.

Nous pourrions lire, regarder ceux avec qui nous vivons et essayer de comprendre.

Nous ne ressemblerons plus à ces hannetons pressés, bruyants et stupides.

Peut-être même, foi espoir, les femmes se rhabilleront-elles pour que nous puissions occuper notre temps à les dévorer.

Les cris joyeux et les rires reviendront dans les vignes d'où la machine aura disparu.

Peut-être y aura-t-il du travail pour tout le monde ? Pour tous les volontaires du moins ! Et, sur leurs vieux jours, ceux qui auront vécu l'ère du pétrole pourront, tels les grands navigateurs d'autrefois, raconter à leurs petits-enfants qu'ils ont connu les filles nues des mers glacées et joué les conquistadores sur les côtes du Languedoc, détruisant tout sur leur passage, les cornes et la forêt, ne laissant, après une furieuse campagne de quatre semaines, que larmes, incendies, bombes solaires et bouteilles de Coca-Cola.

Enfin, lorsque les historiens se pencheront sur les récits de ceux qui seront rentrés, couverts d'une sombre gloire, témoignage du soleil merveilleux de ces pays de conquête, ils s'étonneront peut-être avec stupeur que les périodes de la Révolution et de l'Empire furent d'une relative tranquillité comparées à l'ère de la hégémonie.

Cela dit, à Bergerac, le parc-mètre est un bon placement ; on va peut-être même en planter dans les chambres à coucher.

CHRISTIAN FELIX
(Bergerac).

Racisme quotidien

Il y a quelques jours, je me trouve boulevard Saint-Germain : au carrefour de l'Odéon, exactement. A la station de taxis, nous attendons, ma femme et moi, et pleut. Pas de taxis en rue d'ailleurs, avant nous, il y a déjà une jeune femme. Même, avant elle, deux jeunes Noirs rieurs. Dix minutes passent. Enfin un taxi vient se ranger à la station. Les deux Noirs s'avancent. Ils vont ouvrir la porte. Le chauffeur — un homme d'une soixantaine d'années — les regarde, à un geste du bras, comme pour dire : « Prenez ce taxi comme ça, salut ! » Et il embraye, laissant les deux garçons médusés, puis à nouveau souriants : « Bof ! On a l'habitude. » Je les regarde, gêné et humilié, lorsqu'un autre taxi arrive et s'arrête. Au volant un chauffeur noir. Les deux hommes montent. J'ai un coup d'œil à ma femme. C'est elle qui sourit maintenant. Petit fait divers du racisme quotidien.

BERNARD LAVALLETTE
(Paris).

VOUS ET MOI

C'est gratuit !

— Vous ne me croirez pas, dit-il, et vous aurez raison. Aujourd'hui, on jette ou on vole, on ne donne plus. Sauf moi. Oui, moi je donne, mais rassurez-vous, ce n'est pas par bonté de cœur. C'est mon métier, ma façon de gagner ma vie. Des camelots, vous en avez entendus des mille et des cents, vous vous méfiez, et, encore une fois, vous avez raison. Ils vous vendent de la poudre aux yeux. Je dis bien : vous vendent. Moi, je donne, ça fait une sacrée différence. Et attention, il ne s'agit pas de poudre de perlimpinpin, non, mais des bijoux de l'horlogerie bijouterie française ! Regardez-moi ça !

Il ouvre une grande boîte capitonnée de velours et nous permet d'admirer une trentaine de montres alignées côte à côte.

— Et ça encore, ce n'est rien, poursuit-il. De bons outils, des 2 CV si vous voulez. Vous pouvez prendre votre douche avec ou vous servir d'un marteau-piqueur, elles ne braveront pas. Maintenant, pour un baptême, un mariage, une cérémonie, vous avez envie d'autre chose. De l'article de luxe comme on en trouve en magasin pour mille balles. Attention, je parle en nouveau français ! De la marchandise dans ce goût-ci. Approchez, madame, jugez par vous-même si je vous raconte des histoires. Voici des copies rigoureusement conformes aux montres des grands couturiers. Elles n'ont qu'un défaut, elles sont gratuites. Oui, elles

aussi, ces merveilles qui valent la peau des jesses, je suis chargé de vous les distribuer.

Naturellement, la foule de badauds qui se presse autour de lui demeure sceptique. Il doit avoir un piège, une astuce quelque part. Mais où ? L'homme s'acharne à répéter qu'il donne. Le voudrait-il, il n'aurait pas le droit d'accepter un sou. Une loi l'interdit. Il nous la cite : est possible d'amener tout démonstrateur qui aurait vendu des échantillons destinés à être distribués. Voilà une excellente loi dont nous ignorons l'existence. Pour achever de nous convaincre, le camelot reprend :

— Je vous entends réfléchir d'ici. Vous vous demandez : « Mais alors, qui paye ? » Réponse : personne. Si nous acceptons ces montres, si les ouvriers de Besançon, qui ont passé des centaines d'heures sur leurs machines à les fabriquer, vous les offrent, c'est afin de vous faire connaître leur travail. Cela s'appelle de la, de la...

— Publicité, lancent les esprits les plus rapides.

Le mot éveille des espoirs. Chacun sait que « la pub » se montre volontiers généreuse, mais de là à nous donner des montres ! — Eh ! oui, nous affirme l'orateur. L'horlogerie française doit aujourd'hui se battre ou mourir. Les Japonais nous envahissent. Leurs montres seraient-elles meilleures que les nôtres ?

— Non ! crie le public.

— Je ne vous le fais pas dire. Mais ils les bradent à des prix qui réduiraient nos ouvriers à la famine. Alors, pour contre-

attaquer, les gars de Besançon m'ont chargé de vous remettre quelques échantillons dont ils sont fiers. Gratuitement. Mais à une condition...

Il s'interrompt, consentant de tenir l'auditoire suspendu à ses lèvres.

— A la condition que vous leur témoigniez votre reconnaissance. Comment ? Non, non, je ne veux pas un sou. Je demande uniquement à ceux qui recevront une montre de la porter et de nous aider à défendre l'horlogerie française. C'est d'accord ?

— Oui, crie le public.

— Dans ce cas, je vais procéder à la distribution. Ne poussez pas s'il vous plaît. Laissez-moi choisir tranquillement ceux qui me paraissent les plus dignes d'un tel cadeau, c'est-à-dire ceux qui entreteniront leur montre, la feront régulièrement nettoyer, reviser. Combien coûte un bon nettoyage ?

— 50 F, 100 F, répond le public.

— Melon 50 F. Mais non, je ne vous le réclame pas. Je tiens simplement à m'assurer que vous les avez. Ceux qui me les montrent seront les premiers servis. Lève bien haut la main.

Une douzaine de personnes brandissent des billets. Le camelot en cueille quelques-uns, les plus proches de son estrade.

— Ne craignez rien, je vous les rendrai. Je me tue à vous répéter que c'est gratuit. Mais il me semble que les ouvriers de Besançon ont bien mérité une tournée d'apéro, non ?

— Si ! crie le public, avec moins de cœur toutefois.

— C'est donc à ceux qui sont prêts à payer cette tournée que je m'adresse. Les autres, qui ont accepté d'être des cancaniers japonais. S'ils souhaitent reprendre leurs cinquante francs, libre à eux. Qu'ils débarrassent le terrain et laissent les connaissances bénéficier de cette offre exceptionnelle. Attention, je vais procéder à la distribution ! Entendons-nous bien, je commence par les modèles courants, les 2 CV, robustes, endurants, idéales pour les enfants. Nous passerons ensuite aux articles de luxe. Que ceux qui m'ont confié leurs 50 F, ces gens sincères et qui ont le nez fin, en ajoutent 50 autres francs pour le nettoyage et la révision, et j'aurai le plaisir de leur remettre une de ces montres, garantie de un an, pièces et main-d'œuvre. Mais, j'y pense, les pièces de collection, si, toujours sans supplément, sans courtage. Gratuitement pour les vrais amateurs. Pour ceux qui ne refusent pas l'apéro à nos ouvriers, et qui les aideront à vaincre la concurrence japonaise. Entre Français, il faut se serrer les coudes, aujourd'hui plus que jamais. Faire une bonne affaire en accomplissant une bonne action, qui dit mieux ?

Personne, il ne manque plus que la Marseillaise.

GABRIELLE ROLIN.

مكتبة من الأصول

Sur un point, Emmanuel et Maurice se retrouvent : leur aversion pour le monde de demi-luxe, de cliquant et d'apparence qui consomme au-dessus de leurs têtes. Emmanuel fustige, mi-indigné, mi-méprisant, les « *repins du forum* ». En passant devant Hedliard, Maurice explique : « Le pire, c'est de travailler ici. Les gens vous regardent comme des bêtes curieuses. Ils vous traitent de fainéants. Des fois, j'ai envie de leur taper dessus. » ■



COMMUNAUTÉS

Les drogués de la foi

Une secte ? Non, une communauté charismatique catholique, une intense fraternité, mais une hiérarchie et des règles strictes.

RICHARD DARMON

À gauche de la scène, un orchestre baroque avec ses violons et ses guitares électriques, ses musiciens qui chantent en chœur. Six danseurs viennent d'interpréter un premier ballet sur un décorant moresca de rock, comme admet l'un d'eux s'approchant du public avec un micro : « Bonsoir à tous !... Nous ne sommes pas des professionnels de la scène, mais des membres d'une communauté chrétienne, la Sainte-Croix, née en 1973 du renouveau charismatique dans l'Eglise catholique ! (1). Ce dont nous voulons témoigner dans ce spectacle, c'est de notre foi dans le Seigneur et de notre joie de vie chrétienne !... »

Et pendant deux heures, devant un public conquis qui frappe dans ses mains, vont se succéder sans discontinuer danses, chants, mimes et sketches pour « annoncer la joie en Jésus ! ». Entre chaque saynète, techniquement assez bien réussie, un membre de la communauté prend le micro et, comme s'il faisait une confidence au public, témoigne de sa rencontre avec Jésus : « J'ai reçu une nouvelle vie par le mystère de la Croix » ou encore « Nous sommes passés de la mort à la vie car nous nous aimons les uns les autres ! ». Aussitôt, les musiciens chanteurs enchâssent sur un nouvel air, mi-disco, mi-cantique : « Il tient le monde dans sa main !... Allez ! Chantez avec nous !... » Et la salle reprend, séduite par la grâce persuasive des danseurs et la joie — réelle — de toute la troupe : « A vivre ensemble selon l'Evangile, nous avons ap-

pris un chant nouveau pour le Seigneur ! »

Difficile de résister à tant d'effusion : on se croirait au Palais des Sports, le soir du retour de Johnny ! Mais on est à Corenne, à 5 kilomètres de Grenoble, dans la salle des spectacles que la communauté a elle-même aménagée pour au moins 300 personnes. Le public ? Des amis et des sympathisants de la Sainte-Croix, mais aussi beaucoup de Grenoblois intrigués par un spectacle qui fit, en avril 1978, deux fois salle comble au Théâtre municipal de leur ville. Depuis, la troupe a entrepris une tournée dans la région — une vingtaine de représentations — et « chaque fois, la salle était pleine ! »

« Jésus est là »

Evangeliser, annoncer la « bonne nouvelle », fut-ce au moyen d'un « théâtre militant », adapté à la parole de Jésus, est une des activités essentielles de la communauté.

Celle-ci regroupe aujourd'hui cent cinquante adultes et une quarantaine d'enfants répartis dans dix lieux de vie commune — les « fraternités » — organisés dans l'agglomération de Grenoble, ainsi que dans les groupes « de partage et de prière » hebdomadaires. Tous, ou presque, sont des laïcs. Parmi eux, de nombreux étudiants, des enseignants, des assistants sociaux, des infirmières, des médecins, des apprentis, quelques artisans, des femmes de ménage. Certains,

parmi les plus anciens de la Sainte-Croix, ont été objecteurs de conscience, militants non-violents ou membres de « l'Arche », la communauté pacifiste de Lanza del Vasto. La moyenne d'âge des adultes est jeune : au plus la trentaine. Leurs motivations ? Le monde est devenu complètement fou ; aussi faut-il que les « derniers des Justes » se regroupent entre chrétiens pour mener une vie plus humaine de « partage » et de « transparence ». Leurs objectifs ? « Essayer de maintenir tous les aspects de la vie chrétienne. Être aussi un lieu de prière, de formation, d'accueil, de guérison intérieure, de vie fraternelle et de réconciliation entre générations, classes sociales, actifs et contemplatifs, familles et célibataires ». Par cette « nouvelle manière de vivre », la communauté se veut « un signe d'espérance pour le monde et de renouveau pour l'Eglise ».

Tenter d'appréhender des relations plus « véritables » entre personnes, partager en collectif, vivre « le témoignage vivant de Jésus », ne doit pas empêcher la communauté d'être liée au monde extérieur ! A table, chaque jeudi, quel qu'un fait pendant quinze minutes une revue de presse pour tenir tous les « frères » informés des principaux événements de la semaine. De même, la plupart des fraternités se sont installées en pleine ville : « La véritable mission de vrais chrétiens, c'est de vivre au milieu des hommes ! ». Ainsi, la communauté, en étroite collaboration avec le Secours catholique, a-t-elle hébergé l'été dernier une famille entière de Vietnamiens « jusqu'à

ce que ses membres en âge de travailler aient trouvé un emploi ».

Chacun, sur son lieu de travail, avec sa famille, ses amis, fera connaître la bonne parole : « Jésus est là ! ». L'évangélisation est à ce point une tâche prioritaire de la communauté que, outre son spectacle et ses stages de formation « ouverts à tous », elle vient d'acquiescer dans le centre piémontais de Grenoble, comme toute organisation politique ou syndicale qui se respecte, un local — une ancienne boutique d'antiquaire — qu'elle compte transformer en « café chrétien » et en lieu de prière permanente : « Les jeunes qui s'ennuient le mercredi après-midi pourront ici boire un peu. Nous organiserons des spectacles de café-théâtre. Nous allons aussi prévoir un certain nombre de « dîners-débats » avec certains groupes d'étudiants ou d'hommes d'affaires. »

L'« higoumène »

On le voit, les membres de la Sainte-Croix ne sont pas restés sourds aux incantations leçons de « l'agit-prop » ! Se sachant « minoritaires » dans les masses, ils adoptent une « tactique stratégique » de propagande auprès des moins réfractaires à leur bonne parole, se réservant aussi pour Noël ou Pâques quelques actions ponctuelles de plus grande envergure auprès de toute la population : « Parfois, à l'occasion d'une grande fête religieuse, nous organisons une parade de rue avec sketches, chansons et tracts, pour rappeler aux chrétiens leur propre calendrier ! »

D'ailleurs, comme pour séparer le bon grain de l'ivraie, il existe plusieurs « grades » d'engagement qui correspondent à des étapes d'une « marche vers la vie chrétienne authentique » : les « engagés consacrés » mettent tous leurs biens et tous leurs revenus en commun, alors que les « fidèles » ne partageant que la totalité de leurs revenus. Quant aux « allés », ils ne partagent que la moitié de leur salaire. Pour chaque étape d'engagement, on est d'abord « postulant », puis « novice » ; enfin, après trois ans, on peut devenir membre consacré de la Sainte-Croix. Il existe aussi des « stagiaires » qui vivent dans la communauté pour un an ou deux, sans engagement. Chaque fraternité rassemble une catégorie précise de frères.

Hérarchie, obéissance et autorité sont des valeurs primordiales de la communauté : la « déconcentration » fraternelle de tous ses membres, les visages toujours disponibles et souriants, vont de pair avec des structures extrêmement rigides !

Un chef-fondateur, le premier à avoir subi l'attrait de l'Esprit saint — lors d'une cérémonie appelée l'« Effusion de l'Esprit » — est le guide du groupe, celui qui, par son autorité évidente, « naturelle », montre la voie. On l'appelle encore l'« higoumène », nom d'origine grecque donné aux supérieurs des monastères orthodoxes. Ce leader est assisté par un « Conseil des anciens » — trois autres personnes — sorte de bureau politique, dont le rôle est d'être à la fois l'exécutif de la communauté et son instance de réflexion et d'orientation.

Ministères

Pour tout ce qui touche à la gestion et à l'organisation concrète de la vie communautaire, outre un poste d'intendant — presque inévitablement une femme ! — par fraternité, il existe aussi un « Conseil de la communauté » qui regroupe les « anciens », les « responsables » de chaque fraternité, ainsi que la dizaine de « serviteurs » auxquels on a confié un « ministère », c'est-à-dire une fonction collective précise. Il existe ainsi, identiques aux « commissions », des organisations politiques, le ministère des enfants, celui de l'accueil, de la musique, des spectacles, de la librairie, des chants, des casseroles (que l'higoumène a enregistrés et que l'on diffuse auprès de toutes les autres communautés charismatiques pour faire connaître partout ses « enseignements »), le ministère du garage pour l'entretien des voitures communautaires, celui de la coopérative pour l'achat groupé de aliments pour toutes les fraternités, celui du vestiaire pour la récupération et le rangement d'une immense collection de vêtements et de chaussures qui, redistribués gra-

tuitement à tous, permettent de ne rien gaspiller. Un ministère aussi pour le secrétariat : la communauté est déclarée comme association de la loi de 1901, elle organise des week-ends et des stages, collecte des fonds auprès de ses membres. Elle a donc besoin d'une administration.

Lorsque, pour l'été, chacun doit prévoir son mois annuel de vacances, il sait qu'il ne disposera librement que de deux semaines : huit jours sont en effet prévus pour une retraite dans un monastère ou autre lieu de recueillement ; huit autres jours seront nécessairement partagés avec la communauté tout entière, rassemblés pour l'occasion en un immense camp de vacances, dans le but carcéral de « se détruire ensemble », mais aussi de « faire le bilan de l'année passée et de dresser des perspectives pour celle qui vient ».

Lorsqu'un « frère » veut acquiescer un bien coûteux ou changer de travail, c'est la fraternité, et, si besoin est, la communauté qui se réunit pour donner un avis sur une question qui, « parce qu'elle concerne un frère, regarde tout le monde ».

Tout semble se passer dans la joie et la bonne humeur, même si rares sont les détails de la vie de chacun qui échappent à tous ! Communauté de vie, la Sainte-Croix devient vite, comme dans certaines « sectes politiques », une communauté de discours, de comportements, de gestes, de rites de langage et d'habitudes vestimentaires, avec ses membres sympathisants, ses stagiaires, ses confirmés et ses permanents, avec son organisation pyramidale du pouvoir, l'higoumène au sommet entouré de conseils et de ministères, avec ses séances de « transparence » inaccessibles aux novices et aux postulants.

Plus libres

Dans la fraternité de la rue des Dauphins, en plein centre de Grenoble, les « engagés-consacrés » à vie — une quinzaine — qui vivent le partage total : la grande maison de vingt pièces qu'ils habitent a été louée à une institution religieuse pour un loyer « symbolique » d'environ 1 000 francs par mois. Les chambres sont personnelles ou au maximum pour deux. Certaines sont réservées aux gens de passage. Partout, des icônes, des statues, des estampes religieuses, des photos de Jérusalem, des bouquets de fleurs séchées un peu mortuaires, l'odeur insistante de l'encens qu'il est difficile de ne pas associer aux crucifix présents partout. Une grande propreté. On pressent d'emblée une parfaite division des tâches.

On retrouve souvent des femmes à l'aconeil, comme à la cuisine. Ce sont elles qui sont chargées de l'entretien et de la tenue de la maison ; aussi assisteront-elles moins souvent que les hommes aux prières. Certes les frères aident les sœurs à faire la cuisine quand ils le peuvent — en tout cas obligatoirement, les week-ends ! — mais ce sont eux qui occupent seuls les ministères de l'enseignement pastoral ou du garage. « C'est que Dieu a créé l'homme la femme différents », explique Didier, le responsable de la fraternité, « chacun a une spécificité qu'il est vain de vouloir gommer ! ».

Et le plus étonnant, c'est que les personnes les moins dogmatiques, les moins crispées sur les « Ecritures », les moins érigées, celles qui semblent le plus s'épanouir dans la communauté au milieu des casseroles et des enfants, ce sont justement... les femmes, qui disent vivre leur « condition » avec plaisir et équilibre, « sans revendiquer les fonctions de l'homme ! ». « La volonté propre, dit l'une d'elles, cause une coupure avec Dieu. L'obéissance à Jésus, à l'higoumène et aux responsables permet de mettre un terme à cette vie sans Dieu. En fait, contrairement aux apparences, on devient plus libre en obéissant consciemment à certaines règles ! On se libère ainsi des regrets, des justifications, de la mollesse, des hésitations. »

L'effusion de l'Esprit

L'obéissance est donc le seul moyen de faire marcher la maison, de « mettre de l'huile là où il y a un feu de chauffe ». C'est pour cela que tout semble marcher ici comme sur des rails. Dans l'autre aile du bâtiment, deux couples occupent quatre

pièces : il faut de la place pour les enfants, qu'on éduque ici avec fermeté aux lois de l'obéissance et de la religion. La liturgie familiale, avant les repas, les couchers, pour la préparation des fêtes, occupe en effet une grande partie dans leur éducation. « Mieux vaut combattre le plus tôt possible l'esprit du mal, car même nourrissons, ils sont pêcheurs ! ».

A deux ou trois reprises, en tout deux heures par jour, tout le monde — même s'il faut rentrer de son travail — va se retrouver à la chapelle pour la prière, un étonnant mélange de liturgie byzantine et d'improvisations à haute voix. On s'adresse directement à Dieu avec des phrases à soi, dont certaines sont reprises en chœur ; on parle, on dialogue presque avec Dieu ; on le remercie d'être venu sur Terre incarné dans le Christ « pour sauver les hommes » ; on lui adresse des « Alléluias ! » et des « Hosanna ! » vigoureux, les yeux fermés. Puis les corps se prosternent pour embrasser le sol ou bien se dressent, tous ensemble au même moment, bras levés et mains ouvertes, pour « recevoir le Seigneur ». « Tu sagesse est folle pour le monde ! » — « Oh ! Oui ! Oui ! Merci, Seigneur Jésus ! » — « Oui ! Merci pour ton amour, pour cette matinée que tu nous as donnée, ces joies et ces peines ! » — « Je te loue, mon Dieu, pour ta bonté ! » Peu à peu, les voix de chacun se dilatent, chaque frère commence à proférer des sons inintelligibles, rappelant un langage d'origine orientale. A la manière des Apôtres le jour de la Pentecôte, ils utilisent une langue venue du cœur et de l'inconscience, c'est-à-dire « cette langue universelle de la prière » dépourvue de syntaxe et de sens rationnel.

Enfin, les voix se joignent en un continuum insistant qui se termine par des applaudissements : la « fête du Seigneur » est telle qu'on l'applaudit. Après un moment de recueillement où chacun prie pour lui, assis par terre, on écoute un frère lire un passage de l'Evangile, ou bien on se met à chanter des psaumes en chœur. La prière se termine chaque fois par un « Notre Père » entonné en se tenant par les mains, pendant que les visages rayonnent. On ne quitte pas la chapelle sans avoir embrassé quelque frère ou sœur quelque livre saint.

Emotionnels, irrationnels, ces moments de prière sont impressionnants : ils excluent celui qui ne participe pas à l'effusion de l'Esprit ! On a alors le sentiment de se trouver parmi les membres d'une secte, en train de se livrer à une cérémonie qu'il semble difficile de rattacher à un culte précis.

Reconnus

« En fait, se défend Didier, qui garde, même pour travailler, son voile blanc de prière, nous n'avons rien d'une secte pour deux raisons : nous sommes reconnus par l'évêque de Grenoble, et ce que nous voulons vivre c'est l'Evangile jusqu'au bout ! » En effet, Mgr Matagrin, évêque de Grenoble a reconnu la Sainte-Croix et a même ordonné diacre Jacky, l'higoumène, le fondateur de la communauté. Il peut ainsi célébrer mariages et baptêmes sans le secours d'un prêtre. D'ailleurs la communauté maintenant d'excellentes relations avec un groupe de prêtres de Grenoble pour des recherches liturgiques et théologiques. L'un d'eux vient chaque semaine célébrer la messe dans l'église de La Providence restaurée par tous à Corenne. Il n'y a donc pas de conflit ou de rupture entre la Sainte-Croix et la hiérarchie catholique. La « dissidence » de ces charismatiques se situe à un niveau plus subtil, plus « intérieur » : renouer avec la « foi ardente, chaleureuse, vécue, intense » des premiers chrétiens cause parfois quelques heurts ! Trop d'insinuations et d'administrations religieuses sont venues « alourdir et parfois empêcher cette profondeur de la foi ! » Sont-ils alors les contestataires de l'Eglise officielle ? « Non, répond Didier, il y a actuellement un grand mouvement de réveil de la foi... et qui dit « réveil » dit aussi « sommeil ». Il existe en effet, selon nous, des structures endormies dans l'Eglise ! Mais la seule contestation que nous ferions en vivant ainsi la radicalité, la folie de l'Evangile à chaque moment, ce serait une contestation par amour de Jésus ! »

(1) Sur le mouvement du renouveau charismatique, voir notamment le Monde du 1^{er} 1977 et du 30 juin 1978 et le livre de Monique Hébrard, « Les Nouveaux Disciples » (Le Centurion, 1979).

هكذا من الأصل

CROQUIS

L'attaque du train

Un crissement, le train s'ébranle, nous emportant dans ses entrailles. Les uns cherchent d'instinct, d'autres, dévisageant les gens carrés dans leurs cols-fenêtres, peut-être dans l'espoir de les faire lever. Dans ce wagon-là, les banquettes confortables sont sagement rangées deux par deux, style autocar. La moitié du wagon dans le sens de la marche, l'autre dans le sens de la navette, et l'inverse au retour.

Le train a pris de la vitesse, les corps commencent à s'arranger des corps voisins, déformés, étrangers. Livres, magazines, tricot surgissent, tandis que certains s'appliquent déjà à dormir, yeux clos, bouche entrouverte.

C'est alors qu'ils se lèvent. Ils étaient assis juste devant moi, muets, dociles, un garçon et un garçon. Maintenant ils se postent chacun à un bout du wagon, j'ai compris. Haut les mains, passez la monnaie. Ces deux-là ont oublié de se masquer le visage dans un bas de soie ou au moins de parler à travers un foulard de cow-boy. Messieurs et dames, n'ayez pas peur. Il ne vous sera fait aucun mal. Nous n'en voulons qu'à votre argent, celui que vous avez en trop. Alors faites bien attention, ne bougez pas sinon je tire, et mon copain là-bas dans le fond, il a le colt encore plus rapide que moi.

Et celui qui a parlé, mais si je révé, brandit son violon, se le casse sur l'épaule, et commence à nous donner la

régalade, la sérénade. La campagne occupe et verto défile sur une arête de Mozart. Le colt du compère est une sébile qu'il nous invite à remplir. L'un joue, l'autre quête. C'est en musique qu'ils nous braquent, ces modernes de mandeurs de nos pièces, nous invitant à prendre le voyage comme un loisir. Ne pas donner serait vilain. Vous n'aimez pas les artistes ?

On avait déjà l'habitude de les rencontrer dans les couloirs ventés du métro, que les usagers arpentent d'un pas pressé pour en finir plus vite avec la journée ou avec la vie. Certains faisaient même un bout de route avec nous dans le compartiment, deux ou trois stations en musique pour nous transporter à leur façon. Voilà qu'ils viennent maintenant adoucir nos moeurs jusque dans les trains.

Ni mendicants ni forcément musiciens, ces violoneux, chevelure en sueur, peau acnéique ou anémique (trop grande fréquentation du métro), veulent inciter notre liberté. Mais attention, ils n'ont pas le droit de vieillir ! Passé l'âge des raïsins verts, ce sont des ratés, et un peu plus tard, des clochards.

A Lyon, les deux racketteurs ont disparu sur le quai, perdus dans la foule, pas vus, pas pris. Souhaitons que, conformes à leur automisme, ils n'aient fait le voyage que pour gagner le prix du billet, la fin rattrapant ainsi les moyens.

MARIE-LOUISE AUDIBERTI.

Les ringards

Ça fait ringard. Il a l'air ringard. T'es pas l'air ringard. Il est des mots qui prennent des formes étranges, ectoplasmes menaçants, s'émanant d'aucun fond commun, dérivés de tout sens précis. Ringard ? Qu'est-ce au juste ? Cette terreur d'être semblable aux autres : les cravates, les costumes, les emperlées-à-... oui, mais pas seulement.

Les babas du seizième ? Certains, mais pas tous. Les soixante-huitards d'instinct diplômés et confortablement salariés ?

En partie, mais pas forcément.

Alors ? Ma foi, je ne sais pas au juste. Notion difficile à cerner, difficile à saisir parce qu'elle court, elle court, comme le furet, s'échappant d'un vocabulaire argotique des louhards, le mot a pris d'assaut les rues de la ville, les beaux quartiers, le monde du jour et de la nuit.

Des jeunes — le « second cycle » — interrogés, « propriétaires » du terme en quelque sorte, ont donné les réponses suivantes :

— Les ringards, ceux qui lisent un article « objectif », en pantoufles, sur les réfrigérateurs du Cambo'ne et passent ensuite à la page « humour » du magazine.

— Les ringards, c'est les « pas cool ».

— C'est le père pastis et la mère chiffon-à-pousière. C'est.

J'ai peut-être compris. Je me rappelle la liste des commandements qu'on nous donnait quand nous étions fixés,

identique à la vôtre, vous qui nous précédez, et vous qui nous suivez.

D'accord sur tout et satisfaction d'avoir pigé.

Avec une tristesse cependant : celle de ne pas être tout à fait rassurés sur notre fidélité à l'ancien principe de non-ringardie, quel que fût, alors, son nom.

Jamais de compromissions ? Pas l'ombre d'un conformisme ? Aucune trace de trahison dans la pensée ? Alors donc !

Même si nous avons appris à danser le reggae, même si nous dansons avec une certaine dévotion rassurante les noms d'Elvis Costello, Bob Marley, Joe Jackson, même si nous parvenons à nous habiller très new wave. Même si nous déclarons — bravo, tu es dans le ton — que les Funks, Sex Pistols et Johnny Rotten sont en passe d'être démodés. Même, même, même. Il doit bien nous arriver, de temps à autre, tout du moins, au bout du bout, de nous caler dans un fauteuil, scotch en main, pieds en pantoufles, de lire quelques pages sur la famine qui sévit un peu partout — sauf chez nous — sur les massacres de La Mecque et d'ailleurs. Histoire de s'informer.

L'essentiel, puisque nous avons plus ou moins renoncé à être tous des juifs allemands — position inconfortable, il faut bien l'avouer, — l'essentiel, c'est d'être bien déterminés sur un point : on évitera tous d'être des ringards.

CLARISSE NICOLSKI.

Conte froid

de JACQUES STERNBERG.

La mémoire

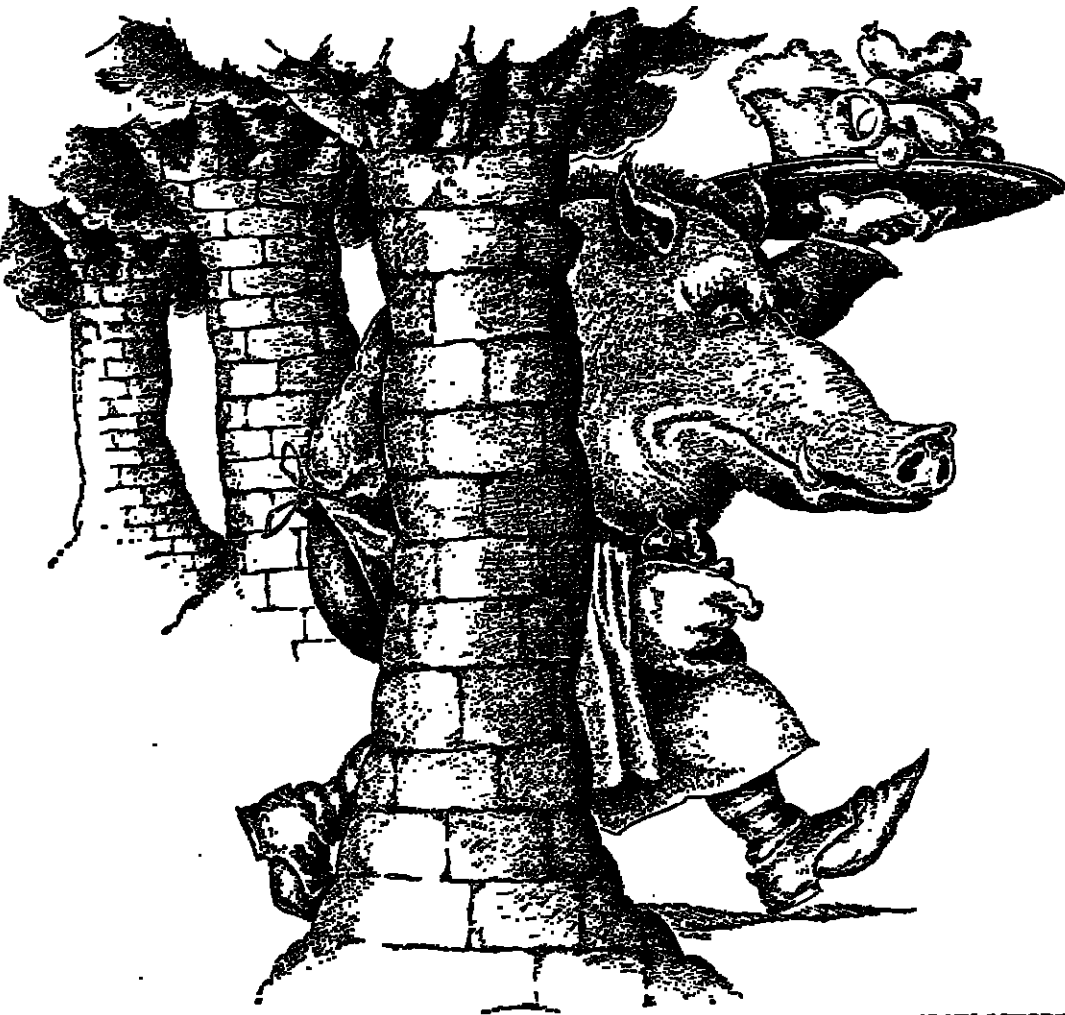
Depuis plus de trente ans, il entassait sur des étagères et dans des vitrines les objets les plus variés, généralement d'une extrême banalité. Des brindilles, des cailloux, des feuilles, des boîtes de conserve vides, des bouts de tissu, n'importe quoi en somme. Ces petits riens, il ne les gardait pas pour n'importe quelle raison : tous, toujours, étaient liés plus ou moins secrètement à des scènes qu'il avait eu l'occasion de vivre. On peut dire que, d'une certaine façon, il avait consacré toute sa vie à cette collection un peu particulière. Et assez futile, vraiment : en effet, comme il n'avait aucune mémoire, il n'arrivait jamais à se rappeler quels souvenirs ces milliers de souvenirs pouvaient bien lui rappeler.

ALLEMAGNE

Berlin entre les cafés et la forêt

Une harde de sangliers ravageant des jardins. Image insolite d'un Berlin-Ouest méconnu, entre ses traditions et ses lacs.

JEAN WEIZ



ALAIN LETORT

BIEN qu'ils apprécient le confort, beaucoup de Berlinois font montre d'un certain scepticisme lorsqu'ils entendent dire que leur ville reste, dans toute l'Allemagne de l'Ouest, la seule où le visiteur ait l'impression de se trouver dans une « grande capitale ». Ce rôle, bien sûr, Berlin l'a perdu depuis la fin de la guerre. Les Allemands les plus optimistes n'ont pas espéré qu'elle le retrouverait un jour. Toutes les périodes et toutes les horreurs que la ville a connues n'ont cependant pas suffi à détruire une âme, celle d'un haut lieu de la civilisation au centre de l'Europe.

Il est vrai qu'aujourd'hui l'esprit de Berlin est surtout empreint de nostalgie. On y retrouve les traces de ce qui fut, avant guerre et surtout avant le nazisme, une métropole où fermentaient les idées nouvelles sans que, pour autant, les structures de la vieille société européenne aient été détruites.

Aujourd'hui encore, les traditions résistent à l'assaut du modernisme. Il suffit, pour s'en convaincre, de parcourir le célèbre Kurfürstendamm, qui reste l'artère vitale de Berlin. Les guides touristiques citent tous le monospace de crème foncée sur chaque tasse et, pour qui ne s'adresse pas exclusivement aux nourritures terrestres, un choix prodigieux de journaux.

La tradition a cédé du terrain. Les vieilles brasseries où la bière coule à flots, où l'on déguste l'« Eisbein » (jarret de porc) et les « boulettes » de Berlin qui sont à l'origine du hamburger, n'ont pas complètement disparu, mais il faut s'égarer dans les rues latérales et plus sombres pour trouver encore les bistrot où la population locale absorbe l'horrible mixture de bière blanche et d'alcool de framboise. Les terrasses restent heureusement une particularité de la ville. Elles sont bien abritées : si le fameux « air de Berlin » est devenu le thème d'une chanson populaire, il reste en général plus frais que pur, et

la brise soufflant sur le Kurfürstendamm peut être glaciale en plein été.

Parmi les galeries d'art, les antiquaires et les boutiques de luxe, de vieux cafés résistent vigoureusement à l'invasion des pizzerias. Le plus ancien d'entre eux est installé presque en face de l'église du souvenir, monument le plus connu de ce boulevard que les Berlinois pressés appellent tout simplement le « Kurfürst ». Le clocher mutilé de l'église a été flanqué, depuis la guerre, d'une nouvelle église octogonale, que de minuscules vitraux ne parviennent pas à rendre attrayante. Certains ne manquent pas de faire malicieusement observer que les murs élevés au siècle dernier, malgré les bombardements qui les ont ébranlés, tiennent toujours bon, alors que l'édifice d'après-guerre appelle déjà des réfections coûteuses.

Lustres dorés

L'ancien café tout proche de l'église est, lui aussi, restauré. On a beau le savoir, on ne peut rester insensible à l'atmosphère qui régnait sans doute avant la grande catastrophe de 1914, lorsqu'on entre dans cette salle au plafond très haut, aux lustres dorés, aux murs garnis de tableaux où s'ébattaient des chérubins, aux tables aux dessus de marbre et aux comptoirs surchargés de pâtisseries.

Signe des temps ou, au contraire, survivance du passé ? Le petit déjeuner « littéraire », à 5,80 DM, coûte beaucoup moins que celui des « philosophes », à 12,60 DM. Les penseurs ont apparemment besoin d'œufs, de charcuterie, de jambon et de fromage.

Les cabarets, qui ont longtemps fait la célébrité de Berlin, n'ont pas totalement disparu. Le plus connu d'entre eux — le Forcépie — est cependant installé aujourd'hui dans le monstrueux gratte-ciel portant le nom d'Europa Center. Cet édifice de vingt-deux étages, où logent d'innombrables cinémas, boutiques et restaurants, ainsi qu'un casino, est une véritable ville dans la ville qui ne cherche certainement pas à entretenir les traditions du vieux Berlin.

Celles-ci sont beaucoup mieux défendues par le seul véritable café-concert dont dispose de nouveau, depuis un an et demi environ, l'ancienne capitale du Reich. Il est vrai que cet établissement,

qui a adopté le nom d'« Eins-tein », n'a pu s'établir qu'à quelques kilomètres de là, sur la Kurfürstendamm, beaucoup moins élégante que le Kurfürstendamm.

En dehors de la musique et des manifestations théâtrales, on y propose jusqu'à 2 heures du matin six variétés de café et la lecture gratuite de tous les journaux dans la bonne vieille tradition.

Le long du trottoir du Kurfürstendamm, s'alignent des voitures à vendre. Mais il s'agit en général de modèles rares, tels que les cabriolets que Volkswagen ne fabrique plus ou de tracés avant Citroën, dont les jeunes générations n'ont connaissance que par les vieux films de gangsters. Quant à l'entrée d'une arcade sur ce même Kurfürstendamm, elle conduit à un gigantesque marché aux puces réparti sur plusieurs étages de plusieurs immeubles, tous imprégnés par l'odeur des saucisses au curry vendues au rez-de-chaussée dans un stand autour duquel se rassemble une population à mine patibulaire.

Il est vrai que le « Kurfürst » a toujours été un lieu de rencontre entre les classes sociales les plus diverses. Aujourd'hui comme il y a un demi-siècle, les autorités s'efforcent, bien en vain, de contrôler cette population marginale qui a établi son quartier général aux alentours de la gare du jardin zoologique.

Mais Berlin-Ouest n'est pas seulement une ville — la plus grande d'Allemagne occidentale — c'est aussi, contrairement à ce que l'on imagine de loin, un ensemble d'espaces verts et même forestiers auquel on ne songe guère lorsqu'on évoque l'image de l'ancienne capitale du Reich.

« Une harde de sangliers a complètement ravagé un jardin. » Telle est la manchette qui s'étale, voici quelque temps, à la première page des journaux berlinois. Les photos accompagnent encore l'impression désastreuse pour les lecteurs : un vaste gazon, qui avait été soigné conformément aux meilleures recettes britanniques, se trouvait complètement labouré. Le lendemain, l'affront était vengé : les gardes forestiers avaient abattu onze des sangliers coupables, et l'image de ce massacre était bien faite pour rassurer les bons citoyens berlinois amoureux de leurs jardins. Tout cela se passait dans un quartier résidentiel très respectable de Berlin-Ouest. La loi, toujours présente en Alle-

magne, a cependant prévu que même les Berlinois doivent cesser leurs jardins pour en interdire l'accès aux « bêtes sauvages » !

Pour le visiteur, de telles informations sont pour le moins surprenantes. A l'étranger, on imagine parfois Berlin-Ouest comme une cité complètement enfermée derrière le « mur de la honte », avec ses chiens, ses mines, ses miradors et ses installations de tir automatique. En fait, les secteurs occidentaux s'étendent sur 490 kilomètres carrés, dont la moitié seulement sont construits ou asphaltés. Le reste comporte des forêts (15 %), des parcs (12 %), des champs et des prés (7,5 %) ainsi que des rivières et des lacs (6,5 %).

La longueur des rivières que peuvent fréquenter les Berlinois atteint 290 kilomètres, c'est-à-dire presque autant que toute la Côte d'Azur française. Si l'on tient compte que Berlin-Ouest dispose de voies navigables longues de 114 km, il n'est pas surprenant que quelque soixante-dix vapeurs y transportent des passagers et que le nombre des bateaux de plaisance dépasse déjà soixante mille. La plage de Wannsee s'enorgueillit de battre tous les records méditerranéens : sur 1 200 mètres, elle accueille quelque quarante mille personnes sans trop de difficultés.

Saucisses au feu de bois

L'un des trente villages berlinois, celui de Döppel, a pu célébrer au mois d'octobre dernier sa « Fête de la moisson ». Même si l'agriculture ne représente guère plus de 1 % du produit économique des secteurs occidentaux, elle n'en figure pas moins en très bonne place dans les statistiques officielles. Les habitants du village ont d'ailleurs, à cette occasion, protesté contre les exigences de l'administration berlinoise, qui voulait, au nom de l'hygiène, leur interdire de griller des saucisses sur un feu de bois. « Conformément aux vieilles coutumes germaniques », n'aurait-on pas même, selon certaines rumeurs, jusqu'à prétendre empêcher ces « villageois » de produire dans le four communal leur propre pain, avec du blé et du seigle d'autrefois, sans aucun recours aux engrais et aux pesticides de la chimie moderne ?

Un autre village de l'ancienne capitale allemande est tout aussi remarquable. Au-delà de la Cité Steimke, qui incarne l'industrie berlinoise, et du Märkisches Viertel — un horrible conglomérat de tours d'habitation dont l'administration berlinoise est apparemment très fière, — on arrive dans un paysage de vastes champs et de prés parsemés de boqueteaux au centre desquels se trouve la communauté de Löhars. Au milieu du village, une vieille église flanquée d'un jardin dans lequel jouent les enfants. De part et d'autre, de vieilles auberges. Les rues, grossièrement pavées, mènent à des fermes toujours en activité.

Contre la ferme modèle

Ici encore, les « ruraux » se défendent avec vigueur contre les entreprises de la bureaucratie municipale. Au cours d'une récente réunion, le médecin, le pasteur, le dernier fabricant de choucroute et les fermiers du village ont combattu les projets de l'administration berlinoise, qui envisageait d'établir à Löhars une « ferme modèle » dont la population locale ne ressent nullement le besoin.

Berlin-Ouest, cerné par l'horrible mur auquel on finit toujours par se heurter, ne comporte donc pas seulement quelques kilomètres d'asphalte assésés. À côté de ses autoroutes urbaines, la cité compte presque autant de chemins villageois, de forêts, de lacs et de rivières, de champs et de prés que pourraient en désirer les habitants de n'importe quelle cité européenne. Certains Berlinois en arrivent même à soutenir que leur ville, bien que tragiquement divisée, offre plus d'avantages que beaucoup de métropoles. Pas besoin, en fin de semaine, de parcourir des dizaines ou des centaines de kilomètres pour trouver un lieu de détente et de repos : un trajet de quatre ou cinq stations de métro leur suffit pour se trouver au milieu d'une forêt romantique, ou sur une plage où même le nudisme intégral n'est pas interdit.

la forêt

nage insolite d'un
acs.

ITALIE

Retour des émigrés

Les émigrés italiens rentrent au pays. Et les immigrés s'installent. Pour le moment, pas de véritable racisme.

ROBERT SOLÉ

PRENEZ un Sicilien au hasard. Il a certainement un oncle en Amérique, un cousin à Milan ou un beau-frère à Turin. C'est mathématique : faute de travail sur place, aucune famille ou presque n'est restée intacte. Ainsi va l'Italie depuis un siècle : une terre de départs et de migrations internes comme n'en a connu aucun grand pays d'Europe occidentale. Mais on assiste depuis peu à une double inversion de tendance. Désormais, le nombre de retours au pays est supérieur à

rique, l'autre moitié — parmi laquelle beaucoup de Nordistes — s'orientent vers des pays européens, notamment la France (un émigré sur trois dans les années 20). Changement de perspective après la seconde guerre mondiale : le Canada, l'Australie, le Venezuela, vinrent s'ajouter aux États-Unis, à l'Argentine et au Brésil, tandis que la France était progressivement détrônée par l'Allemagne et la Suisse. Ces deux pays accueillirent les quatre cinquièmes des « Européens » dans les années 60. Les émigrés n'ont bénéficié pendant longtemps d'aucune aide

beaucoup de « Suisses » et d'« Allemands ». Ceux-ci mêmes qui venaient faire « bella figura » pendant les congés payés avec leur femme blonde et leur Mercedes. L'année 1975 marque le tournant à partir duquel le nombre de retours est supérieur à celui des départs. Des villages entiers du Sud qui vivaient des envois d'immigrés voient leur avenir compromis. Ces recettes ont représenté la somme appréciable de 1 641 milliards de lires en 1978, soit 23 % du solde actif de la balance italienne des paiements. Les travailleurs qui reviennent



ALAIN MILLERAND.

celui des départs : et, pour la première fois, des travailleurs étrangers commencent à débarquer sur cette terre d'émigrés. Phénomènes d'autant plus étonnants que la péninsule ne semble être nullement en mesure de recevoir qui que ce soit. Avec un million sept cent mille demandeurs d'emploi déclarés, comment passerait-elle du statut de fournisseur de main-d'œuvre à celui de pays d'accueil ? Personne ne connaît exactement le nombre des Italiens qui se sont expatriés depuis que leur pays existe comme État unifié (1861). Le chiffre de vingt-six millions généralement avancé est très approximatif. On sait seulement que la moyenne des départs atteignait trente mille par an de 1950 à 1960 et qu'elle était deux fois plus forte au début du siècle (1).

Europe et Amérique

Les raisons de cet exode sont évidemment économiques. Manquant de travail ou attirés par des pays riches, des millions d'Italiens ont été contraints de s'expatrier. On ne les a pas retenus. L'émigration a toujours été considérée par les dirigeants en place comme un moyen de diminuer le chômage, de se procurer des devises ou des matières premières et de réduire la conflictualité sociale. Même le gouvernement d'union nationale, au lendemain de la dernière guerre, avait justifié cet exode auquel Pie XII donnait en 1940 sa bénédiction dans un discours radiodiffusé.

Jusqu'en 1925, la moitié des émigrés — méridionaux pour la plupart — choisissaient l'Amé-

publique. Ils arrivaient avec leur baluchon et se faisaient aider sur place par des parents ou des amis. Même après la signature des premiers accords bilatéraux sur l'immigration, leurs conditions d'existence ont souvent été très difficiles, ce qui a conduit les campagnes latino-américaines, les mines belges ou les usines françaises ou allemandes. La prospérité des « oncles d'Amérique » a été une affaire de plusieurs générations. Abandonnés par leur pays d'origine, mal accueillis par leurs pays d'adoption, beaucoup de travailleurs et leurs familles ont vécu dans un grand dénuement, matériel et moral.

Jadis méprisés, victimes des vagues de racisme — comme à Marseille — les immigrés italiens ont connu une sorte d'ascension sociale. Après avoir représenté 85 % des travailleurs étrangers en France (1952) ils se sont vus remplacés peu à peu aux tâches les plus ingrates par des Espagnols, des Portugais, des Nord-Africains. En 1977, sur dix travailleurs italiens en Europe, on ne comptait que quatre ouvriers non qualifiés contre trois ouvriers spécialisés, deux agriculteurs et un employé, commerçant ou titulaire d'une profession libérale.

Mais cette promotion aura été un arme à double tranchant. Plusieurs pays d'accueil se sont mis à préférer des travailleurs ne faisant pas partie du Marché commun, moins coûteux et moins exigeants. A l'occasion des périodes de crise économique on a assisté ainsi à des tentatives — réussies — de substitution.

La phase de récession actuelle a renvoyé dans leurs foyers

chez eux se sentent doublement punis : d'avoir dû s'expatrier, puis de devoir rentrer. Des enquêtes montrent qu'ils se retrouvent exactement au point de départ, c'est-à-dire que les anciens chômeurs sont condamnés au chômage. Le sentiment de frustration est particulièrement fort chez les femmes, qui retombent malgré elles dans un statut social dont elles étaient sorties.

C'est un expatriement provisoire que choisissent la plupart des « Européens ». Ils ont conservé un lopin de terre dans leur village et restent inscrits dans les registres municipaux. Leur rêve est d'y revenir aussi rapidement que possible. Mais pas dans ces conditions.

Du Sud vers le Nord

Les migrations internes, en revanche, sont souvent définitives. Montés dans le nord de l'Italie pour y trouver du travail, des centaines de milliers de Méridionaux ont rompu avec leur culture d'origine. Ils ne veulent souvent plus en entendre parler. Qu'ils aient emporté dans leur valise toute une série de coutumes, bonnes et mauvaises, qui font parler d'une « méridionalisation » du pays. N'a-t-on pas rapproché, par exemple, la complicité passive dont jouissent les terroristes dans le triangle industriel (Gênes, Milan, Turin) de la loi du silence sur laquelle la Mafia s'appuie dans le Sud ?

Commencé bien plus tard — à la fin des années 40 — cet exode interne s'est fait par étapes.

Des agriculteurs lombards et piémontais ayant immigré en ville, nombre d'Italiens du Sud sont allés les remplacer aux champs. Puis, dans un deuxième temps, ils les ont rejoints sur les chaînes de montage. D'autres Méridionaux ont tout de suite franchi le pas dans les années 50. Etablis de manière illégale à Milan, Gênes ou Turin, ils y ont été honteusement exploités.

Mais le grand exode aura lieu de 1958 à 1963, pendant le « boom économique ». Chaque année, plus de 200 000 Méridionaux monteront dans le Nord et s'installèrent dans les banlieues des grandes villes. Un autre afflux sera enregistré entre 1968 et 1970, lorsque Fiat embauchera de nouveau. Turin, capitale de l'automobile, deviendra ainsi la troisième ville méridionale d'Italie après Naples et Falerme.

Mal logés, complètement dépourvus, ces Sudistes, parfois analphabètes, ont vécu des années noires. Mais pas comme des immigrés nord-africains en France : citoyens à part entière, ils ont pu participer aux luttes sociales et donner une forte base aux syndicats italiens.

Des serveurs égyptiens dans un restaurant de la Piazza Navona à Rome, des pêcheurs tunisiens en Sicile, des nurses éthiopiennes dans les beaux quartiers. On croyait jusqu'à présent n'avoir affaire qu'à des cas particuliers. Mais les statistiques sont formelles : en pleine récession, malgré le chômage, l'Italie compte un demi-million de travailleurs étrangers. Aux nationalités déjà citées s'ajoutent des Somaliens, des Marocains, des Algériens, des Yougoslaves, des Grecs, des Philippins, des Portugais et des Espagnols. On les trouve aussi bien dans le secteur tertiaire que dans le bâtiment et dans les petites fondries d'Emilie-Romagne.

Inexplicable ? Pas tout à fait. Les Italiens se sont beaucoup enrichis depuis trente-cinq ans. A l'instar des Français, des Allemands ou des Belges, ils ne veulent plus faire eux-mêmes certains travaux pénibles ou considérés comme dégradants. C'est un pays où des millions de personnes rêvent d'être fonctionnaires. Si elles ne le sont pas, elles préfèrent se livrer à du travail non rémunéré — illégalement — une pension d'invalidité et s'en contenter. D'autre part, beaucoup de jeunes refusent purement et simplement le travail. Les syndicats eux-mêmes reconnaissent que plusieurs centaines de milliers d'offres d'emploi ne trouvent pas preneur.

La Mafia

Deuxième explication : ayant du mal à pénétrer dans d'autres pays européens, des immigrés franchissent clandestinement les frontières italiennes. Et ils trouvent des patrons accueillants, très heureux d'avoir une main-d'œuvre non marquée et non déclarée. Dans un pays où les syndicats contrôlent étroitement le marché du travail, il est tentant d'échapper aux règlements sur l'embauche et le licenciement.

Généralement, ces immigrés n'ont ni permis de séjour ni carte de travail. Ils sont exploités par des réseaux où la Mafia a déjà pris sa place. Les syndicats commencent seulement à se mobiliser, réclamant un statut pour ces clandestins.

En mai dernier, un Somalien a été brûlé vif pendant son sommeil par quatre jeunes gens sur la Piazza Navona. Ce crime granité à deux profondément les Romains. Dans un pays où les semaines, déposent des fleurs sur les lieux du drame. On y vit une conséquence du climat de violence ambiante plutôt qu'un acte de racisme.

Les Italiens n'ont pas une réputation de racisme. Ou seulement entre eux. « Nous avons nos nègres », souligne le sociologue Franco Ferrarotti, qui avait conduit une enquête troublante sur le refus de louer des appartements à des Méridionaux. On sait en effet le mépris qu'éprouvent beaucoup de Nordistes pour les « Arabes » de Naples ou de Sicile. C'est un racisme assez sélectif. Même sous le fascisme, il n'y a jamais vraiment eu de campagne antisémite. En fait, les Italiens n'ont jamais eu l'occasion de se mesurer réellement avec le racisme. L'étranger a toujours été perçu par eux comme celui qui apporte des richesses. Qu'en sera-t-il maintenant alors que le problème est exactement inversé ?

(1) Ugo Ascoli, *Movimenti Migratori in Italia*, Edizioni Il Mulino, 1978.

REFLETS DU MONDE

TIME

Disparu sur la ligne d'Odessa

Le magazine américain TIME relate une curieuse histoire : « Tout a commencé en août dernier dans la petite république de Moldavie soviétique. La récolte de fruits et légumes terminée, les dirigeants moldaves souhaitent expédier ces produits en Sibérie et dans l'extrême est du pays avant qu'ils ne se détériorent. Car il fallait bien remplir le plan. Le chargement fut donc expédié par train de Kichinev, la capitale moldave. Le train traversait l'Ukraine voisine, par la voie ferrée qui dessert un port de la mer Noire, Odessa. Mais les Odessites avaient aussi un plan à remplir. Et ils sont très débrouillards (...) et la locomotive disparut. Tous les coups de téléphone et tous les télégrammes n'y purent rien. En fait, à la fin de sep-

tembre, six locomotives, un ravitailleur et une grue moldaves avaient disparu sur la ligne d'Odessa (...).

« Les locomotives disparues circulaient sur le circuit d'Odessa, contribuant à l'exportation du pain par les voisins de la Moldavie (...). Malgré les réclamations des autorités moldaves, qui en appellèrent même à Moscou (...), la justice n'a apparemment pas triomphé. Les Odessites ont tout simplement transféré les locomotives dans une gare de trasse éloignée (...) et jusqu'à présent n'en ont rendu qu'une seule. »

Gageons que, même si l'histoire ne le dit pas, la cargaison de fruits et légumes, elle, a bien été trouvée par quelqu'un ou quelques-uns. Et quelle n'a pas été perdue pour tout le monde.

WASHINGTON POST

Rouspétance interdite à Moscou

Le correspondant en U.R.S.S. du WASHINGTON POST raconte la mésaventure arrivée récemment à une ménagère moscovite qui faisait la queue dans une épicerie :

« Pendant patience, elle se mit, comme l'ont souvent les Moscovites, à rouspéter contre la pénurie. Subitement, un homme sortit de la queue et obligea la femme à sortir du magasin. Emmanée à la station de police la plus proche, elle y retrouva, à son étonnement, une trentaine de personnes qui avaient été appréhendées dans d'autres magasins parce qu'elles avaient eu le tort de se plaindre. Un personnage officiel harangua les Soviétiques stupéfaits, leur reprochant « de diffuser des rumeurs et des mensonges sur la vie soviétique » à la veille des Jeux olympiques de 1980.

Lorsque la femme put quitter la station de police,

elle découvrit que les autorités lui avaient préparé une autre surprise désagréable. Son passeport intérieur mentionnant l'autorisation, vitale, de résider à Moscou, portait une estampille toute fraîche notant que sa conduite devrait être contrôlée dans six mois afin de s'assurer qu'elle se conduisait bien et ne devrait pas être expulsée de la capitale. »

Les Jeux olympiques auront lieu à Moscou du 19 juillet à la fin du mois d'août. Le correspondant américain a appris aussi que les directeurs des usines et entreprises moscovites avaient été priés de dresser pour le 1^{er} avril « la liste des torpades, des psychotiques, des turbulents et des juifs qui ont demandé à émigrer » pour qu'on puisse en nettoyer les villes. La catégorie des psychotiques comprend non seulement d'anciens malades mentaux mais aussi ceux que les autorités considèrent comme peu sûrs.

LE SOIR

Le chah en Sicile ?

Quelques Siciliens ont apporté leur contribution à la recherche d'une solution dans l'épineux problème de la réadmission de l'ex-chah d'Iran. Du moins si l'on en croit LE SOIR, de Bruxelles, qui écrit :

« Quelques habitants du village sicilien de Ficarra ont écrit au président de la République italienne pour lui dire qu'ils étaient prêts à accueillir le chah d'Iran s'il ne pouvait ou ne voulait plus résider au Panama. « Notre bourg aurait l'avant-

tage de rappeler son pays au chah, expliquent-ils. Le misère du Sud italien en général, et de Ficarra en particulier, équivaut en effet à celle de la région la plus pauvre et la plus reculée du Kurdistan. » Seule condition mise à la venue de l'ancien monarque, auquel les habitants de Ficarra ont même offert de construire une maison : qu'il paie une taxe de séjour égale à la somme de tous les financements annuels promis par l'État italien mais que la commune n'a jamais perçus... »

FRANKFURTER NEUE PRESSE

Un mutisme... éloquent

La police onest-allemande est parvenue à rendre à un muet l'usage de la parole. Il est vrai que cette guérison miraculeuse ne relève pas de la médecine, comme le raconte la FRANKFURTER NEUE PRESSE, de Francfort :

« La police de Dieburg est parvenue à obtenir une « guérison miraculeuse » en restituant l'usage de la parole à un vendeur de magazines. Le « muet » avait été interpellé par la police parce qu'il se servait d'une méthode peu sérieuse pour vendre sa marchandise. Il avait écrit quelques lignes à la main sur un billet qu'il tendait au client éventuel pour éveiller sa pitié.

« Il y était précisé qu'il voulait fréquenter une école spécialisée pour apprendre à parler aussi facilement que vous ». Après quoi, il demandait qu'on souscrive à un abonnement. Le « muet » prétendait que la firme qui l'employait était disposée à lui

financer ces cours s'il parvenait à rassembler trois cents abonnements. « Toutes les tentatives de la police en vue de s'informer sur sa personne et sur celle de son employeur à l'aide du langage des sourds-muets ou par écrit se soldèrent par un échec. Au bout de quelques heures, l'homme finit par ouvrir la bouche et — comme par miracle — à fournir un dévoué d'explications.

« Du coup, les fonctionnaires de la police en restèrent muets d'étonnement en apprenant que l'homme avait quatorze autres collègues « handicapés » qu'une firme de Speyer près de Dieburg, qui assure la distribution de magazines, envoyait en tournée pour recruter des clients. Le jeune homme de dix-neuf ans raconta qu'il parvenait ainsi à « convaincre » chaque jour une dizaine de personnes de s'abonner à un magazine en faisant appel à leur pitié. »

L'aide de l'Europe aux pays en développement

La nouvelle convention — dite de « Lomé II » — qui lie la Communauté économique européenne à cinquante-huit pays en développement entrera en application le 1^{er} mars 1980. Cinq ans après « Lomé I », elle prolonge la première convention, et entérine un succès technique et politique.

PHILIPPE LEMAITRE ET MARCEL SCOTTO

Lomé II : la consolidation

La convention qui a été signée le 31 octobre 1979 à Lomé lie la Communauté européenne aux cinquante-huit pays en développement d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (A.C.P.). Après avoir été ratifiée par les Parlements nationaux des Neuf, elle prendra le relais de l'actuelle convention de Lomé, qui vient à expiration le 29 février 1980. Ces ratifications ne devraient en principe poser aucun problème, quoique, dans le climat de crise qui caractérise actuellement les relations entre le Royaume-Uni et les autres États membres, il n'est pas tout à fait possible d'exclure une réaction d'obstruction au Parlement de Westminster.

Lomé I, négocié en 1974, au lendemain de l'adhésion du Royaume-Uni, du Danemark et de l'Irlande, constituait un événement spectaculaire : l'établissement aux pays anglophones de l'Afrique sud-saharienne ainsi qu'à quelques anciennes colonies britanniques des Caraïbes et du Pacifique des relations privilégiées établies dès la naissance du Marché commun entre la C.E.E. et dix-sept pays africains en grande majorité francophones. Cette extension s'accompagnait d'un certain nombre de modifications, parfois importantes, des règles de la convention de Yaoundé, et surtout d'innovations spectaculaires : ainsi la création du STABEX, c'est-à-dire du mécanisme par lequel la Communauté assure la stabilisation des recettes que les pays A.C.P. obtiennent grâce à l'exportation de produits agricoles et alimentaires, ou encore l'adoption d'un protocole « sucre » qui prévoit l'achat chaque année au prix intérieur de la C.E.E. de 1 300 000 tonnes de sucre produites dans les pays A.C.P.

Continuité

Lomé II ressemble à Lomé I. C'est l'illustration de la continuité. Tous les pays ayant signé la première convention sont à nouveau présents. Pas la moindre défaillance. C'est là, fait-on valoir du côté des Neuf, le signe que l'expérience est ressentie comme positive par les partenaires A.C.P. Quelques pays devenus indépendants depuis 1974 ont rejoint le club. On observera cependant que l'Angola et le Mozambique, qui ont vocation à adhérer à la convention et qui, pour cette raison, ont participé

en tant qu'observateurs aux négociations, ont préféré pour l'instant s'abstenir.

La continuité se vérifie sur le plan politique : la convention de Lomé est politiquement neutre. C'est là l'un de ses principaux attraits pour les partenaires A.C.P. : la Communauté coopère de la même manière avec des pays « progressistes » comme le Congo-Brazzaville, Madagascar ou la Tanzanie, et avec des pays réputés pro-occidentaux comme la Côte-d'Ivoire ou le Kenya. Elle ne prend pas partie dans les conflits régionaux tel celui opposant l'Éthiopie à la Somalie, son seul souci étant alors de pallier autant que faire se peut les catastrophes économiques,

alimentaires, humaines, qu'engendrent ces troubles.

Ce souci de non-ingérence la contraint — c'est la seule contre-partie — à limiter la pression concrète qu'elle peut exercer en faveur des droits de l'homme. Il faut, que les exécutifs continuent au-delà — cas de l'Ouganda ou de la Guinée Equatoriale — pour qu'elle se sente en droit de réduire son concours. Les discussions sur ce thème qui ont eu lieu pendant les négociations de 1979 ont montré combien il est difficile d'aller plus loin.

L'architecture de la nouvelle convention est identique à celle de la précédente : la liberté des échanges, l'accès privilégié pour quelques produits d'exportation

Le contenu de la convention

	C.E.E.	A.C.P.
Population (en millions d'habitants)	250	197
Revenu moyen par tête (en francs)	38 700	2 100

tance des exportations de viande bovine pour quelques pays A.C.P. — Botswana, Kenya, Swaziland et Madagascar, — la Communauté reconduit le nouveau régime d'importation ad hoc.

Désormais pourront entrer dans la C.E.E. 30 000 tonnes de viande de bœuf en franchise de droits de douane au lieu de 27 000 tonnes et avec une réduction de 90 % des charges supplémentaires à l'importation (préventives).

Pour les exportations de rhum des Caraïbes, les Neuf améliorent leur offre en portant le taux d'accroissement annuel de 13 à 18 % des contingents ayant accès en exemption de droits au marché communautaire, le taux d'augmentation pour les quantités destinées au marché britannique restant à 40 %. Pour la campagne 1979-1980, ces contingents s'élèvent au total à 117 hectolitres.

Le protocole portant sur l'engagement des Neuf d'acheter annuellement 1,3 million de tonnes de sucre à un prix garanti (proche de celui dont bénéficient les producteurs européens) n'a pas été renégocié. L'arrangement de 1975 a en effet été conclu pour une durée minimale de sept ans.

Afin de protéger leurs marchés en cas de graves difficultés, les Neuf reconduisent la clause de

spécifiques (sucre, viande bovine...), le STABEX et la coopération financière demeurent les piliers de la convention.

Les aménagements décidés au cours de la nouvelle négociation ont pour effet de compléter et d'améliorer les dispositions qui existent dans l'actuelle convention plutôt que de vraiment innover. Le nouveau « système minier », sans doute la création la plus originale de Lomé II, est loin d'avoir la portée du STABEX. Il n'est pas indifférent, cependant, que les Neuf aient ainsi marqué leur volonté de contribuer au maintien en bon état de marche des gisements miniers exploités sur le continent africain.

Certains pays A.C.P. ont été déçus des résultats des négociations qui ont abouti à Lomé II. Ils considèrent que la Communauté a calculé de manière bien paranoïaque l'actualisation de son aide financière. De façon plus générale, ils regrettent que cette deuxième convention n'ait pas été l'occasion d'un nouveau « bond en avant » de leurs relations avec la C.E.E. C'est un nombre limité de pays qui formulent ouvertement de telles critiques ; mais elles sont ressenties comme comportant une part de vérité par la majorité des A.C.P.

Il en résulte un étrange climat difficile à définir : la convention de Lomé, personne ne le nie, fonctionne de manière plutôt satisfaisante. Aucun des pays A.C.P. n'apparemment songé à ne pas signer la nouvelle convention. Mais elle ne suscite ni élan ni enthousiasme.

En conclusion, une entreprise qui est un succès technique, voire politique, mais dont la portée au plan de la sensibilité et des réactions psychologiques n'est pas encore pleinement satisfaisante.

D'avantage de prêts

« Trade not aid » : du commerce plutôt que de l'aide financière. Le slogan a cours également dans les réunions C.E.E.-A.C.P. Toutefois, le développement des exportations vers la Communauté ne pouvant être en pratique que très lent, l'aide financière demeure le principal attrait de la convention.

C'est à son sujet qu'ont surgi les principales difficultés pendant les négociations qui se sont déroulées au printemps 1979. Le montant de l'aide — 5,5 milliards d'unités de compte (une unité de compte = 5,80 F) — est de 60 % supérieur à celui accordé au titre de Lomé I (3,6 milliards d'unités de compte).

« Qui fait mieux ? », commente M. Cheysson, le commissaire européen chargé de la politique de développement.

A y regarder de près, cependant, l'effort des Neuf afin de neutraliser les effets de l'érosion monétaire, pour ne pas être négligeable, n'est pas aussi spectaculaire que ce pourcentage semble l'indiquer. Les Neuf ont dû avoir recours à quelques artifices pour arriver à un montant présentable et permettre la conclusion des négociations. La coopération financière dans Lomé II comporte des postes de très inégal intérêt.

La part de l'aide accordée sous forme de subventions, celle qui est traitement inté-

ressenti pour des pays qui, souvent, sont déjà sur-endettés, sera plus faible que dans Lomé I, celle sous forme de prêts plus importante.

Les nouvelles conventions accordent un rôle accru à la Banque européenne d'investissement, et cela au détriment du fonds européen de développement, lequel dépend de la Commission de Bruxelles. Or, la banque, par nature, a tendance à se montrer particulièrement attentive à la rentabilité des projets. Bref, il pourrait résulter de cette redistribution des tâches entre les différents organismes de la Communauté une politique plus restrictive, moins compréhensive aux souhaits et besoins des pays A.C.P. que celle qui est aujourd'hui pratiquée.

Les Neuf, éprouvés eux-mêmes par la crise, ont le sentiment qu'ils ne pouvaient faire plus pour leurs partenaires A.C.P., mais ils n'ignoraient pas pour autant les faiblesses du volet « coopération financière » de la nouvelle convention.

L'un des moyens envisagés pour y remédier est d'attirer les capitaux privés et d'avantage encore l'aide des pays producteurs de pétrole. Le cofinancement des projets dans les pays A.C.P. par la Communauté et les fonds arabes a donné des résultats très positifs au cours des dernières années, et bien que Lomé II prévoit explicitement l'encouragement d'une telle collaboration.

ventes du minéral concerné représentent 15 % (10 % pour les A.C.P. les plus pauvres) des exportations totales et quand le pays en question est dans l'impossibilité de « maintenir son outillage de production ou sa capacité d'exportation », cette situation devant résulter de circonstances locales exceptionnelles (catastrophes, événements politiques) ou d'une baisse sensible des prix du marché. Il faut également que le donateur soit entrainé une baisse de 10 % des capacités de production ou d'exportation.

Ces conditions étant remplies, les pays A.C.P. concernés bénéficieront d'aides permettant la poursuite de l'exploitation des gisements et l'évacuation du minéral. Les prêts ainsi accordés par la C.E.E. seront effectués à des conditions privilégiées (remboursables en quarante ans, avec dix ans de différé et un taux d'intérêt de 1 %).

Projets miniers

À côté du Sysmin, et en vue de promouvoir la production minière dans les pays A.C.P., la C.E.E. offre désormais, ce qui n'était pas le cas dans la première convention, des bonifications d'intérêt (abattement de 3 points du taux d'intérêt en vigueur) pour les prêts accordés par la Banque européenne d'investissements (B.E.I.).

Lomé II permet enfin à la B.E.I. la possibilité de participer au financement de projets miniers en Afrique, en accordant des prêts à concurrence de 200 millions d'ECU (1,16 milliard de francs) aux conditions normales du marché.

● Aide financière. — L'aide financière de la C.E.E. prévue dans la nouvelle convention porte sur un montant total de 5,5 milliards d'ECU (32,5 milliards de francs) pour les cinq prochaines années. Elle est en augmentation de 60 % par rapport à celle sous Lomé I (3,498 milliards d'ECU, soit 20 milliards de francs).

Le cinquième Fonds européen de développement (FED) proprement dit s'élève à 4,542 milliards d'ECU (26,3 milliards de francs) contre 3,76 milliards pour le quatrième FED.

Outre les fonds réservés au Stabex et au Sysmin, ce montant est destiné à financer sous forme de subventions et de prêts à des conditions spéciales (quarante ans, dix ans de différé et un taux d'intérêt de 1 %) des projets de développement présentés par les pays A.C.P. Tous les secteurs — agricole, industriel, social, infrastructures, éducation, etc. — peuvent bénéficier de l'aide communautaire. Sous Lomé I, les fonds du FED se sont dirigés principalement vers l'agriculture et les infrastructures, routières notamment.

Le cinquième FED réserve 600 millions d'ECU (3,6 milliards

de francs) au financement de projets régionaux de développement dans les pays A.C.P. (la convention actuellement ne prévoit que la moitié). 200 autres millions d'ECU (1,16 milliard de francs) contre 180 dans Lomé I sont destinés à des aides d'urgence (catastrophes naturelles, réfugiés, etc.).

● Protection des investissements. — La nouvelle convention prévoit la conclusion d'accords sur la promotion et la protection des investissements européens. Aux termes des dispositions de Lomé II, les A.C.P. s'engagent à accorder le même traitement aux investissements de tous les États membres, quel que soit le secteur considéré, y compris celui des minerais. Le but de l'opération est bien sûr d'encourager les investissements privés européens dans les A.C.P.

● Pêche. — Elle trace également le cadre général au titre duquel la C.E.E. et les pays A.C.P. concernés pourront conclure des accords sur les conditions d'exercice de la pêche des flottes des Neuf au large des côtes africaines (concessions de droit de pêche d'un côté et compensation financière de l'autre, notamment). Des négociations à ce sujet sont au point d'aboutir avec le Sénégal et la Guinée-Bissau. Elles intéressent tout particulièrement les sociétés françaises de pêche.

● Coopération agricole. — Lomé II prévoit la création d'un centre technique de coopération agricole et rurale qui sera mis à la disposition des A.C.P. et dont la fonction principale sera d'assurer une meilleure diffusion des connaissances et des technologies dans ce secteur.

● Coopération industrielle. — Le Centre de développement industriel (C.D.I.) créé sous Lomé I disposera de moyens financiers accrus (25 millions d'ECU, soit 145 millions de F). Le C.D.I., qui n'a donné pour l'instant que des résultats très modestes, a pour mission de développer les contacts entre les industriels de la C.E.E. et ceux des pays A.C.P.

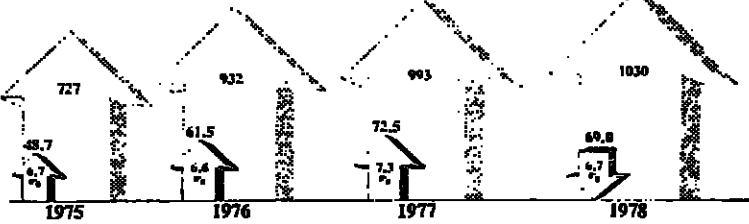
● Institutions. — La nouvelle convention garde la même structure institutionnelle que celle arrêtée dans la précédente : à savoir un conseil des ministres C.E.E. - A.C.P. (une réunion annuelle), un comité des ambassadeurs (deux sessions par an), une assemblée consultative qui réunit une fois par an les délégués des A.C.P. et du Parlement européen ; les travaux préparatoires sont assurés par un comité paritaire.

En fait la convention a donné lieu à une administration A.C.P. à Bruxelles. Sous le contrôle du comité des ambassadeurs A.C.P., elle effectue de manière coordonnée la coordination qu'exige l'application de la convention et assure des contacts permanents avec la C.E.E.

Les échanges commerciaux

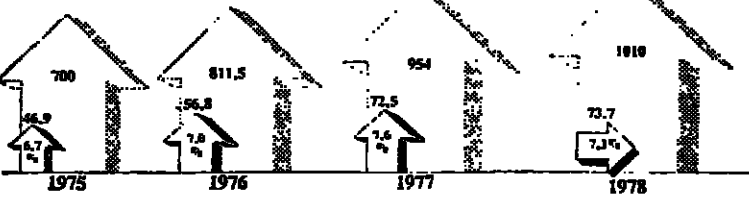
IMPORTATIONS DE LA C.E.E.

(en milliards de francs)



EXPORTATIONS DE LA C.E.E.

(en milliards de francs)



Part des A.C.P. dans les échanges commerciaux de la C.E.E.

Radio-Télévision

6 JANVIER 1980

LE MONDE DIMANCHE

les films
de la
semaine

Principaux rendez-vous sur les trois chaînes en 1980

L'année du patrimoine

Les grilles sont prêtes (pour ainsi dire les mêmes que cette année), les cases sont presque remplies, et les soirées programmées recèdent des projets prometteurs. Les trois chaînes ne donnent pas leurs prévisions de la même façon, elles ont parfois le goût du secret, parfois il y a les incertitudes des décisions en suspens. Mais, enfin, on voit ce qui attend les téléspectateurs : à eux d'attendre ce qu'ils veulent. Quelques constantes se dégagent en tout cas des émissions annoncées. La musique et l'opéra se portent bien, l'antenne, ce qu'elle a commencé à faire pendant les fêtes (nous en parlerons, ainsi que de la culture et du théâtre dans un prochain numéro). La culture aussi a commencé à faire pendant les fêtes (nous en parlerons, ainsi que de la culture et du théâtre dans un prochain numéro). La culture aussi a commencé à faire pendant les fêtes (nous en parlerons, ainsi que de la culture et du théâtre dans un prochain numéro). Cela tient pour une large part au thème de l'année : le patrimoine. FR3 lui consacre même un jeu, « Tous contre trois ». C'est la plongée dans les classiques de tous les côtés, c'est l'occasion de voir comment est bâtie la France. — C. D.

SÉRIES ET FEUILLETONS

TF 1 Les adaptations littéraires à épisodes vont être, en février, la Fortune des Rougon, dans une adaptation d'Emmanuel Roblès et une réalisation d'Yves-André Hubert, avec Madeleine Robinson ; puis les Mystères de Paris (adaptation Wheeler, réalisation André Michel) ; les Chevaux du soleil (douze rendez-vous), adapté par Jules Roy et François Villiers, qui en est aussi le réalisateur, avec, comme principaux interprètes, Paul Gascas et Catherine Rouvel. Les grandes séries traditionnelles comprendront un Méthusalem Sandor et un feuilleton sur le sport, Salut champion, réalisé par Denis Lalanne.

A 2 On repart pour une deuxième série de Médécine de nuit (sept épisodes) et de Sam et Sally (six épisodes). Les Héritiers (variations cinématographiques sur le thème de la succession) restent, également, ainsi que « Les Dossiers écarlates », de Pierre Dumayet et Pierre Desgrauges.

Il y a des perspectives réjouissantes : un Fantomas en quatre fois, réalisé par Claude Chabrol et Jean-Louis Buisson, avec Helmut Berger et Jacques Dutillul ; six rendez-vous avec Nana grâce à Maurice Casse ; une aventure d'Arène Lupin non plus avec Georges Descrières, mais avec Jean-Claude Brialy, dans une réalisation d'Alexandre Astruc. Il y aura de la science-fiction avec Charter 2020 ; de la comédie familiale, avec le Papa poulx, de Daniel Goldenberg et Roger Kahane ; et, prochainement, Petit Dégusteur compris, avec Pierre Mondy et Marie-Christine Barrau, provinciaux débarquant à Paris parce qu'ils ont hérité d'un petit hôtel. L'auteur de cette série est Danièle Thomson, fille et scénariste de Gérard Oury, adaptatrice, pour Edouard Molinaro et la télévision, de trois épisodes de Claudine.

DRAMATIQUES

TF 1 On verra, le 16 janvier, la dramatique de Maurice Fallevic qui a remporté le prix Louis Kammans (prix des télévisions francophones), les Aventures d'Ivan Dikobush, et ce mois-ci également l'Age bête, de Jacques Ertaud, sur la difficulté d'être des adolescents. Parmi les adaptations littéraires : Lazare Iglesias, réalisé par Jean-Louis Buisson, d'après George Sand, et Colline, d'après Glorieux. Françoise Verry et Jacques Trébourda travaillent sur le Nœud de vipères, de François Mauriac, et Claude Santelli sur le Neveu de Rameau. Sans famille, les Hommes de bonne volonté et les Beaux Quartiers, sont prévus, mais peut-être pas pour cette année.

« Caméra une première » continue et il y aura douze dramatiques de plus que l'année dernière. Il a été fait appel à des écrivains, comme Jeanne Bourin, Félicien Marceau, Jean Mistler, Michel Déon, Pierre Molinier, Michel Tournier, Christine de Rivoyre, Didier Decoin, et à quelques noms nouveaux.

Des dramatiques historiques classiques sont, bien sûr, en production : vies de Mozart, Luther, Apollinaire, Jeanne d'Arc.

A 2 Quatre téléfilms tirés de Tarandol, de Barjavel, seront nos vendredis soirs, à partir du 25 janvier, dans une réalisation de Louis Grosjeune. Le 17 février, ce sera Un dessert pour Constance, adapté par Maurice Pons d'une nouvelle de Daniel Boulanger, réalisé par la cinéaste Sarah Maldoror (Sambizangé).

Ensuite, sont programmés deux soirées avec Mont-Orlô, d'après Guy de Maupassant. Geneviève Dornemann et Serge Moati ont adapté cette histoire de ville d'eau de la fin du siècle où l'argent vient à bout

des destins et des passions. Moati a signé la mise en scène et joue, aux côtés de Catherine Arditi, Maurice Biraud et Jean-Pierre Sentier. Puis viendront (dans le désordre) le Balcon en forêt, de Michel Mitrani, sorti dans les salles de cinéma en février dernier ; Lettre d'amour sur papier bleu, d'Arnold Nesker, réalisation d'Edouard Logereau ; l'Embrimée, de Josée Dayan et Malka Ribowska, à qui l'on doit notamment Simone de Beauvoir (au cinéma).

Michel Polac a réalisé une comédie, le Sourd, avec Charles Denner et Judith Magre ; Pierre Dumayet a écrit une Vie de Rameau ; Julien Guillemard et Jacques Spieker (que l'on ne voit pas assez) interpréteront le Sang des Aïrdes, de Pierre Magnan ; Jean-Michel Ribbes signe la réalisation de Gros Oiseau, de Jean Bouchaud.

Maurice Fallevic sera au rendez-vous avec le Cheval-Vapeur. On aura enfin le Mécrant, de et par Jean Lhoté, les Fiançailles de feu, d'après et avec Didier Decoin, et la Dernière Nuit, qu'il a lui-même réalisée, avec Annie Girardot et Jean Topart. Ange Costa, de son côté, a mis en scène un Jean Jaurès, qui fera peut-être l'objet d'un « Dossier de l'écran ». Et, pour les fêtes de fin d'année, il est d'ores et déjà prévu qu'on verra deux fois une heure de la Peau de chagrin, réalisée par Michel Favart, dans une adaptation d'Amend Lamoux.

FR 3 Place à la « recherche », un mercredi par mois, avec, toujours, « Cinéma 16 », le me fait un million, de Gérard Choucnar, Irène et sa folie, de Bernard Quessenne, le Temps d'une miss, de Jean-Daniel Simon, Chère Olga, de Philippe Condroyer, Louis et Hélène, de Philippe Laik (qui ira à Monte-Carlo), l'Apocalypse, de Philippe Viard, sont prévus, ainsi que les Enfants perdus, de Bernard Dubois, et trois films encore, de Bruno Gentillon, Josée Dayan, et de Jean-Claude Carrière et Edmond Séchan.

Le samedi soir alterneront les retransmissions musicales, lyriques, théâtrales, les adaptations littéraires, les rediffusions d'œuvres françaises du fonds de l'O.R.T.F., et les fictions étrangères, de préférence anglaises, allemandes ou italiennes, les téléfilms américains allant traditionnellement sur les autres chaînes.

Dans le cadre du « Roman du samedi », une série d'« Histoires étranges » succéderont au Pape des escargots et autres Maestros. On verra dans cette série le Rêve (Tourgueniev), la Loupe du diable (Gogol), la Mort amoureuse (Théophile Gautier), le Marchand de sable (Hoffmann), écrits et réalisés essentiellement par Chantal Rémy et Pierre Badel.

Ensuite seront diffusés Une page d'amour, d'après Zola, réalisée par Elie Chouraqui, avec Anouk Aimée et Bruno Cremer, dans une adaptation de Danièle Thomson ; la Confusion des sentiments, d'après Stefan Zweig, réalisé par Étienne Périer, avec des dialogues de Jean Aurenche et interprété par Michel Piccoli ; le Coffre et le Ravissant, d'après Stendhal, dans une mise en scène et une adaptation de Roger Hanin, et enfin Bruges la morte, d'après le roman de Georges Rodenbach : le scénario est de Pierre Dumayet, la réalisation d'Alain Dhénault, avec Nathalie Nelli et Niels Arestrup.

DOCUMENTAIRES ET DOSSIERS

TF 1 Plusieurs « docu-dramas » à l'américaine sont en préparation, qui sont une façon d'aborder l'histoire en faisant revivre textes et documents grâce à des acteurs et une mise en scène. La Dame aux camélias en est une illustration, un Louis XI, un Saint-Louis, sont aussi en chantier, ainsi que la crise de mai 1947 et Joffre-Gallieni.

La politique du direct préconisé par la première chaîne va être déve-

loppée, avec notamment un magazine littéraire de Georges Suffer (hebdomadaire) qui commence fin janvier et un magazine de l'histoire de Pierre Dumayet, avec un effort de « couverture » des grands événements. Les dossiers d'actualité seront plus nombreux.

Jean-Marie Drot s'est vu confier une série sur l'Art et les hommes (un tour des musées et peintures françaises). Dans le cadre des « Idées et des hommes », on ira à la rencontre de Descartes et de Montaigne, tandis que des portraits sont en préparation sur « les hommes qui ont marqué la France ». Programmes le mardi soir. Quatre émissions, en coproduction avec l'INA, traiteront de la Mémoire de la mine. Constitué à partir d'archives, d'interviews de mineurs, elles ont été confiées à Jacques Renard, Hubert Knapp, de son côté, pour une série intitulée Ceux qui se souviennent, a recueilli des témoignages sur la société française de 1918 à 1938.

Paris pour mémoire comprendra cinq émissions sur les grands monuments. Au-delà de l'histoire sera une grande série de cinq ou six rendez-vous sur la préhistoire, et ce qui se passait avant les Gaulois, composée par Nicolas Skrotzky et Robert Clarke, et réalisée par Jacques Audouard. Chaque émission aura pour guide un archéologue ou un conservateur de musée. Enfin Michel Siffre proposera des Aventures sous la terre, Michel Drot une grande série intitulée Cela s'appellait l'Empire, et Daniel Costelle, après son Histoire de la marine, s'est attelé à une Conquête de l'Himalaya.

A 2 La liste ici n'est pas exhaustive. Sachons cependant que Ziz-zag, le magazine de Teri Wehr-Damish, continue, et que l'on y verra probablement un ensemble Paris-Tokyo, comme on a vu Paris-Berlin et Paris-Moscou. Il y aura également une série « Un homme un château » : « Bateau » a part d'ailleurs, mais Marianne Gosset poursuit ses émissions avec six numéros de « La vie à vil », dont le premier sera consacré aux agences matrimoniales.

Une nouvelle série sur les grandes villes, avec notamment Rome et Tokyo, quatre heures sur l'histoire de l'alpinisme, sont aussi prévues, ainsi que trois émissions produites par Martine Lefèvre sur le Nord, « Par amour et par hasard ». Le 21 janvier, commencera la diffusion d'une série de Marcel Juhan sur les Mémoires du comte de Paris.

Les « Dossiers de l'écran » (Inamovibles) de ce mois de janvier seront le renversement du président Allende (le 15), les transuges soviétiques (le 22). Le 5 février, les « Dossiers » seront réalisés en direct de Monte-Carlo. A Pâques, il y aura d'abord la vie de Jésus et, une semaine après, la mort de Jésus. Sont préparés également deux grands « dossiers » sur les syndicats, et les femmes et la politique.

FR 3 Dans ce que l'on appelle la « case connaissance » du dimanche soir, l'année a bien commencé avec les six épisodes de « L'inventaire des campagnes », de Daniel Vigne et Emmanuel Le Roy Ladurie. Puis ce sera la fin de la série des « Grandes villes du monde ». Au printemps, une série présentera « Les villes au trésor », réalisée par Roland Darbois, Daniel Moosman et Daniel Creusot, et consacrée à Avignon, Dijon, Rouen, Albi, Caen et Nancy.

A la rentrée, quatre émissions intitulées « Transformations de la France » tenteront de montrer ce qui a changé en France depuis vingt ans. Les auteurs seront Gergette Elgoy et René Rémond. L'émission « Thalassa », mensuelle depuis trois ans, devient hebdomadaire, son succès ayant incité la chaîne à en faire un « journal de la mer ». « Le nouveau vendredi », enfin, sera de plus en plus régulièrement réalisé en coproduction avec les télévisions étrangères.



Les notes de JACQUES SICLER
* A VOIR. ** GRAND FILM

Un numéro du tonnerre

DE VINCENTE MINNELLI
Lundi 7 janvier
TF 1, 14 h 25

* Titre vulgaire pour une comédie musicale loufoque et poétique où Judy Holiday, décaissée d'un service téléphonique, fait le bonheur et le succès de Dean Martin, écrivain paresseux. Des intrigues qui défient la logique s'entrecroisent, les numéros chantés et dansés sont bien plaisants.

Les Seins de glace

DE GEORGES LAUTNER
Lundi 7 janvier
TF 1, 20 h 35

* Le pur roman noir avec blonde frigide, de Richard Matheson, a perdu, transposé en France, son caractère péneux. Mais l'intrigue criminelle est bien conduite, avec les clichés éprouvés de l'angoisse psychologique. A voir surtout pour Claude Brasseur. Il est étonnant.

Angèle

DE MARCEL PAGNOL
Lundi 7 janvier
FR 3, 20 h 35

** Ou le roman de Glorieux Un de Baumugnes, « traité » par Pagnol, ramenant son lyrisme pastoral et symbolique à la simplicité humaine d'un mélodrame sans folie. Séduite, abandonnée, soumise, son enfant du pèche dans les bras, Orane Demassis est maudite et acquiescée par son père (Henri Ronconi), vieux paysan à l'honneur inaltérable. L'amitié dévouée et l'amour redempteur apportent le pardon. C'est beau et cela fait pleurer pour de bon. Considéré comme du « théâtre filmé », Angèle est bel et bien du vrai cinéma, en avance sur le « néo-réalisme » italien. Et c'est là que Fernandel devient un vrai comédien qui ne faisait pas le pitre.

L'Appel de la forêt

DE KEN ANNAKIN
Mardi 8 janvier
FR 3, 20 h 35

C'était un grand roman de Jack London avec un chien pour héros. Ce film, médiocre, résultat d'une salade de coproduction entre l'Allemagne, l'Italie, l'Espagne et la France, a donné la vedette à Charlton Heston (complètement perdu dans une distribution hétéroclite) au détriment du chien.

Un homme voit rouge

DE CASPAR WREDE
Mardi 8 janvier
A 2, 20 h 40

Prise d'otage et détournement d'avion en Norvège. Sean Connery, colonel de la sécurité locale, est là pour arranger les choses. Utilisation douteuse de thèmes d'actualité qui ne devraient pas être traités à la légère. Seule surprise : les images sont de Sven Nykvist, directeur photo d'Ingmar Bergman.

Enquête sur un citoyen au-dessus de tout soupçon

D'ELIO PETRI
Mercredi 9 janvier
FR 3, 20 h 35

* Couvert de récompenses excessives au Festival de Cannes 1970, considéré comme un grand film politique italien pour sa mise en cause

du système policier, c'est, en réalité, l'étude, mise en scène avec des virtuosités esthétiques d'un cas individuel pathologique : névrose d'impulsivité sexuelle, volonté de domination, défi psychologique chez un commissaire de police. Gian-Maria Volonte, inquiet et superbe, a pris des allures de mégalomane muscolinaire dans son rôle de flic assassin.

Les Choses de la vie

DE CLAUDE SAUTET
Jeudi 10 janvier
FR 3, 22 h 35

* Premier grand succès de Claude Sautet après une longue traversée du désert. Belle adaptation d'un roman de Paul Giscard, dans un récit brisé, mêlant présent et passé souvenirs, fantômes et problèmes sentimentaux d'un homme en train de mourir. Il y a là plus de perfection technique que de style mais c'est émouvant et très bien joué. Prix Louis-Delluc 1970.

Belle de jour

DE LOUIS BUNUEL
Jeudi 10 janvier
TF 1, 22 h 45

** Un roman de mœurs de Joseph Kessel (une bourgeoisie convenable va, sous le nom de « Belle de jour », se prostituer dans une maison de rendez-vous pour vivre des amours brutales et humilantes) exploré par Bunuel selon ses propres thèmes, ses obsessions de cinéma, son humour noir et son goût des images surréalistes. La Séverine de Bunuel (c'est lui qui a transformé Catherine Deneuve, jeune femme lisse et bien élevée, en comédienne chargée d'ambiguïté dont il refait, d'ailleurs, son interprète privilégiée dans Triana) se débarrasse de la nation du pèche, apprend à briser les barrières de son éducation et les interdits moraux qui pèsent sur le sexe. La description pathologique prend parfois l'aspect du canular, mais Bunuel a brisé les notions de normal et d'anormal en feignant de jouer le jeu du film érotique à la mode de 1967.

La Chevauchée fantastique

DE JOHN FORD
Vendredi 11 janvier
A 2, 23 h 10

** La diligence de Tonto (Arizona) menacée, puis attaquée par les Indiens (qui ne connaissent que les séquences balayées où la mort plane sur les voyageurs emportés au galop des chevaux, sous une pluie de flèches ?), a fait la gloire et la mythe de John Wayne. Et Ford, en 1939, a tout changé dans le western, genre rebattu des séries B, avec cette épopée exemplaire où sont réunis, dans le lieu clos de la voiture, les types sociaux caractéristiques du vieux Ouest. Un film qu'on ne se lasse pas de revoir.

Le Chat et la Souris

DE CLAUDE LELOUCH
Dimanche 13 janvier
TF 1, 20 h 35

Fantaisie policière et sentimentale dont l'intrigue ne tient pas debout. Le cinéma de Boulevard, de distraction, selon Lelouch. Le chat, c'est Reggiani, l'âne, non confondre, la souris, Michèle Morgan, revue peut-être bien armée.

Hommage à Tex Avery (2)

Dimanche 13 janvier
FR 3, 22 h 35

** Un loup lubrique, un chat misanthrope, la drôle de tronche de Droopy, chien lymphatique, dix courts métrages d'animations avec les petites et grandes folies d'Avery. Ses trouvailles ahurissantes et freudiques. Pour-suites, p'tra d'elles, m'énervent, hilarité, déstabilisation et reconstruction tout aussi illigique des personnages. Un régal.

A VOIR

Dix élèves en reportage

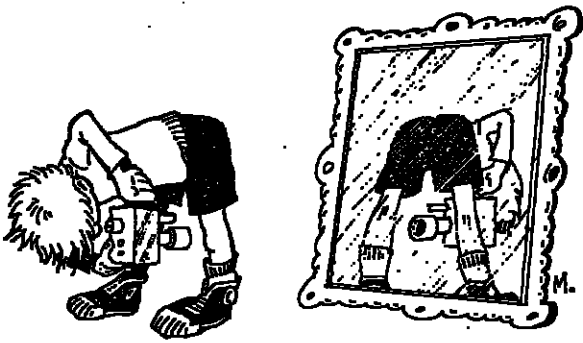
QUESTION DE TEMPS :
DEMAIN LEUR APPARTIENT
Lundi 7 janvier
A 2, 20 h. 35

Ils ont d'abord parcouru (= discrètement = disent-ils) un certain nombre d'établissements scolaires. Puis ils ont choisi quatre classes de 6^e, 5^e, 4^e, et 3^e du collège Jules-Romains à Paris. Dominique Laury, responsable des questions d'éducation au journal d'Antenne 2, et Yves Bousquet, rédacteur en chef adjoint, ont proposé une rédaction : « Vous avez une émission de télévision — enquêtes et reportages — à préparer, sur quoi portera-t-elle ? »

Cent enfants ont ainsi répondu, et se sont dégageés les sujets

suivants : l'enfance malheureuse, la pollution, le droit des enfants, une vocation de comédienne, le football, la moto, les maths, les rythmes scolaires... A partir de là les équipes d'Antenne 2 ont réalisé des reportages sur ces sujets, en compagnie (ou sous la direction) d'une dizaine d'enfants.

Ce spécial « Question de temps » durera deux heures. Sur le plateau, Louis Bérliot, rédacteur en chef de l'information, commentera les reportages avec les journalistes enfants, tandis que ces derniers auront établi eux-mêmes un spectacle de variétés, avec notamment Yves Dutail et le groupe Téléphone.



Point de vue d'un économiste

QUESTIONNAIRE :
THIERRY DE MONTBRIAL
« La guerre pour 1984 »
Mardi 8 janvier
TF 1, 22 h. 45

M. Thierry de Montbrial, trente-six ans, ancien élève de Polytechnique (il y est devenu professeur par la suite), dirige l'Institut français des relations internationales (IFRI) depuis sa création en février dernier. Chargé de mission au commissariat au Plan, puis directeur du Centre d'analyse et de prévision du ministère des affaires étrangères fondé par M. Michel Jobert, M. de Montbrial est l'auteur d'un manuel d'économie, d'Essais d'économie par-

Henri (C.N.R.S.), du Désordre économique mondial (Calmann-Lévy).

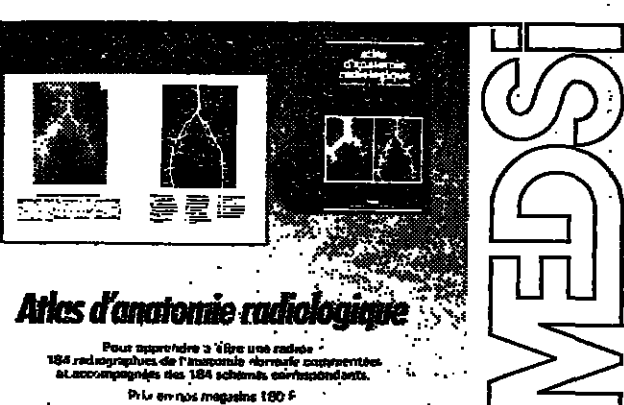
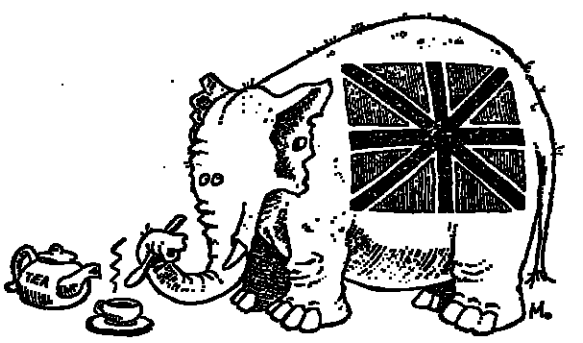
En octobre 1978, M. Thierry de Montbrial présente au Club de Rome un rapport intitulé : « Énergie : le compte à rebours » (publié aux éditions Lattès), où il souligne la nécessité d'une coopération internationale pour assurer la transition vers des nouvelles formes d'énergie, affronter la hausse du prix du pétrole. Il répond ici aux questions de M. Jean-Louis Servan-Schreiber, et leur émission s'appelle « La guerre pour 1984 » : on y parlera de famine, de chômage, de crise énergétique, et surtout de guerre, nucléaire.

Trésors des cinémathèques

DOCUMENTAIRE :
« GOODBYE INDIA »
Mercredi 9 janvier
TF 1, 22 h. 10

Quatrième film de la série « Trésors des cinémathèques », produit par Bella Beason, Goodbye India invite, avec l'aide de la Cinémathèque de Cambridge de Mary Thatcher, à un voyage nostalgique dans l'Inde de Kipling et des maharadjahs. Mais une Inde dépeuplée de son mystère, d'autant plus proche d'avoir été filmée, en 8 mm ou en 16 mm, en noir et blanc et en couleur, par le colonisateur lui-même, officiers, hauts fonctionnaires. Un habile contrepoint naît de la juxtaposition de ces images devenues aujourd'hui quasi ethnographiques, avec les propos des survivants de cette « belle époque ».

Un personnage atteint la dimension du mythe, semble échappé de The River de Jean Renoir, Mary Craster, fille d'un ancien chef des armées du maharadjah de Jalpur : les auteurs effleurent quelques instants un magnifique sujet de documentaire romanesque. Tel que Goodbye India, réalisé par Jean-Marc Leblond, dépasse le simple constat, la juxtaposition mécanique de documents et d'interviews, pour restituer furtivement l'image d'un Empire britannique, sur lequel le soleil ne se couchait jamais, où le business se cachait derrière un goût inné de la représentation, du spectacle. Gunga Din et les trois lanciers du Bengale ont un jour donné rendez-vous à des héroïnes de roman anglais.



MÉDECINE ET SCIENCES INTERNATIONALES - 31 RUE FAUGUÈRE - 75015 PARIS - TEL. 320 14 21 - 322 60 32

Lundi 7 janvier

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

12 h 15 Réponses à tout.
12 h 35 Midi première.
13 h Journal.
13 h 35 Émissions régionales.
13 h 50 Les après-midi de TF 1 d'hier et d'aujourd'hui :
Ces chers disparus : « Pierre Fremy » (première partie) : 14 h. 5. Documentaire : Les animaux d'hiver : 14 h. 25. Cinéma : Un numéro du tonnerre.
Film américain de T. Minnelli (1960), avec J. Holliday, D. Martin, F. Clark, E. Foy Jr, J. Stapleton.
Une standardiste d'un service téléphonique privé d'abonnés absents intervient, sous une personnalité d'emprunt, dans la vie de trois des clients et s'oppose à l'un d'eux.
16 h 20 Variétés : Marie-Paule Belle et Françoise Mallet-Joris : 16 h. 40 : C'est héri-tage qui est le nôtre : 4 Les mystères du Sachet-Ber : 17 h. 35 : Variétés : Marie-Paule Belle : 17 h. 45 : A votre service : La révélation des secrets.

18 h TF 4.
18 h 35 Un, une, Séance.
19 h C'est arrivé un jour.
19 h 10 Une minute pour les femmes.
19 h 20 Émissions régionales.
19 h 40 Les beaux joueurs.

20 h Journal.
20 h 35 Cinéma : « Les Seins de glace ».
Film français de G. Lautner (1974), avec A. Delon, M. Darc, C. Brasseur, N. Machiavelli, A. Falcon (rediffusion).
Sur la Côte d'Azur, en hiver, un certain rencontre une jeune femme mystérieuse, protégée — ou surveillée — par un avocat et se brouille vite, à cause d'elle, dans une histoire criminelle.
22 h 15 Enquête : Un bébé virgule nuit.
23 h 10 Journal.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

12 h 5 Passez donc me voir.
12 h 30 Série : « Mon oncle et mon curé ».
12 h 45 Journal.
13 h 35 Émissions régionales.
13 h 50 Face à vous.
14 h Aujourd'hui, madame.
Des auteurs face à leurs lectrices.
15 h Feuilleton : Rubens, peintre et diplomate. N° 1 - Anvers, 1598.
16 h 30 Libre parcours.
L'Amérique du Nord.
17 h 20 Fenêtre sur...
Le rallye Paris-Dakar...
17 h 50 Récré A 2.
Boule et Bill ; Félix le chat ; Albatros.
18 h 30 C'est la vie.
18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.

19 h 20 Émissions régionales.
19 h 45 Trente-six bouts de chandelle.
20 h Journal.
20 h 35 Magazine : Question de temps.
Lire notre sélection.
22 h 35 Variétés : Salle des fêtes.
23 h 25 Journal.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

18 h 30 Pour les jeunes.
Hebdo jeunes : le Lièvre et la Tortue.
18 h 55 Tribune libre.
André Chamson et Jean Mistler.
19 h 10 Journal.
19 h 20 Émissions régionales.
19 h 55 Dessin animé.
Histoire de France.
20 h Les jeux.
20 h 35 Cinéma public : « Angèle ».
Film français de Marcel Pagnol (1934), avec O. Demaria, Fernandel, J. Servais, H. Foppon, A. Tolson, Delmont, André, M. rediffusion).
Le fils d'un fermier de Haute-Provence, séduit et déshonoré par un copain marseillais, est maudissant par son père. Le vol de la ferme et un paysan qui l'aime la protègent.
22 h 40 Journal.

Mardi 8 janvier

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

12 h 15 Réponses à tout.
12 h 30 Midi première.
13 h Journal.
13 h 45 Les après-midi de TF 1.
Le regard des femmes, d'E. Ruggieri : 13 h. 55. Être à la une : 14 h. 5. L'école du paysan : 14 h. 35. Variétés : 14 h. 35. Amusement : 15 h. 20. Mardi guide : 15 h. 45. Le regard des femmes sur... « Les Contemplatives, des femmes entre elles ». Livre de C. Baker : 16 h. 45. Chant et contre-chant : 17 h. 10. Livres service : 17 h. 35. Variétés : 17 h. 40. Cuisine.
18 h TF 4.
18 h 35 Un, une, Séance.
19 h 55 C'est arrivé un jour.
19 h 10 Une minute pour les femmes.
19 h 20 Émissions régionales.
19 h 45 Les beaux joueurs.
20 h Journal.

20 h 30 Téléfilm : le Château de cartes, de L. Elkann, avec L. Bridges, B. Ekland, T. Eg et C. Rigby.
Tribulations des gens du cirque.
22 h 5 Questionnaire : Thierry de Montbrial. (Lire notre sélection).
23 h 5 Les musiciens de la nuit.
La chorale d'Argentan interprète Lefebvre et Quartet de Schubert, l'Ensemble vocal M. Huguemont, Pia nœ et Lomès, de

Mosart, et I. Gondolieri, de Rossini, le Quatuor Mascara Fieura-Pierrot, de L. Ma-reuil, Un satyre contre, chanson anonyme, et Miti-Miti, de J. Boret.
23 h 35 Journal.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

12 h 5 Passez donc me voir.
12 h 30 Série : Mon oncle et mon curé.
12 h 45 Journal.
13 h 35 Émissions régionales.
13 h 50 Face à vous.
14 h Aujourd'hui, madame.
Les gros mots.
15 h Émissions pédagogiques : Libre cours.
16 h 30 Libre parcours : la préhistoire.
17 h 20 Fenêtre sur...
Jeux d'hier et d'aujourd'hui.
17 h 50 Récré A 2.
Pénitence : Discopuce : Mes mains ont la parole ; les quatrains.
18 h 30 C'est la vie.
18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19 h 20 Émissions régionales.
19 h 45 Trente-six bouts de chandelle.
20 h Journal.
20 h 45 Les dossiers de l'écran : « Un homme voit rouge ».
Film anglais de C. Wrede (1974), avec S. Connery, I. McEwan, E. Harris, J. Quantin, J. Wickham, N. Bristow.
Le chef du service de la sécurité norvé-

gienn lutte contre des terroristes qui retiennent l'ambassadeur de Grande-Bretagne en otage et contre les pirates de l'air qui ont détourné un avion pour les émirats.
22 h 15 Enquête : Les prises d'otages politiques.
Avec M.M. O. Shilly, avocat allemand, L. Condorelli, professeur de droit international à Florence, R. Macarioni, avocat argentin, N. Alcala, avocat, et R. Neumann, diplomate américain.
23 h 30 Journal.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

18 h 30 Pour les jeunes.
Les couleurs du temps : Qu'est-ce que l'écolo-gie ?
18 h 55 Tribune libre.
L'Église arménienne.
19 h 10 Journal.
19 h 20 Émissions régionales.
19 h 55 Dessin animé.
Histoire de France.
20 h Les jeux.
20 h 35 Cinéma pour tous : « L'Appel de la forêt ».
Film germano-italo-hispano-français de E. Annakin (1972), avec G. Heston, M. Mercier, E. Hancoult, G. Eastman, M. Bohm. (Rediffusion).
En 1896, à l'époque de la ruée vers l'or, un chasseur, isolé en Californie, est croisé en Alaska et devient l'ami de son maître, un transporteur de courrier dont il partage les aventures.
22 h 40 Journal.

Mercredi 9 janvier

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

12 h 15 Réponses à tout.
12 h 30 Midi première.
13 h Journal.
13 h 35 Les valeurs du mercredi.
de C. Izard, avec les marionnettes Sibor et Bora, de M. et B. Schepman : 14 h. 10. Dessin animé : la Bataille des planètes : 14 h. 30 : Interdit aux plus de dix ans : 15 h. 30 : Feuilleton : la Pierre blanche : 15 h. 30 : Spécial 14-15 ans : Sylvie Varas : 16 h. 15 : La Parade des diables animés : 16 h. 45 : Le Club des cinq : les cinq et le cirque : 17 h. 20 : Studio 3, avec Capdevielle, le groupe Extra Ball M. Loz, L. Lovitch, M. Mead.
17 h 55 Sur deux roues.
18 h 10 TF 4.
18 h 30 Un, une, Séance.
19 h 55 C'est arrivé un jour.
19 h 10 Une minute pour les femmes.
Votez enfant en classe de neige : ce qu'il faut savoir.
19 h 20 Émissions régionales.
19 h 45 Les beaux joueurs.
19 h 55 Tirage du Loto.
20 h Journal.
20 h 35 Dramatique : « Joséphine ou la comédie

des ambitions » (la Répudiation).
par R. Massey, avec D. Lebrun, D. Mer-rich, C. Verne, J.-L. Morau.
22 h 10 Trésors des cinémathèques.
(Lire notre sélection).
23 h Journal.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

12 h 5 Passez donc me voir.
12 h 30 Série : Mon oncle et mon curé.
12 h 45 Journal.
13 h 35 Émissions régionales.
13 h 50 Face à vous.
14 h Les mercredis d'aujourd'hui, madame.
15 h Film d'animation : « Les Sentinelles de l'air ».
Pénitence est en danger.
16 h 10 Récré A 2.
Circus : Marabout/Ocelle ; la Panthère rose ; Zébron, etc.
17 h 10 On we go.
18 h 30 C'est la vie.
18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19 h 20 Émissions régionales.
19 h 45 Trente-six bouts de chandelle.
20 h Journal.
20 h 35 Mi-lugue mi-raison.
La nuit de l'étrange.

22 h 35 Magazine médical : Les jours de notre vie.
Sans oublier les infirmières.
23 h 20 Journal.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

18 h Travail manuel.
18 h 30 Pour les jeunes.
Burtka.
18 h 55 Tribune libre.
Carrefour social-démocrate.
19 h 10 Journal.
19 h 20 Émissions régionales.
19 h 55 Dessin animé.
Histoire de France.
20 h Les jeux.
20 h 35 Cinéma (un film, un auteur) : « Enquête sur un citoyen au-dessus de tout soupçon ».
Film italien d'E. Petri (1969), avec G.-M. Volonté, F. Bolkan, G. Santucci, A. Dominiel, O. Orlando, S. Tramon, M. rediffusion).
Un poète italien, mégalomane et névrosé, s'isole en Calabre, et écrit une œuvre puissante et inoubliable, à ce point que les preuves contre lui, au cours de l'enquête, persuadent qu'on n'osera pas le déclarer coupable.
22 h 20 Journal.

PÉRIPHÉRIE

LUNDI 7 JANVIER

• TELE-LUXEMBOURG : 20 h. 30. Kojak : 21 h. 30. Escalade à Tokyo, film de J. Arnold : 22 h. 30. Les potins de la comète : 22 h. 35. Émission évangélique : Enjeu, etc.
• TELE-MONTE-CARLO : 20 h. 05. La Fête miraculeuse : 21 h. 05. Adèle, film de T. Minnelli.
• TELEVISION BELGE : 20 h. Docteur François Gallier, film de J.-L. Bertucelli : 21 h. 05. C'est... E.T. Pour : 19 h. 55. Les Trésors de la comète, comédie en trois actes de C.-M. Derache.
• TELEVISION SUISSE ROMANDE : 20 h. 20. Le Monteur : 20 h. 20. A bon entendeur : 20 h. 40. Grog : 21 h. 30. Grandeur et décadence de M. Mussolini.

MARDI 8 JANVIER

• TELE-LUXEMBOURG : 20 h. Super Jaimie : 21 h. 30. Arène Lapin contre Arène Lapin, film d'E. Molinari : 22 h. 40. Les potins de la comète : 22 h. 45. Fort mystérieux, film de G. Dougan.
• TELEVISION BELGE : 19 h. 55. Petit déjeuner complet (feuilleton) : 20 h. 50. L'Accouchement : 21 h. 05. E.T. bis : 21 h. 55. Forcuné : 22 h. 15. Le monde du cinéma.
• TELEVISION SUISSE ROMANDE : 20 h. Le Monteur : 20 h. 20. L'Homme qui voulait être roi, film de J. Huston : 22 h. 35. Hockey sur glace.

MERCREDI 9 JANVIER

• TELE-LUXEMBOURG : 20 h. Hit-Parade : 21 h. 30. Les Gestes fustis, film de J. Gries : 22 h. 30. Les potins de la comète : 22 h. 30. Émission évangélique.

• TELE-MONTE-CARLO : 20 h. 05. Le temps des as : 21 h. 10. Le Gitan, film de D. Giovanni.
• TELEVISION BELGE : 20 h. Les aventures d'Ivan Mikhaïlov : 21 h. 30. Styles : 21 h. 35. E.T. bis : 21 h. 55. Eclairage, film de M. Antonioni.
• TELEVISION SUISSE ROMANDE : 20 h. Le Monteur : 20 h. 20. Le grand bal de Tahiti : 22 h. 10. Picard, père et fils : 22 h. 40. Concert.

JEUDI 10 JANVIER

• TELE-LUXEMBOURG : 20 h. Opérations spéciales : 21 h. 30. Les voyages de Guiller : 22 h. 15. Les potins de la comète.
• TELE-MONTE-CARLO : 20 h. 05. Sam et Sally : 21 h. 05. La Mort d'un bucheur, film de G. Carle.
• TELEVISION BELGE : 19 h. 55. Autant savoir : 20 h. 15. Le Course du Nôtre à travers champs, film de R. Clément : 21 h. 15. 35. Concert par l'Orchestre philharmonique de Londres, extraits : Galia parisiens (Offenbach) ; Coppélia (L. Delibes) ; Poète et paysan (Von Suppé) ; La Gioconda (A. Ponchielli) ; Caste-Volante (Tchaïkovski) : 22 h. 15 : Follow me.
• TELEVISION SUISSE ROMANDE : 20 h. Le Monteur : 20 h. 20. Le grand bal de Tahiti : 22 h. 10. L'Antenne est à vous.

VENDREDI 11 JANVIER

• TELE-LUXEMBOURG : 20 h. Quand la vie partait : 21 h. 30. Tchangyika, film d'A. de Tott : 22 h. 30. Martin vroom : 22 h. 55. Les potins de la comète.
• TELE-MONTE-CARLO : 20 h. 05. La vie de Shakespeare : 21 h. 05. Monnaie de singe, film de V. Robert.

• TELEVISION BELGE : 19 h. 55. A suivre : 21 h. 30. Fritzka, film de L. Bussel : 21 h. 35. E.T. bis : 21 h. 55. Vendredi sport : 22 h. 10. Les potins de la comète : 22 h. 15. Intervallon.
• TELEVISION SUISSE ROMANDE : 20 h. Le Monteur : 20 h. 20. Les aventures d'Ivan Mikhaïlov : 21 h. 30. Styles : 21 h. 35. Eclairage, film de M. Antonioni.

SAMEDI 12 JANVIER

• TELE-LUXEMBOURG : 20 h. L'Enfant silencieux, film de W. Fairchild : 21 h. 45. Cinq sélections : 22 h. 15. Les potins de la comète : 22 h. 15. La Circéonance, film de E. Gini.
• TELE-MONTE-CARLO : 20 h. 05. Starak et Hutch : 21 h. 05. Operation Thrift, film de R. Thomas.
• TELEVISION BELGE : 19 h. 55. Le jardin extraordinaire : 20 h. 25. La Chénouille saupée, film de R. Brooks : 22 h. 35. Variétés.
• TELEVISION SUISSE ROMANDE : 19 h. 50. Comédie Palace : 20 h. 35. Petit déjeuner complet (épisode) : 21 h. 20. Les oiseaux de nuit : 22 h. 45. Hockey sur glace.

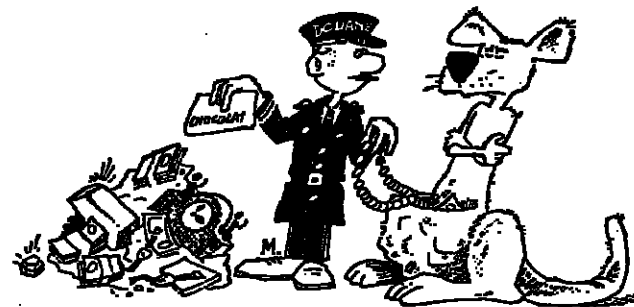
DIMANCHE 13 JANVIER

• TELE-LUXEMBOURG : 20 h. Hawaii 5-0 : 21 h. 30. Les potins de la comète : 22 h. 45. Les potins de la comète.
• TELE-MONTE-CARLO : 20 h. 05. Les riches heures de la coupe du monde, football : 21 h. 10. L'été, film de M. Perrot.
• TELEVISION BELGE : 19 h. 55. Variétés : 21 h. 15. Tant qu'il y aura des hommes : 22 h. 55. J.T. soir et sport demain.
• TELEVISION SUISSE ROMANDE : 20 h. Tant qu'il y aura des hommes : 21 h. 55. Tant qu'il y aura des hommes : 22 h. 15. Vendredi.

سلا من الأمل

A VOIR

Enquêtes douanières



SERIE : OPERATION TRAFICS

Jeudi 10 janvier

TF 1, 20 h. 30

Guy Marchand en inspecteur de la Direction nationale des enquêtes douanières (D.N.E.D.), assisté de France Dougnac et Gérard Croce, démonte les trafics de drogues, de faux passeports, de faux diplômes et de faux chèques de banque.

La drogue, l'alcool, l'or, la beurre, les objets d'art, tout y passe. La fine équipe est char-

gée, par l'intermédiaire de la fiction, d'expliquer un peu de ce qu'est le fonctionnement des douanes françaises, dont les services ont apporté leur collaboration totale au tournage, après avoir mis leurs archives à la disposition des auteurs. Chaque épisode a ainsi été construit par Hélène Miesler et Jacques Robert à partir de faits réels. Dans le premier, « Procédure exceptionnelle », est démasqué un éminent trafiquant de drogue, au-dessus de tout soupçon, naturellement.

Rencontre avec le peintre Jacques Poli

FENETRE SUR...

LES PEINTRES

DE NOTRE TEMPS

Vendredi 11 janvier

A 2, 17 h. 20

Jacques Poli est né à Nîmes en 1938. Il a fait ses études aux beaux-arts d'Avignon et de Paris. Il a commencé à exposer en 1964, à Marseille, à Paris, à Lausanne, à Nice et à Bruxelles. C'est son exposition au Musée d'art moderne, en 1974, qui l'a fait connaître du grand public. Mais déjà, en 1968, galerie Durand, découvrait son drôle d'univers de vis d'acier, de mandrins pour perceuse et de pièces de tours mécaniques.

En surréalisme, Poli change démesurément l'échelle, il modifie le relief de ses objets mécaniques par contrastes de lumière et d'ombre qui font saillir les arêtes, les découpes, les engrenages. Apparemment, il dessine comme un ingénieur, et il peint, soigneusement, au pinceau, puis l'outil devenu peintre n'est plus lui-même, il est une apparition monstrueuse sur fond uni, lisse et brillant de toile plastifiée. Mais, depuis, l'œuvre de Poli a évolué dans d'autres mondes, celui des insectes notamment, et le coureur en profile. Il était exposé en décembre à Paris, à la galerie Maeght.

Le cavalier et sa monture

DOCUMENTAIRE :

LE SIGNE DU CHEVAL

« Western-rédo »

Samedi 12 janvier

A 2, 23 heures

Serge Bourguignon propose une série de six émissions sur le cheval et l'histoire avec l'épisode américain de la relation du cavalier à sa monture, intitulé « Western-rédo ». On ira, grâce à ce documentaire, du côté du Texas et de la Californie, du côté des cow-boys, avec,

filmées au ralenti, les huit secondes imparties aux artistes du rodéo.

Les autres émissions seront notamment consacrées aux « Andalous et l'arène », avec une course de rejonadores, l'entraînement au combat avec le toro, au Boz-Kachi, jeu de la steppe transformé en sport (on tranche la tête d'un veau, les cavaliers doivent s'en emparer), filmé au nord-est de l'Afghanistan.



Les toits et les foyers

SERIE DOCUMENTAIRE :

L'INVENTAIRE

DES CAMPAGNES

Dimanche 13 janvier

FR 3, 20 h. 30

Toits de chaumes, toits de tuiles, toits d'ardoise. La caméra court sur les paysages, sur les toits, contournant la pierre, pénétrant dans la ferme, regardant les lits et les chaises, s'arrêtant dans la pièce centrale où se tient la famille. En Auvergne, l'étable ouvre directement sur la pièce commune. « C'est la seule pièce ? » « Oui, monsieur. »

tance mise entre celui qui interroge et celui qui est interrogé, « Les Toits et les Foyers », de Daniel Vigne et Emmanuel Le Roy Ladurie montre quelques-unes de ces fermes (magnifiques) qui témoignent d'une architecture, d'une histoire, d'une civilisation menacée, d'une civilisation rurale, et dont il s'agit de recueillir la « trace ». Elles sont une part de notre héritage (et les paysans ne représentent plus que 9 % de la population aujourd'hui, ils en représentaient 90 % il y a deux siècles).

« La présence des bêtes ne vous gêne pas ? Vous ne vous êtes jamais mariés ? Ce ne vous manque pas, une salle d'eau ? Qu'est-ce que vous mangez ? A quelle heure vous vous couchez ? » Les questions posées d'une ferme à l'autre, d'une région à l'autre, sont précieuses (parfois sèches). Les réponses aussi (et parfois flâches aussi).

Fermes ramassées en un seul bloc ou séparées en plusieurs bâtiments, elles sont différentes suivant les régions, liées aux nécessités du vent, du gel, de la pluie, de l'économie, elles disent comme la forme des champs (« Les chemins et les champs », première émission diffusée le 6 janvier), le système social et économique instauré au fil des siècles, elles témoignent — et ceux qui les habitent en témoignent encore — des habitudes sociales et familiales qui s'y sont créées.

Jeudi 10 janvier

PREMIERE CHAINE : TF 1

- 12 h 15 Réponse à tout.
- 12 h 30 Midi première.
- 13 h Journal.
- 13 h 30 Emissions régionales.
- 13 h 50 Objectif santé.
- 14 h La toilette du nouveau-né.
- 14 h Les vingt-quatre heures.
- 14 h 30 Emission du Centre national de documentation pédagogique.
- 14 h 30 Le petit moulin ; 14 h 30, Transports d'été ; 14 h 30, Rustique à la neige ; 14 h 30, Les sens du sacré ; 15 h 5, Le temps d'un rêve ; 15 h 30, Images animées ; du tableau au plan ; 15 h 30 : L'interview ; 16 h, Les contes du Boïstie ; la Vallée perdue ; 17 h, La fonction ludique ou le rôle du jeu dans le développement de l'enfant.
- 18 h TF 4.
- 18 h 30 Un, rue Sésame.
- 18 h 55 C'est arrivé un jour.
- 19 h 10 Une minute pour les femmes.
- 19 h 10 Votre enfant ne part pas en classe de neige : voici pourquoi.
- 19 h 20 Emissions régionales.
- 19 h 45 Les beaux joueurs.
- 20 h Journal.
- 20 h 30 Série : Operation Trafics.
- 20 h 30 L'événement.
- 21 h 30 Emission d'Henri Marquet et Julien Beauchon.

DEUXIEME CHAINE : A 2

- 12 h 5 Passez donc me voir.
- 12 h 30 Série : Mon oncle et mon curé.
- 12 h 45 Journal.
- 13 h 30 Emissions régionales.
- 13 h 50 Face à vous.
- 14 h Aujourd'hui madame.
- 14 h Les célibataires.
- 14 h 30 Série : La fugitive.
- 14 h 30 On ne peut pas perdre toujours.
- 14 h 30 L'invité du jeudi : Michel Berger.
- 17 h 20 Fenêtre sur.
- 17 h 30 La vallée des hommes.
- 17 h 50 Récré A 2.
- 18 h 30 Boule et Bill ; Mes mains ont la parole ; Satanas et Diabolo ; Je veux être dentiste.
- 18 h 30 C'est la vie.
- 18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
- 19 h 20 Emissions régionales.
- 19 h 45 Formations politiques.
- 20 h Journal.

TROISIEME CHAINE : FR 3

- 18 h 30 Pour les jeunes.
- 18 h 30 Les enfants d'ailleurs : la Roumanie ; R. comme bricolage : comment déboucher une tuyauterie ?
- 18 h 55 Tribune libre.
- 19 h 10 Journal.
- 19 h 20 Emissions régionales.
- 19 h 55 Dessin animé.
- 20 h Histoire de France.
- 20 h Les jeux.
- 20 h 30 Cinéma (cycle Romy Schneider) : « Les Choses de la vie ».
- 20 h 30 Film français de C. Sautet (1970), avec R. Schneider, M. Picon, L. Massari, G. Lartigand, J. Bouché. (Rediffusion.)
- 21 h 30 Les hommes, victimes d'un grave accident d'automobile, rentrent des brèves de son existence et ses problèmes sentimentaux dans les deux heures qui précèdent sa mort.
- 21 h 50 Journal.

Vendredi 11 janvier

PREMIERE CHAINE : TF 1

- 12 h 15 Réponse à tout.
- 12 h 30 Midi première.
- 13 h Journal.
- 13 h 30 Emissions régionales.
- 14 h 5 L'homme et la forêt en milieu montagnard.
- 14 h 5 Emission du Centre national de documentation pédagogique.
- 17 h 30 Répertoire multiplicatif.
- 17 h 30 Emission du Centre national de documentation pédagogique.
- 18 h TF 4.
- 18 h 30 Un, rue Sésame.
- 18 h 55 C'est arrivé un jour.
- 19 h 10 Deux enfants dans la cité.
- 19 h 10 Une minute pour les femmes.
- 19 h 20 Emissions régionales.
- 19 h 45 Les beaux joueurs.
- 20 h Journal.
- 20 h 30 Au théâtre ce soir : « Bataille de dames ».
- 21 h 30 Pièces de Scrib et Legouvé, avec M. Colombi, J. Jolivet, J.-P. Guezennec, C. Plantu, G. Montillet, D. Auteril, A. Falva.
- 22 h 5 Pleins feux.
- 22 h 50 Actualité théâtrale, de José Artur.
- 22 h 50 Journal et cinq jours en Bourse.

DEUXIEME CHAINE : A 2

- 12 h 5 Passez donc me voir.
- 12 h 30 Série : Mon oncle et mon curé.
- 12 h 45 Journal.
- 13 h 30 Emissions régionales.
- 13 h 50 Face à vous.
- 14 h Aujourd'hui madame.
- 14 h Le travail au noir.
- 14 h 30 Série : La fugitive.
- 14 h 30 L'Enlèvement.
- 17 h 30 La télévision des téléspéctateurs.
- 17 h 30 Fenêtre sur.
- 17 h 30 (Lire notre sélection.)
- 17 h 50 Récré A 2.
- 18 h 30 Boule et Bill ; Sophie et la sorcière ; Candy.
- 18 h 30 C'est la vie.
- 18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
- 19 h 20 Emissions régionales.
- 19 h 45 Trente-six bouts de chandelle.
- 20 h Journal.
- 20 h 30 Feuilleton : Orient-Express.
- 21 h 30 35 Apostrophes.
- 21 h 30 Des produits de l'époque.
- 21 h 30 Avec Mme F. Maillet-Joris (Diable Boi), M. M. Achard (Subjectif Jans), S. Farand (La Bulle), P. Gavi (Le voleur du ciel a changé) et G. Matzner (Venus et Junon).
- 22 h 55 Journal.

TROISIEME CHAINE : FR 3

- 18 h 30 Pour les jeunes.
- 18 h 30 Les contes du folklore japonais : « Le Singe et la Méduse » ; des livres pour nous : « Le Jour de la Saint-Giln-Giln ».
- 18 h 55 Tribune libre.
- 19 h 10 Journal.
- 19 h 20 Emissions régionales.
- 19 h 55 Dessin animé.
- 20 h Histoire de France.
- 20 h Les jeux.
- 20 h 30 V 3 - Le nouveau vendredi.
- 20 h 30 Les contes du folklore japonais : « Le Singe et la Méduse » ; des livres pour nous : « Le Jour de la Saint-Giln-Giln ».
- 21 h 30 35 Variétés : Seguel qu'est tant brave enfant.
- 22 h 25 Journal.
- 22 h 45 Magazine : Thalassa.

Samedi 12 janvier

PREMIERE CHAINE : TF 1

- 12 h Philatélie club.
- 12 h 30 Cuisine légère.
- 12 h 45 Devenir.
- 13 h Journal.
- 13 h 30 Au plaisir de l'accordéon.
- 13 h 50 Au plaisir du samedi.
- 14 h 10 Trente millions d'amis.
- 14 h 40 Magazine auto-moto.
- 14 h 50 Six minutes pour vous défendre.
- 19 h 20 Emissions régionales.
- 19 h 45 Les beaux joueurs.
- 20 h Journal.
- 20 h 30 Variétés : Numéro un.
- 21 h 30 Alice Dona.
- 21 h 30 Série : Les quatre cents coups de Virgile.
- 22 h 30 Mithois. Réal. R. Quersenne.
- 22 h 30 Les grands pas classiques.
- 22 h 30 « Fête des fleurs à Gensano », musique de Heidegger avec le Théâtre national de l'Opéra de Paris, C. de Vulpien et J. Naimon.
- 23 h Journal.

DEUXIEME CHAINE : A 2

- 11 h 45 Journal des sourds et des malentendants.
- 12 h La vérité est au fond de la marnière.
- 12 h 30 Samedi et demi.
- 13 h 30 Monsieur Cinéma.
- 14 h 20 Les jeux du stade.
- 17 h 10 Les moins d'vingt et les autres.
- 17 h 55 Course autour du monde.
- 18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
- 19 h 20 Emissions régionales.
- 20 h Journal.
- 20 h 30 Feuilleton : Les dames de la côte.
- 21 h 30 35 - La grande tournée.
- 21 h 30 Documentaire : Le signe du cheval.
- 21 h 30 (Lire notre sélection.)
- 23 h 30 Journal.

TROISIEME CHAINE : FR 3

- 12 h 30 Les pieds sur terre.
- 12 h 30 Magazine sécurité de la Mutualité sociale agricole : les organismes de service et le personnel de bureau.
- 18 h 30 Pour les jeunes.
- 18 h 30 Il était une fois l'homme : le siècle d'or espagnol ; au fil des préhistoires : la Provence.
- 19 h 10 Journal.
- 19 h 20 Emissions régionales.
- 19 h 55 Dessin animé.
- 20 h Histoire de France.
- 20 h Les jeux.
- 20 h 30 35 Dramatique : « Mademoiselle de La Ferté ».
- 21 h 30 D'après F. Benoit, adaptation : M. Weil, avec A. Gasi, A. Dal, H. Desailly, Frédéric, P. Bercher, M. Bouza, etc. (Rediffusion.)
- 22 h Journal.
- 22 h 30 Ciné regards.
- 22 h 30 Ces gens qui savent tout faire.

Dimanche 13 janvier

PREMIERE CHAINE : TF 1

- 9 h 15 A Bible ouverte.
- 9 h 30 Foi et traditions des chrétiens orthodoxes.
- 10 h Présence protestante.
- 10 h 30 Le jour du Seigneur.
- 11 h Messe.
- 11 h 30 à Savigny-sur-Orge (Essonnes).
- 12 h La séquence du spectateur.
- 12 h 30 TF 1 - TF 1.
- 13 h Journal.
- 13 h 20 C'est pas sérieux.
- 14 h 15 Les rendez-vous du dimanche de Michel Drucker.
- 15 h 30 Tiercé.
- 15 h 40 Série : L'île fantastique.
- 16 h 28 Sports premiers.
- 17 h 50 Dramatique : « Où vont les poissons rouges ? ».
- 17 h 50 Adaptation de François Boyer.
- 18 h 25 Les animaux du monde.
- 18 h 30 « Qui a peur du méchant loup ? ».
- 20 h Journal.
- 20 h 30 Cinéma : « Le Chat et la Souris ».
- 20 h 30 Film français de C. Leclerc (1975), avec M. Morgan, S. Bergiani, P. Liotard, J.-P. Aumont, V. Lagrange (rediffusion).
- 21 h 30 Un inspecteur polaire enquête sur le meurtre d'un promoteur immobilier. Scrupuleux, le tueur du mort, il cherche à la solution pour détruire son alibi.
- 22 h 15 Sports : Tennis.
- 23 h Journal.

DEUXIEME CHAINE : A 2

- 11 h On ne go.
- 11 h 15 Chorus.
- 12 h Tremplin 80.
- 12 h 45 Journal.
- 13 h 20 Série : Wonder woman.
- 14 h 10 Jeu : Des chiffres et des lettres pour les jeunes.
- 15 h Des animaux et des hommes.
- 15 h 50 Majex : Passe-passe.
- 16 h 30 Série : Les brigades du Tigre.
- 17 h 30 Les Muppets.
- 17 h 30 Avec Harry Belafonte.
- 18 h Dessine-moi un moulin.
- 18 h 45 Top club.
- 19 h Stade 2.
- 20 h Journal.
- 20 h 30 Téléfilm : Duel à Santa-Fe.
- 21 h 30 R. Totten.
- 21 h 30 Emigration vers l'ouest d'une famille américaine après la guerre de Sécession.
- 22 h 20 Petit théâtre d'Antenne 2.
- 22 h 30 Attends que je me lève.
- 23 h Fenêtre sur.
- 23 h Marek Halter.
- 23 h 55 Journal.

TROISIEME CHAINE : FR 3

- 10 h 30 Mosaïque.
- 10 h 30 Enquête sur le Portugal. Reportages : l'Année internationale de l'enfant : « Le train de la joie » ; les fêtes de Santa-Marta et Naves. Variétés : O. Silva chante le fado ; le fado.
- 16 h Jeu : Tous contre trois.
- 16 h 30 A Saint-Maximin.
- 17 h Prélude à l'après-midi.
- 17 h 30 « La Belle Mennière », de Schubert, interprétée par F. Schreier.
- 18 h 10 Théâtre de tousjours : « Le Jeu de l'Amour et du hasard ».
- 18 h 30 De Marxisme, réalisateur M. Blumel, avec C. Brasseur, J.-P. Cassol, D. Lebrun, F. Girel, A. Lugnot, H.-J. Rust. (Rediffusion.)
- 19 h 45 Spécial DOM-TOM.
- 20 h Rire et sourire au Comique-palace.
- 20 h 30 Avec la participation de Bernard Haller.
- 20 h 30 L'inventaire des campagnes : 2 - Les toits et les foyers de l'habitat rural.
- 21 h 30 Série de Daniel Vigne, avec Emmanuel Le Roy Ladurie.
- 21 h 30 (Lire notre sélection.)
- 21 h 30 Journal.
- 21 h 40 L'invité de FR 3 : Gargantua.
- 22 h 35 Cinéma de minuit : Hommage à Tex Avery (2).
- 22 h 35 Dessins animés de 1946 à 1958 : Le chat méchant, le noble porte-manteau, le loup, Tom et le cow-boy, Droopy, Billy-la-Principale, dans leurs aventures décalées.

INGÉNUIOSITÉ

Les escrocs de l'informatique

« Salami », « pouille », « cheval de Troie » : trois des techniques employées dans la fraude informatique. Pour s'en protéger, il faut avoir recours... à l'ordinateur.

JEAN-MARC CHABANAS

Et pour quelques dollars de plus... Des grands espaces de l'Ouest américain aux salles d'ordinateurs de la côte californienne toute proche, le décor a changé. On n'attaque plus la diligence, on dérobe un fichier électronique. A l'ère de l'informatique, la plus grande escroquerie de tous les temps, 200 millions de dollars, près de 1 milliard de francs — est à l'actif des principaux cadres d'une compagnie d'assurance de Los Angeles qui avaient créé de toute pièce, sur leur ordinateur, une population fantôme d'assurés fictifs dont ils revendiquaient les polices à des centaines.

La fraude informatique est de nature technique. Elle fait une large place à l'ingéniosité. Dix pour cent des cas aujourd'hui recensés n'ont-ils pas pour cadres les universités, où l'élégance de la méthode employée pour tromper l'ordinateur compte plus que la fraude en elle-même, et moins tant que l'escroc en herbe est étudiant ?

Mais quels sont ces cas ? Les études les plus poussées ont été menées, depuis bientôt sept ans, par une équipe spécialisée du Stanford Research Institute, organisme international de recherche. Plus de sept cents cas réels ont été analysés et ont démontré l'esprit d'invention des escrocs à l'informatique.

Encore ne s'agit-il, évidemment, que des cas où ceux-ci se sont fait prendre, donc des plus maladroits. C'est ainsi que la morale nationale n'est peut-être pas sauve si l'on constate que la France n'entre que pour 1,5 % dans les statistiques, alors qu'elle compte environ 5 % des ordinateurs mondiaux. Et les cas mis en évidence dans notre pays ne sont guère spectaculaires : fichiers vendus à des sociétés de vente par correspondance ou tentatives individuelles pour réintégrer à titre personnel des programmes imaginés pour le compte d'un employeur. Hors l'aspect technique, l'ampleur des détournements réalisés lorsque l'ordinateur est en jeu les rend particulièrement inquiétants. Le montant moyen des escroqueries constatées par les banques, dans le simple cas de disparition de fonds, est multiplié par vingt en cas de fraude informatique, dépassant les 2 millions de francs. Parmi les nombreuses classifications des fraudes « assistées par ordinateur », on peut retenir deux grandes catégories : celle où l'ordinateur est l'instrument volontaire d'une escroquerie et celle, plus courante, où l'employé d'un service informatique utilise la machine de façon illicite, à son propre profit.

64 000 fantômes

Le cas le plus connu d'utilisation volontaire de l'ordinateur pour organiser une escroquerie est celui de la compagnie d'assurances évoquée plus haut. Avec la complicité de la direction de l'entreprise, un fichier de soixante-quatre mille personnes imaginaires, dont les polices étaient revendues à des réassureurs, a pu être créé. Seule, évidemment, l'informatique permet de travailler sur une telle échelle. Pour plus de vraisemblance, les auteurs animaient ce fichier par des changements d'adresse, de situation sociale, voire des décès. Un code spécialement programmé le rendait réfractaire aux investigations des contrôleurs financiers, qui ne voyaient imprimées que des notes parfaitement régulières.

Mais l'ordinateur en lui-même peut jouer un rôle d'intimidation, en même temps que celui d'un excellent bon domestique. Une société sans scrupules avait ainsi imaginé d'expédier, au hasard, un certain nombre de factures fictives imprimées sur ordinateur. Beaucoup de destinataires payaient sans sourciller ! On apaisait ceux qui réclamaient des explications par le classique :

« Veuillez nous excuser, notre ordinateur s'est trompé. »

Enfin, les progrès foudroyants de l'ordinateur individuel, que tout un chacun peut maintenant acquérir pour quelques milliers de francs, apportent à l'ingénieux escroc un instrument incomparable. Quel de plus facile que de répéter chez soi, à la façon des jeux d'entreprise, les scénarios et les répercussions possibles de l'escroquerie envisagée ?

Une fois sur quatre, l'électronique n'est même pas concernée. Les bras chargés de bandes magnétiques et l'air dégagé, le voleur s'introduit au centre de calcul et s'approprie des documents qui ne le concernent pas. Plus élaborée sur le plan technique, la falsification des informations au moment de leur entrée dans l'ordinateur atteint aussi près de 25 % des cas recensés. Citons, pour mémoire, l'émission de chèques ou de mandats intus : escroquerie facile à déceler, mais le coup est fait.

Plus insidieux est le moyen qu'avait imaginé le responsable de la « casale sur ordinateur » de la « casale » passée au travail dans une entreprise où le salaire dépendait des horaires effectués. Chaque bordereau comportait le nom et le numéro matricule des employés, mais seul le matricule était utilisé par le programme. Il suffisait à un fraudeur d'interchanger périodiquement son propre matricule avec celui d'un collègue plus actif en espérant que celui-ci se fierait au résultat global fourni par l'ordinateur. Ce qui était toujours le cas. Une telle fraude échappe à toute analyse. Les vérifications effectuées à l'extérieur de l'ordinateur, sur les bordereaux portant les noms des employés, ne déclenchent aucune erreur. A l'intérieur de la machine, tout est normal aussi : les calculs sont justes et le total est exact.

On touche là à l'intimité de l'ordinateur, à la modification des programmes, qui représente 15 % des cas examinés. Un exemple : le programmeur d'une banque imagine un calcul des intérêts de façon à ce que tous les arrondis soient pris par défaut, la différence entre le calcul exact et l'arrondi étant portée à son propre compte. A chaque opération, la différence est imperceptible. Elle ne provoque aucune protestation des victimes. Le bilan global est rigoureux.

ment exact. Et le compte du fraudeur s'arrondit lentement mais sûrement. Cette technique des petites tranches, prélevées sur de nombreux comptes au profit d'un seul, a reçu des spécialistes le nom évocateur de « salami ».

Quinze à vingt pour cent des cas, également, concernent sous diverses formes le détournement de résultats de calculs ou de gestion. Comment ? La « pouille » consiste, par exemple, à prélever dans les armoires de rangement et à lire systématiquement le contenu des bandes magnétiques théoriquement effacées après usage. C'est la transposition électronique du ramassage des poubelles, bien connu en espionnage industriel. La « fuite », elle, est la recopie de données à distance. Les militaires américains n'ont-ils pas découvert, de retour du Vietnam, que nombre de leurs ordinateurs avaient été subrepticement équipés d'émetteurs radio clandestins ?

Beaucoup plus forte sur le plan technique, la modification des programmes du « système d'exploitation », programme général qui gère le fonctionnement de l'ordinateur lui-même, n'est l'objet que de 3 % des cas, mais les plus astucieux. Par exemple, le « cheval de Troie », jeu d'instructions supplémentaires glissées dans le programme, accessible au seul initié, grâce à un code, et qui lui donne accès à toutes

les données contenues dans l'ordinateur. Aux yeux des autres utilisateurs, le fonctionnement reste normal, avec ses barrières entre les différents fichiers.

Toutes ces méthodes, et surtout les plus savantes d'entre elles, sont l'œuvre d'ordinateurs de talent. Et tel apparaît bien l'escroc informatique au seul de 1980. Jeune et motivé, il est généralement considéré comme un employé modèle. Il occupe un poste de confiance : dans le tiers des cas étudiés, il est même membre de la direction de son entreprise. Ses mobiles sont très personnels et souvent signifiants par le caractère de jeu et de défi qu'apporte l'idée de tromper un ordinateur. Il travaille avec une petite équipe, des complicités à différents niveaux d'accès au centre de traitement de l'information s'avèrent généralement nécessaires. Enfin, le fraudeur informatique est généralement convaincu qu'il n'est pas un escroc : il ne vole pas son semblable, il ne vole pas la sympathie. Certains fraudeurs déconcertés, par exemple grâce à l'élévation de leurs signes extérieurs de richesse, ont même été promus à des postes où leur entreprise était mieux à même d'exploiter leurs capacités.

Dans les prisons

Mais les professionnels pourraient bien s'intéresser, sur une grande échelle, à cette forme nouvelle de banditisme sur ordinateur, de même que l'automobile a fait les grandes heures des gangsters de Chicago, avant d'être adoptée par la police. Les prisons américaines voient, parmi les détenus désireux d'apprendre un métier, un franc succès des cours de programmation sur ordinateur : les professeurs d'informatique intéressés ne feraient, dit-on, pas défaut.

Que faire ? Les exemples évoqués plus haut montrent à quel point il est difficile de déceler la fraude informatique. Comment détecter qu'un programme en fait un peu plus qu'il ne devrait ? Comment reconnaître

parmi des milliers de comptes, lequel est bénéficiaire des détournements minuscules dont les autres sont victimes ? Les premières précautions sont de simple bon sens : vigilance sur la probité et le comportement des employés d'un centre informatique. L'escroc est toujours un homme et non pas une machine.

Mais l'arme propre du fraudeur, l'ordinateur, peut constituer la meilleure défense. Il faut concevoir des programmes qui assurent eux-mêmes la surveillance et la protection des données menacées. Le coût n'en est pas démesuré. En France, la compagnie C.I.I. Honeywell Bull rappelle que tous les « systèmes d'exploitation » qu'elle développe respectent le principe essentiel de l'isolement des différents programmes, principe érigé par l'un des premiers systèmes d'ordinateurs partagés, Multics, conçu il y a plus de dix ans pour assurer la pleine indépendance des divers utilisateurs travaillant simultanément. A l'existence de mots de passe, au codage des données transmises sous une forme non intelligible à qui ne possède pas la clé, s'ajoute une panoplie de contrôles internes au déroulement des programmes, évitant que ces précautions ne puissent être tournées par un ingénieur compétent et peu scrupuleux. Conçues au départ, ces précautions ne grèvent pas le coût de plus de 10 %.

Encore faut-il appliquer les consignes avec conviction. Le « mot de passe » réclamé par les ordinateurs modernes pour s'assurer que la personne qui interroge a bien qualité pour le faire s'avère souvent flou, soit parce que le secret n'est pas gardé par le titulaire, soit parce que le mot de passe lui-même est trop simpliste. Des précautions sont à prendre : éviter un ordre d'alphabetisation, ne jamais imprimer de listes en clair, changer fréquemment les codes, analyser les fréquences d'utilisation de chacun, enquêter sur les tentatives d'accès infructueuses, etc. On reconnaît là des procédures quasi militaires, et l'existence d'un responsable de la sécurité

informatique est recommandée par bien des experts.

Si l'on peut multiplier les consignes et procédures de sécurité, reste à savoir si le jeu en vaut la chandelle. A l'exemple des magasins de grande surface qui admettent, même si la chose est moralement déplorable, un taux de vol minimum qu'il coûterait trop cher de vouloir réduire, l'informatique doit savoir gérer ses risques et accepter des pertes raisonnables.

Il n'en reste pas moins que l'ampleur sans précédent des cas de fraude informatique, due aux progrès de la technique, est inquiétante, d'autant que le temps nécessaire à un détournement s'évalue désormais en fractions de secondes, et que, grâce aux télécommunications, il est même possible de perpétrer à distance un « crime électronique ».

L'informatique n'est plus seulement un jeu intellectuel entre gens de bonne compagnie. A pas feutrés, apparaît un délit programmé : des informations confidentielles sont lées indolument, détournées, modifiées ou même détruites. Qu'il soit coffre-fort ou cerveau, l'ordinateur, point sensible de la société moderne, doit être protégé.

REPÈRES

Cinq freins pour la décennie 80

Selon Emilio Fontela, professeur à l'université de Genève, l'Europe risque d'être la plus touchée par le ralentissement général au cours des années 80.

Exprimant ce point de vue dans le dernier numéro de la revue Futuribles (55, rue de Varenne, 75007 Paris), l'auteur estime que les freins à la croissance économique européenne sont au nombre de cinq : la crise énergétique ; le fonctionnement du système monétaire ; l'insuffisance de l'épargne à l'investissement ; les changements structurels de la demande ; le désordre conceptuel des politiques économiques.

Recherche écologique sur le vif

L'Ark, dans l'île Prince-Edouard (Canada), s'est engagé dans un processus de démonstration et de recherche continue de technologies en rapport avec une protection de la nature en système clos. C'est une unité écologique intégrée, produisant et recyclant son énergie et ses besoins en nourriture en un circuit continu, qui atteint ainsi un degré élevé d'autosuffisance grâce à une dépendance réduite à l'égard des sources externes.

Cette unité est chauffée par l'énergie solaire, la biomasse et le bois, et les techniques de l'éolienne sont à l'essai. La plus grande partie de sa nourriture est fournie par une serre solaire, des jardins organiques et des réservoirs d'aquaculture. C'est à la fois une station de recherche et le lieu d'habitation d'une grande partie du personnel, ce qui permet aux scientifiques de s'occuper de faits qui leur échapperaient peut-être dans l'environnement d'un laboratoire.

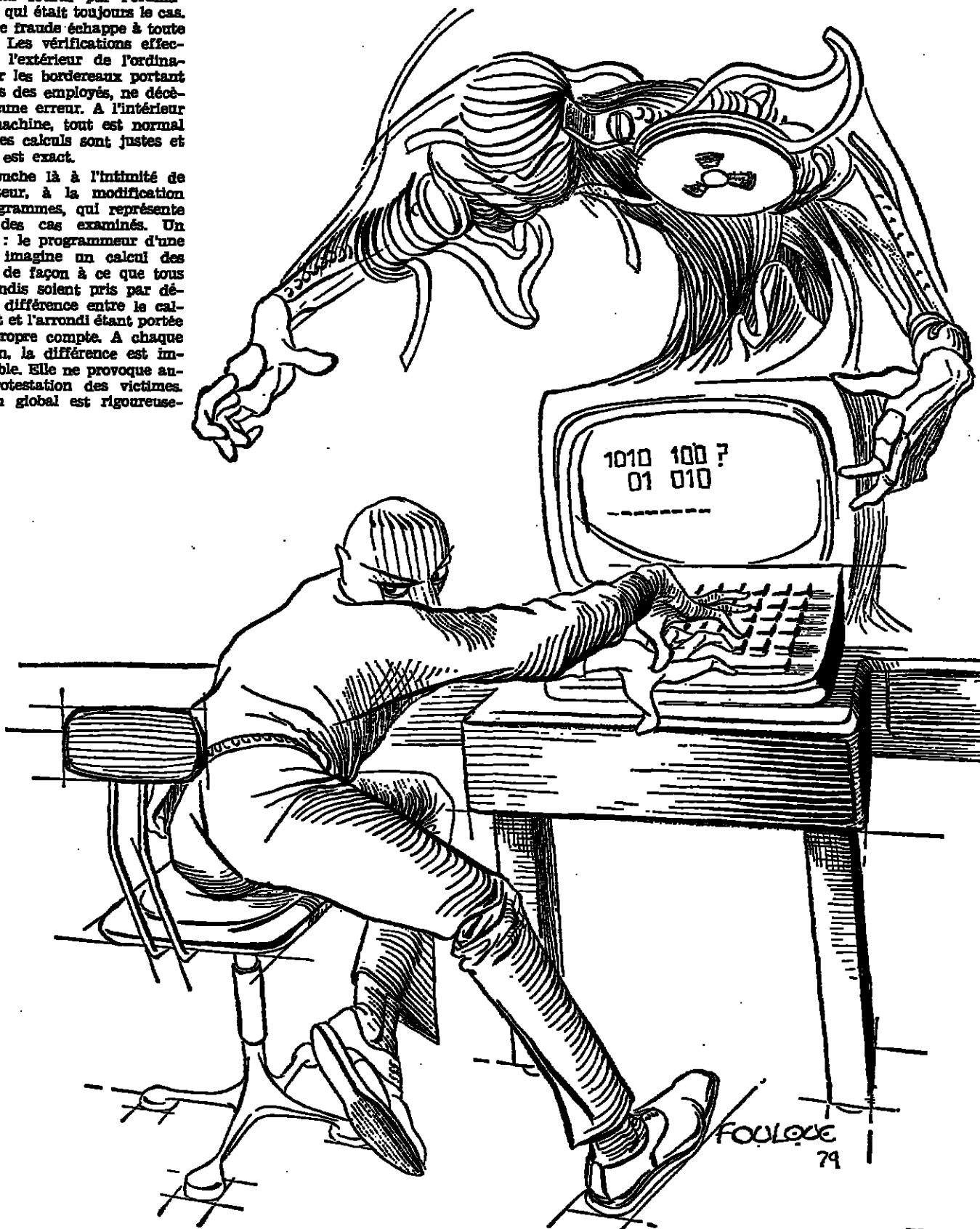
Il s'agit également d'un centre d'information et de démonstration publiques, et il n'est pas rare que le personnel de l'Ark tire profit des suggestions faites par les visiteurs des locaux.

Source : International Foundation for Development and Alternatives (IFDA), dossier 12, octobre 1979, 2 place du Marché, CE-1260 Nyon (Suisse).

Ecran radar pour mini TV

Sur le marché américain des télévisions noir et blanc, évalué à 750 millions de dollars, les modèles qui se vendent le mieux sont les petits portables sur piles.

L'idée de Sears Roebuck a été de présenter un écran de 5 lignes (12,5 cm) traité comme ceux des radars, afin de donner la meilleure image possible en pleine lumière. Cet équipement fait appel à un film transparent mais au point par 3 M d'y a dix ans, strié de très fines raies (quelques centaines par millimètre), qui suppriment 80 % de la lumière ambiante. (Business Week.)



HISTOIRE

Les sœurs de Jeanne

L'aventure de Jeanne d'Arc, la petite paysanne « appelée » à sauver le royaume, paraît relever des contes de fées. En fait, les cas de prophétisme féminin n'étaient pas rares au Moyen Âge.

ANDRÉ VAUCHEZ

L'IMAGE traditionnelle de Jeanne d'Arc transmise par les manuels scolaires nous a tellement habitués à voir en elle une sorte de météore, un personnage surgissant de nulle part pour atteindre en quelques mois le plus grand succès, que nous avons fini par admettre que son histoire relevait de la même logique que les contes de fées. Qu'une humble paysanne venue des marges du royaume avec quelques soldats ait réussi à être reçue par le dauphin et, qui plus est, à se faire confier la direction d'une armée, cela nous paraît si « normal » que nous avons cessé de nous en étonner. Imaginons pourtant qu'une illuminée, sortant du fond de sa province, prétende aujourd'hui être admise auprès du chef de l'Etat pour lui délivrer des avertissements et le conseiller : il y a gros à parier qu'elle ne pourrait franchir les grilles de l'Elysée, fût-elle munie d'une lettre de recommandation du préfet des Vosges. Faut-il donc penser que le pouvoir au Moyen Âge ne réagissait pas de la même façon que celui d'aujourd'hui face aux initiatives spontanées de ses sujets ? Cela n'est guère soutenable.

En fait, l'aventure de Jeanne d'Arc fut moins exceptionnelle qu'on ne le croit généralement, et elle s'inscrit si on la situe dans un contexte plus large : celui du prophétisme féminin de la fin du Moyen Âge. Ce disant, nous n'entendons nullement réduire la singularité de la Pucelle ou mettre en doute ses mérites. Car ce qu'il y a d'extraordinaire chez elle, ce n'est pas tant son destin que la richesse de sa personnalité.

C'est dans la seconde moitié du quatorzième siècle que l'on voit apparaître chez les laïcs des manifestations d'inspiration prophétique. L'efflorescence de visions et de révélations qui caractérise les années 1350-1450 est liée de toute évidence aux difficultés que traversa alors l'Eglise. Le transfert du siège de la papauté de Rome à Avignon, au début du quatorzième siècle, le retour manqué d'Urban V en Italie, celui enfin de Grégoire XI en 1377, tout cela contribua à créer un climat de désarroi et une désorganisation des structures hiérarchiques qui favorisèrent une « prise de parole » de la part de personnes — presque toutes des femmes — qui jusque-là n'avaient eu ni l'occasion ni la possibilité de s'exprimer publiquement.

Brigitte et Catherine

Les premières grandes prophétesses de l'époque sont aussi les plus connues : il s'agit de sainte Brigitte de Suède (morte en 1373) et de sainte Catherine de Sienne (morte en 1380). Toutes deux, on le sait, se sont engagées avec autant de ténacité que de passion dans ce qu'on appellerait aujourd'hui une campagne d'opinion visant à faire revenir à Rome la papauté alors installée en Avignon. A leurs yeux, ce retour aux sources était la condition nécessaire de toute réforme de l'Eglise, qui devait commencer par son chef avant de s'étendre à ses membres. D'où le double aspect de leur message qui contient à la fois des exhortations à la conversion et des directives très précises en vue de faciliter la pacification de l'Italie.

A partir de 1378, le grand schisme d'Occident, qui avait déjà assemblé les dernières années de la vie de sainte Catherine, accentua encore le trouble des esprits et entraîna une multiplication des révélations privées. En Italie, une simple jeune fille de Parme, Ursuline Veneri, n'hésita pas à se rendre à deux reprises auprès du pape d'Avignon, Clément VII, pour l'invoquer, de la part de Dieu, à se

retirer au profit de son rival romain. Reçue la première fois par le pontife, elle aurait été chassée sans aménité la seconde. Mais le choc provoqué par le conflit des deux obédiences — il y en eut même trois à un moment — puis par les heurts entre les papes et les conciles de Constance et de Bâle, ne fut pas moins vivement ressenti en France. C'est ce que montrent un certain nombre de textes de l'époque, écrits ou dictés par des femmes dont la conscience avait été bouleversée par les malheurs de l'Eglise et de la société. La plupart d'entre elles sont peu connues, sinon inconnues. Raison de plus pour essayer de les tirer de leur obscurité.

Epouse du Christ

La première de ces visionnaires et prophétesses est une certaine Constance de Rabastens, en Albigeois. De ses « Révelations », qui avaient été enregistrées en langue d'Oc ou en latin par son confesseur, ne subsiste qu'une traduction catalane publiée à la fin du siècle dernier par le grand historien du schisme d'Occident, Noël Valois. Cette veuve, qui se qualifiait elle-même, comme toutes les mystiques de l'époque, d'« épouse du Christ », prit conscience de sa vocation au cours d'une vision qu'elle situe en 1394 et qu'elle rapporte en ces termes :

« Je ne suis, Seigneur — aurait-elle répondu à l'appel de Dieu, — qu'une pécheresse malheureuse qu'on ajoute foi à mes paroles. » « Sois sans crainte », répondit la voix, « car le monde fait crié, je t'avais choisie pour révéler ces choses. » « Seigneur, ils ne me croiront pas ; ils diront que j'ai le diable au corps. » « Ne t'en fais pas dit de moi-même ? » « Montrez-leur au moins un signe afin qu'ils me croient. » « N'est-ce pas un assez grand miracle qu'une pécheresse comme toi te voye les Ecritures ? Les foy d'aujourd'hui conservée par une femme ; c'est par une femme aussi qu'elle sera restaurée ; cette femme, c'est toi ! »

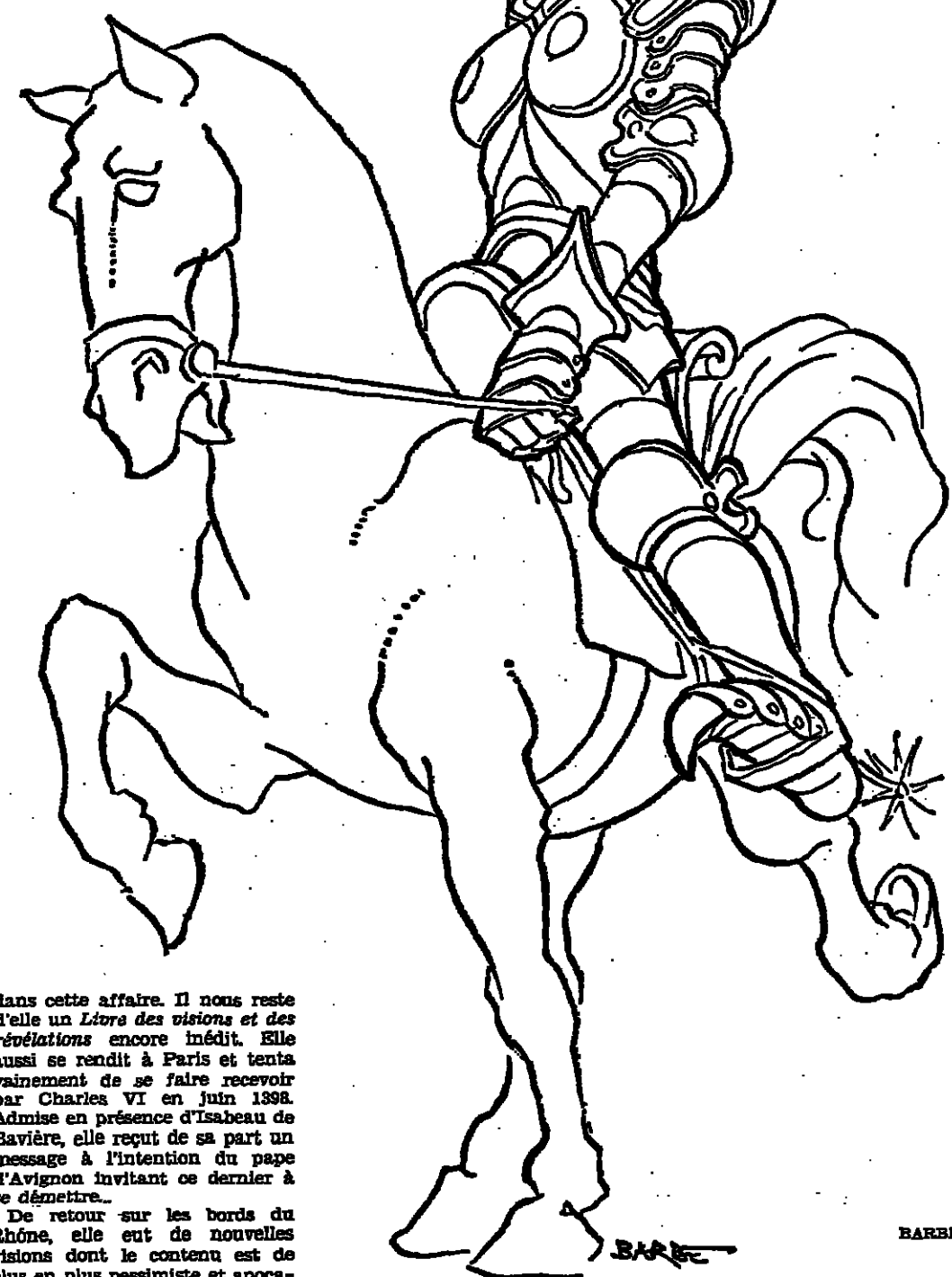
Fort de ces encouragements, Constance se mit à parler et à diffuser les messages que Dieu lui confiait. Hostile au pape d'Avignon, elle voit en Urbain VI le seul pontife légitime et milite pour que la France se range à ses côtés. Chez elle, la politique est étroitement mêlée à la religion. Nous sommes en effet en pleine guerre de Cent Ans et Constance, comme plus tard Jeanne d'Arc, réagit en patriote : contre Jean II d'Armagnac, qui favorisait alors les Anglais en Armagnac, elle en appelle à Gaston Fébus, le comte de Foix, partisan de Charles VI, lui assurant la mission de sortir la France de l'abîme de rébellion, le pape légitime et d'emmener les rois d'Occident à la conquête de la Terre sainte. Il ne semble pas que ses appels enflammés aient eu beaucoup d'échos. On sait que, dès 1385, Constance eut maille à partir avec l'inquisiteur de Toulouse, qui lui interdit de publier ses visions, et qu'elle fit connaissance avec la prison. Mais rien d'autre n'a filtré de son destin.

Quelques années plus tard, une autre femme, Jeanne-Marie de Maille (+ 1414), fit une expérience comparable. Veuve d'un seigneur des pays de Loire, elle vécut comme recluse à côté du couvent des cordeliers, c'est-à-dire des franciscains, de Tours. En 1396, elle prophétisa l'élection d'un pape franciscain qui mettrait fin au schisme, et on ne manqua pas de faire état de cette « révélation » quand Alexandre V, un franciscain, fut élu en 1409 par le concile de Pise. Elle aussi ne se désintéressa pas des malheurs du royaume de France. Charles VI étant venu à Tours, elle put s'entretenir avec lui en secret et longuement, mais nous igno-

rons tout du contenu de leur conversation.

En 1398, elle se rendit à Paris, parla de nouveau au roi de la part de Dieu et reprocha à la reine Isabeau de Bavière son inconduite et le luxe de sa cour, lui représentant les souffrances du peuple écrasé d'impôts et de misère. N'ayant évidemment pas obtenu satisfaction, elle revint à Tours, où elle finit sa vie dans la prière et la pénitence.

Une dernière figure mérite enfin de retenir notre attention : il s'agit de Marie Robine, ou Marie la Gasconne, une simple paysanne qui vint en pèlerinage en Avignon, en 1387, et fut miraculeusement guérie au tombeau du jeune cardinal, Pierre de Luxembourg. Elle y resta comme recluse, dans l'enceinte du cimetière Saint-Michel, vivant des aumônes que les papes Clément VII, puis Benoît XIII, lui faisaient verser. Au bout de quelques mois, elle commença à avoir des visions, axées sur le problème du schisme et sur l'attitude de la monarchie française



dans cette affaire. Il nous reste d'elle un *Livre des visions et des révélations* encore inédit. Elle aussi se rendit à Paris et tenta vainement de se faire recevoir par Charles VI en juin 1398. Admise en présence d'Isabeau de Bavière, elle reçut de sa part un message à l'intention du pape d'Avignon invitant ce dernier à se démettre.

De retour sur les bords du Rhône, elle eut de nouvelles visions dont le contenu est de plus en plus pessimiste et apocalyptique, montrant la France ravagée par l'Antéchrist. Dieu lui aurait en effet déclaré : « Nous avons demandé au roi de France qu'il restaurât, comme il le faut, l'état de l'Eglise militante et il ne veut rien faire pour nous. Nous le déposons de son trône par le moyen de ses sujets, et il y en aura qui mourront dans de grandes flueurs de sang... et l'on dira : ici fut Paris ! » Si l'on croit en croire une déposition au procès en nullité de la condamnation de Jeanne d'Arc, son témoignage aurait été invoqué par un maître en théologie, Jean Eraut, lors de l'examen auquel fut soumise la Pucelle à Poitiers de la part d'une commission de prêtres et de docteurs chargés de s'assurer de son orthodoxie. Jean Eraut aurait fait état d'une prophétie de « Marie d'Avignon », qui ne peut être que notre Marie Robine : « Quant à d'armes me sont apparues ; j'ai eu peur un instant d'être obligée de les porter moi-même. Il me fut dit de ne rien craindre, qu'elles ne m'étaient pas destinées, mais bien à une pucelle qui viendrait après moi et délivrerait le royaume. » Texte authentique ou apocryphe ? Nous ne le saurons sans doute jamais, mais peu importe.

De ces quelques cas se dégage une sorte de typologie de l'intervention prophétique en France au temps de la guerre de Cent Ans : une femme inspirée, soustraite à la modeste extraction, cherche à se rendre auprès du souverain pour lui transmettre des avertissements de la part de Dieu et lui montrer des « signes », afin de le convaincre de la mission qui lui incombe. Nous retrouvons là un élément cen-

tral de l'histoire de Jeanne d'Arc, et on peut penser que si la Pucelle a été admise comme toute assez facilement auprès du roi de Bourges, c'est que d'autres l'avaient précédée sur les marches du palais, ce qui rendait sa démarche moins insolite.

A première vue cependant, Jeanne d'Arc paraît bien différente des femmes que nous venons d'évoquer. Elle ne nous a laissé ni prophéties ni révélations, et si nous possédons quelques-unes de ses lettres, ce n'est pas cette correspondance qui l'a rendue célèbre, mais son équipée militaire. Mais l'authenticité ne doit pas être poussée trop loin : comme Constance de Rabastens ou Marie Robine, Jeanne a toujours affirmé être inspirée par des « voix », celles de saint Michel, de sainte Catherine ou de sainte Marguerite ; on notera d'autre part que pour ses contemporains, elle possédait le don de prévoir l'avenir.

Ainsi le chroniqueur parisien anonyme connu sous le nom de « Bourgeois de Paris » écrit à son propos, lorsqu'il la mentionne pour la première fois, en 1429 : « En ce temps-là, il y avait une pucelle, comme on disait, sur la rivière de Loire, qui se déclarait prophète et disait : « Telle chose adviendra pour tel. » Et elle était du tout contraire au régime de France (le duc de Bedford) et à ses partisans. »

Pour comprendre l'action de Jeanne d'Arc et son succès, il convient de les situer dans l'atmosphère religieuse du temps, profondément marquée par les

tensions eschatologiques et par un messianisme diffus dont les femmes commençaient à devenir non seulement les porte-parole, mais aussi les bénéficiaires. Ainsi Gerson nous apprend qu'en 1424 on arriva, à Bourges-Bresse, une dévote qui prétendait effectuer des miracles et qui affirmait qu'« elle faisait partir des cinq femmes envoyées par Dieu dans sa compassion pour racheter de l'enfer d'innombrables âmes ». Le message de la Pucelle était certes plus politique, mais, quel qu'on en ait dit, elle n'était animée d'aucune passion nationaliste. Le fait qu'elle ait écrit une « lettre aux husites » atteste bien que le destin de la chrétienté ne lui était pas indifférent, même si celui de la France lui importait au premier chef.

L'originalité de Jeanne d'Arc tiendrait-elle alors à ce que, à la différence de celles qui l'avaient précédée, elle s'est présentée comme un « prophète armé » ? Ici encore ne soyons pas dupes d'une historiographie qui, pour faire la part plus belle à notre héroïne nationale, a rejeté dans l'ombre d'autres femmes guerrières de son temps. Les textes de l'époque en mentionnent, en effet, plusieurs qui ne sont pas dépourvus d'intérêt. Ainsi, nous savons par le Bourgeois de Paris qu'une certaine Pierronne-la-Bretonne, qui guerroyait avec une de ses amies aux côtés des Armagnacs, fut prise et jugée à Paris en 1430. Comme elle affirmait que « Dieu lui apparaissait souvent en son humanité », elle fut brûlée sur le parvis de Notre-Dame.

Plus singulière encore est l'histoire de Claude des Armoises, évoquée par l'inquisiteur allemand Johannes Nider dans son *Formicarius*, traité composé entre 1430 et 1438, et consacré aux méfaits multiformes du démon. Il y parle en particulier des « femmes qui, revêtues d'un habit d'homme, prétendent avoir été envoyées par Dieu », citant l'exemple d'une certaine Claude, originaire du diocèse de Cologne, qui menait l'existence d'un chef de guerre. Convoquée par l'inquisiteur de Cologne, elle aurait réussi à s'enfuir en France.

Nous n'en saurions pas plus sur son compte si le Bourgeois de Paris ne mentionnait, à l'année 1440, les aventures rocambolesques de celle qu'il appelle « la fausse pucelle Claude », dans laquelle nombre de ses contemporains, persuadés que Jeanne d'Arc n'était pas vraiment morte à Rouen, crurent reconnaître la Pucelle d'Orléans mystérieusement sortie de la clandestinité. Prisée et jugée à Paris, elle reconnut avoir participé à des opérations militaires en Italie avant de rejoindre les troupes françaises dans le Poitou en 1439.

Face à ces manifestations du prophétisme féminin, sous ses formes les plus authentiques et les plus étranges, quelle fut l'attitude de la société ambiante ? La diversité des destins de nos héroïnes semble nous interdire de donner à cette question une réponse univoque. Une Brigitte de Suède ne fut-elle pas canonisée dès 1391, tandis que Jeanne d'Arc finit sur le bûcher en 1431, et que d'autres, plus obscures, firent connaissance avec les prisons de l'inquisition ou de la monarchie ?

Mais ces différences, non négligeables sur le plan biographique, ne doivent pas nous faire perdre de vue l'essentiel : ces femmes, qui prennent un peu partout la parole à la fin du Moyen Âge, n'ont pas été des contestataires, encore moins des révolutionnaires. Loin de s'attaquer aux institutions en péril, le discours prophétique vole à leur secours. Une sainte Catherine de Sienne assurant Urbain VI de sa légitimité au moment du schisme joue le même rôle que la Pucelle d'Orléans ouvrant au dauphin la route de Reims et du sacre. Elles ne demandent aux hommes que d'être à la hauteur des situations qu'ils assument et de se comporter en vrais chefs, pour le plus grand bien de l'Eglise et du peuple chrétien. De tels accents leur valurent l'adhésion d'une bonne partie de l'opinion, qui reporta sur elles ses espoirs toujours déçus d'unité et de paix. Là où les souverains avaient failli, pourquoi de simples femmes ne réussiraient-elles pas ?

La crainte des clercs

Mais leur fin souvent tragique atteste qu'elles eurent aussi des ennemis. Les plus acharnés furent les docteurs, nous dirions aujourd'hui les intellectuels. En dehors de Gerson, il ne se trouva aucun théologien parisien pour prendre la défense de Jeanne d'Arc et, en 1431, le concile de Bâle fut à deux doigts de condamner cent vingt-trois propositions hérétiques extraites des *Révelations*, de sainte Brigitte, toute canonisée fût-elle.

Vues dans cette perspective, le procès et l'exécution de la « bonne Lorraine » prennent une signification nouvelle. Sa mort dramatique n'est pas seulement la conséquence d'un conflit dynastique franco-anglais ni même d'un affrontement politique entre Armagnacs et Bourguignons. Elle illustre surtout la crainte éprouvée par les « grands clercs » universitaires, maîtres de l'Eglise et conseillers des princes, à l'égard de ces simples fidèles qui prétendaient communiquer avec Dieu sans intermédiaire. En ce sens l'histoire de Jeanne et des prophétesses de son temps est exemplaire, car elle met en évidence l'émancipation de la femme, qui sort de son rôle passif et domestique, mais aussi les limites de cette avancée, bientôt contrecarrée par les principaux détenteurs du pouvoir et du savoir.

ETHNOLOGIE

Vaudou africain

« Si je voulais, me dit Amousou, je pourrais me changer en chat noir... » Ce n'est qu'un exemple des étonnants pouvoirs des vaudous togolais.

MARC AUGÉ

La mer en lagune, de palmiers en champs de manioc, la route goudronnée relie les charmes discrètement coloniaux de la capitale togolaise, Lomé, à l'ancien port de traite, Aného, dont les rues surpeuplées se défontent aujourd'hui de l'océan pour s'étirer vers le Nord et l'intérieur des terres. Dans ce dédale, la route se perd, flâne entre les quais déserts et les marchés bavards, puis se divise, dispersant du même coup la kyrielle des taxis brousses et des camionnettes : à l'est vers la République populaire voisine, le Bénin (ex-Dahomey), au nord (où je la suis de temps à autre depuis 1974) vers Gbété, Anfofin, Vogan, la zone agricole des pays guin et ouatchi, de forte densité humaine et divine.

Depuis toujours, ici, les hommes et les dieux ont circulé au gré des aventures collectives ou des initiatives individuelles. La tradition reste vivante : dans chaque village, les robes blanches des initiés et le tintement des gongs rappellent avec insistance l'importance et l'emprise des prêtres et des vaudous, chaque village à ses quartiers, chaque quartier ses lignages, chaque lignage ou presque son couvent et chaque couvent ses dieux ou vaudou.

Pour l'ethnologue qui a pu se familiariser un peu avec ce type d'organisation, le plus étonnant tient à l'actualité des descriptions que lui proposent les ouvrages les plus anciens (Burton 1884, Le Hérisé 1911) : la composition des autels familiaux et les exéscopes des prêtres restent un panthéon inchangé et laissent perçoir, sous la luxuriance d'un symbolisme touffu, le visage éternellement jeune des dieux païens.

Couvents

Ainsi peut-on toujours voir, à l'occasion de divers rituels, s'opposer, se répondre et se compléter les dieux du ciel, de la terre et de la mer, certains plus connus et plus répandus que d'autres. Héviéso, le plus célèbre des dieux de la foudre, est le justicier : celui dont les pierres de foudre (météorites et outils néolithiques nombreux dans la région) sont censées frapper les voleurs. Sapata, le dieu de la terre et des moissons abondantes, est aussi le dieu de la variole : quand les hommes lui ont manqué de respect, il fait ressortir de leur peau les grains de mil et de maïs qu'ils ont mangés.

Avrekete, déesse de la mer, est aussi la plus fantasmatique du panthéon : fantasque comme l'écume de la vague, elle exige de ses prêtresses qu'elles ne respectent rien : à cette exigence là au moins celles-ci savent se plier, intervenant à tort et à travers dans tous les cultes, s'habillant en hommes, mimant cruellement leurs attitudes, leurs ridicules, n'hésitant pas à interrompre leurs assemblées ; l'ethnologue de passage préfère ne pas être la cible de leurs moqueries ; mais c'est elles aussi qui constituaient naguère l'ultime recours de la société contre l'épidémie : Avrekete, déesse de la mer appaissant à Héviéso, est à la fois principe d'ordre et de désordre : en cas de variole, ses prêtresses offraient à Sapata toutes les nourritures qui lui étaient normalement interdites ; écorché, dit-on, Sapata prenait la fuite, entraînant avec lui le mal dont il apparaît simultanément comme le symbole et le remède.

Rien n'est plus aisé que d'observer les prêtres et les fidèles des dieux, au cours des cérémonies qui marquent la sortie des initiés de leur couvent. Celles-ci, filles ou petites-filles de la famille du prêtre, ont été appelées (parfois rappelées d'assez loin) par leur vaudou : une maladie est le signe de ce

choix, que l'oracle identifiera et que le dieu réaffirmera éventuellement en « tombant » sur la nouvelle élue.

Le cycle complet de formation dure plusieurs années et comporte selon les cas deux ou trois étapes suivies d'autant de fêtes publiques : la première période est la plus sévère : durant plusieurs mois de totale réclusion (sept mois pour les fidèles d'Héviéso, quatre mois pour celles d'Avrekete, trois ans pour celles de Sapata), les pensionnaires du couvent (fillettes, jeunes filles ou jeunes femmes) doivent s'initier aux rites, aux secrets et à la langue spéciale du vaudou qu'elles apprendront à servir.

Energie divine

Au total le système des couvents traite chaque année un nombre impressionnant de jeunes adeptes : en 1974, dans le village d'Anfofin (où résident environ deux mille cinq cents individus, étrangers compris), on comptait vingt-trois couvents et plus d'une vingtaine de pensionnaires dans certains d'entre eux.

Instruments de contrainte et de solidarité familiales, d'intégration ou de réintégration villageoise, d'éducation et de résistance aux mouvements centrifuges suscités par la ville et la vie moderne, les couvents n'expriment jamais autant leur caractère social qu'au cours des cérémonies de sortie où, sous les yeux des villageois attentifs, les nouvelles initiées exécutent les danses traditionnelles. Revêtues des attributs de leur dieux (ni la couleur, ni le drapé du pagne, ni l'architecture de la coiffure, ni les éléments de sa décoration — coquillages, végétaux et même tourterelles vivantes dans le cas d'Héviéso — ne sont indifférents, mais l'habit et la parure changent ; selon les diverses phases du rituel), elles suivent avec un talent inégal, mais une ardeur et un savoir également sans failles, les phrases tour à tour sacrodotales et plus courtoises, plus violentes et plus apaisées des tambours.

À intervalles réguliers, une brusque accélération de la frappe

communique pendant quelques longues secondes une agitation remarquablement uniforme à leurs silhouettes d'oiseaux colorés, solitaires et multicolores.

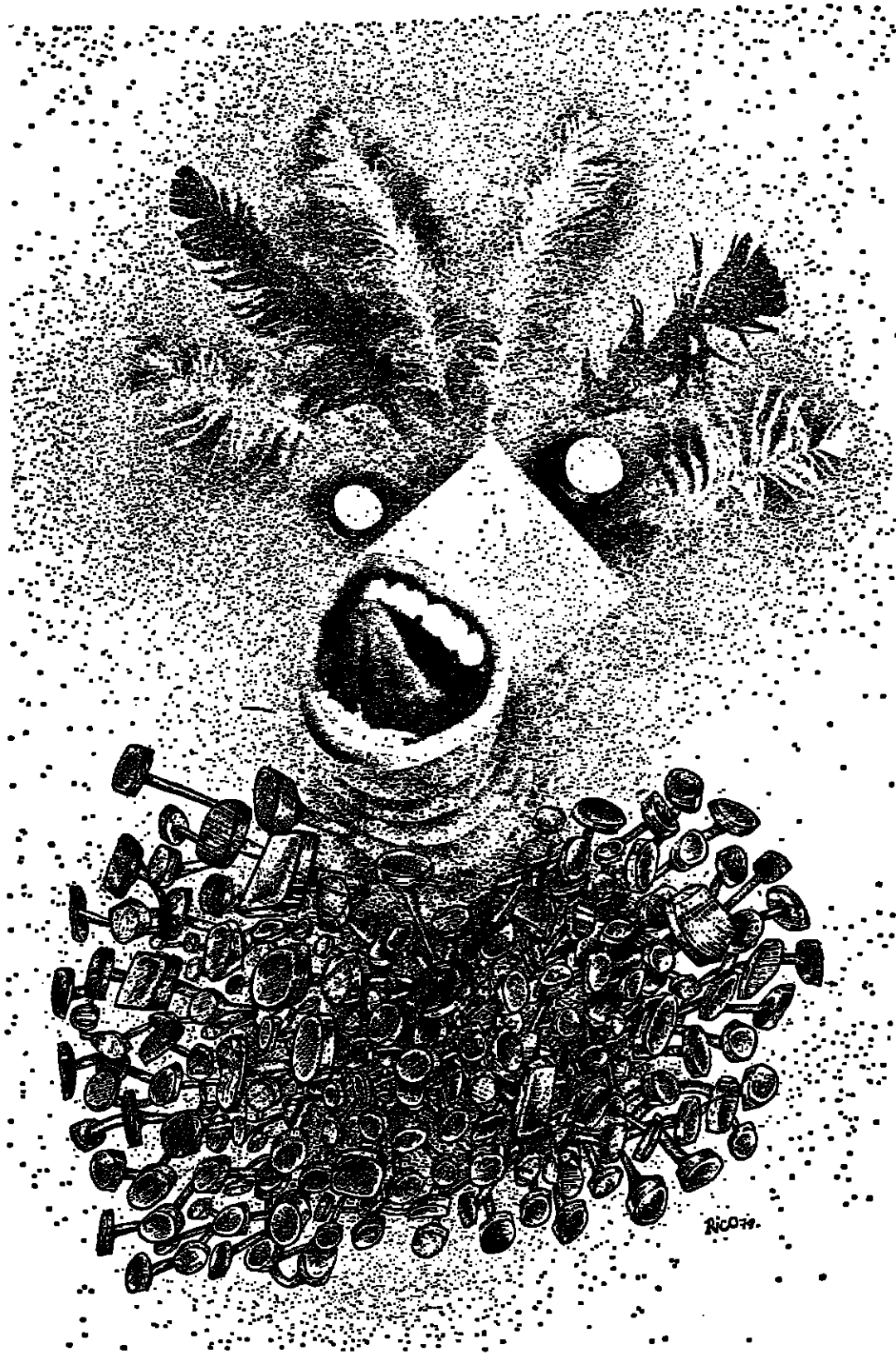
La maladie est un signe des dieux qui distingue les prêtres et les adeptes, les révèle à eux-mêmes et aux autres par le rituel de la divination : c'est, en somme, la toute première étape de l'initiation, l'occasion mais non l'objet du culte des vaudous, tel qu'il s'exprime dans les couvents de famille et de village.

La guérison pour elle-même est davantage l'affaire des petits entrepreneurs en symbolisme et thérapeutique auxquels je m'intéressais particulièrement en 1977. Les vaudous, en effet, ne sont pas simplement la figure centrale de la religion familiale et villageoise. Si les dieux circulent incessamment dans le Sud-Togo, c'est que tout un chacun, en principe, peut en acheter un, principalement à cause de ses vertus thérapeutiques ou protectrices : ainsi voit-on fleurir de petites entreprises thérapeutico-symboliques qui ne constituent pas l'un des aspects les moins étonnants du culte.

Encore quelques nuances doivent-elles être apportées à la définition du libre entrepreneur en ces matières : une fois acheté, un vaudou s'hérédite dans la famille ; il coûte cher, à proportion de la renommée de son précédent prêtre (la qualité d'un vaudou tient à sa composition ; il est chargé, comme nous disons d'une pile, d'herbes et de différentes substances ; celui qui vend un vaudou ne vend que la formule, mais il se déplace pour assurer la mise en route de la nouvelle copie conforme). Enfin, seul peut manipuler l'énergie divine sans danger, celui que sa force (biologique, psychique, morale) met à l'abri des effets nocifs de la contamination et des retombées.

La colère de Sapata

Je connaissais Amousou depuis trois ans, lorsque je le retrouvai en décembre 1977. Il était l'un des prêtres guérisseurs les plus connus de la région,



RICO.

spécialisé dans le traitement des maladies cardiaques et de certaines formes de folie, notamment la folie « de religion », qui frappe ceux qui, abandonnant les vaudous, rallient les sectes syncrétiques d'origine blanche (Pentecôtistes, Témoins de Jéhovah). Dans son sanctuaire, près de l'autel de Sapata, à l'intérieur constellé de points bleus et blancs, se dressait un autre autel, interdit celui-là à la curiosité des profanes et où demeuraient certains vaudous guérisseurs, protecteurs ou agresseurs éventuels.

À mon arrivée, nous allions toujours saluer les dieux et faire

une libation aux ancêtres avant de rentrer chez lui bavarder, avec l'aide d'un jeune interprète, Jean, que nous connaissions bien tous les deux et dont l'intervention était indispensable, puisque Amousou ne parlait pas un mot de français et que j'étais loin d'avoir avec la langue guin une familiarité suffisante pour tenir une conversation. Mais les propos échangés étaient si passionnés — d'une passion entrecroisée, il faut le reconnaître, par la chaleur du sodabi (alcool de palme) que je garde le souvenir d'un bavardage ininterrompu.

Ce jour-là, Amousou, qui se comportait toujours en hôte généreux, m'accueillit avec joie : nous ne nous étions pas vus depuis deux ans et il reconnaissait en moi un auditeur intéressé, toujours prêt à discuter de philosophie, des hommes et des dieux, du temps qui passe et du monde qui change. La nuit tombe tôt entre tropique et équateur : quand les lampes tempêtes s'allumèrent, vers 6 heures du soir, nous buvions et parlions depuis un bon moment déjà : Amousou énumérait les individus qu'il avait pu guérir et préserver des attaques des autres. Il existe un vaudou de la sorcellerie, Akpaso, qui constitue un rempart contre la sorcellerie ou, inversement, un tremplin pour lancer des attaques. Amousou en possédait un et n'hésitait pas de lui offrir des œufs régulièrement : les œufs sont la friandise préférée d'Akpaso mais aussi des sorciers ; quand ceux-ci se présentent à l'entrée de la ferme où demeure leur future victime, ils saluent au préalable leur maître Akpaso qui les convie à déguster les œufs et les détourne ainsi de leur funeste projet.

Étonnant humour, qui veut qu'en définitive les hommes ne soient protégés des maux les plus irrémédiables que par la susceptibilité des dieux ou la goliardie des sorciers : manières de dire, bien sûr, car personne ne peut croire que les petites ruses des hommes déjouent vraiment la colère de Sapata ou des sorciers : quand on ne contrôle plus l'événement, autant le mettre en forme, faire comme si. Est-ce de cette forme d'humour, de cette forme rhétorique du courage que témoigne Amousou lorsqu'il fit

soudain allusion à ses pouvoirs et, plus précisément, se prétendit capable de prendre la forme de tout animal de son choix ?

Radio-Bénin

Pour que la fête fût complète, il avait allumé son poste à transistors, qui diffusait les nouvelles et les communiqués vigoureux de Radio-Bénin. « Si je voulais, me dit Amousou en substance, je pourrais me changer en chat noir. » Ce disant, il esquissa du bout des lèvres un appel discret, auquel répondit sa petite chatte noire, qui surgit de la pièce voisine et bondit en miaulant sur la table. Je vis s'agrandir les yeux de Jean qui, mi-goguenard mi-intimidé, trouva pourtant la force de me traduire la suite : « Si nous reprenons la nuit prochaine, je me changerai en bouc blanc. » Les informations venaient de se terminer et le chœur nasillard des jeunes filles de la République populaire du Bénin entonna l'Internationale.

Les historiens avaient leurs archives, les folkloristes leurs survivances, les sociologues leurs statistiques. Le sodabi aidant, je me sentais bien loin d'eux. Amousou, Jean et moi venions de vivre un moment d'histoire. ■

l'agenda du week-end

Agencement



La Poubelle Intégrée au plan de travail DASSA, 12, rue de la Borne, 78690 - Saint-Rémy-L'Honoré - 487-86-53. Doc. gratuite n° 1 contre 1 enveloppe timbrée. Arts Ménagers 1980 Niveau 1 - C - 32

Cours

Ecole secondaire CHATOU 5° du R.E.R., organise les séminaires, séminaires MATHEMATIQUES, la physique, Sciences infirmes de 2 à 4 pers. Tél. : 725-27-29, 241-40-35.

Aquariologie

Aux îles, retrouvez l'ambiance des fonds marins aux prix les plus bas et très absolument. LES ÎLES NT de l'aquarium 73, Rue Permetty, 92000 Nanterre. Tél. 543 12 69

Bijoux

PAIE COMPT. TOUS BIJOUX or, brillants, argentier, 134, rue Legendre, métro Brochant, 17.

Moquette

EN SOLDE Grand choix de moquette, exemple de prix : 19,99 F m², sur mesure en 4 m, 19,99 F m², murale tendu 4,4 F m². Tél. : 345-72-72.

Maison de retraite

RESIDENCE DU PARC Ermeneville (Oise), 40 km de Paris, autoroute du Nord. Retraite, soins assurés. Cadre agréable, ambiance familiale, 110 F par jour, tout compris. Chambres particulières tout confort. Tél. : (4) 454-06-52.

Psychothérapie

ANTI - GYMNASTIQUE Relaxation, Training Schultz, Thérapie psychosomatique, Paris. Tél. : 880-13-82.

Philosophie

Le Centre Guadagnoli-Cusani est ouvert. Tél. : 434-41-43.

3° Age

PAU quartier résidentiel, très belle maison de retraite privée, prendrait pensionnaires pour LONGS SEJOURS. Ecrire Mme Antonin, 1, rue Dervier, 64000 PAU.

VOTRE 3° AGE dans un château historique, 40 km de Paris, autoroute du Nord, Chateau Ermeneville (Oise), chambres et appartements. Pension à court ou long terme : vacances, retraite, repos. A partir de 120 F/jour, T.T.C. 65450 Ermeneville. Tél. : (4) 454-01-57 et 00-26.

Teinturier

HOMMES D'AFFAIRES Votre situation exige une tenue élégante et impeccable. Faites nettoyer vos vêtements de valeur : vestes, chemises, pantalons, par un spécialiste qualifié. GERMAINE LEBECHE, 11 bis, rue de la République, Paris-8. Tél. : 245-79-32.

Instruments

PIANO : Accords - Réparations. DUBOIS, T. : 531-34-77 ap. 19 h.

Vacances

PRALOU (1940-2000) LES SAISIES (1940-2000) 500 ans de l'été de tout 2 et 3 places - Janvier à Pâques A partir de 100 F par semaine SOGESTIMMO 61, rue J.-J. Rousseau 92120 Suresnes Tél. : 772-47-35 - 772-02-25

Tourisme

PRALOU (1940-2000) LES SAISIES (1940-2000) 500 ans de l'été de tout 2 et 3 places - Janvier à Pâques A partir de 100 F par semaine SOGESTIMMO 61, rue J.-J. Rousseau 92120 Suresnes Tél. : 772-47-35 - 772-02-25

Auvergne SUPER-BESSE studio 4 pers. à louer vacances scolaires 9-16 fév. Mme BONY, 14 Lac Bessé, 63011 BESSE. Tél. : (4) 73-79-32-83.

RIVE GAUCHE

Burberrys
Dormeuil
Lanvin
Dior Monsieur
Renoma
Lescur Monsieur

CHEZ

Lescur
CENTRE MONTFARNASSE
10 H A 19 H 30

SCOLASTIQUE

Le nominalisme à la mode

Remis à la mode par la « nouvelle droite », le vieux débat de la philosophie scolastique sur le nominalisme rejoint les interrogations de la physique moderne.

CHRISTIAN DELACAMPAGNE

On assiste en ce moment à un étrange débat qui semble surgir du fond du Moyen Âge : celui qui oppose tenants et adversaires du nominalisme. Soutenue jadis par quelques bons esprits, cette philosophie vient d'être remise à la mode par Nouvelle École (1), la revue de la « nouvelle droite » animée par Alain de Benoist, dans un numéro spécialement consacré à cette doctrine — elle-même plus très nouvelle, puisqu'elle a pour le moins sept ou huit cents ans d'âge.

Il s'agit pourtant de quelque chose de sérieux. De rien de moins que de la physique contemporaine, de l'interprétation qu'elle donne de la réalité, et de la philosophie de la connaissance qui la sous-tend : bref, un pavé que la « nouvelle droite » aura en, en un sens, raison de jeter dans la mare — puisque savants et philosophes seront maintenant obligés de prendre position : pour ou contre, il faut choisir.

Disons d'emblée qu'on a de bonnes raisons d'être contre. D'abord, Nouvelle École lance très mal le débat, avec un article particulièrement faible du Benoist germanique, Armin Mohler. Celui-ci s'efforce de prouver que le vrai réalisme n'a jamais existé ou ne peut être,

au fond, qu'un nominalisme qui s'ignore : mieux vaut l'être, donc, sans l'ignorer. Malheureusement, on va voir que c'est plutôt l'inverse qui est vrai. Le débat est complexe, sans doute, mais il n'est pas impossible d'en clarifier l'enjeu.

Soit l'exemple suivant : mon chien s'appelle Azor et la chenille du voisin Mirza. Si je dis, en montrant du doigt le fidèle animal : « Ceci est Azor », l'objet de mon énoncé peut être identifié sans nul problème. En revanche, si je veux expliquer à mon fils : « Azor est un chien et Mirza également », les difficultés commencent : puis-je considérer que la chenille est un chien ? Oui, si par chien j'entends l'espèce canine. Mais qu'est-ce qui est désigné au juste, par l'expression « espèce canine » ? L'espèce canine — en tant qu'espèce — est-elle susceptible d'aboyer ? Et si non, qu'est-ce alors que la caninité ?

Le terrible Guillaume d'Ockham

Ici, trois types de réponse s'offrent à nous. Ou bien je crois que la caninité existe réellement quelque part, dans le ciel des idées métaphysiques, ou elle co-

existe avec d'autres idées plus nobles : celles du Beau, du Vrai, du Bien... et alors je suis réaliste, comme Platon et Guillaume de Champeaux. Ou bien, plus prudemment, j'admets que la caninité — l'ensemble des traits communs à tous les membres de l'espèce « chien » — existe bien, mais seulement dans mon esprit : ce n'est qu'une réalité mentale, bref un concept — en ce cas, je suis conceptualiste, à la manière du célèbre Abélard. Ou bien, enfin, désireux de supprimer toutes ces entités inutiles qui pèsent sur le langage, je déclare sans aménagements que la caninité n'est qu'un mot qui ne veut rien dire, que le « chien en soi » n'existe pas et qu'il n'y a donc rien de commun entre Azor et Mirza. Alors, les jeux sont faits : je suis « nominaliste » comme Roscelin et surtout comme le terrible Guillaume d'Ockham, surnommé le « Docteur invincible » (1270-1347).

Tel est le problème que nous a légué la philosophie scolastique. Depuis tant de siècles, un élément nouveau aurait-il contribué à modifier le débat ? Oui, justement : la science moderne est née à travers l'œuvre de Galilée, de Newton et d'Einstein, les trois « pères fondateurs » de cette discipline étrange qui s'appelle la physique. Étrange, la physique l'est pour autant qu'elle paraît (mais qu'elle paraît seulement) perpétuellement en crise : tous les dix ans depuis Einstein, les physiciens remettent complètement en cause les fondements mêmes de leur vision du monde. Ils changent de repère, refont tous leurs calculs, et aboutissent à une nouvelle théorie qui digère gloutinement les précédentes.

Et pourtant, le monde tourne — les machines marchent, les usines produisent, les avions volent et les ponts tiennent — ce qui prouve que, même sans savoir ni pourquoi ni comment, les physiciens ont attrapé le réel « par le bon bout ». On peut, dans ces conditions, leur accorder quelque crédit : si leurs « universaux », autrement dit leurs concepts (masse, temps, espace, gravitation, onde, corpuscule) résistent à l'expérience, c'est parce que ce ne sont pas que des mots sans signification.

À partir de là, si l'on doute qu'il existe quelque part une idée de l'onde « en soi », il ne reste plus qu'à s'accrocher aux positions conceptualistes : ce sont les plus

raisonnables. Comme la physique, toute science moderne est donc conceptualiste dans la mesure où elle suppose que les termes qu'elle emploie correspondent bien à des aspects réels des phénomènes saisis dans notre esprit par le moyen de concepts.

Telle était, par exemple, la position d'Einstein, de Schrödinger, de Planck. Ce serait aujourd'hui — à quelques nuances près — celle de Jean-Pierre Vigier ou de Bernard d'Espagnat (2). Il est vrai que, depuis la découverte des « relations d'incertitude » de Heisenberg — affirmant que l'on ne peut à la fois déterminer la position et la vitesse d'une particule en mouvement — certains physiciens se sont mis à douter de l'existence d'une réalité objective véritablement distincte de l'observateur.

Dans l'interprétation subjective (dite de Copenhague) que Niels Bohr, par exemple, a donné de la mécanique quantique, le réel se réduit à ce que la théorie peut en mesurer. En conséquence, l'idée de causalité elle-même vacille et la porte est ouverte à tous les irrationalismes — depuis les spéculations d'O. Costa de Beauregard sur la parapsychologie jusqu'au mysticisme vaguement taoïste de F. Capra (3).

Soleil

Toutefois, aussi longtemps qu'il ne s'agit là que d'hypothèses fragiles, non de certitudes bien établies, le nominalisme des partisans de N. Bohr reste surtout théorique : dans la pratique, nul ne se risquerait à dire que la physique est un discours purement conventionnel — car on ne comprendrait plus, dès lors, comment elle fait pour avoir prise sur le réel.

C'est ce qu'Armin Mohler ne semble pas vouloir voir. Alain de Benoist, lui, a le mérite d'aller encore plus loin : le soleil qui se lève chaque matin n'est jamais le même soleil, déclare-t-il poétiquement. Il s'agit que la science, cette fois, ne soit rigoureusement à rien, puisque il n'y a pas au monde deux phénomènes qui puissent rentrer sous la même loi ! Toute connaissance est schématisée, abstraite, grise, tandis que le réel, lui, est multiforme, coloré, gai : qui serait assez fou pour vouloir substituer la première au second ?

Mais on pénètre ici dans la contradiction même qui rend le nominalisme intenable : au moment où il affirme la supériorité du réel sur la connaissance et du divers sur l'un, il utilise des termes, s'il n'en renvoie pas à des concepts objectifs, ne veulent strictement rien dire. En toute rigueur, donc, le nominalisme devrait s'arrêter de parler — puisque parler, c'est manier des concepts, des idées générales, bref, des « universaux » !

Cela lui éviterait, d'ailleurs, de dire des bêtises : dans sa passion de détruire les concepts, Alain de Benoist n'affirme-t-il pas, à la suite de Joseph de Maistre, que « l'humanité n'existe pas » et « qu'il serait injuste que tous les hommes eussent une âme » ?

Les races

Cette dernière bourde n'implique nullement, au reste, que seul existe l'individu, la personne concrète : pour Alain de Benoist, l'individu lui-même n'est qu'une abstraction. Seuls existent, selon lui, les peuples et les cultures — on aurait dit, il n'y a pas si longtemps, les races. Mais la race, n'est-elle pas, elle aussi, une abstraction ? Vous n'y êtes pas : la vérité, tout simplement, est que pour Nouvelle École il y a de bonnes et de mauvaises abstractions, des abstractions qui servent (une certaine politique) et d'autres qui ne servent (rien) ou bien qui embarrassent (celles de la science, par exemple). Alors, il ne reste plus qu'à jeter celles-ci par-dessus bord : on ne garde que les autres.

Telle est, sans doute, l'idée la plus cohérente de ce nouveau nominalisme. Et c'est aussi par là qu'il montre, fort heureusement, le bout de l'oreille !

(1) Nouvelle École, numéro 33, été 1979 : « L'idée nominaliste », Editions Copernic.
(2) Maurice Aronny a rendu compte, dans le Monde du 4 décembre 1979, du dernier livre de Bernard d'Espagnat : « La recherche du réel, le regard d'un physicien », éd. Gauthier-Villars.
(3) Cf. les propos de F. Capra et O. Costa de Beauregard dans « Nouvelles Frontières et vieux débats à Cordoue », le Monde des sciences et des techniques, 24 octobre 1979.

ALLEMAGNE

Féminisme et littérature

La femme n'est-elle que le produit de l'imagination des hommes ? C'est ce que soutient Silvia Bovenschen.

JACQUES LE RIDER

Le féminisme allemand est un des plus actifs d'Europe. Il inspire des recherches originales, telle cette étude littéraire de Silvia Bovenschen, la *Féminité imaginée*, qui démonte un des ressorts les plus subtils du « pouvoir patriarcal ».

L'histoire de la sujétion et des revendications du « deuxième sexe » a souvent été écrite. Mais si l'on cherche à travers les âges la présence de la féminité, on s'aperçoit, comme dit Virginia Woolf, « qu'on ne peut se soulever de rien. Tous les diners sont préparés ; les assistantes et les tasses laquées, les enfants envoyés à l'école et partis à travers le monde. Rien ne reste de tout cela. Tout a disparu, tout est effacé (1) ». Le sexe féminin n'a de véritable tradition que dans l'imaginaire et, pour prendre conscience de soi, la féminité doit se mesurer aux mythes que les hommes ont donné d'elle. Car elle n'a jamais elle-même créé ces représentations et les femmes-écrivains ont généralement reproduit les lieux communs de l'écriture masculine. La femme ne se perçoit que dans le miroir que lui présente le regard des hommes.

« Dieu a créé la femelle et l'homme a fait la femme », écrit Flaubert. Silvia Bovenschen voit en Lulu, le personnage des pièces de Wedekind et de l'opéra d'Alban Berg, l'incarnation de cette féminité constamment travestie par l'imagination masculine. Le peintre Schwarz la nomme Eva, le vieux docteur Goll l'appelle Nell, Schön, celui qu'elle aime, la surnomme Milgion. On la déguise en Pierrot et son portrait peint par Schwarz est l'effigie qu'affectent ses amants. Lulu change de masques et de rôles, elle se voit mythifiée, mais toujours mystifiée. Les hommes lui font grief de leur propre faiblesse. Adultes comme sublime bête, elle meurt en prostituée de bas étage.

Sorcière

L'imaginaire ne reste pas innocent. Les sorcières sont un fantasme, mais c'étaient des victimes bien réelles qui mouraient sur les bûchers. Four s'ingérer à nos sociétés de type patriarcal, les femmes doivent se conformer aux représentations masculines de leur « vraie nature ».

Or Silvia Bovenschen constate que depuis trois siècles les discours soi-disant émancipateurs reproduisent avec monotonie les mêmes figures. Les rapports sont pensés en termes tantôt d'égalité, tantôt de différence, voire d'antagonisme. Régulièrement, le schéma égalitaire est mis en cause au nom de la polarité des sexes. Le Siècle des Lumières dresse un programme d'éducation qui efface les individualités. Mais la « femme éclairée » rebute l'imagination et les hommes se moquent des « femmes savantes ». « Elles usent de leurs livres comme elles arborent leur montre : pour qu'on voie bien qu'elles en ont une. Mais celle-ci le plus souvent ne marche pas ou ne suit plus le soleil », écrit le philosophe Kant dans son *Anthropologie*.

Bien plus plaisant paraît le type de Julie ou la Nouvelle Éloïse que Rousseau présente comme le « complément » de l'homme. La raison, l'idéal et les forces créatrices à l'un ; à l'autre, le sentiment, la patience et les lentes gestations. Quand

si règle la vie de Sophie, la compagne d'Emile dans son traité *De l'éducation*, Rousseau dit plus crûment le fond de sa pensée : « Toute l'éducation des femmes doit être relative aux hommes. Leur plaisir, leur être utiles, se faire aimer et honorer d'eux, les élever jeunes, les soigner grands, les consoler, leur rendre la vie agréable et douce : voilà les devoirs des femmes dans tous les temps ».

Le « romantisme noir » montre la face cachée de cette image de la « femme sensible », en réactivant le thème de la sorcière, dont Lulu de Wedekind, l'antiféminisme de Weininger et les théories de l'hygiène sont les prolongements. Chez Nietzsche, la polarité n'est plus pensée en termes de complémentarité, mais se transforme en « guerre des sexes ». Pour celles qu'on dit mûres ou sorcières, le carcan de la société « victorienne » est la prosaïque réalité.

Intimiste

Et les femmes, face aux hurlements de l'imagination masculine ? Celles qui élèvent la voix ébranlée à peine les lieux communs. Leur volonté d'émancipation s'épuise entre l'utopie de l'égalité et celle de la complémentarité. Elles fument le cigare et portent le pantalon. Elles excellent dans les genres littéraires qu'on leur octroie : l'art épistolaire et le roman. La poésie, le théâtre, la philosophie restent largement réservés aux hommes. Angela Praesent, qui dirige actuellement aux éditions Rowohlt la collection « Femme nouvelle », constate que rien n'a changé (2). La prose féminine allemande est presque toujours autobiographique. La femme s'isole, timide dans le maniement des idées.

Le texte d'Herbert Marcuse, *Marxisme et féminisme* (3), montre la survivance des schémas que Silvia Bovenschen met au jour dans la littérature du XIX^e siècle. De même que Rousseau et Kant rajoutent l'idéal égalitaire de la « femme savante » au nom de la « vraie nature féminine », Marcuse ne se contente pas d'une doctrine qui réclamerait seulement l'égalité des droits. « Dans l'économie et la politique capitalistes, les femmes devraient acquiescer les qualités masculines de compétition et d'agressivité pour conserver leur position ».

Le socialisme féministe, au contraire, prétend libérer les « qualités féminines » et remplacer « la productivité répressive par la réceptivité créatrice ». Contre le militarisme, la brutalité sociale et sexuelle, la destruction de la nature, il affirme les valeurs esthétiques et le principe de plaisir. La libération de la femme serait aussi celle de l'homme et préparerait l'avènement de l'humanité androgyne.

Mais le féminisme d'aujourd'hui, refuse les idéaux d'émancipation proposés par les hommes. Plusieurs romancières allemandes cherchent à se délivrer des stéréotypes de l'imagination masculine. On peut citer, à l'Ouest, Gabriele Wohmann ou Verena Stefan, à l'Est, Christa Wolf ou Irmintraud Morgner.

Le livre de Silvia Bovenschen vient à point montrer pourquoi il a fallu attendre si longtemps que « les femmes commencent à respecter leur propre système de valeurs, à chercher un langage pour leur propre sexe, à décrire les femmes comme on ne les avait jamais décrites auparavant ».

© Silvia Bovenschen, *Die imaginierte Weiblichkeit*, Edition Suhrkamp n° 821, 1979, 230 pages.

Les amours fous d'Albert Cohen

(Suite de la première page)

Pensez-vous que le Juif, l'homme de l'exil, atteint un savoir que ne posséderait jamais l'homme européen ?

L'exil a une merveilleuse connaissance que n'aura jamais l'homme pourvu d'une patrie. O perspicacité du Juif qui devine si vite s'il est accueilli de bon cœur ou non, s'il est aimé ou détesté. Je pense soudain à toutes ces qualités que nous donne notre malheur d'être rejetés, d'être mis à part. C'est de ce malheur que naît notre merveilleux amour nuptial, notre dévotion de la famille, citadelle et reconfort. Et c'est ce malheur de ne pas en être qui nous donne cette soif naïve d'être aimés, cette attente d'être accueillis, ce désir de bonté. Ce peuple qui souffre, injustement humilié depuis vingt siècles, pour dire d'un chrétien qu'il est bon, il dit qu'il a le « cœur juif ». Oui, il y a un mystère de tendresse dans mon peuple. Un médecin protestant m'a confié que les malades avec lesquels il sent aussitôt un contact humain, une attente de tendresse, sont presque toujours juifs.

Vous êtes l'homme de plusieurs pays.

Pourquoi pas ? Un cœur non étiré peut contenir plusieurs amours, plusieurs patries. Moi, né à Corfou, je me sens un bâtard aimant de la France, amoureux fou de la langue française, qui est une de mes patries, et mes livres sont un arbre de Judée dans la merveilleuse immense forêt française. J'ai d'autres patries, la Suisse très chère qui m'a adopté, l'Angleterre que j'ai apprise à aimer. Israël m'est aussi une merveilleuse patrie. Et je suis fier de penser que, par une décision récente des autorités israéliennes, une grande forêt sera bientôt implantée aux environs de Jérusalem et portera mon nom.

Dans un de vos livres, Mangelous craint l'état juif. Il craint que le Juif y cesse, dans le bonheur, d'être Juif. Il a peur que le Juif devienne un soldat

courageux, qu'il perde son intelligence et qu'il se transforme en une sorte de Hollandais très blond et très confortable.

Laissez parler Mangelous qui annonce souvent des malheurs pour le plaisir. Je l'ai réconforté en lui annonçant que, bien que vainqueur et courageux, les soldats juifs détestent la guerre, le méprisent. De plus, je l'ai rassuré en lui promettant que notre Dieu, en sa solitude, nous prépare certainement quelque nouvelle catastrophe qui nous gardera Juifs de bonne sorte.

Macaques

Cette fragilité qui est en vous.

C'est vrai. Tout ce qui fait d'Israël un peuple d'antennature, le peuple de la loi et des commandements qui force l'ancienne bête à devenir un homme. Tout ce qui fait de moi un homme qui a l'horreur et le mépris de la force qui, physique ou sociale, est le pouvoir du maître et dont je l'ai rassuré en lui promettant que notre Dieu, en sa solitude, nous prépare certainement quelque nouvelle catastrophe qui nous gardera Juifs de bonne sorte.

Ces fous sont le contraire de votre héros Mangelous. Mangelous est un grand personnage. Il est menteur, tendrement menteur, parce qu'il est un artiste qui a besoin de gran-

deur et de beauté. Il est excessif, il est aimant, il est chaleureux, il est intelligent avec violence. Il adore ses trois bambins qu'il tourmente par tendresse et pour les bronzer de vitalité commerciale afin d'en faire des milliardaires et des redoutables de Wall Street.

Mangelous n'est-il pas la confirmation de la tradition rabbinique et orientale ?

Mangelous a une richesse et une splendeur et une finesse et une tendresse et une perspicacité que n'ont jamais eues les héros rabbiniques. Gargantua est si fier et si sûr de Mangelous. Mangelous est un gentilhomme. Gargantua est un horrible bonhomme. Il profite seulement d'avoir été écrit il y a quelques siècles.

Aimez-vous la littérature allemande ?

J'ai consacré beaucoup de temps à mes amies. J'ai peine au temps d'écrire quelques livres.

« Belle du Seigneur », c'est la nostalgie des amours passées et leur résurrection par l'écriture.

C'est ma dernière grande aventure. Mais, chose curieuse, aussi étrange qu'elle puisse vous paraître, je reçois encore, à quatre-vingt-quatre ans, des lettres d'amour de mes lectrices.

Votre femme n'est pas trop jalouse ?

Les lettres d'amour que je reçois, nous les lisons ensemble.

Le suicide est souvent présent dans votre œuvre.

L'endroit le plus sûr pour se donner la mort est la deuxième intercalaire.

Croyez-vous en Dieu ?

Non. Nous ne sommes pas le peuple élu de Dieu. Dieu est noir élu et il a le même caractère que les grands de son peuple.

Avez-vous été ému par le voyage de Sadate à Jérusalem ?

Le geste de Sadate était beau. De l'Orient où j'ai vécu je garde quelque tendresse pour les Arabes.

Quelle est l'ambition suprême d'un écrivain ?

Etre aimé. Assez. Je suis fatigué.

GÉNÉALOGIE

Quand un juif cherche ses aïeux

PIERRE GALLERY

PARMI les jeunes gens auxquels ont été remis, le 18 novembre dernier, les prix scientifiques Philips (1), Guillaume Lévy-Lambert a reçu le troisième de 5 000 francs, pour une recherche généalogique en milieu israélite. Son étude, sur sa propre famille, dont tous les membres sont juifs, dénombre avec certitude environ quatre cents personnes. C'est assez peu, pensera-t-on, en comparant avec les possibilités d'une recherche menée en milieu catholique, ou même protestant. Pourtant, c'est énorme si l'on songe à la situation des Israélites qui n'avaient pas le droit de résider en France sous l'Ancien Régime, sauf dans quelques localités, et qui n'avaient même pas toujours de nom avant la Révolution.

Comment en ce cas peut-on procéder ? Le commencement de la recherche est analogue à celui de toutes les autres : deman-

der la copie intégrale de son acte d'état civil, de ceux de ses parents, de ses grands-parents. Notre lauréat s'est tourné très vite vers la visite des cimetières et l'examen des inscriptions funéraires. Presque uniquement orienté en France vers les Israélites d'Alsace-Lorraine (ashkénazes), il a eu la joie de s'apercevoir que les Allemands avaient très généralement respecté le petit cimetière juif des villages. Toutefois, si les plaques sont partiellement rédigées en français depuis 1850 environ, antérieurement elles le sont exclusivement en hébreu. Pourtant, les monuments funéraires datent parfois de très longtemps, et leur examen en vaut vraiment la peine.

En effet, l'inclusion des juifs dans l'état civil n'a pas eu lieu en 1792 comme pour les catholiques et les protestants, elle ne s'est réalisée qu'à la suite du décret du 20 juillet 1808. Même alors, son application fut fort difficile, et de nombreuses rectifications furent demandées les années suivantes.

Les Israélites durent alors

adopter un patronyme et un prénom fixes. Jusqu'à cette date, ils possédaient un nom individuel suivi de celui de leur père et souvent d'un surnom. Ce dernier devint le patronyme. Ils purent le choisir comme ils le voulaient. C'est ainsi que Cohen (rabbin, chef spirituel) et Levy (gardien du temple) eurent les faveurs de beaucoup. Des lieux d'origine furent également adoptés : Morange, Créange, et même Lyon (celui-ci fut souvent utilisé comme prénom). Certains surnoms furent traduits en français. Les se transformèrent en Lièvre.

Quelles que soient les dénominations, n'y avait-il donc rien auparavant qui permit de retracer les filiations ?

Souvent c'est très difficile. Pourtant quelques documents existent effectivement.

L'article 25 des lettres patentes du 10 juillet 1794 régla l'état civil des juifs d'Alsace en stipulant que tous les actes seraient déclarés devant le juge du lieu et inscrits sur un registre tenu en double exemplaire. Ces documents sont conservés, pour le Haut-Rhin, au dépôt des archives départementales ; mais, pour le Bas-Rhin, il ne subsiste rien avant 1808. Enfin, notre lauréat a eu connaissance d'une série de contrats de mariage rédigés en hébreu, déposés aux archives départementales de Colmar. Trois d'entre eux concernent ses ascendants !

Chez les sefarades

Toutefois, pour l'Alsace et la Lorraine, quelques registres religieux furent tenus, tenus et mal tenus, et généralement perdus maintenant. Une exception doit être signalée. La ville de Metz possédait un état civil israélite de

1717 à 1792, sans solution de continuité. Il est conservé aux archives départementales.

Telle est la situation chez les ashkénazes, les ancêtres de notre lauréat. Mais qu'en est-il des sefarades, ceux du sud de la France ?

Alors que ceux-ci étaient en perpétuels déplacements entre l'Alsace-Lorraine et l'Allemagne ou la Pologne, au gré des brimades et des persécutions, ceux-ci se trouvaient dans une situation bien meilleure, beaucoup plus stable. Ceux du Sud-Ouest (à Bordeaux et à Bayonne), possédaient toute liberté de culte depuis avril 1550, et différents registres remontant au dix-huitième siècle subsistent encore de nos jours (aux archives municipales de Bordeaux, en particulier). Ceux du Comtat-Venaissin (à Avignon, à Carpentras, à Caumont et à L'Isle-sur-Sorgues) dressèrent des registres de circonscription depuis novembre 1620. En 1763, l'état civil de tous les juifs et de toutes les juives fut prescrit par la Congrégation du Saint-Office. Les registres en sont conservés dans les quatre communes citées.

Bien sûr, il ne s'agissait que de villes exceptionnelles, car la déclaration du 23 avril 1615 expulsait de France tous les juifs. Guillaume Lévy-Lambert estime que ces Israélites étaient en très petit nombre relativement à ceux de l'Alsace et de la Lorraine, qu'ils ont réussi, dès l'Ancien Régime, à se créer une place privilégiée comme médecins, avocats, etc., et qu'il est donc plus facile pour leurs descendants d'arriver à les retrouver. Seulement, notre lauréat descend exclusivement des ashkénazes. C'est infiniment plus difficile. Et c'est pour cela qu'ayant quand même réussi sa recherche il a obtenu le prix.

NUMISMATIQUE

Naissance de la monnaie

ALAIN WEIL (*)

L'APPARITION de la monnaie dans la civilisation occidentale est un événement capital que l'on a souvent analysé de manière confuse, amalgamant le problème des origines des pièces de monnaie avec celui de la nature de la monnaie. Nous n'ouvrons pas le débat sur ce dernier sujet pour lequel de nombreuses théories philosophiques et psychanalytiques ont été émises (1) et nous essaierons de décrire l'entrée de l'argent dans l'histoire du seul point de vue numismatique.

La naissance de la monnaie grecque, c'est-à-dire la naissance de la monnaie elle-même, coïncide avec deux révolutions, l'une économique et l'autre artistique.

La monnaie est un instrument matériel d'échange économique répondant aux critères suivants : il est constitué d'un matériau résistant aux dégradations de toutes sortes et ayant par sa nature une valeur propre ; il possède un poids déterminé s'inscrivant dans un système pondéral préalable ; il porte la marque d'une autorité responsable, garantissant la valeur de la monnaie, c'est-à-dire à la fois la nature du matériau et son poids.

Les premiers échanges économiques de l'humanité appartiennent à la civilisation du troc, mais bien vite se fit sentir le besoin d'un instrument d'échange plus approprié et c'est ainsi que naquirent les premiers documents prémonétaires tels que barres de cuivre ou de fer, disques ou lingots de métaux précieux.

C'est seulement au septième siècle avant J.-C. que va naître, en Asie-Mineure, la véritable monnaie lorsque les Lydiens auront en l'idée de garantir la valeur des lingots métalliques par l'apposition d'une empreinte. D'abord fabriquées en électrum, alliage naturel d'or et d'argent, les monnaies sont ensuite réalisées en métal précieux pur, or ou argent, à l'initiative du roi lydien Crésus, qui utilisa l'or charrié par le fleuve Pactole pour frapper les fameuses « créseïdes ».

À la civilisation du troc succède définitivement la civilisation de l'argent : c'est la première révolution d'ordre économique que nous apporte la naissance de la monnaie. Elle est d'une importance capitale puisque dès lors, à toutes les époques et dans presque tous les pays du monde, on a frappé monnaie et que de nos jours cet instrument privilégié d'échange économique est resté le même dans sa forme à quelques améliorations techniques près.

Propagande

La seconde révolution est d'ordre artistique. La naissance de la monnaie coïncide avec un moment décisif de l'art grec ; celui de la conception figurative des mythes et des symboles et celui de l'invention de l'effigie du dieu-homme déjà présent dans les récits homériques.

L'art monétaire nous donnera certains des chefs-d'œuvre de l'art grec. Il peut paraître paradoxal que des choses purement utilitaires comme les pièces de monnaie aient été l'objet de soins artistiques ; ce serait oublier trois raisons fondamentales, dont les deux premières sont propres à la Grèce et au monde antique tandis que la dernière est toujours d'actualité. La première tient à l'importance de l'influence religieuse dans la frappe des monnaies antiques ; toute la symbolique présente sur les pièces reflète souvent le portrait d'une cité ou d'un État.

La seconde est la conception esthétique de l'âme et de la pensée grecques qui se sont refusées à créer des objets utilitaires. La troisième est le rôle de propagande qu'a joué et que

peut encore jouer de nos jours la monnaie d'un pays, tant à l'intérieur de ses propres frontières qu'à l'extérieur, rôle non négligeable sur le plan du rayonnement politico-économique.

Tout au long de l'histoire de la Grèce, l'art monétaire suivra l'évolution stylistique de l'ensemble des autres formes d'expression artistique.

Après son invention en Lydie vers 650 avant J.-C., la monnaie connut un grand succès et quitta les rivages de l'Asie-Mineure pour aborder ceux de la Grèce continentale. C'est ainsi que les premières monnaies grecques peuvent être datées d'environ 625 avant J.-C. Ce sont des statères d'argent de la ville d'Egine offrant d'un côté la représentation d'une tortue de mer, symbole de la ville, et de l'autre côté un carré creux.

Poulains de Corinthe

Puis vers 575 avant J.-C., apparaissent, conjointement à Corinthe et à Athènes, des monnaies qui vont connaître un succès extraordinaire et qui joueront un rôle prépondérant dans les échanges économiques du monde grec.

Les « poulains » de la ville de Corinthe vont être frappés sans interruption de 625 à 300 avant J.-C. Ces statères d'argent dénommés « poulains » à cause de la représentation de Pégase qui les orna, présenteront à l'époque archaïque un carré creux (une incuse) qui fut, par la suite, remplacé par la représentation d'Athènes coiffée du casque corinthien.

Les « chouettes » d'Athènes connurent une vie encore plus longue puisque — à l'exception de quelques interruptions — elles furent monnayées pendant près de cinq siècles (de 575 environ à 86 avant J.-C.). Elles constituent un des classiques du monnayage grec et sont aujourd'hui difficiles à trouver en bel état de conservation.

À la suite d'Egine, de Corinthe et d'Athènes, la plupart des grandes cités grecques eurent leurs propres monnaies représentant souvent des animaux ou des divinités (Zeus, Apollon, Hélios, Pan, Héraklès, Poséidon, etc.).

Frappe manuelle

Tous ces monnayages ont une grande valeur artistique, chaque monnaie ayant d'ailleurs son individualité au sein d'un type monétaire donné, du fait de la technique de frappe manuelle (au marteau) et de la fragilité des coins monétaires, qui ne pouvaient frapper qu'un nombre assez limité d'exemplaires avant d'être détériorés. Beaucoup de monnaies qui nous sont parvenues sont donc de coins différents et, comme les coins étaient eux-mêmes gravés à la main, elles présentent des variantes sensibles de représentation et de style.

Du point de vue de l'histoire de l'ensemble du monnayage grec forme une suite documentaire d'un intérêt exceptionnel, aussi bien sur les événements politiques et économiques que sur la spiritualité, les croyances et les mythes de l'Antiquité. Enfin, cette monnaie, dont nous avons décrit la naissance du temps des prédecesseurs de Crésus, est immortelle ou plutôt elle survit à sa propre mort comme l'a si bien vu Jean Babelon (2) : après sa démonstration elle ne vaut plus que par son métal et elle se cache alors, enfouie, égarée ou thésaurisée, pour resurgir un jour, à l'occasion de la découverte d'un trésor, transcendée en objet d'art du passé pour le profit des historiens et la joie des collectionneurs.

(1) Cf. notamment *Psychanalyse de l'argent*, par Ernest Borneman (Fayard).

(2) Jean Babelon, *Les monnaies racontent l'histoire* (Honoré Champion).

(*) Expert numismate.

Le Monde DE LA **MUSIQUE** 19

TELÉRAMA

ROCK
COUNTRY
JAZZ

DON CHERRY / MICHEL JONASZ
1980 LES VRAIS GRANDS
OFFENBACH / MENUHIN
WEBER / ROSSINI

Naissance de la monnaie

ALAIN WEIL

APPARITION de la monnaie dans la civilisation occidentale est un événement capital que l'on a souvent analysé de manière confuse, amalgamant le problème des origines des pièces de monnaie avec celui de la nature de la monnaie. Nous nous arrêtons plus le but sur ce dernier sujet pour jeter de nombreuses pierres philosophiques et psychologiques sur les origines de la monnaie, de sa nature et de son rôle dans l'histoire de l'humanité.

La naissance de la monnaie, c'est-à-dire la naissance de la monnaie elle-même, n'est pas un événement unique, mais un processus continu, marqué par deux révolutions, la révolution technique et la révolution économique.

La première révolution technique est celle qui a permis la fabrication de pièces de monnaie en métal, à partir d'alliages d'argent et de cuivre.

La seconde révolution économique est celle qui a permis la circulation de la monnaie, à partir de la création d'un système bancaire.

La monnaie est un instrument de mesure, de paiement et de stockage de la valeur. Elle est le lien entre le monde réel et le monde idéal.

La monnaie est le reflet de la civilisation. Elle est le produit de la culture humaine.

La monnaie est le symbole de la puissance. Elle est le signe de la richesse.

La monnaie est le lien entre le passé et le futur. Elle est le pont entre le monde d'aujourd'hui et le monde de demain.



GERARD OMER

Poulains

TENNIS

La chasse aux sponsors

Borg, Connors et McEnroe auront gagné chacun plus de 10 millions de francs en 1979. Yannick Noah est sur leurs traces. Des cabinets spécialisés s'occupent de leurs affaires.

YVES AGNÈS

Le numéro un du tennis mondial, le Suédois Björn Borg, aura gagné environ 9 millions de dollars (12 millions de francs) en 1979. Et il vient de signer, avec la seule firme Donnay — fabricant de raquettes — un contrat « juteux » lui assurant pour cinq ans environ 20 millions de francs (le Monde du 27 novembre). Ses deux principaux rivaux, les Américains Jimmy Connors et John McEnroe, auront touché aussi cette année leur milliard de centimes.

Pour les deux cents meilleurs joueurs professionnels qui ont formé l'Association des tennis professionnels (A.T.P.), il n'y a plus de saison creuse. Le Grand Prix — patronné par Colgate et que la firme automobile Volvo vient de reprendre pour 750 000 dollars en 1980, 825 000 en 1981 et 875 000 en 1982 — comptait en 1979 quatre-vingt-quatre tournois répartis sur les cinq continents. Les prix distribués aux joueurs pour ces tournois varient de 50 000 dollars (minimum obligatoire) à 375 000 dollars, soit un total environ 10 millions de dollars pour l'année. En outre, les joueurs sont désormais utilisés dans des tournois d'exhibition, hors Grand Prix. On estime que les gains procurés par ces exhibitions et par les contrats publicitaires de toutes sortes sont deux à trois fois supérieurs aux prix récoltés dans les tournois officiels.

Comment gérer au mieux sa carrière sportive et sa carrière financière dans de telles conditions ? Un joueur de haut niveau ne peut plus tout à la fois cou-

Pierre Darnon (ancien premier joueur français, neuf fois champion de France et directeur pendant dix ans des Internationaux de France à Roland-Garros) et Philippe Pimpaneau (tête de seconde série en France pendant plusieurs années et ancien responsable commercial de la Chemise Lacoste) sont aujourd'hui les patrons de Proserv-Europe, société filiale du cabinet américain. Leur expérience des milieux du tennis permetait à ce dernier d'« occuper le terrain » en Europe, de tenir ainsi la dragée haute à l'équipe rivale. Des locaux discrets à Paris, deux assistants seulement, mais une présence efficace sur le marché. Pour sa troisième année, Proserv-Europe annonce 15 millions de francs de recettes. L'un de ses atouts : les relations étroites que le cabinet entretient avec la Fédération française de tennis. Ainsi, pour les Internationaux de France à Roland-Garros, la retransmission télévisée du tournoi en dehors des pays couverts par l'Eurovision (14 pays en 1979) est négociée entre eux. La F.F.T.T. s'appuie sur Proserv-Europe pour l'organisation de certains tournois, comme le championnat national. Récemment, le Tour de France du tennis — tournée de popularisation avec des vedettes françaises et étrangères — a été organisé en commun, recettes publicitaires à la clé, parmi lesquelles le patronage de la firme Mercedes.

Reste ce qu'il est convenu d'appeler la « morale du sport ». Devant l'inflation galopante des tournois et exhibitions et la marée montante des dollars, les commentateurs s'insurgent à droite et à gauche dans des journaux politiquement opposés. On part en guerre contre des « folles » qui compromettent le tennis. Ou du moins l'image de noblesse désintéressée associée traditionnellement au sport. En obtenant au passage que le football ou la boxe, pour ne citer qu'eux, sont aussi des « affaires » à l'échelle mondiale. Et les Jeux olympiques une énorme bourse commerciale. Les nostalgiques de l'époque des « Mousquetaires » peuvent verser une larme à la mémoire du baron de Courbérin. Autrement, il fallait avoir de l'argent pour jouer au tennis ou s'y intéresser. Mais on ne le disait pas.

Un marché mondial

Deux gros cabinets rivalisent sur le marché mondial. D'un côté l'International Management Group de Mark Hume McCormack, à Borg comme tête d'affiche. De l'autre, quatre avocats autour de Donald Dell, ancien capitaine de l'équipe américaine de Coupe Davis, ont fondé en 1970 la Professional Services Inc. Ces derniers ont aussi dans leurs cartons des joueurs de premier plan comme Roscoe Tanner (numéro 5 mondial), Arthur Ashe (numéro 8), José Higueras (numéro 9) et, quatre joueurs français : Noah, Jauffret, Dominguez et Fortes.

Ces quatre joueurs furent la dot dans la corbeille de mariage, en 1977, quand Donald Dell voulut créer une filiale européenne.

PARIS

Les jardiniers à l'école

On se bouscule, au jardin du Luxembourg ou à Vincennes, pour s'initier aux secrets des maîtres jardiniers.

MICHELLE LAMONTAGNE

JEUDI 8 h. 30. Les joggers transparents dans les allées du Luxembourg. Direction le pavillon Davidoud. Pointage à l'entrée. Retour normal à la discipline scolaire car les cours gratuits de jardinage organisés ici depuis cent soixante-dix ans ne désemplissent pas. Quatre absences justifient donc l'élitisme qui ouvre la porte à

plus assidue. Et la liste d'attente est longue, très longue, qui voit en novembre les inscriptions quasiment closes pour septembre prochain.

La petite salle, triste comme le bureau d'un fonctionnaire, est bondée. Une bonne centaine d'élèves studieux notent avec application sur cahiers et cahiers à spirale tout ce qu'un futur jardinier doit savoir sur le cerisier, le prunier et l'abricotier.

Avec gentillesse, la compétence du vrai praticien et beaucoup de simplicité, le professeur explique la plantation, le choix des variétés, les traitements. Il fournit des idées, illustrant son propos de clichés en couleurs qui donnent l'eau à la bouche. Peu de mots trop techniques, mais nul ne semble perdu dans les branches chiffonnées, les courbes, les palmettes, le débordement, termes étudiés dans les cours précédents. Peu de questions, qui détruiraient sans doute le rythme d'une conférence dont personne ne veut perdre un mot.

« A l'école d'horticulture du jardin du Luxembourg », confirme l'un des deux responsables de la conservation des parcs qui ont en charge les cours « jardin fruitier » et « jardin d'agrément », nous recevons des élèves des horizons les plus divers. Ici, généraux en retraite, pédagogues inouïs et femmes du monde, cotoient le petit employé, le conducteur d'autobus, la secrétaire et même l'éternel étudiant barbu que l'on soupçonne de venir rêver à sa future reconversion écologique. Tous sont réunis par une même curiosité intellectuelle certaine et le désir d'embellir le jardin d'un somptueux hôtel particulier ou de quelque « Sam-Suffit » de banlieue.

A partir de janvier commence le moment attendu des travaux pratiques dans cet étrange verger en plein cœur de Paris, vestige de l'époque où les pères châteaux produisaient des fruits renommés. Par petits groupes d'une trentaine, les élèves sont initiés à la taille sous la conduite de moniteurs aussi soucieux de transmettre leur savoir que d'éviter d'irréparables dommages aux arbres de ce véritable conservatoire des formes et variétés fruitières qu'est devenu le verger du Luxembourg. D'autres groupes établissent des pro-

jets d'aménagement de jardins. Certains se retrouvent par la suite dans la très vivante Association des auditeurs des cours du Luxembourg, qui propose pour la bien modeste somme de 45 francs des séries de causeries et une petite revue — *Plaisir du jardin* — qui élargit leurs connaissances. Sans oublier les bourses aux plantes où l'on échange ses trésors entre amateurs et quelques voyages dans de belles propriétés privées.

Jedi, 18 heures, rue de Grenelle. Les fauteuils de la Société nationale d'horticulture de France sont moelleux et confortables. Un gigantesque bouquet, sans doute œuvre des amateurs de la section art floral de la société, orne l'estrade. Ce soir, une centaine de participants viennent apprendre à bien aménager terrasses et balcons. Sujet trop technique, absence de photos, tout quelque peu monocorde de l'orateur ou distance créée par l'estrade et le tableau noir. Le courant passe mal et, dès 19 heures, les rangs se vident dans un va-et-vient fort désagréable. Pourtant le professeur répond avec beaucoup de bonne volonté aux questions personnelles, ce qui n'a pas l'heur de plaire à tous. « Laissez parler le conférencier », interromp échevènement un monsieur bien mis qui n'a pas digéré dix années de contestation étudiante.

Les cours de la S.N.H.F. font recette à tel point que les organisateurs ont ressenti la nécessité de doubler leur programme. Mais il leur manquera toujours la pratique qui permet aux jardiniers néophytes de passer de la plume à la bêche.

De vrais jardins

Samedi 9 heures, Vincennes. Enfin de vrais jardins où la bousculade aux pieds et le froid pince dans le petit matin. Bottes de caoutchouc, gantées de cuir, le visage enfoui dans une grosse capuche, une vingtaine d'élèves s'appliquent à recopier le tableau du forage des endives sur un cahier d'écolier.

Tel, le cours s'effectue *in situ* : dans les serres pour les plantes d'appartement, au potager pour les cultures légumières, dans les plates-bandes pour les fleurs ou arbustes. Un professeur fait vivre son sujet par la manipulation chevronnée des outils spécialisés devant un arrosage de quarante à cent candidats studieux jusqu'à enregistrer au magnétophone les paroles du maître. Attention ! si l'on veut accéder en deuxième année, il faut montrer qu'on a bien assimilé le programme. Un diplôme sanctionne les études volontaires et donne droit d'accès à l'Association des auditeurs des cours de l'école du Breuil.

« Quand les beaux jours reviennent, l'auditeur se réveille », explique un professeur. Les amateurs vont mettre en pratique dans leur jardin de campagne les notions acquises en hiver. Comme ailleurs, les cours de l'école Du Breuil, organisés par la Ville de Paris, sont complétés plusieurs mois avant leur ouverture. Preuve une nouvelle fois de la passion du jardinage qui gagne le cœur des Français.

Dans la région parisienne, on trouve de quoi répondre au désir de connaissances et à la demande de quelques centaines de personnes seulement. Un bon créneau à travailler, diraient les publicitaires.

La plupart des grandes villes de province qui disposent de services d'espaces verts ont fait de louables efforts en ce domaine. Il est certain que la qualité et l'intérêt des cours dépend plus de la personnalité de l'organisateur que de ses moyens financiers offerts.

Mais, à Paris, où trouver les terrains pour de véritables travaux pratiques, où créer une initiation bien nécessaire pour les enfants dont le goût pour la nature s'affaiblit ? A part quelques rares initiatives de jardins scolaires et d'ateliers verts, on est bien loin de ces vastes « educational gardening programs » que proposent à des milliers d'écoliers et étudiants depuis le début du siècle les grandes cités américaines.

Adresses

● Ecole d'horticulture du Jardin du Luxembourg, 64, boulevard Saint-Michel, 75006 Paris. — Cours hebdomadaires d'octobre à juin gratuits (jardin fruitier et d'agrément).

● Association des auditeurs des cours du Luxembourg, pavillon Davidoud, 55 bis, rue d'Assas, 75006 Paris. — Cotisation annuelle : 45 F. Conférences, conseils techniques (fruitier, potager, agrément).

● Société nationale d'horticulture de France, 84, rue de Grenelle, 75007 Paris, téléphone : 548-81-00. — Cotisation annuelle : 45 F plus abonnement pour une série de quatre cours hebdomadaires : 40 F (initiation au jardinage, fruitier, potager, plantes d'appartement).

● Villes de province. — Renseignements à la mairie ou au siège des sociétés locales d'horticulture.

● Ecole Du Breuil, route de la Ferme, 75012 Bois de Vincennes. — Cours hebdomadaires d'octobre à juin : 45 F (initiation au jardinage, fruitier, potager, plantes d'appartement).

● Pour un perfectionnement au niveau professionnel, l'Ecole nationale supérieure d'horticulture propose douze séances placées le vendredi après-midi, à partir du 25 janvier 1980 jusqu'en juin, au prix de 1380 F le cycle dans les potagers du roi. Cette somme est déductible de la contribution obligatoire à la formation continue, mais également ouverte aux amateurs (E.N.S.H., 4, rue Hardy, 78000 Versailles, téléphone : 951-81-28).

AVEC Helsenberg, puis Jacques Monod, le hasard avait retrouvé ses lettres de noblesse. N'était-ce pas, au fond, la béquille du savant ? Depuis, il a mauvaise presse. L'aléa, envahit à tel point l'horizon qu'on ne sait plus où donner de la tête. On cherche désespérément à quoi se raccrocher. À renfler par les « scénarios du futur » proposés celui qui est le plus vraisemblable, pour essayer d'éliminer quelques-uns de ces intolérables points d'interrogation plantés dans le sable de l'avenir. Ah ! si l'on pouvait quadriller les perspectives politiques et économiques du monde et tracer des jardins à la française, au lieu de s'avancer dans ce fouillis de style anglais, en attendant la vraie jungle !

De là à souhaiter que la machine s'installe là où l'homme bafouille, il n'y a qu'un pas que franchissent allègrement tous ceux qui s'irritent de l'incertitude. Quand M. Pierre Massé écrivait le *Plan ou l'anti-hasard*, il était tout à fait dans son rôle : aider le pouvoir à élaborer la politique souhaitable en éliminant le plus possible d'incertitudes, l'essentiel étant de préserver la cohérence entre les choix. Mais ce « sage » n'a jamais pensé qu'on pouvait faire programmer les décisions par des ordinateurs.

On n'est pas encore arrivé à ce point de démission, mais tout juste. Il est donc temps de réhabiliter le hasard, ce soleil de la vie, sans quoi « les choses ne seraient que ce qu'elles sont ». Roderick Seidenberg, dans son *Homme post-historique*, écrivait,

en 1950, que, à mesure que progressent la science et la technologie, seul l'homme apparaît « comme une entité rebelle, imprévisible, au sein d'un univers traitable d'autre part ». Le jour où l'individu deviendrait — sous la pression de la science — une pièce du système, il serait conduit à une sorte de suicide. Le hasard, comme défense

contre l'embrigadement ou le cours trop canalisé d'une vie, il y a belle lurette que les peuples s'en servent à travers le jeu. Qu'il monte à la tête de trop de monde, que le tiers soit devenu une institution nationale et que les tapis verts des casinos violent trop de « drogués » flirter avec l'indéterminé, bon, on ne fermait pas les yeux pour la

beauté de la cause. Mais de la pomme de Newton à la marmite de Papi, combien de découvertes sont nées aussi d'un fulgurant coup de hasard, d'accrochant le mécanisme de l'intelligence ! En fait d'imprévu, n'êtes-vous pas servis, diront ceux qui voient défilier l'actualité ? Ne confondons point. À bien réfléchir sur ce qui survient au monde, la part de hasard est fort mince. C'est le plus souvent au terme d'une implacable logique que l'inattendu arrive, qu'il s'agisse de la bourrasque des prix du pétrole, du réveil de l'islam intégriste, de l'agonie du Cambodge, etc. C'est à desserrer les carènes de l'enchaînement des causes et des effets funestes, à démontrer cet « arbre de déféculation » dont parlent les assureurs, que les hommes devraient s'employer, en faisant jouer de nouvelles soli-

darités, et, pourquoi pas, en permettant au hasard, jamais admis aux tables de conférences de redistribuer les cartes, plus malicieusement que selon les seuls rapports de force. Que serait la culture sans le hasard ? « Qu'en resterait-il, si chacun ne lisait que ce qu'il désire objectivement ? » (1). Qui n'a ressenti l'émotion suscitée par l'errance sans but dans une bibliothèque, et la joie d'avoir feuilleté inopinément tel auteur oublié ? Les Anciens avaient fait du hasard un dieu. Nous en avons fait des « lois », celles des probabilités. Le hasard, comme l'amour, n'a jamais connu de loi.

(1) L'Information, dimanche, par J.-L. Lepage et D. Wolton. La Documentation française 1979.

Le Monde

La mauvaise nouvelle

par Vladimir Nabokov

EUGENIA ISAKOVNA MINTS était une vieille émigrée, veuve, qui s'habillait toujours en noir. Son fils unique avait trouvé la mort le jour précédent. Elle n'avait pas encore été prévenue. C'était un jour de mars en 1935 et, après une aube pluvieuse, une motte de Berlin se reflétait dans l'autre, sur un plan horizontal où s'entre-croisaient des lignes brisées, et coïncidaient. Les Chernobylski, de vieux amis d'Eugenia Isakovna, avaient reçu le télégramme de Paris vers 7 h. du matin, et quelques heures plus tard, une lettre était arrivée par avion. Le directeur du personnel de l'entreprise où Misha travaillait annonçait que le pauvre jeune homme était tombé dans une cage d'ascenseur du haut des étages supérieurs de l'usine, qu'il avait souffert quarante minutes ; bien qu'inconscient, il n'avait pas cessé de gémir jusqu'à la fin.

Pendant ce temps, Eugenia Isakovna s'était levée, habillée ; d'un mouvement presté de la main elle avait jeté sur ses épaules un châle en laine noire, puis s'était fait du café dans la cuisine. La simple odeur du vrai café représentait une victoire sur sa logeuse, Frau Oktor Schwarz, « une bête rousse, inculte » : depuis une semaine, Eugenia Isakovna ne lui adressait plus la parole — ce n'était pas et de loin leur première querelle — mais, comme elle le répétait à ses amis et amies, elle ne voulait pas dénigrer pour un certain nombre de raisons qu'elle ne se lassait pas d'énumérer. De toute façon, elle possédait un avantage manifeste lorsqu'elle décidait de briser ses relations avec telle ou telle personne : il lui suffisait de débarrasser son appartement acoustique, dont l'élément principal ressemblait à un petit sac à main noir.

Au moment où elle portait la cafetière dans sa chambre, de l'autre côté du vestibule, elle remarqua le frémissement d'une carte postale que le facteur avait glissée par la fente ménagée dans la porte d'entrée et qui était venue se poser sur le plancher. C'était l'héritière de son fils, dont les Chernobylski avaient appris le décès grâce à des moyens postaux plus modernes. Par conséquent, les lignes (sans existence réelle) qu'elle parcourait maintenant sur le seuil de

sa chambre, la cafetière à la main, un observateur aurait pu les comparer aux rayons encore visibles d'une étoile déjà éteinte. « Ma chère Masha (c'était le surnom affectueux que lui donnait son fils et qui remontait à sa petite enfance), j'ai toujours du travail par-dessus la tête et, le soir, je tombe régulièrement de fatigue et je ne dors jamais... » A deux rues de distance, dans un appartement grotesquement semblable, encombré de bibelots étranges, Chernobylski, homme d'un embonpoint confortable, chauve, aux sourcils épais et arqués et à la bouche minuscule, qui ne s'était pas rendu en ville ce jour-là, arpentait une pièce après l'autre. Il portait un complet sombre mais n'avait pas mis son col (la cravate glissée dans le col dur pendait comme un ficou sur la salle à manger). Tout en plâtrant, il faisait de grands gestes d'impuissance et parlait à voix haute : « Comment lui dire ? Comment lui préparer, quand on est contrainct avec elle de pousser des hurlements ? Grand Dieu, quelle calamité ! Son cœur ne va pas le supporter, il va décoller, son pauvre cœur ! » Sa femme pleurait, humait, se grattait la tête entre ses cheveux rares et gris ; elle téléphonait aux Lipshetyn, à Lenochka, au docteur Orshansk, sans se décider à aller annoncer la nouvelle à Eugenia Isakovna. Leur logeuse, une pianiste à pince-nez et forte poitrine, à part cela femme compatissante et d'expérience, leur conseilla de ne pas se presser : « Puisqu'il n'y a pas moyen d'éviter le choc, le plus tard sera... » Mais, d'un autre côté, s'écria Chernobylski d'une voix hystérique, on ne peut pas non plus attendre ! C'est l'urgence. Elle est la mère, elle va vouloir partir pour Paris... Qui sait ? Pas moi. Ou alors, elle va vouloir que le corps soit transporté ici. Pauvre, pauvre Misha, mon pauvre garçon, pas encore trente ans, toute la vie devant lui ! Et quand je pense que c'est moi qui lui ai aidé à trouver ce travail, et dans ce tout Paris ! — Allons, allons, Boris Lvovich, intervint sagement la logeuse, qui pouvait prévoir ? Vous n'y êtes pour rien. Et je me demande même, si on réfléchit, comment il a bien pu tomber. Vous comprenez, vous ? »

YANT bu son café et rincé sa tasse à la cuisine (tout en ne prêtant pas la moindre attention à la présence de Frau Schwarz), Eugenia Isakovna sortit, avec son fils mort, son sac à main et son parapluie. La pluie, après quelques hésitations, avait décidé de se calmer. Elle referma son parapluie et entreprit de suivre le trottoir luisant, se tenant très droite sur des jambes très maigres en bas noirs, celui de gauche mal tendu. On pouvait également remarquer la longueur de ses pieds qui, dans la marche, traînaient quelque peu, la pointe tournée vers l'extérieur. L'appar-

eil débarrassé, elle atteignait à la surdité idéale ; lorsqu'il fonctionnait, elle était encore très sourde. Ce qu'elle prenait pour le bourdonnement de la ville n'était que celui de son sang et, se détachant sur ce fond sonore habituel sans en rien modifier, le monde environnant se déplaçait — plétons caoutchouteux, chiens en ouate, tramways muets — avec par-dessus les images qui, changeant peu à peu de forme, dégorgeaient pour ainsi dire des labeurs de bien.

Au milieu de ce silence général, elle passait, impossible, plutôt satisfaite, vêtue de son manteau noir, enroulée et diminuée par sa surdité et, tout en prêtant une attention distraite à ce qui l'environnait, elle réfléchissait. Demain, jour férié, Untel devait passer la voir, il lui fallait donc retrouver les mêmes gaufrettes roses que la dernière fois, également de la marmelade (fruits confits en gelée) au magasin russe, peut-être quelques douceurs à la petite pâtisserie où l'on est toujours sûr que tout est frais. Un homme de grande taille, coiffé d'un chapeau melon, qui venait dans sa direction, lui parut de loin (de très loin dans le temps, assurément) ressembler étrangement à Vladimir Markovitch Vilner, le premier mari d'Ida, mort d'une attaque, seul dans un wagon-lit, quelle tristesse, et comme elle passait près de l'horloger elle se souvint qu'elle voulait demander quand la montre de Misha serait prête. Il l'avait cassée à Paris, là où elle avait envoyé par okazaki (le « message » était l'une de ses connaissances de passage à Berlin). Elle entra. Sans la moindre bruit, sans le moindre froissement, les balanciers oscillaient, tous différents, jamais à l'unisson. Elle sortit son appareil de son sac à main, introduisit l'embonpoint dans son oreille d'un mouvement presté que la timidité avait fait hésiter au début, et la voix à la fois familière et lointaine de l'horloger se mit à vibrer, s'effaçant, bondit enfin sur elle avec un craquement : « Freitag... Freitag... Très bien, mais je vous attends, vendredi prochain. »

TRÉCA
EPÉDA
SIMMONS

Medica TRÉCA

EXPOSITION ET CENTRE D'ESSAI

CAPELOU

DISTRIBUTEUR

Seule adresse de vente : 37 Av. de la République - PARIS 11 - Métro Parmentier - Parking assuré TEL. 237.40.30

LIVRAISON GRATUITE RAPIDE DANS TOUTE LA FRANCE

Elle suivait des rues qu'elle avait non seulement apprises à bien connaître au cours de la demi-douzaine d'années écoulées depuis sa fuite de Russie, mais qui lui paraissaient maintenant offrir autant de spectacles plaisants que celles de Moscou ou de Kharkov. Tout en jetant des regards d'approbation sur les enfants, les petites filles, elle bâilla, étourdie par l'air vif du printemps précoce. Un homme — un pauvre malheureux — passait par là, qu'elle reconnut : un ami d'amis à elle, un nez affreux, à la toque misérable ; ils lui parlaient souvent

de lui et elle savait tout sur lui, maintenant : une fille simple d'esprit, un beau-fils méprisable, le distrait, l'arrivé à la hauteur d'un marchand de quatre-saisons, qu'elle avait découvert le printemps précédent, elle acheta un merveilleux régime de bananes ; puis elle fit longtemps la queue à l'épicerie, fixant le profil d'une effrontée qui avait eu le toupet de passer devant elle et de se glisser près du comptoir ; vint l'instant où la mâchoire s'ouvrit comme une cascade-voies. Mais Eugenia Isakovna mit les choses au point. Chez le pâtissier elle choisit ses gâteaux avec soin, se penchant en avant sur la pointe des pieds, comme une petite fille, tandis que son index hésitant se tendait — il y avait une déchirure dans la laine noire du gant. A peine était-elle ressortie qu'elle s'immobilisa devant la vitrine d'une chemiserie. A cet instant, Mme Shuf, une femme à l'humour enjoué, au maquillage quelque peu outré, rempara de son coude ; sur quel Eugenia Isakovna, le regard vide, regarda prestement son appareil et, le monde redevenu audible, adressa alors un sourire de bienvenue à son amie. Il y avait du bruit, du vent, Mme Shuf s'inclina et fit de son ongle, la bouche verte de travers, pour orienter sa voix dans la direction de l'embonchure noire.

« Avez-vous des nouvelles de Paris ? » Oh oui, très régulièrement, répondit doucement Eugenia Isakovna. Pourquoi ne venez-vous pas me voir ? Frappez à ma porte de temps en temps. Un frémissement douloureux traversa son regard lorsque Mme Shuf, dans son désir de bien faire, lui répondit d'une voix perçante. Elles se quittèrent. Mme Shuf, qui n'était pas encore au comptant, remonta chez elle au moment même où son mari, à son bureau, poussait des « aah ! » et des « eh bien » au téléphone, hochant la tête, le combiné pressé contre sa joue à écouter Chernobylski. « Ma femme est partie la voir, expliquait ce dernier. Je vais la rejoindre à l'instant. Le diable m'emporte si je sais comment il faut s'y prendre. Mais mon épouse est une femme, après tout. Elle saura peut-être préparer le terrain... » Shuf, quant à lui, était d'avis d'utiliser des petits morceaux de papier, une série de messages de plus en plus révélateurs : « malade », « très malade », « état alarmant ».

« J'y ai bien pensé, mais cette méthode n'est pas moins délicate. Quelle calamité, héin ? Jeune, en bonne santé et des dons exceptionnels. Et c'est moi qui lui ai trouvé ce travail ! Moi qui l'aiderais financièrement ! Quoi ? Oh, je comprends parfaitement, mais rien que d'y penser, je deviens fou. D'accord, nous nous retrouverons là-bas. » L'air féroce, douloureux, montrant les dents, inclinant la tête en arrière, il parvint à fixer son col. Au moment de sortir, il soupira. Dans la rue, il l'aperçut devant lui, marchant d'un pas tranquille et confiant, avec son fillet noir rempli de ses em-

commence, Boris », supplia Mme Chernobylski, évitant le regard d'Eugenia Isakovna qui avait commencé d'examiner avec plus d'attention les visages autour d'elle sans interrompre, cependant, le flot lisse de ses paroles aimables, pathétiques, innocentes. « Nu, chto ya magu ! » (Et comment faire ! », s'écria Chernobylski qui, comme secoué d'une quinte de toux, se redressa et se mit à tourner en rond dans la pièce. La sonnette de la porte tinta et la propriétaire, l'air solennel, fit entrer Ida et la sœur d'Ida. Une curiosité avide se lisait sur leurs visages blanchâtres. « Elle ne sait pas encore », leur confia Chernobylski ; et il défit les trois boutons de sa jaquette qu'aussitôt il reboutonna. Eugenia Isakovna, les sourcils froncés, mais les lèvres conservant encore leur sourire, serra la main de ses nouvelles visiteuses puis s'assit à nouveau, dirigeant son petit appareil posé sur la nappe devant elle tantôt vers l'un tantôt vers l'autre, comme une invitée, mais les sons se dispersaient, se décomposaient. Soudain, les Shuf, Lipshetyn, le boîtier et (par pur hasard) la vieille Mme Tompkin firent leur entrée. Ils se mirent à discuter en chœur, mais faisaient tous bien attention de ne pas parler dans sa direction tout en l'environnant par groupes compacts, la mine sombre. Appuyée à la fenêtre, une ombre déjà tremblait, reniflait, tandis qu'assise à côté d'Eugenia Isakovna le Dr. Orshansk examinait attentivement une gaufrette qu'il plaça contre une autre comme un domino. Eugenia Isakovna, dont le sourire maintenant disparu était remplacé par une expression qui faisait penser à la rancœur, continuait de tendre le cordon de son appareil en direction des visiteurs. Entre deux sanglots, Chernobylski, placé dans le coin le plus éloigné, s'exclama : « Qu'y a-t-il à expliquer ? Mort, mort, mort ! » Mais elle avait déjà peur de regarder dans sa direction.

« Cette nouvelle est extraite d'un recueil intitulé *Une beauté russe*, à paraître chez Julliard, qui regroupe deux recueils sortis entre 1924 et 1940. Rédigée en russe, elle a été publiée dans un périodique d'émigrés vers 1935. La traduction a été réalisée par Gérard-Benoît Durand à partir de la version anglaise établie par l'auteur et son fils Dimitri.

ACTUELLES MILLÉSIMÉES

Tant d'intérêts, et tant de cabales...

« L'ambition et la galanterie étaient l'âme de cette cour, et occupaient également les hommes et les femmes. Il y avait tant d'intérêts et tant de cabales différentes, et les dames y avaient tant de part que l'amour était toujours mêlé aux affaires et les affaires à l'amour. Personne n'était tranquille ni indifférent ; on songeait à s'élever, à plaire, à servir ou à nuire ; on ne connaissait ni l'ennui ni l'oisiveté, et on était toujours occupé des plaisirs ou des intrigues. [...] Toutes ces différentes cabales avaient de l'émulation et de l'enveie les unes contre les autres : les dames qui les composaient avaient aussi de la jalousie entre elles, ou pour la faveur, ou pour les amants ; les intérêts de grandeur et d'élevation se trouvaient souvent joints à ces autres intérêts moins importants, mais qui n'étaient pas moins sensibles. Ainsi il y avait une sorte d'agitation sans dévotion dans cette cour, qui la rendait très agréable, mais aussi très dangereuse [...] »

Il s'agit de la cour de Henri II, bien sûr. C'est elle qu'avait plus d'un siècle de distance, sans doute entre 1875 et la fin de 1877, une dame de qualité faisait revivre. Sous l'œil attentif de La Rochefoucauld, elle écrivait *La Princesse de Clèves*, qui ne sera signé Mme de La Fayette que bien plus tard.

JEAN GUICHARD-MEILL.

50 من الأصل